

Créditos de Imagem: J.B . Debret - Vue générale de la ville du côté de la mer.

# **circulação das ideias e história dos saberes geográficos: hierarquias, interações e redes**

16 a 20 de dezembro de 2014

## **PROMOÇÃO:**

Comissão de História da Geografia da União Geográfica Internacional

Rede Brasileira de História da Geografia e Geografia Histórica

Programa de Pós-Graduação em Geografia da Universidade Federal do Rio de Janeiro

## **COM O APOIO:**

Fórum de Ciência e Cultura do Campus Praia Vermelha da Universidade Federal do Rio de Janeiro

Fundação Biblioteca Nacional

Instituto de Pesquisas Jardim Botânico do Rio de Janeiro

## Sessão I

### ***Les premières sociétés de géographie (Paris, Berlin, Londres) entre coopération universaliste et concurrence nationale (1820-1860)***

Laura Péaud

À partir des années 1815–1820, un mouvement visant à renforcer la place des savoirs géographiques dans le paysage scientifique européen s'affirme très nettement. Il s'agit alors d'assurer l'édification de cadres, institutionnels surtout et dans une moindre mesure méthodologiques et conceptuels, préludant à la fondation d'une discipline géographique. Les savoirs géographiques se structurent peu à peu et, ce faisant, s'affirment comme un champ de force à part entière en regard des autres disciplines scientifiques et de l'appareil politique. L'ambition affichée est alors celle de l'autonomie disciplinaire. Pour y parvenir, la grande affaire de la période consiste à doter de lieux de production, de concentration et de diffusion des savoirs géographiques, symbolisant matériellement la volonté d'édifier le nouveau champ disciplinaire. Cette institutionnalisation passe par la fondation de sociétés de géographie, chargées de soutenir et de représenter ce projet. Trois principales apparaissent au cours de la décennie 1820 : à Paris en 1821, à Berlin en 1828 et à Londres en 1830. À ces sociétés sont associés d'autres lieux soutenant l'affirmation de la géographie : bibliothèques, géoramas et surtout cartothèques.

La création de ces espaces de rassemblement s'inscrit dans une problématique plus large, soulevée depuis plusieurs années en histoire des sciences, celle des lieux de savoir et des savoirs situés. Cette problématique résonne avec l'incursion du spatial turn dans les sciences humaines et sociales, en particulier dans le champ des science studies. Le spatial turn s'est invité à l'occasion d'un effort de décentrement du regard, alors que les historiens des sciences ne cherchaient plus seulement à interroger le contenu discursif de la science, mais aussi les pratiques et façons de faire qui informent et modèlent ce contenu. Le mouvement du spatial turn suggère de se pencher en particulier sur la manière dont l'espace, les lieux, peuvent influencer la pratique scientifique. Ce tournant s'impose depuis une dizaine d'années comme une approche des plus pertinentes pour comprendre et retracer l'histoire de la construction des savoirs. De la même manière que n'importe quel autre fait historique, la production, la diffusion et l'appropriation des savoirs ne s'envisagent pas de la même manière selon l'endroit où l'on se trouve. Le lieu fonctionne comme un facteur de différenciation et de structuration des savoirs. Comme l'écrit Christian Jacob, les apports de la géographie semblent infiniment riches pour saisir la façon dont les savoirs sont construits et diffusés (Jacob, 2007). Des réflexions venues des sphères française (Besse, 2003, 2004 ; Clerc, 2012 ; Jacob, 1992, 2007, 2011, 2014 ; Singaravélou, 2008), allemande (Schröder, 2011) et britannique (Livingstone, 2003 ; Livingstone et Withers, 1999, 2005) appuient cette démonstration et soutiennent l'idée que l'entrée par le lieu participe de l'écriture de l'histoire des sciences. Je fais mienne la problématique des savoirs situés dans le cadre de ce travail. En prenant l'exemple des sociétés de géographie, il s'agit de montrer en quoi leur situation géographique, spécifique et relative, donne lieu à des configurations spatiales particulières. L'objectif est donc de saisir la/les géographie(s) du savoir dessinées par les sociétés de géographie, grâce à la mobilisation des notions de réseaux, de collaboration, de concurrence, de diffusion et de circulation.

En s'inscrivant dans l'axe 3 du colloque « Réseaux : les arrangements institutionnels et la coopération intellectuelle dans l'histoire de la géographie », cette intervention vise à comprendre comment les sociétés de géographie, ainsi que les lieux qui leur sont associés, fonctionnent à la fois dans une dimension collaborative, transnationale et universaliste, tissant un réseau de savoirs géographiques tout autour du globe, et dans une dimension concurrentielle, nationalisée et répondant au contexte politique d'affirmation nationale. Il s'agit de cerner les liens que ces lieux entretiennent entre eux, mais aussi avec les autres institutions du savoir et avec les organes du pouvoir, ce qui pose la question du cadre de prédilection de la production géographique. En dépit d'ancrages nationaux évidents, les sociétés de géographie parviennent-elles à fonctionner en réseau à l'échelle européenne, voire mondiale, et donc à perpétuer l'ambition universaliste ? Autrement dit, comment la structuration disciplinaire qui passe par l'affirmation du cadre national, et par le renforcement du rôle des capitales politiques, peut-elle ménager des ambitions universalistes clairement affichées dans les objectifs fondateurs des sociétés ? À travers la problématique générale des savoirs situés, l'enjeu de cette présentation consiste à saisir la tension à l'œuvre lors des fondations des premières sociétés de géographie, entre élan universaliste et tentation nationale. Cette communication s'appuie sur des sources variées (bulletins des sociétés, correspondances épistolaires, etc) et propose une analyse comparatiste entre trois sphères (France, Prusse, Grande-Bretagne) dans une perspective diachronique (1820-1860).

Les fondations des trois sociétés s'inscrivent tout d'abord dans un élan européen et transnational, puisque plusieurs États sont simultanément touchés. Les trois sociétés partagent en effet un idéal universaliste, hérité des Lumières et de l'entreprise de l'Encyclopédie : celui du progrès et du partage des connaissances. Dans cette perspective, elles développent des stratégies de coopération. La collaboration se fait à plusieurs échelles : entre elles tout d'abord, par la mise en place de réseaux de correspondances denses, par l'échange d'informations ou de matériel (livres, cartes, etc) ; ensuite avec d'autres sociétés savantes, grâce auxquelles elles élargissent

le champ de collecte des informations et avec lesquelles elles engagent des débats ; enfin, elles sollicitent tout individu prêt à collaborer à leur entreprise, en utilisant le médium épistolaire tout autour du monde (via le corps diplomatique, les voyageurs, les commerçants, etc). Ainsi, par cet esprit coopératif et universaliste, les sociétés de géographie tissent un réseau très dense de relations à plusieurs échelles qui englobe l'espace mondial. Le premier objectif de cette intervention consistera donc à examiner le fonctionnement réticulaire qui les anime, en s'attachant à bien en distinguer les différents niveaux scalaires.

Ils agit également d'interroger les spécificités nationales qui surgissent dans ce processus d'institutionnalisation. Car si, en apparence, les trois sociétés sont organisées sur le même modèle, leur inscription dans des espaces politiques et culturels distincts suggère de rechercher des modalités de fonctionnement particulières. En effet, chaque société se positionne avant tout dans son cadre étatique. Plusieurs éléments plaident en faveur de ce constat. D'une part, l'examen des flux qui les animent révèle une orientation nationale très forte. La cartographie des échanges fait apparaître une géographie de la production des savoirs géographiques nationalisée : en dépit des déclarations d'universalité, les sociétés s'inscrivent dans des territoires nationaux du savoir géographique et contribuent à les différencier de plus en plus. L'enjeu consiste à saisir les contours de ces territoires, leurs spécificités et leurs éventuelles surfaces de recouvrement. D'autre part, chaque société entretient des liens de connivence de plus en plus affirmés avec la sphère du politique. En devenant des instruments de l'État dont elles dépendent, elles contribuent ainsi au renforcement national à l'œuvre. Cela s'exprime en termes de proximité, à la fois géographique et relationnelle, avec le champ politique mais également en termes d'objets d'étude convoqués par les sociétés. Les curiosités géographiques se trouvent influencées par les besoins politiques, économiques ou militaires. Les cartographes révèlent là encore des géographies nationales spécifiques des objets géographiques interrogés. Ces analyses des flux et des sujets d'intérêt confirment l'hypothèse selon laquelle le lieu où l'on se trouve influence ce que l'on fait, selon la problématique des savoirs situés. Dans le cadre de cette recherche, il apparaît que les liens avec le pouvoir peuvent être structurants dans l'animation des lieux de la géographie : le politique favorise un fonctionnement à l'échelle nationale, au détriment d'une circulation transnationale. Ce processus s'affirme d'autant plus au fil de la période 1820-1860, alors que les nations se découvrent aussi des ambitions coloniales. Malgré des intentions universalistes, les premières sociétés de géographie fonctionnent dans un cadre de plus en plus resserré par les injonctions nationales et concurrentiel.

Pour résumer, cette intervention vise donc à interroger la dialectique entre savoir et pouvoir au moment des premières fondations des sociétés de géographie, à travers la problématique des savoirs situés. L'approche spatiale, ainsi que la mobilisation des outils et des concepts géographiques, permet de faire apparaître une tension entre les échelons du national et de l'universel. Dans une perspective diachronique (1820-1860) et comparatiste (France, Prusse et Grande-Bretagne), l'analyse des configurations spatiales des premières sociétés de géographie engage des réflexions heuristiques dans l'effort d'une écriture spatialisée, réflexive et critique de l'histoire de la discipline.

#### Références bibliographiques :

- BESSE, J.-M., 2003, *Les grandeurs de la Terre, aspects du savoirs géographiques à la Renaissance*, Lyon, ENS Éditions, 420 p.
- BESSE, J.-M., 2004, « Le lieu en histoire des sciences. Hypothèses pour une approche spatiale du savoir géographique au XVIème siècle », in *MEFRIM*, tome 116 – 2, pp. 401-422.
- CLERC, P. (dir.), 2012, *Géographies - Épistémologie et histoire des savoirs sur l'espace*, CNED SEDES, 312 p.
- JACOB, C., 1992, *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel, 537 p.
- JACOB, C. (dir.), 2007, *Les lieux de savoir. Tome 1 : Espaces et communautés*, Paris, Albin Michel, 1277 p.
- JACOB, C. (dir.), 2011, *Lieux de savoir. Tome 2 : Les mains de l'intellect*, Paris, Albin Michel, 986 p.
- JACOB, C., 2014, *Qu'est-ce qu'un lieu de savoir ?*, OpenEdition Press, 122 p.
- LIVINGSTONE, D. N., 2003, *Putting Science in its Place. Geographies of Scientific Knowledge*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 234 p.
- LIVINGSTONE, D. N., WITHERS, C. W. J., 2005, *Geography and Revolution*, Chicago, Chicago University Press, 433 p.
- LIVINGSTONE, D. N., WITHERS, C. W. J., 1999, *Geography and Enlightenment*, Chicago, Chicago University Press, 455 p.
- SCHRÖDER, Iris, 2011, *Das Wissen von der ganzen Welt. Globale Geographien und räumlich Ordnungen Afrikas und Europas 1790-1870*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 411 p.
- SINGARAVELOU, P. (dir.), 2008, *L'Empire des géographes. Géographie, exploration et colonisation, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin collection Mappemonde, 287 p.

## **Repensando a política e o território: a crise da Europa vista por Albert Demangeon**

### **Guilherme Ribeiro**

Nos últimos trinta anos, os pesquisadores envolvidos no campo da história do pensamento geográfico vêm operando um movimento perceptível, embora nem sempre tão evidente à primeira vista: a incorporação da política e da história à epistemologia. Foi-se o tempo em que o pensamento geográfico era abordado de maneira factual e deslocado de seu contexto histórico-social. Tal movimento fortaleceu-se a partir do momento em que os vínculos dos geógrafos ditos “clássicos” com o colonialismo passaram a ser investigados.

Nesse contexto, gostaríamos de explorar a interpretação da crise sofrida pela Europa na primeira metade do século XX promovida pelo geógrafo francês Albert Demangeon (1872-1940). Partindo do verbete *Colonisation* incluso no seu *Dictionnaire de Géographie* de 1907 até chegar à célebre obra *Le déclin de l'Europe* em 1920, passando pelo livro *L'Empire britannique. Étude de géographie coloniale*, de 1923, pelos dois artigos sobre *géographie politique* dos anos 1930 e, sobretudo, pelo texto *Les conditions géographiques d'une Union Européenne. Fédération européenne ou ententes régionales?*, de 1932, estamos diante de material extremamente valioso tanto para entender as questões político-territoriais desse período quanto para avaliar os dilemas vividos pela União Européia no início do século XXI. Enriquecendo a revisão bibliográfica, ajudam-nos a entender a conjuntura e o pensamento de Demangeon o livro *Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939*, de Yannick Muet (1996), e as teses de doutorado Albert Demangeon (1872-1940). De *l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne*, de Denis Wolff (2005) e *Penser à l'échelle du Monde. Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie* (fin du XIXe siècle/entre-deux-guerres), de Jean-Baptiste Arrault (2007).

Uma vez que nosso pressuposto é apreender os geógrafos “clássicos” como intérpretes da modernidade (ampliando, portanto, o âmbito do pensamento geográfico a fim de alcançar a relevância histórica daqueles pensadores<sup>1</sup>, traço metodológico inspirado em Michel Foucault que visa extrair a dimensão política presente no discurso geográfico), Demangeon soube compreender com clareza as profundas mudanças geopolíticas em curso na primeira metade do século XX. A principal delas diz respeito ao fim da hegemonia européia sobre o mundo, processo que teve como momento-chave a Primeira Guerra Mundial. Diretamente articulado a este fato, Demangeon constata também a decadência do Colonialismo: em termos econômicos, o maior volume de comércio realizado pela Europa ocorria dentro de seu próprio continente; em termos políticos, os efeitos não foram senão devastadores. Embora saibamos dos componentes ideológicos presentes na reprovação de Demangeon à Geopolitik alemã, preterindo-a em nome da *Géographie Politique* (ambas sendo discursos nacionalistas e colonialistas em prol de seus respectivos impérios, não havendo portanto distinção de conteúdo entre ambas), seus artigos *Géographie politique* (1932) e, principalmente, *Géographie politique*, à propos de *l'Allemagne* (1939), publicado nos *Annales de Géographie* seis meses antes da eclosão da Segunda Guerra Mundial, possuem forte valor histórico.

Uma rápida análise do material mencionado aponta para uma reorientação do pensamento de Albert Demangeon. Se em 1910 sua defesa do Colonialismo era ferrenha e “justificava-se” pela necessidade de matérias-primas exigidas pela Revolução Industrial, vinte e dois anos foram suficientes para que ele mudasse de idéia. No interessantíssimo artigo *Les conditions géographiques d'une Union Européenne. Fédération européenne ou ententes régionales* publicado nos *Annales d'histoire économique et sociale* (periódico fundado pelos historiadores Marc Bloch e Lucien Febvre e que contou com a intervenção direta de Demangeon junto ao editor Armand Colin em sua criação), o discurso é outro: a competição desenfreada de outrora e, mesmo, a eloquência narrativa, cedem lugar a uma política de cooperação. O reerguimento da Europa passava, necessariamente, pela valorização de seu próprio território. A fim de lidar com a concorrência das jovens potências Estados Unidos da América e Japão (além, é claro, do poderio da Grã-Bretanha), cabia à Europa perpetrar uma integração econômica capaz de contornar não apenas os diferentes interesses políticos nacionais, mas, também, a carência de infraestrutura, a criação de crédito para os países mais pobres, as desigualdades sociais e, sobretudo, os conflitos entre Estados industriais e Estados agrários em relação à política econômica a ser adotada (protecionismo ou liberalismo?). Esboçado este quadro, Demangeon opta por acordos regionais em detrimento de uma federação.

Enfim, a reflexão de Demangeon antecipou, bem antes da Segunda Guerra Mundial, aquilo que o alemão Carl Schmitt consagrou como o nomos da Terra: a crise e o fim da hegemonia espacial européia na primeira metade do século XX. No momento em que escrevemos (julho de 2014), quando o Velho Continente passa por graves dificuldades econômicas, políticas fiscais impopulares e ampliação tanto de movimentos sociais contestatórios quanto de ideologias nacionalistas de direita, e, com isso, o próprio projeto da União Européia passa ser questionado, parece-nos útil recuperar a história do pensamento geográfico como janela interpretativa do tempo presente. Ao observarmos uma série de semelhanças entre as questões colocadas por Demangeon a respeito da União Européia e as levantadas por pensadores de nossos dias como Tzvetan Todorov e Jürgen Habermas, vemos que encerrar o pensamento geográfico no passado não faz sentido algum. Enunciada por Demangeon, a necessidade histórica de renovar a Europa, edificando-a em termos mais amplos, continua em vigor – porém, não sem contradições.

#### **Referências Bibliográficas**

ARRAULT, Jean-Baptiste. *Penser à l'échelle du Monde. Histoire conceptuelle de la mondialisation en géographie* (fin du XIXe siècle/entre-deux-guerres). Thèse de doctorat de géographie sous la direction de Marie-

<sup>1</sup> Além de Demangeon, estamos nos referindo basicamente ao franceses Élisée Reclus (1830-1905) e Paul Vidal de la Blache (1845-1918), ao alemão Friedrich Ratzel (1844-1904) e ao britânico Halford John Mackinder (1861-1947).

Claire ROBIC, Université Paris I (2007).

CLAVAL, Paul. Playing with mirrors: the British Empire according to Albert Demangeon. In: SMITH, Neil, GODLEWSKA, Anne (eds.). *Geography and empire*. Oxford: Blackwell (1994).

DEMANGEON, Albert. Géographie politique, à propos de l'Allemagne. *Annales de Géographie*, n. 272, pp. 113-119 (1939).

DEMANGEON, Albert. Géographie politique. *Annales de Géographie*, n. 229, pp. 22-31 (1932).

DEMANGEON, Albert. Les conditions géographiques d'une Union Européenne. Fédération européenne ou ententes régionales? *Annales d'Histoire Économique et Sociale*, n. 17, 30 septembre, pp. 433-451 (1932a).

DEMANGEON, Albert. L'Empire britannique. Étude de géographie coloniale. Paris: Armand Colin (1923).

DEMANGEON, Albert. Le déclin de l'Europe. Paris: Armand Colin (1920).

DEMANGEON, Albert. Colonisation. In: DEMANGEON, Albert. *Dictionnaire de Géographie*. Paris: Armand Colin (1907).

FOUCAULT, Michel. *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard (1971 [1970]).

MUET, Yannick. *Les géographes et l'Europe. L'idée européenne dans la pensée géopolitique française de 1919 à 1939*. Genève: Euryopa, Institut européen de l'Université de Genève (1996).

SCHMITT, Carl. *O nomos da Terra no direito das gentes do jus publicum europaeum*. Rio de Janeiro: Contraponto/Editora da PUC (2014 [1950]).

WOLFF, Denis. Albert Demangeon (1872-1940). De l'école communale à la chaire en Sorbonne, l'itinéraire d'un géographe moderne. Thèse de doctorat de géographie sous la direction de Marie-Claire ROBIC, Université de Paris I (2005).

### ***Troca cultural, geografia social e circulação dos saberes geográficos na América Latina: Luce Fabbri leitora e intérprete de Elisée Reclus***

**Federico Ferretti**

A intelectual ítalo-uruguaia Luce Fabbri (1908-2000), filha do célebre anarquista e intelectual italiano Luigi Fabbri (1877-1935) refugiado em Montevidéu com a família depois do estabelecimento da ditadura fascista na Itália, foi uma importante e refinada leitora do

geógrafo anarquista francês Élisée Reclus (1830-1905). Seu pai, redator da revista *Il Pensiero*, foi um dos primeiros tradutores para italiano dos escritos de Reclus, principalmente os artigos e panfletos sobre a geografia social e a relação entre ciência e anarquismo. Luce Fabbri ficou apaixonada desde a infância pelas leituras de Reclus. Em 1928, à idade de só vinte anos, ela foi a única pessoa na Itália toda que teve a coragem de falar de anarquismo na Academia no meio da ditadura, defendendo na Universidade de Bolonha uma dissertação<sup>2</sup> sobre o pensamento geográfico de Reclus, orientada pelo filósofo Rodolfo Mondolfo, que lhe valeu nota máxima e o apelido de "senhorita comunista" dado pelo reitor, mesmo porque Luce foi a única candidata que recusou fazer a saudação fascista perante a banca examinadora.

Consideramos essa experiência como uma prolongação da estratégia de comunicação política e científica do mesmo Reclus, que considerava a geografia, às vezes produzida e difundida em redes extra institucionais, como uma maneira de veicular e fazer circular conteúdos políticos radicais, além do rótulo científico, em condições de repressão política e restrição do direito de expressão (FERRETTI, 2014).

Nos arquivos do instituto Internacional de Historia Social de Amsterdã, onde se encontra uma grande parte dos arquivos de Luigi e Luce Fabbri, encontramos também o exemplar original dessa dissertação de Luce, um texto datilografado de 132 páginas, ainda inédito, que trata na primeira parte da biografia de Reclus e na segunda faz uma tentativa de inserção das ideias dele no pensamento geográfico daquela época.

Esse texto será nossa primeira fonte, junto das correspondências de Luigi e Luce e das numerosas publicações sucessivas onde Luce Fabbri cita Reclus, principalmente artigos em revistas argentinas e uruguaias; pai e filha trabalharam também na publicação, em várias línguas, das obras de Reclus no Cone Sul. A abordagem reclusiana de Luce é original e bem documentada, também graças à sua amizade com o historiador austríaco Max Nettlau (1865-1944), então o máximo especialista da história do anarquismo, que lhe forneceu arquivos e fontes primárias para a sua pesquisa. O seu conhecimento da língua alemã lhe permitiu também perceber a importância da referência reclusiana aos geógrafos como Ritter, saindo dos quadros clássicos da geografia humana francesa daquela época.

Luce Fabbri, moradora do Uruguai desde 1929, conhecida no Brasil graças aos trabalhos da historiadora da UNICAMP Margareth Rago, tem grande importância na circulação das ideias reclusianas na América latina. Mesmo não sendo uma geógrafa profissional, porque se estabilizou como professora de literatura na Universidade de Montevidéu, Luce foi sem dúvida, durante muito tempo, a melhor conhecedora dos geógrafos anarquistas no continente e uma refinada intérprete das ideias deles sobre a geografia social e a importância da ciência para a transformação da sociedade, rumos que ela aplicou em seus escritos e comentários sobre a atualidade durante toda sua longa vida, desde a revolução espanhola dos anos Trinta até os debates políticos dos anos Noventa.

Luigi e, sobretudo, Luce foram nesse sentido verdadeiros tradutores linguísticos e culturais, e ao mesmo

2 Lembramos que na Itália o doutorado só foi instituído em 1984, então naquela época a dissertação chamada *Tesi di Laurea* era a máxima titulação acadêmica possível, dando direito ao título de *Dottore*.

tempo, intérpretes originais das ideias de Reclus e dos geógrafos anarquistas, primeiramente na Itália e depois na América latina. Estamos frente a um exemplo de circulação dos saberes, de tradução e troca cultural que envolve não somente o pensamento geográfico, mas também a ligação entre geografia, crítica social, movimentos políticos progressistas e defesa da liberdade científica e civil, já que Luce, por meio da ciência, lutou contra duas ditaduras, a italiana nos anos Vinte e a uruguaia nos anos Setenta. Como no caso de Reclus, estamos no âmbito do que o geógrafo estadunidense Don Mitchell definiu como “guerras culturais” (MITCHELL, 2000), isto é, a consideração do trabalho intelectual como uma luta pela liberdade dos saberes e, ao mesmo tempo, da sociedade toda.

As memórias orais de Luce, recolhidas por Margareth Rago, testemunham também suas viagens ao Brasil desde os anos Quarenta até os anos Noventa, quando ela participou, já aposentada, de vários eventos políticos e universitários que marcaram os movimentos sociais neste país após a ditadura, junto a intelectuais e militantes brasileiros como Rago, Jaime Cubero e Maurício Tragtenberg.

Mas quais são, mais precisamente, os elementos dos estudos reclusianos de Luce que caracterizam seu percurso político e intelectual? Quais pontos dos rumos dela foram inspirados mais diretamente pela geografia no percurso de uma autora eclética, que praticou constantemente diálogos e transferências interdisciplinares entre as diversas ciências humanas? Qual foi a importância para América latina dessa intelectual poliglota que publicou um número impressionante de escritos para que circulassem nos dois lados do Oceano? Como se coloca esse percurso no quadro mais geral da circulação dos saberes geográficos nessa região, e quais novas perspectivas de pesquisa pode contribuir?

Vamos responder a tais perguntas nos baseando na dissertação e nas outras fontes citadas, particularmente nos escritos em várias línguas de Luce Fabbri, nos referindo à literatura internacional acerca de Elisée Reclus e dos geógrafos anarquistas, aos escritos dos historiadores sobre Luigi, Luce e ao anarquismo internacional, e à bibliografia existente sobre a troca cultural e a circulação internacional do pensamento geográfico, particularmente entre Europa e América latina.

#### Arquivos:

Amesterdã (Holanda): IISG-IISH, Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis - International Institute of social History; Archives Luce Fabbri, Archives Luigi Fabbri, Archives Max Nettlau.

Bolonha (Itália): Biblioteca Comunale dell'Archiginnasio, Gabinetto dei Manoscritti, Fondo speciale Luigi Fabbri.

#### Fontes impressas e datilografadas:

FABBRI Luce, *L'opera geografica di Eliseo Reclus*, Tesi di laurea, Regia Università di Bologna, Facoltà di Lettere, Anno Accademico 1927-1928.

FABBRI Luigi, *Epistolario ai corrispondenti italiani e esteri (1900-1935)*, Pisa, BFS, 2005.

#### Bibliografia sintética:

FABBRI Luce, Luigi Fabbri, storia di un uomo libero, Pisa, BFS, 1996.

FERRETTI Federico, *Elisée Reclus, pour une géographie nouvelle*, Paris, Éditions du CTHS, 2014.

MANFREDONIA Gaetano, *La lutte humaine, Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 1996.

MITCHELL Don, *Cultural Geography*, London, Blackwell, 2000.

RAGO Luiza Margareth, *Entre a história e a liberdade: Luce Fabbri e o anarquismo contemporâneo*, São Paulo, editor UNESP, 2000.

RAGO Luiza Margareth, *Audácia de Sonhar: memória e subjetividade em Luce Fabbri*, História Oral, Rio de Janeiro - São Paulo, vol. 5, pp. 29-44, 2002.

## O Mediterrâneo de Pierre Monbeig Larissa Lira

A tese da qual deriva este resumo tem como objetivo traçar a troca de saberes geográficos entre o Brasil e a França na primeira metade do século XX, através do personagem e geógrafo francês Pierre Monbeig (1908-1987) que viveu e lecionou no Brasil entre 1935 e 1946 na Universidade de São Paulo. O importante será observar a circulação de ideias da geografia humana francesa do ponto de vista da constituição metodológica da disciplina, cujo geógrafo Paul Vidal de la Blache (1845-1918) foi o fundador e, Pierre Monbeig, um potencial difusor no escopo do Brasil.

A Geografia Humana foi fundada na França entre 1873 e 1918, mas, especificamente, entre 1890 e 1900, o neologismo ‘Geografia Humana’ foi consolidado pela reflexão e iniciativa de Paul Vidal de la Blache (Robic, 1993). A questão que domina a disciplina, desde o princípio, é a explicação das diferenças entre os diversos estágios de civilização dos povos que ocuparam a Terra (Buttiner, 1971). Para tanto, o método da geografia comparada, formulado por Vidal de la Blache em seus primeiros escritos tornou-se essencial.

Desde a aula de fundação da Geografia Humana, proferida em 1873, em Nancy, Vidal de la Blache trabalha com princípios metodológicos que motivam os geógrafos ao conhecimento da totalidade: “Entre os diferentes

povos que compõem a sociedade europeia, a raça, a história e os interesses se estabelece um grande número de relações (que estudaremos), e o método da comparação se oferecerá naturalmente para melhor fixar as ideias e falar mais vivamente ao espírito" (Vidal de la Blache, 1873: 2). Esse método não será abandonado durante sua carreira. Ao contrário, quatro anos antes de sua morte, ele assinala novamente a importância do método comparativo para a Geografia Humana: «Observons d'abord que la comparaison s'impose à lui avec en plus de force que ce n'est le cas en histoire" (Vidal de la Blache, 1914, p. 557).

Para desenvolver uma geografia universal sob as bases de uma geografia comparada, Vidal de la Blache teve que eleger um espaço de referência (Robic, 2004). Mesmo que as comparações entre os diversos espaços sejam múltiplas, o Mediterrâneo, tendo sido um dos primeiros objetos de estudo de Vidal de la Blache, elegeu-se como uma referência importante na construção metodológica dessa disciplina (Lira, 2012).

No desenvolvimento dessa tradição, outros geógrafos começaram seus estudos geográficos com temas mediterrâneos, fazendo parecer que o tema do Mar Interior agia sobre os geógrafos como uma espécie de iniciador na compreensão da geografia geral. A importância dos estudos sobre o Mediterrâneo na tradição clássica da geografia foi revelada por Claval em "Les Géographes français et le monde méditerranéen" (1988).

Pierre Monbeig, notabilizado por seus trabalhos sobre as zonas pioneiras do Estado de São Paulo, no Brasil, também desenvolveu sua concepção sobre o mar interior nos estudos anteriores à sua chegada ao país tropical, e essa concepção teve importantes rebatimentos metodológicos em seu pensamento. Neste trabalho procuraremos demonstrar que a Geografia Moderna, supostamente inaugurada no Brasil por Pierre Monbeig, está inserida numa tradição de articulação entre particularidades brasileiras e a universalidade abstrata do conjunto do globo, tendo como uma das referências o espaço mediterrânico. Essa não é uma visão comum na historiografia da história clássica da geografia, para a qual os princípios metodológicos da geografia regional não criou articulações entre o escopo regional e global, privilegiando o estudo de espaços arcaicos e a falta de conexão com o mundo moderno (Lacoste, 1979).

A importância do raciocínio comparativo é ressaltada à medida que o Mediterrâneo, tendo sido o objeto de uma tese inacabada de Pierre Monbeig desenvolvida na Espanha, é, aparentemente, o primeiro objeto de palestra no Brasil, em 1936, logo depois de sua chegada da Universidade de São Paulo, no começo de 1935 (Monbeig, 1940 [1936]). Um dos argumentos que pretendemos desenvolver em nossa tese e que será sumariado nesta apresentação, é que o Mediterrâneo se tornou, para Monbeig, um dos espaços de referência para as análises sobre o Brasil. É preciso ponderar que ele não é a única referência, mas ganha sua importância à medida que ele se tornou um dos primeiros objetos de estudo de Pierre Monbeig.

Os trabalhos de Monbeig que pretendemos levar em consideração para esclarecer em que consiste sua concepção de Mediterrâneo, apesar de pouco conhecidos, não são insignificantes, quais sejam: «L'état actuel des migrations espagnoles» (1931a); «Madrid. Son urbanisation. Son rôle. Son avenir» (1931b); «Vie de relations et spécialisation agricole: les Baléares au XVIII<sup>e</sup> siècle» (1932a); «Les relations commerciales franco-espagnoles» (1932b) ; «La réforme agraire en Espagne» (1991 [1933]) ; «Paisagens Agrícolas: o exemplo do Mediterrâneo (1940 [1936]); «'Amérique Latine' ou 'Amérique ibérique'» (1938).

Monbeig vive num momento em que as paisagens geográficas passam por transformações profundas em todo mundo: especialização da agricultura, novas indústrias, latifúndio, grandes aglomerações etc. Ele pretende estudar essa transformação do mundo no seu aspecto mais dinâmico e a partir do Brasil. Contudo, uma das primeiras atitudes de Monbeig é observar essa transformação em um mundo tradicional, de forma a medir a potência dessas mudanças. Trata-se de um raciocínio a todo momento comparativo, em que estão em jogo todas as características do Mediterrâneo e sua evolução, para serem postas em evidência com o mundo pioneiro.

A concepção de Pierre Monbeig sobre o método geográfico leva em consideração a longa construção histórica das civilizações. Assim, as transformações do mundo pioneiro são colocadas dentro de um longo passado histórico. Pierre Monbeig considera que a Europa mediterrânea histórica é um dos espaços de civilização avançada que se deve tomar como exemplo, ainda que criticamente, para pensar uma concepção de Brasil em que se possam potencializar os fenômenos mais parecidos com aqueles que levaram ao progresso de grandes civilizações:

"Quem diz civilização adiantada, diz quase sempre forte densidade de população e, sequência lógica, quem diz civilização evoluída, diz plantas e culturas determinadas: o arroz acompanha a civilização chinesa tal como o milho os precolombianos. Ora encontra-se encontra-se situação idêntica às margens do Mediterrâneo (...)" (Monbeig, 1940 [1936], p. 251)

"Arboricultura, criação na montanha, cereais, tais são os três elementos do sistema agrícola clássico mediterrâneo [que constituem] um sistema racional perfeitamente adaptado ao meio geográfico" (Monbeig, 1940 [1936], p. 253-254).

Com efeito, o Mediterrâneo histórico representa um sistema "perfeitamente adaptado ao meio geográfico". Seu estudo, portanto, é fundamental para um intelectual que chega ao Brasil com a missão de estudar um país e contribuir com o seu desenvolvimento, apontando quais os fenômenos aqui existentes que devem ser conservados ou potencializados. Trata-se, para Monbeig, de ajudar a conceber o caminho da civilização brasileira.

#### Referências bibliográficas:

BUTTIMER, A. Society and Milieu in the French Geographic Tradition. Chicago: Association of American Geographers, 1971.

CLVAL, P. "Les géographes français et le monde méditerranéen". Annales de Géographie, XCVII, nº 542, 1988.  
LACOSTE, Y. A bas Vidal... Viva Vidal!. Hérodote, 10, nº 161, 1979.

LIRA, L. A. O primeiro esboço do método geográfico de Vidal de la Blache a partir dos estudos do Mediterrâneo. Permanências e rupturas no contexto da institucionalização da geografia (1872-1918). 2012. Dissertação (Mestrado em Geografia Humana) – Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas, Universidade de São Paulo, São Paulo.

MONBEIG, P. L'état actuel des migrations espagnoles. *Annales de Géographie*, t.40, n° 224, pp. 198-201, 1931a.

MONBEIG, P. Madrid. Son urbanisation. Son rôle. Son avenir. *Comptes Rendus du Congrès International de Géographie de Paris*. Paris, t. III, travaux des sections IV-V-VI, pp. 466-469, 1931b.

MONBEIG, P. Vie de relations et spécialisation agricole: les Baléares au XVIIIe siècle. *Annales d'histoire économique et sociale*, , 4e année, n. 18, pp. 538-548, 1932a.

MONBEIG, P. Les relations commerciales franco-espagnoles. *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, p. 98-104, 1932b.

MONBEIG, P. [1933]. La réforme agraire en Espagne. In: THÉRY, Hervé; DROULERS, Martine. Pierre Monbeig un géographe pionnier. Paris: IHEAL, 1991.

MONBEIG, P. [1936]. Paisagens Agrícolas: o exemplo do Mediterrâneo. In: MONBEIG, Pierre. *Ensaios de Geografia Humana Brasileira*. São Paulo: Livraria Martins, 1940, cap. XVIII, pp. 249-262.

MONBEIG, P. 'Amérique Latine' ou 'Amérique ibérique'. *Annales de Géographie*, t. 47, n° 268, pp. 439-441, 1938.

ROBIC, M. -C. L'invention de la 'Geographie Humaine' au tournant des années 1900: les vidaliens et l'écologie. In: CLAVAL, Paul. *Autour de Vidal de la Blache*. Paris: CNRS, 1993. Cap. 15, p. 137-147.

ROBIC, M. -C. Un système multi-scalaire, ses espaces de référence et ses mondes. *L'Atlas Vidal-Lablaiche*. Cybergeo: European Journal of Geography [En ligne], Dossiers, Journée à l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales). Echelles et territoires, Paris, France, 29 avril 2002, document 265, mis en ligne le 25 mars 2004. URL: <http://cybergeo.revues.org/index3944.html>. Acessado em: Outubro de 2011.

VIDAL DE LA BLACHE, P. Péninsule Européenne. L'océan et La Méditerranée. Leçon d'ouverture du cours d'histoire et géographie a la Faculté des Lettres de Nancy. Nancy, Paris, Berger-Levrault et Librairies-Éditeurs, p. 1-28, 1873.

VIDAL DE LA BLACHE, P. Sur L'Esprit Géographique. *Revue Politique et Littéraire (Revue Bleu)*. n°18, 52e année. Paris: Bureaux de la Revue Politique et Littéraire (Revue Blue) et de la Revue Scientifique, p. 556-560, 1914.

### ***Colonialité et discours géographique: «La Réunion» de Jean Defos Du Rau (1947)***

Christian Germanaz

La thèse de Jean Defos du Rau, *La Réunion, étude de géographie humaine* (1960), apparaît toujours, après plus d'un demi-siècle, comme la référence incontournable pour quiconque s'intéresse ou écrit sur cet espace insulaire. Si la discipline a bien évolué depuis la publication de ce travail, les chercheurs continuent à le citer invariablement dans leur bibliographie telle une incantation nécessaire pour légitimer leur culture scientifique de l'île sans cependant énoncer la moindre critique sur ce monument de la géographie réunionnaise. Pourtant, et au regard d'une des thématiques proposées par le colloque (colonialités et colonialisme dans la production de la connaissance géographique), la monographie de J. Defos du Rau ne va pas sans poser un certain nombre de questions comme expression ambiguë d'une convergence possible (et éphémère ?) entre le discours géographique et les axiomes idéologiques qui ont nourri le mouvement colonial en Europe.

Sans s'affranchir des matériaux déjà exposés par certains chercheurs (Marimoutou 1990, Benjelloun 2008), notre proposition s'attache davantage à reconnaître et à caractériser le rôle des paradigmes de la discipline, de la doxa institutionnelle et des réseaux relationnels, mobilisés plus ou moins silencieusement dans la recherche de Defos du Rau pour identifier les formes de percolation d'une pensée coloniale dans la production de son discours géographique dont certains aspects équivoques expriment, par endroits, des partis pris jugés, aujourd'hui, comme relevant d'une posture de colonialité. Lorsque Defos du Rau effectue son travail de terrain (1947-1957), La Réunion n'est plus une colonie. En effet, ses représentants politiques ont entériné la loi du 19 mars 1946 impliquant l'incorporation de l'île à la Nation française par le biais du processus de départementalisation. D'où, notre choix d'inscrire le texte de Defos du Rau en situation de colonialité plutôt que de colonisation même si les nuances entre les deux restent parfois assez formelles.

Après avoir clarifié notre position de recherche et rappelé notre respect pour l'œuvre pionnière du géographe, nous proposons un rapide inventaire des éléments narratifs significatifs conduisant à évoquer, chez Defos du Rau, l'empreinte d'une idéologie coloniale mitigée par les figures discursives de son discours scientifique. La mise en perspective de cette recension à travers l'histoire de la discipline, l'influence de ses réseaux et l'environnement intellectuel qui accompagnent la gestation de la thèse de l'auteur constitue la seconde étape de notre démarche. Elle permet de nuancer des propos parfois hâtivement formulés et de répondre à la question restée trop longtemps tapie dans l'ombre de la notoriété de l'œuvre : la géographie de Defos du Rau est-elle de nature coloniale ? Dépassant la singularité de *La Réunion* de Defos du Rau, la dernière étape adopte une position heuristique pour comprendre si l'affichage épistémologique de la discipline et l'épistémé ambiante qui dominent au moment de la formation des géographes français, pratiquant ensuite leur art dans les territoires de l'autre mer à la période des indépendances (1947-1960), les conduisent inexorablement à produire un discours plus ou moins empreint de colonialité ?

## Éléments bibliographiques provisoires :

Amihau, Amélie 1998, « Un grand connaisseur de La Réunion », *Journal de l'île de la Réunion*, édition du 22 octobre 1998.

Benjelloun, Sandrine, 2008, « Géographie tropicale et départementalisation de l'île de La Réunion. Une lecture critique de l'œuvre de Jean Defos du Rau », dans Velasco-Graciet, H., *Les tropiques des géographes*, Pessac : Publications de la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, p. 65-79.

Marimoutou, Jean-Claude Carpanin, 1990, *Le roman réunionnais : une problématique du même et de l'autre : essai sur la poétique du texte romanesque en situation de diglossie*, thèse d'état en linguistique, Université de Montpellier 3, 466 p.

Defos du Rau, Jean, 1960, *La Réunion, étude de géographie humaine*, thèse de doctorat de géographie, Bordeaux, Institut de géographie, 716 p.

Germanaz, Christian, 2009, « Sur les pas de Jean Defos du Rau : Cilaos (1956-2008) », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, vol. 62, n° 245, p. 35-59.

Meynier, André, 1961, « Jean Defos du Rau. — L'île de la Réunion. Étude de Géographie humaine », Norois, vol. 30, n° 1, p. 243 - 244.

Savin, Jacques, 1960, « Compte rendu de la thèse de Defos du Rau », Rec. doc. pour servir l'histoire de La Réunion (anciennement Bourbon), Nlle série, n° 4, p. 195-201.

Veyret, Paul, 1961, « Defos du Rau (J.). — L'île de la Réunion. Étude de Géographie humaine », *Revue de géographie alpine*, vol. 49, n° 2, p. 387-389.

## Sessão II

### ***Les représentations médiatiques sur les territoires: quelle rhétorique photographique dans les magazines grand public de géographie?***

**Guilhem Labinal**

En géographie, le fossé qui existe entre les savoirs populaires et scientifiques est connu (Bonnett, 2002 ; Johnston, 2009) : les magazines grand public dits « de géographie » comme Geo ou le National Geographic méconnaissent ou ignorent la géographie scientifique mais ils développent, de façon autonome, un discours qui prend en charge la spatialité. Les normes de mise en forme et de transmission de l'information auxquelles ils sont assujettis sont distinctes de celles de la géographie académique ; la différence est liée, au moins en partie, à la nécessité de plaire à un public libre de ne pas lire ou acheter ce qui lui est proposé. Séduire est une obligation, le recours à l'image favorise l'adhésion. Ainsi, dans les magazines qui se rattachent à la géographie par le titre, par la catégorisation du sens commun ou par l'usage, l'iconographie complète le texte et elle peut s'y substituer entièrement. Les images occupent généralement près des deux tiers des aires scriptovisuelles (les doubles pages ouvertes des magazines) de ce type de publications. A côté des dessins ou des cartes, la photographie dispose d'une place prépondérante. Celle-ci est potentiellement assertive et témoigne d'un point de vue original sur les relations entretenues par les sociétés avec leur espace. Cette communication souhaite montrer, donc, que les dispositifs iconographiques retenus, la sélection des sujets, les choix techniques réalisés par les médias sont susceptibles de définir, pour le public, un rapport au monde orienté. « L'image montre mais elle ne dit pas », a écrit François Jost<sup>3</sup>. Son étude permet néanmoins de dire comment elle le fait. Les cultural et des media studies ont souligné le rôle politique du National Geographic (Rothenberg, 1993, 2007 ; Tuason, 1999 ; Hawkins, 2010). Les magazines élaborent un imaginaire dont les finalités sont nombreuses et leur discours peut être instrumentalisé. Dans l'héritage des études postcoloniales qui se sont intéressées à l'imagerie occidentale (Arnold, 1996, 2001 ; Driver, 2004), nous avons précédemment montré que le recours à l'érotisme, dans le National Geographic, construit les représentations d'un monde exotique saturé d'impressions coloniales (Labinal, 2008). Nous inscrivant ici dans une même perspective critique, nous présumons que la sélection et les modalités d'organisation des photographies constituent des indicateurs intéressants, et pertinents, pour comprendre la démarche et le projet de démonstration des magazines de géographie. L'analyse temporelle et énonciative des discours médiatiques témoigne, on le sait, de la façon dont le propos géographique est lié à la spécificité du projet de communication porté par les équipes éditoriales (Labinal, 2009). Aussi prolongerons-nous l'hypothèse : les intentions des concepteurs peuvent se saisir dans les types de photographies choisies, dans les sujets et leur traitement. « L'image est un modèle de la réalité », nous dit Wittgenstein<sup>4</sup>. Mais elle implique une réduction plus ou moins pertinente et suppose, sans conteste, des choix éditoriaux et auctoriaux qu'il est utile d'appréhender : une photographie représente un fragment du réel et, même quand elle est choisie pour illustrer une situation singulière, elle peut servir de terreau à la généralisation. Les concepteurs des magazines décident de ce qui est transmis et, par là, de ce qui sera reçu malgré la diversité possible des réceptions, variables selon le

3 Jost, F., 1979, « Le film ; récit ou récits ? », in *Cahiers du XX<sup>e</sup> siècle, Cinéma et littérature*, n° 9, A. Gardies éd., Klincksieck, 1978 ; « Règles du Je », in *Iris* n° 8, *Cinéma et narration* n° 2, 1988 ; « Documentary : narratological approaches », in *Image - Reality - Spectator*, W. de Greef et W. Hesling ed., Leuven, Accro, 1989, repris dans *La Licorne*, n° 17, Université de Poitiers, 1990. Cité par Gaudreault, A. et F. Jost, 2000, *Le Récit cinématographique : Cinéma et Récit II*, Paris, Nathan/HER, 2000, p. 22.

4 Wittgenstein, L., 1993, *Tractatus logico-philosophicus*, traduction de G. Granger, Paris, Gallimard, p. 38.

public cible et les capacités particulières de chacun à discuter des contenus présentés. Comprendre comment le monde est livré au regard des lecteurs, c'est s'approcher des représentations qui s'imprimeront ensuite dans leur esprit.

Quelle est la particularité des photographies utilisées dans ces publications ? Comment captent-elles l'attention des lecteurs spectateurs ou suscitent-elles leur adhésion ? Et comment contribuent-elles à transmettre des valeurs et à livrer un regard particulier sur les territoires ? Ces questions nous semblent d'importance et nous tenterons d'y apporter quelques réponses au cours de cette intervention. De nombreux éléments sont à prendre en considération pour appréhender les choix iconographiques des magazines, leur impact et leur résonance attendue auprès des lecteurs. La place que les photographies occupent dans les articles/reportages, leur articulation avec les commentaires, leurs caractéristiques chromatiques, leur provenance, leur montage (artificiel ou non), leur prise de vue (photographie aérienne/terrestre) ou leur cadrage (proche/ médian/ lointain) en constituent les éléments les plus notables. Certes, il ne faut pas exagérer les ruses et souscrire naïvement, en toutes circonstances, au machiavélisme des journalistes ou des éditeurs : ainsi que le souligne Didier Mendibil, il faut se garder « d'aller trop loin dans l'interprétation des images et de leurs finesse car on risque de n'y retrouver que soi-même »<sup>5</sup>. Toutefois, les options iconographiques choisies peuvent avoir une influence sur le lectorat et tenter de les évaluer apparaît nécessaire. Les effets de sens induits par le recours à telle ou telle option peuvent être caractérisés indépendamment de la réception effective du discours par les lecteurs. L'analyse des photographies et de leur rôle contribue à l'identification de la posture adoptée par les magazines pour transmettre l'information.

Pour attirer un grand nombre de lecteurs, décrire le monde ne suffit pas. Les magazines doivent le faire ressentir. L'émerveillement devant un paysage, l'étonnement provoqué par l'originalité d'un mode de vie ou d'une coutume peuvent y concourir. L'émotion éprouvée à la lecture constitue une expression du rapport entretenu avec le monde extérieur et les photographies, articulées aux textes, permettent de s'en emparer. En mettant en scène l'information géographique au moyen de la photographie, les magazines définissent une réalité qui peut s'imposer en donnant le sentiment d'accéder, par l'image, à une vérité universelle. La façon dont ils dévoilent et exposent une représentation des territoires par des procédés visuels efficaces enrichit ou contraint le regard du public. Aussi proposons-nous d'interroger, modestement, les stratégies photographiques des magazines en identifiant quelques unes des procédures les plus fréquentes de leur rhétorique visuelle. Nous les illustrerons à l'appui de quelques exemples de photographies publiées depuis moins de vingt ans dans des magazines grand public de géographie. Au-delà d'*Ushuaïa magazine*, un publication française éditée de 2004 à 2012, nous nous intéresserons surtout à deux titres disposant de nombreuses adaptations nationales : *Geo*, un magazine d'origine allemande publié depuis la fin des années 1970 et le *National Geographic*, la célèbre publication américaine éditée depuis 1888. Les auteurs et les éditeurs transmettent une vision des territoires en proposant une façon de les percevoir, de les comprendre, d'agir sur eux. Encore faut-il savoir comment.

#### Bibliographie :

- Arnold, D., 1996, "Inventing tropicality", in D. Arnold (éd.), *The Problem of Nature: Environnement, Culture and European Expansion*, Oxford, Blackwell, 141-168.
- Bonnett, A., 2002, "Geography as the world discipline: connecting popular and academic geographical imaginations", *Area*, 35 (1), 55-63.
- Driver, F., 2004, "Imagining the Tropics : Views and Visions of the Tropical World", *Singapore Journal of Tropical Geography*, Département of Geography, National University of Singapore, n°1, vol. 25, pp. 1-17.
- Hawkins, S., 2010, *American Iconographic: National Geographic, Global Culture, and the Visual Imagination*, Charlottesville, University of Virginia Press, 252 p.
- Johnston, R., 2009, "Commentary : On Geographic and geography", *New Zealand Geographer* (déc. 2009), Compilation journal, The New Zealand Geographical Society, vol. 65 (3), 167-170.
- Labinal, G., 2008, "L'érotisme dans la géographie grand public. Quelles reconductions idéologiques et visuelles, du Journal des voyages au National Geographic ?", *Sexe de l'espace, sexe dans l'espace*, Cahiers Ades, n° 2, 87-93.
- Labinal, G., 2009, *La géographie des médias. Une analyse iconologique et textuelle des magazines*, Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1. 503 p.
- Labinal, G., 2010 (Actes), "Une approche de la rhétorique médiatique sur les territoires : les déformations induites par l'énonciation et le jeu des temps", in Ortega Cantero, N., García Álvarez, J. y Mollá Ruiz-Gómez, M. (eds.) (2010) : *Lenguajes y visiones del paisaje y del territorio*, Madrid, Universidad Autónoma de Madrid - Universidad Carlos III de Madrid - AGE, 411-421.
- Rothenberg, T. Y., 1993, "Voyeurs of Imperialism : The National Geographic before World War Two" in A. Godlewska et N. Smith (eds), *Geography and Empire : critical studies in the history of geography*, Oxford, Blackwell, 1993, 155-172. In *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, traduction de C. Hancock, Belin, 116-130.
- Tuason, J. A., 1999, "The ideology of empire in National Geographic magazine's coverage of the Philippines, 1898-1908", *Geographical Review*, 89 (1), 34-53.

## **Modelos em disputa: influências estrangeiras na cartografia militar brasileira no início do século XX**

### **Gabriela Bernardino**

Esta pesquisa é fruto de minha dissertação de mestrado, intitulada “Um mapa para a República: a Comissão da Carta Geral do Brasil (1903-1932)” e o trabalho proposto, em especial para este Simpósio, consiste em apresentar as influências internacionais que marcaram a cartografia militar nas primeiras décadas do século XX.

Seguindo o caminho sugerido por Héctor Mendoza Vargas e João Carlos Garcia, a História da Ciência é o curso indicado a percorrer quando pretendemos enquadrar a relação entre História da Cartografia e História do Pensamento Geográfico, campo também dedicado ao tema da produção cartográfica. Nesse sentido, procuramos seguir esta direção para a realização deste trabalho.

Na presente proposta, abordaremos as influências francesa e austro-alemã na cartografia durante as primeiras décadas do século XX, por meio de duas agências militares cartográficas: Comissão da Carta Geral do Brasil (CCGB) e Serviço Geográfico Militar (SGM).

A Comissão da Carta Geral do Brasil (1903-1932), sob o nome de “Serviço da Carta”, representou o primeiro esforço republicano em produzir um mapa para o território nacional. A tentativa cartográfica partiu da 3ª Seção do Estado Maior do Exército, subordinada ao Ministério da Guerra. Por razões de estratégia militar, o Rio Grande do Sul foi o local escolhido para os trabalhos serem iniciados devido à sua posição geográfica fronteiriça. Fronteiras, por definição, são regiões instáveis, sujeitas a questionamentos, que possuem a linha limítrofe que demarca o fim de um território e afirma o início do outro. Os militares envolvidos no projeto, vinculados ao recém-instituído Estado Maior, tiveram sua formação moldada pela mentalidade positivista e por uma influência cultural predominantemente francesa, fato que se refletiu também no projeto da carta do Brasil, uma vez que, desde o século XVIII, a França ocupava uma posição de destaque na cartografia. No próprio projeto referido, o mapeamento francês é tomado como exemplo e o método clássico da triangulação geodésica escolhido pelos autores. No entanto, é importante ter em conta a vastidão do território brasileiro e que tal método, embora considerado muito preciso, requer bastante tempo em sua execução. A previsão seria de que o mapa nacional estivesse pronto em 220 anos! Para evitar que isto ocorresse, seria necessário aumentar significativamente o contingente de pessoas na comissão, fato praticamente impossível de acontecer. Nos seus quase trinta anos de funcionamento, a CCGB sobreviveu sob baixo orçamento e produção irregular.

Na década de 1910, a CCGB perdeu sua atribuição de produzir a carta geográfica nacional para o Clube de Engenharia e reorientou seus trabalhos para a preparação de uma carta dita “topográfica” e “do Brasil”, mas que se resumiu ao Rio Grande do Sul, além de ter elaborado mapas para uso na instrução militar, geralmente enfocando locais de importância histórica, como campos de batalha da Guerra do Paraguai.

A criação do Serviço Geográfico Militar em 1917 apareceu como outro obstáculo para a Comissão da Carta Geral do Brasil. Tal serviço, que tinha no Major Alfredo Vidal seu principal entusiasta, tencionava unificar sob seu controle os serviços geográficos e cartográficos existentes no Exército, conforme acontecera em alguns países europeus, utilizando para isso argumentos de superioridade técnica. Foi o SGM, por exemplo, que trouxe as novidades da chamada estereofotogrametria para o Brasil, que possibilitava a representação mais eficiente do relevo nas cartas. A rapidez e precisão deste método gerou uma controvérsia em relação à triangulação que vinha sendo realizada no sul do país. O SGM encontrou no periódico militar *A Defesa Nacional* um veículo eficiente para criticar a Comissão da Carta Geral do Brasil como obsoleta e inadequada. A instituição ganhou mais notoriedade quando conseguiu, após seguidos esforços, trazer ao Brasil um grupo de engenheiros-geógrafos e técnicos em cartografia do Instituto Geográfico Militar de Viena, depois da derrota do Império Austro-Húngaro na Primeira Grande Guerra. A chamada “Missão Austríaca”, chefiada pelo Barão Arthur Von Hubl e composta por geodesistas, topógrafos e outros especialistas, chegou ao Brasil em 14 de outubro de 1920. O objetivo da missão era treinar os engenheiros-geógrafos brasileiros nas técnicas estereofotogramétricas então em voga, ministradas pelos austríacos.

As controvérsias entre a Comissão da Carta Geral do Brasil e o Serviço Geográfico Militar refletem questões mais abrangentes do que uma mera disputa cartográfica interna corporis. Entre os pontos que circunscrevem a disputa podemos citar, principalmente, as mudanças na cultura militar científica da época e os modelos externos que influenciavam tais transformações. Ao observarmos o meio militar na passagem do século XIX para o século XX, constatamos um ambiente de insatisfação, fomentador de intensos debates. Sobretudo entre os jovens oficiais, logo se estabeleceu um consenso quanto à urgência de se buscar contribuições estrangeiras e difundi-las em profundidade no exército brasileiro.

Havia, contudo, desacordos quanto às referências nacionais que deveriam inspirar o processo de renovação. Neste sentido, como já mencionado, um grupo seguia uma orientação essencialmente francesa, expressando a influência desta matriz cultural na América Latina, enquanto outro, impressionado com a eficiência militar prussiana, mirava-se na Alemanha e também na Áustria (especificamente em matéria cartográfica). Nas revistas examinadas, as “campanhas” em prol de uma Escola Militar ou da outra são bastante perceptíveis. A título de exemplo, temos a tentativa da Revista dos Militares de capitalizar em favor de suas causas a visita do General Gamelin, chefe da Missão Militar Francesa no Brasil. Mais do que um parecer técnico, a revista buscava apoiar-se na autoridade simbólica do Exército Francês. Coerentemente com esta escolha, o periódico fazia questão de destacar os maus resultados da reorganização militar ocorrida na Argentina, em decorrência da assessoria prestada naquele país por oficiais alemães.

Por outro lado, como já apontado, a revista A Defesa Nacional apresentava forte influência da mentalidade militar cultivada na Alemanha. Assim, não era de se estranhar que fizesse apologia do Exército deste país e que um dos seus principais cavalos-de-batalha, o SGM, fosse inspirado diretamente no Instituto Geográfico de Viena, também um representante da cultura científica germânica, se entendemos este qualificativo em seu sentido mais amplo, ou seja, referente ao universo cultural de fala alemã.

Christina Luna defende em sua tese de doutoramento que A Defesa Nacional foi um veículo influente nas decisões sobre importação de material bélico e conhecimento militar estrangeiro, no contexto geral do intercâmbio comercial de produtos e saberes militares entre potências imperialistas e países periféricos. Podemos entender a relação da Revista com o Serviço Geográfico Militar também nesta perspectiva. De acordo com os exemplos expostos neste trabalho, o periódico em questão funcionava como uma vitrine para a aquisição de equipamentos e know how procedentes da Alemanha, país que apresentava uma reconhecida excelência no campo da ótica, vital para a fabricação de instrumentos utilizados na estereofotogrametria.

Considerar a conjuntura vivenciada pelo Exército é crucial para entendermos que a disputa cartográfica no interior da corporação militar não incidia apenas sobre métodos de mapeamento. Outras circunstâncias ditavam os conteúdos das páginas das revistas em questão. Por meio de tais disputas, constatadas a partir do exame desses periódicos, percebemos os modelos de organização militar que estavam em disputa no Brasil do início do século XX.

Devido à derrota da Alemanha na Primeira Guerra Mundial, o país finalmente perdeu competitividade frente à França, no que diz respeito à influência internacional. Por isso, o Exército francês conseguiu estabelecer sua hegemonia sobre diversas forças armadas sul-americanas. Em 1919, a Missão Militar Francesa chegou ao Brasil, dando início a um prolongado período de influência doutrinária e organizacional.

Diferentemente do que ocorreu na controvérsia cartográfica entre a Comissão da Carta Geral do Brasil e o Serviço Geográfico Militar, quando as referências germânicas e austriacas emergiram como fontes de inspiração institucional e operacional, o Exército Francês firmou-se como modelo dominante no Brasil de 1919 até 1940.

### ***Linguagem cartográfica e narrativas geopolíticas sobre as fronteiras brasileiras***

**André Novaes**

Os escritos dos geopolíticos brasileiros do século XX vêm sendo estudados por meio de diferentes óticas nas últimas décadas. A leitura de autores como Everaldo Backheuser, Mario Travassos, Carlos de Meira Mattos e Golbery do Couto e Silva ganhou considerável destaque nas pesquisas de estudiosos brasileiros e estrangeiros (e.g Child, 1979, Myamoto, 1981, Costa, 1992, Dodds, 1993). No entanto, apesar de existir um interesse consolidado sobre estes textos entre os historiadores da geografia, pouca atenção sistemática tem sido dada à produção cartográfica que os ilustravam.

Grande parte dos argumentos dos geopolíticos brasileiros foram exemplificados através de mapas esquemáticos e o objetivo deste trabalho é evidenciar a importância destas imagens na difusão de narrativas geopolíticas. Buscando priorizar uma comunicação direta com o público, os geopolíticos desenvolveram linguagens cartográficas profundamente relacionadas com os modos artísticos e pictóricos de representação. Assim como os textos, estes mapas também apresentam uma narrativa geopolítica marcante sobre o processo de construção das fronteiras brasileiras, atuando ativamente na “construção de imagens do passado” (Black, 2005).

Tendo como objetivo específico coletar mapas que acompanhavam narrativas geopolíticas e militares sobre a história das fronteiras brasileiras, foi realizada uma pesquisa inicial em um representativo conjunto de livros disponíveis na biblioteca da Pós-Graduação em Geografia da Universidade Federal do Rio de Janeiro. O material encontrado se revelou bastante rico, evidenciando o uso de diferentes linguagens cartográficas para representar o processo histórico de construção dos limites do país. Por meio da apresentação de alguns exemplos selecionados do universo de pesquisa, o artigo pretende apontar direções renovadas para o estudo das relações entre linguagem cartográfica e narrativa geopolítica.

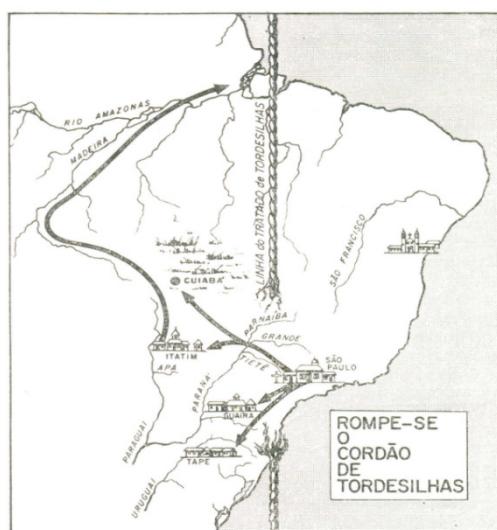
O reconhecimento do poder que as imagens têm para “sintetizar um argumento e causar um estímulo no observador” (Gombrich, 1996), foi provavelmente o que impulsionou o uso frequente dos mapas para ilustrar narrativas geopolíticas. H. Mackinder (2011 [1904]), por exemplo, considerava a geografia como uma disciplina “essencialmente visual” e para desenvolver e difundir o seu argumento sobre uma “área pivô da história” atribuiu à imagem uma função fundamental (Driver, 2003). Já o general K. Haushofer (1928) declarava explicitamente a busca por uma linguagem cartográfica eficiente para “maximizar os efeitos psicológicos na audiência” (Herb, 1989). Uma hipótese levantada neste trabalho é que a simplificação, a dinamização e o uso de representações pictóricas foram práticas bastante comuns nesta relação entre cartografia e geopolítica.

A primeira seção do artigo busca oferecer uma descrição mais detalhada de alguns caminhos que pesquisadores brasileiros e estrangeiros trilharam no estudo das narrativas geopolíticas na América do Sul (Freitas, 1989, Child, 1979, Myamoto, 1981, Costa 1992, Pereira e Zusman, 2000, Vlach, 2003, entre outros). Mas apesar de reconhecer a variedade e a intensidade das pesquisas realizadas, busca-se evidenciar como a apropriação das abordagens críticas que vêm se desenvolvendo na cartografia e na geopolítica anglo-saxã nas últimas décadas (e.g Harley, 2002, Thuathail, 1996), ainda é muito tímida no estudo das narrativas geopolíticas no Brasil.

Escrevendo sobre cartografia e geopolítica sul-americana em 1993, Dodds destacava justamente o fato de que embora existisse um interesse pelos textos geopolíticos sul-americanos, as abordagens das pesquisas eram muitas vezes descriptivas e biográficas, negligenciando a análise simbólica dos mapas. Dodds (1993) identifica uma série de negligências nas pesquisas anteriores e valoriza a possibilidade de estudo dos mapas geopolíticos a partir de uma abordagem crítica e interpretativa. Escrevendo muito próximo ao momento do surgimento das tendências renovadas da geopolítica crítica, que entende a geopolítica enquanto uma prática discursiva (Thuathail e Agnew, 1992), Dodds cobrava uma renovação nas tendências metodológicas nos estudos sobre a geopolítica sul-americana.

Ao partir da opção por uma abordagem que valorize os discursos políticos e as linguagens cartográficas, a segunda seção do artigo busca evidenciar como os mapas coletados podem nos contar narrativas exploratórias e triunfalistas sobre as fronteiras brasileiras. Para o presente trabalho, foram selecionadas representações do Tratado de Tordesilhas e do Tratado de Madrid, dois marcos históricos fundamentais para a definição dos limites e ressignificação das fronteiras do país. Buscando dialogar com textos preocupados com o papel das imagens na comunicação de informações (Gombrich, 1996), a análise dos mapas privilegia a compreensão das selevidades e escolhas na linguagem cartográfica aplicada.

O embaixador Álvaro Teixeira Soares (1973), por exemplo, reconstrói a história das fronteiras brasileiras valorizando enormemente a participação dos bandeirantes na anexação de novos territórios. Segundo o autor, "caberá aos bandeirantes de São Paulo a função histórica de triplicar a área do Brasil estabelecida pelo tratado de Tordesilhas." Para valorizar a atuação de "exploradores e colonizadores destemidos", Soares (1973) apresenta um mapa onde a linha de Tordesilhas aparece como uma corda rompida e as setas evidenciam os caminhos de conquista do território.



Fonte: Soares, 1973.

Penetrando o interior do continente e tornando "cognitas" as terras desconhecidas, os caminhos dos bandeirantes representados por Soares (1973) podem valorizar o "espírito do explorador português" (Soares, 1973). Além de descobrirem novos caminhos no interior do continente, a ação dos bandeirantes também teria contribuído para fundar novas localidades que solidificaram a ocupação portuguesa. As vilas fundadas são representadas no mapa através dos símbolos pictóricos de pequenas construções e em alguns casos podemos ver a presença da igreja católica, tão fundamental para o processo de consolidação da ocupação territorial.

São muitos os "silêncios cartográficos" (Harley, 2002) nesta imagem, a começar pela omissão da intensa participação dos indígenas na construção dos caminhos de interiorização do país (Cortesão, 1965). Seguindo os trajetos representados no mapa, entendemos como os bandeirantes saíram de São Paulo e abriram as vias de conexão interna, ligando por terra as bacias do Amazonas e do Prata. As setas, em conjunção com os símbolos pictóricos das cidades e da corda rompida, parecem sintetizar a grande participação dos exploradores e o poder de conquista que posteriormente justificou o argumento do "uti possidetis". De fato, as linhas do mapa nos contam pouco sobre as "histórias escondidas da exploração", ignorando os "parceiros locais, guias, carregadores, intérpretes, negociantes e oficiais que tornaram as explorações possíveis" (Driver e Jones, 2009:5).

São infundáveis as formas de se comunicar esta narrativa geopolítica através da linguagem cartográfica. A exploração de mais exemplos ao longo deste trabalho pode evidenciar a importância destas imagens no processo de comunicação das informações históricas. Percebe-se que ao representar processos passados por meio de mapas lúdicos e dinâmicos, os textos geopolíticos acabam potencializando seus impactos e influenciando na criação e sustentação de noções específicas sobre os acontecimentos históricos (Black, 2005:11). O objetivo principal deste trabalho, é compreender como a escolha da linguagem cartográfica utilizada nos mapas históricos pode auxiliar na difusão de narrativas geopolíticas sobre as fronteiras brasileiras.

#### Bibliografia

BLACK, J. (2005): Mapas e História: Construindo imagens do passado. Bauru, SP: Edusc.

- CHILD, J. (1979): Geopolitical Thinking in Latin America. *Latin America Research Review*. nº 14. p.89-111.
- CORTESÃO, J. (1965): História do Brasil nos Velhos Mapas. Rio de Janeiro. Ministério das Relações Exteriores - Instituto Rio Branco.
- COSTA, Wanderley Messias da. (1992): O Ressurgimento da Geopolítica na Europa. In. *Geografia Política e Geopolítica*. São Paulo, Hucitec.
- DODDS, K. (1993): Geopolitics, Cartography, and the State in South America, *Political Geography* 12/4 (1993) pp.361-81, see pp.361-2.
- DRIVER, F. e JONES, L. (2009): Hidden Histories of Exploration: Researching the RGS-IBG Collections. London, Royal Holloway. University of London.
- FREITAS, J. M. C. (2004): A Escola Geopolítica Brasileira. Rio de Janeiro. Biblioteca do Exército Editora.
- HARLEY, J. B. (2002): The New Nature of Maps. Essays in the history of cartography. LAXTON (edit). Baltimore and London. The Johns Hopkins University Press.
- HAUSHOFER, K. (1928): Die suggestive Karte. Inausteine ZIT Geopolitik (K. Haushofer et al. eds) p p . 343-348. Berlin: K. Vowinckel.
- HEPPLE, L. W. (1992): Metaphor, Geopolitical Discourse and the Military in South America. In:BARNES, T. e DUNCAN, J. S: Writing Worlds. Discourse, text e metaphor in the representation of landscape. London. Routledge.
- HERB, H. G. (1989): "Persuasive Cartography in Geopolitik and National Socialism" *Political Geography Quarterly* 8 (3): 289-303.
- GOMBRICH, E. (1996): The Visual Image: its Place in Communication. In: *The Essential Gombrich*. London Hong Kong.
- MIYAMOTO, S. (1981): Os Estudos Geopolíticos no Brasil: Uma contribuição para a sua avaliação. Perspectivas. São Paulo. 4. 75 – 92.
- MACKINDER, H. J. (2011 [1904]): O pivô geográfico da história. GEOUSP - Espaço e Tempo, São Paulo, Nº 29, pp. 87 - 100, 2011.
- KELLY, P. (1984): Geopolitical themes in the writings of General Carlos de Meira Mattos. *Journal of Latin America Studies*. 16, 439-461.
- PEREIRA, S. N. e ZUSMAN, P. (2000): Entre a Ciência e a Política. Um Olhar sobre a Geografia de Delgado de Carvalho. *Revista Terra Brasilis*.
- SOARES, T. (1973): História da Formação das Fronteiras do Brasil. Rio de Janeiro editora. Biblioteca do Exército.
- TUATHAIL, G. and AGNEW, J. (1992): Geopolitics and Discourse: Practical Geopolitical Reasoning in American Foreign Policy. *Political Geography*, 11:190 - 204.
- \_\_\_\_\_. (1996): Critical Geopolitics: The Politics of Writing Global Space. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press. 412 p.
- VLACH, R. F. V. (2003): Estudo Preliminar acerca dos Geopolíticos Militares Brasileiros. *Revista Terra Brasilis* (Nova Série). 4-5.

**Jamais fomos [nem geógrafos nem cartógrafos] modernos: ANT, história da geografia, história da cartografia e formação territorial**

**David Palacios**

É verdade que a expressão «Actor-network theory», de entrada, não soa nada bem —isto por não mencionar o estrambótico do título desta apresentação. Mas não é isto que importa. O importante é a forma em que essa tal ANT permite-nos repensar as nossas tradições disciplinares, nossos conceitos fundamentais, nós mesmos, a história e o mundo.

O que a teoria não é: não é epistemologia (mas redefine a epistemologia sim —só que, já não mais, como no pensamento moderno, como «o oposto de ontologia», pois, por princípio, renunciamos a este jogo de opostos [nisto precisamente consiste a redefinição]); nem construtivismo social (muitas vezes se confunde, pois o primeiro livro de Latour, lá de final dos anos setenta do século XX, fazia mesmo parte daquela corrente dos estudos «sociais» da ciência —mas o que consideramos aqui é Latour de 1999 para cá: não acreditamos numa espécie de dialética entre as fatias «ciência» e «sociedade», mas vemos o social como a reunião —de tudo, sim, o desejado e o indesejado, incluindo aquilo que não é diretamente «humano» mas que com a sua presença faz parte do nosso ser [todas essas entidades-imbroglio de que a geografia sempre gostou {rio, montanha, caminho, cidade, clima, alimentos, Estado, mapa}, e também as novas {Internet, novos mapas}]); também não é uma versão da dialética: esta eleva a dicotomia sujeito/objeto nada menos que ao status de «contradição fundamental», motor da história —não a ultrapassa, como pretende; nem muito menos pós-modernismo (o nomezinho da teoria, o tom cético com que usa a palavra «modernidade» —essas aspas—, enfim, o palavreado estranho, os nossos próprios reflexos adquiridos, tudo ajuda a criar esta suspeita): este (o pós-modernismo [de verdade alguma vez existiram estes pós-modernos?]) reconhece (eu também) a extensa capacidade generativa da linguagem, a cultura e a psicologia, e enfatiza uma suposta autonomia (encerramento, para Latour) desta «esfera» ou fatia da realidade com relação a outras «esferas do social» (como a fatia do «económico» ou do «político»), entanto que, para nós, não há esferas, camadas, dimensões, nem fatias —mas circuitos— e, por definição, tudo age e nada é autônomo. (Igual do que

com o cérebro, passamos do mapeamento de zonas (*regiões*) ao mapeamento de circuitos:<sup>6</sup> aquelas existem sim, mas como resultado da distribuição na estrutura de interconexões; existem âmbitos, sim, mas em nenhum caso são estes «puros» (*não há pureza*), mas estão feitos de circuitos interdependentes que cabe ao pesquisador , compreender, descrever, explicar.

Em resumo: a teoria não é moderna. Ou, melhor, num primeiro momento, explica-se mais facilmente por oposição à modernidade, sistema definido pela reprodução constante, no discurso sobre o método, da bipolaridade ou dicotomia sujeito/objeto ou sociedade/natureza (dicotomia tantas vezes denunciada como fonte de problemas, mas agora finalmente ultrapassada, ou, melhor, *abandonada*) e pela intenção de ordenar a «sociedade» —ainda entre aspas— segundo uma suposta «ordem natural» «dada» ou «achada».

(Quem nunca usou um argumento tipicamente moderno — «a homossexualidade é anti-natural», «a homossexualidade existe na natureza», «temos dentes caninos», «tem animais vegetarianos com dentes caninos», «a natureza é competitiva», «a natureza é cooperativa», «determinismo», «possibilismo»?)

A não-modernidade consiste em jamais utilizar o termo social (agora sim, sem aspas) no sentido de «não-natural» ou «artificial» (ou contaminado), mas sempre no sentido de *associação* (entre seres diversos, não apenas humanos, mas também... todos aqueles que mais ou menos voluntária ou involuntariamente acompanham-nos no mundo —que *fazem* [diferença], com nós, o mundo). E, em tudo caso, em não utilizar jamais «natureza» no sentido de uma ordem externa, impessoal, a-histórica, mas, ao contrário, no sentido de «todo aquilo que é feito». (Alimentos por exemplo: nenhum deles é «natural»: foram desenvolvidos, nós desenvolvemos, são resultado de milhares de anos de trabalho, experimentação, seleção e hibridação).

No fundo, perde-se o sentido do uso bicameral de classificação —subjetivo/objetivo, natural/artificial—, mas considera-se o mundo, o coletivo, a rede, o cosmos, o ecúmeno, a tal da realidade, como *o-mutuamente-criado* —cabendo ao pesquisador compreender e retraçar o melhor possível (uma parte d)estas associações, as trajetórias identitárias e o histórico de interpropriedades das entidades consideradas/encontradas/descobertas/geradas na/pela pesquisa (para o qual, entre muitas outras coisas, o pesquisador deverá desenvolver ou utilizar ou adaptar *teorias*: encruzilhadas que, quando têm êxito, ajudam-lhe a dar e comunicar sentido).

E sobre tudo, não-moderno significa não pretender definir a nossa ciência, a nossa moral, as nossas instituições, os nossos valores e objetivos com base em nenhuma suposta ordem externa (a «natureza»), mas saber que, neste respeito, cabe a nós *toda a responsabilidade* —não há «harmonia» nenhuma na «natureza»: se desejamos harmonia temos que trabalhar por ela, inventá-la se é preciso.<sup>7</sup> Temos milénios domesticando o mundo:<sup>8</sup> não há volta atrás, não é possível pular do barco andando: adquire-se responsabilidade pelo domesticado.<sup>9</sup> Nossa dever vai além da sustentabilidade ou a conservação: cabe-nos, na expressão de Élisée Reclus, o *embelezamento do mundo*<sup>10</sup> —do multiverso.<sup>11</sup>

Em resumo, parafraseando Latour, *ANT* é uma teoria radicalmente relativista, pois parte dumha definição relacional de realidade (do ser, da ciência e da agência); e, ao mesmo tempo, e pela mesma razão, é uma teoria radicalmente realista.

### E a geografia, e a cartografia, e o território?

O objetivo deste trabalho é mostrar como a pesquisa em história da geografia e em história da cartografia, assim como o conceito de território, são afetados pelos desenvolvimentos filosóficos apontados, mostrar como estas áreas disciplinares podem se beneficiar de experiências e conceitos particulares desenvolvidos nesta linha de pesquisa (conceitos alguns já clássicos como centro de cálculo, móvel imutável ou circulação de referências, outros menos conhecidos ou difíceis de explicar como o de rede ou coletivo) e a potencial utilidade para estas

6 Simon Garfield, *On the Map: A Mind-Expanding Exploration of the Way the World Looks* (London : Gotham Books, 2013), 410–423; Ray Kurzweil, *The Age of Spiritual Machines: When Computers Exceed Human Intelligence* (New York: Penguin Books, 2000), 127.

7 «There are no shortcuts to moral insight. Nature is not intrinsically anything that can offer comfort or solace in human terms – if only because our species is such an insignificant latecomer in a world not constructed for us. So much the better. The answers to moral dilemmas are not lying out there, waiting to be discovered. They reside, like the kingdom of God, within us – the most difficult and inaccessible spot for any discovery or consensus.» Stephen Jay Gould, «Kropotkin Was No Crackpot,» *Natural History*, no. 106 (June 1997): 12–21 <https://www.marxists.org/subject/science/essays/kropotkin.htm>.

8 Cf. Charles C. Mann, *1491: New Revelations of the Americas before Columbus*, 1st ed (New York: Knopf, 2005) para uma excelente narração de como historiadores, geógrafos, biólogos, arqueólogos e antropólogos vem apresentando década após década, com relação às Américas antes de Colombo, um quadro de cada vez mais antiguidade, maior população, maior complexidade social e maior intervenção no meio.

9 «Tu deviens responsable pour toujours de ce que tu as apprivoisé. Tu es responsable de ta rose...» Antoine de Saint-Exupéry, *Le Petit Prince* (New York, 1943), <http://www.fichier-pdf.fr/2011/12/20/le-petit-prince/>.

10 Este critério de «*embellissement*», da natureza, do globo, dum lugar, do solo, dumha cidade, dum templo, da pessoa... aparece consistentemente na obra do geógrafo francês. Cf. <[11 Valérie November, Eduardo Camacho-Hübner, and Bruno Latour, "Entrando em território arriscado," trans. David Palacios, \*Terra Brasilis\* \(Nova Série\). \*Revista da Rede Brasileira de História da Geografia e Geografia Histórica\*, no. 2 \(June 21, 2013\): para. 46–47, doi:10.4000/terrabrasilis.903; Kurzweil, \*The Age of Spiritual Machines\*, 258–260.](http://gallica.bnf.fr/Search?idArk=&n=15&p=1&lang=EN&adv=1&adv=1&reset=&urlReferer=%2Fadvancedsearch%3Flang%3DEN&enreg=&tri=&submit1=Start+search-&catSel1=f_title&cat1=&ope2=MUST&catSel2=f_creator&cat2=Reclus%2C+%C3%89lis%C3%A9e&ope3=MUST&catSel3=f_content&cat3=embellissement&date=daTo&daFr=&daTo=&biblio=Biblioth%C3%A8que+nationale+de+France&sel_source=toutSources&biblioSpecifique=Gallica&sel_provenance_Part=toutPartenaires&sel_provenance_Edist=toutSNE&dateMiseEnLigne=indexDateFrom&firstIndexationDateDebut=&firstIndexationDateFin=&tri=></a></p></div><div data-bbox=)

áreas da versão mais contemporânea e pedagógica desta a, conhecida como «cartografia de controvérsias»<sup>12</sup> (controvérsias geográficas e cartográficas, no caso). E, ao mesmo tempo, mostrar como na tradição do pensamento e da prática da geografia e da geografia política, assim como na história e na prática da cartografia, existem experiências, abordagens e conceitos transcendentais que complementam e enriquecem esta teoria do ator-rede (não importa o nome).<sup>13</sup>

Lanço a hipótese de que a geografia e a (cartografia) foram sempre ciências avantajadas na prática de compreender/produzir redes complexas e heterogêneas, e na prática de produzir conceitos e teorias para dali-sentido; mas, que, filosoficamente, foram sempre atrapalhadas pela Constituição Moderna —que agora podem tranquilamente abandonar: a necessidade de escolher entre ser ciência social ou ciência natural, a clássica discussão Determinismo/Possibilismo, são exigências daquela legislação, não da realidade-rede. Em outras palavras, a ATN permite à geografia dizer o que ela sempre soube, mas que na linguagem moderna era impossível de exprimir senão da forma bipolar: que a agência (a capacidade/extensão do ser/conhecer) não é uma propriedade exclusiva do objeto nem do sujeito, mas uma propriedade das associações.

¿Tres versiones de un mismo territorio? Tensiones, colaboración y competencia entre el Instituto Geográfico Militar (Argentina), el Map of Hispanic America (American Geographical Society) y la Comisión del Mapa al Millonésimo (París-Londres)

Carla Lois

En 1908 se constituyó la Comisión del Mapa al Millonésimo en el Congreso Geográfico Internacional de Ginebra con el objetivo de coordinar la construcción de un mapa mundial con criterios comunes, y la Argentina adhirió a ella al año siguiente. A los efectos de legitimar y garantir su participación, la Argentina reorganizó las oficinas cartográficas existentes en ese entonces (en su amplia mayoría, de corte militar), y reorientó el programa de trabajo del por entonces recientemente creado Instituto Geográfico Militar (1904) para suplir las veintiún hojas correspondientes al territorio argentino que completarían la *Carte du Monde au Millionième*.

La dificultad para alcanzar la homogeneidad de criterios era una preocupación de la época, así lo demuestra un artículo escrito por Haardt de Hartenthurn, Consejero Ministerial en el Real e Imperial Instituto Geográfico de Viena, y publicado en la revista *Petermanns Mitteilungen* en 1914 “la discusión sobre signos cartográficos para las distintas clase de caminos etc. puso igualmente en evidencia la gran dificultad, o más bien, la imposibilidad de llegar a una uniformidad completa para todas las hojas de la Carta” (citado en IGM, 1914: 104).

En el primer anuario del Instituto Geográfico Militar (1912) se publicó un artículo que refiere a la situación del mapa mundial al millonésimo. En él se repasa la situación de los países en sus respectivos trabajos cartográficos y las disposiciones internacionales adoptadas en los congresos internacionales reunidos a tal efecto (en particular se destaca la adopción del meridiano de Greenwich como referencia, como resultado de la desestimación de la pretensión francesa de utilizar el de París a cambio de prescindir de sistema de medidas inglés y adoptar el métrico decimal). También se comenta la propuesta que hizo el IGM para “adaptar” la simbología propuesta por los países europeos a la “realidad sudamericana” porque entendía que los países sudamericanos tendrían las siguientes dificultades para integrarse al proyecto del mapa mundial se indicaron en el artículo: (1) el trazado de las líneas limítrofes con los países vecinos; (2) la aplicación de los signos de la Conferencia de Londres (1909) a “ciertas particularidades de los países sudamericanos”; y (3) la inexistencia de *cartografía fehaciente*. (Los destacados son nuestros).

A pesar del interés y del compromiso expresado por las autoridades del Instituto Geográfico Militar, la producción de hojas topográficas a 1:1.000.000 se limitó a la publicación de tres hojas en 1911 que, aunque ajustadas al reglamento general de Londres de 1909, nunca fueron actualizadas para adaptarse a las exigencias del protocolo establecido en la reunión de París de 1913. En los años siguientes, diversos miembros del Instituto Geográfico Militar participaron de las reuniones de la Comisión sistemáticamente, pero no lograron aportar nuevos materiales más allá de aquellas tres primeras hojas –Buenos Aires, Concordia y Corrientes- remitidas al Comité el 6 de abril de 1914.

Mientras que en el Informe Anual del Bureau Central se dice que, en 1921, la Argentina prepara 18 hojas, el informe de 1923 parece ser más realista y sólo indica que se preparan 2 (S.I-19 y S.J-19, mientras que la S.H-21 será publicada por Brasil bajo el nombre Uruguayana). Y esa situación se mantuvo sin cambios en los informes de las décadas siguientes.

Por esos años la *American Geographical Society* trabajaba sobre el proyecto del Mapa de la América Hispánica. En el marco del Hispanic America Map, la American Geographical Society publicó, entre 1920 y 1945, 405 hojas topográficas 1 : 1.000.000 correspondientes a América del Sur. Para ello recurrió a la recopilación de diversas fuentes y admitía la necesidad de usar materiales de dudosa precisión<sup>14</sup>. La *American Geographical*

12 Bruno Latour, "La Cartographie Des Controverses," *Technology Review*, 2007, 82–83.

13 Não sou decerto o primeiro a refletir acerca destas questões desde a geografia, ou que tenta juntar as duas linhas de trabalho, isto é, a tradição analítica da geografia (política) e os desenvolvimentos em teoria de redes (deve ficar claro que a rede de que falamos não é a www, e sim o mundo de carne, osso —e sim, também, computadores!). No meu conceito o trabalho mais desenvolvido a este respeito é o de Sarah Whatmore *Hybrid Geographies: Natures, Cultures, Spaces* (London; Thousand Oaks, Calif.: SAGE Publications, 2002), que, no meu conceito, consegue colocar na prática uma notável capacidade de discutir uma questão, descrever a trajetória de uma entidade ou explicar um arranjo complicado duma maneira consistentemente não-moderna.

14 El proyecto del Mapa de la América Hispánica se desarrolló entre 1920 y 1945. En líneas generales, se plegó a los reque-

Society, que para evitar susceptibilidades con los gobiernos locales publicaba, por definición hojas "provisorias", contribuyó a la cobertura del territorio argentino al millonésimo. En cambio, en 1926 el IGM apenas había terminado veintiséis hojas al 1:500.000, de las cuales se publicaron cuatro, a saber: Posadas, Paso de los Libres, Tres Arroyos y Chos Malal (IGM, 1926: 162), y ello no derivó en ningún aporte al proyecto del mapa del mundo al millonésimo<sup>15</sup>.

Si bien la Comisión Internacional del Mapa al Millonésimo, la American Geographical Society y las instituciones cartográficas nacionales parecían trabajar en colaboración y de manera mutuamente contributiva, lo cierto es que las prácticas y el trabajo de esas "triángulo de instituciones" hizo emerger diferentes pugnas relativas a los modos de concebir las geografías de los estados nacionales y la representación de sus territorios. Cuando la American Geographical Society encaró el proyecto del Hispanic America Map para contribuir con las hojas correspondientes a los países latinoamericanos que no habían comprometido su producción nacional para el proyecto del Mapa del Mundo al Millonésimo "hasta que las oficinas nacionales los reemplazaran"<sup>16</sup>, una de las hojas más australes de la serie publicada en 1930 era la titulada "Tierra del Fuego" e incluía en un recuadro el Departamento de la isla de los Estados adscripto a la Gobernación de la Tierra del Fuego. Se ajustaba así a uno de los artículos del reglamento acordado en 1913 en el que se sugería que las hojas llevarían por nombre el topónimo urbano o geográfico más relevante del mapa.

Sin embargo, el Instituto Geográfico Militar optó por publicar en 1952 una hoja titulada "Isla de los Estados", aunque la isla en cuestión ocupa una pequeña porción de la hoja en el margen izquierdo mientras que el recuadro con las Islas Malvinas protagoniza el mapa y, más todavía, esa caja recuadro es secundado por otra en donde se representa el triángulo antártico pretendido por la Argentina a una mayor escala. Evidentemente, dado que el mapa estaba dirigido tanto al público argentino como a la audiencia internacional que seguía los progresos del proyecto del Mapa del Mundo al Millonésimo, no parecía políticamente acertado titular la hoja en cuestión con aquellos objetos geográficos que, si bien eran los que preponderaban en el mapa también eran objeto de disputa territoriales vigentes. No obstante ello, tampoco se estimó conveniente minimizar la visualización del reclamo de soberanía del gobierno argentino y dejar que esos territorios reclamados ocuparan un lugar marginal en la hoja de Tierra del Fuego.

Este trabajo examina la red de debates, producciones y proyectos cartográficos nacionales organizados para satisfacer la voluntad de contar con un mapa del mundo basado en la cooperación internacional en nombre de la ciencia universal. En particular se analizan a) los aportes de los enviados argentinos a los debates en las reuniones del Comité; b) la organización institucional de las oficinas cartográficas en la naciente burocracia estatal argentina en relación con las demandas del IWM; c) la producción cartográfica de la Argentina para contribuir al proyecto; d) las "contestaciones" de las oficinas cartográficas argentinas a las hojas topográficas que la American Geographical Society había presentado como parte del plan provisional del Hispanic America Map para suprir la falta de producciones locales.

## Sessão III

### *Genius loci: duas traduções da geografia quantitativa no Brasil* Mariana Lamego

A proposta do presente texto e comunicação é apresentar as diferenças entre a geografia quantitativa praticada no IBGE e a geografia quantitativa praticada na Universidade do Estado de São Paulo em Rio Claro durante a década de 70. Tal apresentação tem como objetivo ilustrar a idéia segundo a qual o lugar joga papel fundamental na construção do conhecimento geográfico e que seria o espírito do lugar que conduziria o entendimento das duas traduções da geografia quantitativa brasileira. Esse trabalho encontra esteio na investida, a partir da virada do século XXI, de geógrafos interessados pela história disciplinar em perspectivas anteriormente mais afeitas ao universo da filosofia da ciência e da sociologia da ciência. Aqui fala-se mais especificamente da influência dos rimientos del proyecto del mapa del mundo al millonésimo (adoptó la misma escala, la misma proyección y la misma simbología). Dio como resultado 107 hojas, de 4° de latitud y 6° de longitud. Sobre su precisión y los métodos correctivos que se aplicaron para reducir el margen de error, véase Pearson y Heffernan, 2007.

15 Algunos países usaron sus cartas 1 : 500.000 para armar las hojas al millonésimo correspondientes a su territorio y adaptadas a la grilla oficial del proyecto internacional. Por ejemplo, cuando el Instituto Geográfico de Madrid recibió el encargo de ocuparse de la confección de las hojas al millonésimo, "se acordó suspender la construcción del Mapa 1 : 1.000.000 y dedicar todos los esfuerzos a la rápida terminación del mapa 1 : 500.00, puesto que formado éste, la publicación del internacional es cosa breve" (Galvis, 1926: 8). Por cierto, la cartografía a gran escala quedaba bajo la esfera de la Inspección General de Cartografía dependiente del Estado Mayor.

16 Véase Pearson, Alistair y Mike Heffernan (2008), Pan-Regional Mapping: The contribution of the International Map of the World and the AGS Map of Hispanic America to Global Mapping in the Twentieth Century. Symposium on "Shifting Boundaries: Cartography in the 19th and 20th centuries" Portsmouth University, Portsmouth, United Kingdom, 10-12 September 2008. ICA Commission on the History of Cartography, International Cartographic Association (ICA-ACI)

chamados Science Studies, especialmente de algumas teses nas pesquisas de David Livingstone (2003) e Trevor Barnes (2004).

#### Sobre alguns propósitos desse texto

Não seria exagero afirmar que a geografia quantitativa brasileira permanece o capítulo mais obscuro na história do pensamento geográfico brasileiro. Tampouco exagerada é a sentença segundo a qual a geografia quantitativa brasileira sofre de uma verdadeira maldição. A maldição de não se fazer conhecer. Logo, a geografia quantitativa brasileira é não só maldita como mal narrada. Muito ainda precisa ser escrito, rescrito, inventado acerca da apropriação dos métodos quantitativos pela geografia brasileira para que enfim se possa construir algumas teses que justifiquem tal obscuridade.

As condições para o surgimento da maldição da geografia quantitativa e a duradoura caricatura que se construiu a partir dela na historiografia doméstica foi objeto de pesquisa e resultou em tese defendida em meados de 2010 (Lamego, 2010). Se o objetivo da tese foi encontrar a origem da caricatura, a pesquisa realizada rendeu como resultado secundário a constatação de que não existiu uma geografia quantitativa brasileira e sim duas traduções da geografia quantitativa no Brasil. E cada uma dessas traduções, por sua vez, se encontram imersas em suas idiossincrasias cujos lastros derivam dos sujeitos, das palavras, das coisas e acima de tudo dos lugares nos quais se desenvolveram: o Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística no Rio de Janeiro e o Departamento de Geografia da então Faculdade de Ciências e Letras de Rio Claro em São Paulo, tomados aqui como os epicentros da revolução quantitativa na geografia brasileira.

A intenção desse texto, ao explorar algumas contingências que colaboram para explicar a existência destas traduções, é estimular um debate sobre a relevância do desenvolvimento de uma geografia do conhecimento geográfico, e sugerir ainda um caminho metodológico estimulante para a historiografia da disciplina. Em outras palavras, as diferenças entre a geografia quantitativa ibgeana e a geografia quantitativa rioclarense serão exploradas para ilustrar o argumento segundo o qual os lugares têm a capacidade de moldar a ciência e como consequência podem lhe fornecer uma personalidade regional.

O texto se divide em duas seções. Na primeira expõe-se de forma breve o debate sobre o papel do lugar na produção do conhecimento geográfico e na segunda seção, apresentam-se as idéias centrais defendidas com a exposição das traduções da geografia quantitativa no Brasil.

#### Sobre Genius Loci, o papel do lugar e as noções de tradução e circulação das ideias

O excepcional artigo *Placing Ideas: genius loci, heterotopia and geography's quantitative revolution* é o resultado de uma longa pesquisa de Barnes (2004) com base em depoimentos de geógrafos participantes do movimento quantitativista. Barnes enfatiza dois elementos que compõe o que chama de ruptura intelectual conduzida pela revolução quantitativa: (1) o caráter da embodiedness e do material embeddedness do processo intelectual e (2) a centralidade das redes e das alianças estabelecidas nesse processo. Neste artigo a expressão *genius loci* - cujo uso original pertence aos estudos sobre arquitetura - representa o espírito do lugar expresso na ideia segundo a qual os lugares não são abstratos, estáticos, delimitados por rígidas fronteiras, são abertos, dinâmicos, definidos por suas relações com outros lugares. Se não existisse *genius loci* os lugares não seriam espaços de produção intelectual.

Em 2003, Livingstone publica *Putting science in its place*, no qual examina o papel crucial que desempenha o lugar na produção do conhecimento. Seu propósito é defender o estabelecimento de um novo domínio dentro da geografia: a geografia da ciência. Tal campo somaria-se às já estabelecidas filosofia, história e sociologia da ciência. A justificativa para sua fundação encontra-se na óbvia, ainda que olvidada, constatação de que a ciência 'takes place', mas não em um lugar qualquer, tampouco em um lugar específico. A ciência é feita em muitos diferentes lugares. A geografia da ciência posiciona o lugar no centro das formas científicas do conhecimento e torna suspeita a ideia de que existe alguma coisa unificada que possa ser denominada ciência (Livingstone, 2003). Nascida em um lugar, por ele moldada mas não cativa, a ciência circula, migra, transcende o local.

Os temas do papel do lugar na produção da ciência, da migração do conhecimento, da tradução em diferentes lugares, de uma 'universalidade' construída localmente, desequilibram análises fundamentadas nas tradicionais abordagens da ciência. Porque estas parecem ignorar que a ciência é uma prática social fundada no tempo e no espaço e atém-se ao caráter, em certa medida, eterno do que seria sua essência que toma forma na história e não no espaço.

A percepção da importância do papel do lugar na produção do conhecimento científico não é, entretanto, uma atribuição da geografia científica e aparece como um dos princípios dos chamados Science Studies, que constituem um campo dinâmico de estudos que se estabeleceu na Europa e na América do Norte entre as décadas de 70 e 80, que reúne historiadores, filósofos, antropólogos e outros pesquisadores dedicados aos processos e resultados da ciência (Sismondo, 2010; Hacket et al., 2008, Fuller, 2006).

A incorporação da abordagem dos Science Studies pela geografia sugere novos caminhos nas pesquisas sobre a história da disciplina dando fôlego às investigações sobre fases, transições, revoluções e contra-revoluções que marcam o processo de constituição do conhecimento geográfico.

#### Sobre as versões da geografia quantitativa brasileira

São muitos os elementos que se somam e convergem para o surgimento da geografia quantitativa no Brasil. Histórias de vida, livros, sistemas políticos, agendas de pesquisa, fomentos institucionais, simpatias e antipatias, visões de mundo, projetos pessoais, visões disciplinares, posições políticas e interesses são alguns desses elementos. Pertencem a distintas esferas mas operam como se tal distinção sequer existisse. Acredita-

se, portanto, que qualquer análise que intente o afastamento ou mesmo a extinção de um ou de muitos desses elementos será mal-sucedida.

Não há controvérsias quanto ao fato de serem IBGE e Rio Claro os dois epicentros da geografia quantitativa no Brasil. Acerca da posição de Rio Claro e IBGE na geografia quantitativa nacional, o fio condutor desta seção é fornecer respostas às duas questões principais:

Por que a geografia quantitativa surgiu nesses lugares e não em outros?

Quais são as diferenças existentes entre a geografia quantitativa de Rio Claro e a geografia quantitativa do IBGE e o que justifica tais diferenças?

Tais questões estão vinculadas a duas contingências fundamentais. Em primeiro lugar, (i) que a ciência é um conjunto de contingências práticas, relacionadas intimamente a um contexto amplo (Barnes, 2004). E como consequência de (i), (ii) que os lugares cumprem efetivamente um papel fundamental na sua constituição, pois regulam entre outros fatores, a distribuição, a circulação e o acesso ao conhecimento científico (Livingstone, 2003).

Duas diferenças fundamentais entre a Rio Claro e IBGE podem ser destacadas e estão relacionadas ao lugar de produção. A primeira diz respeito aos temas, e a segunda à posição de cada um no pensamento geográfico nacional.

Em relação aos temas, os rioclarenses se concentraram na aplicação das técnicas quantitativas principalmente na geomorfologia e em menor grau na geografia agrária – mas especificamente nas classificações de tipos. Por outro lado, no IBGE as técnicas quantitativas eram usadas em estudos urbanos e estudos de regionalização. Esses eram os principais objetos das pesquisas dos ibgeanos nesse período. Os temas privilegiados pelo IBGE eram fundamentais para as políticas de planejamento, incluindo mas não restritas apenas aos planos deflagrados durante o regime militar.

Quanto às respectivas posições no pensamento geográfico brasileiro tendo por base a circulação e acessibilidade do conhecimento, a ideia é interrogar em que medida a produção de cada um desses epicentros foi divulgada e estudada de modo a se constituir (ou não) em um reconhecido capítulo na história do pensamento geográfico brasileiro.

Rio Claro desenvolveu suas pesquisas em certo isolamento, quando comparado ao IBGE. O diálogo deste último com o ambiente acadêmico nacional foi sempre maior. Para ilustrar tal situação, apesar de o grupo de Rio Claro manter contatos com várias universidades do exterior, por meio da permuta de sua publicação principal, o Boletim de Geografia Teorética, seguiu ignorado pela USP. Isso contrasta com a posição do IBGE, cujos trabalhos tinham uma divulgação consolidada em uma revista de difusão nacional e internacional, que foi a Revista Brasileira de Geografia.

É válido considerar também como costumam ser concebidas as diferenças entre IBGE e Rio Claro. A principal seria que a geografia quantitativa no IBGE era mais voltada à prática, isto é, direcionada para aplicações das técnicas quantitativas. Por outro lado, a geografia quantitativa de Rio Claro teria se desenvolvido sobretudo no plano teórico, o que explicaria inclusive o uso insistente do termo ‘teorética’ para designar esta versão. Isso seria consequência do fato de ser o IBGE uma agência do governo, atuando, portanto, de acordo com as demandas das políticas governamentais, diferentemente de Rio Claro. Em outras palavras, tal interpretação sustenta que os quantitativistas de Rio Claro teorizavam movidos pelo espírito científico, neopositivista decerto, enquanto os ibgeanos praticavam geografia quantitativa a serviço do Estado. Tal análise é uma simplificação equivocada e parte da caricatura da geografia quantitativa. Ao analisarmos a produção de IBGE e Rio Claro, encontramos contra-exemplos de ambos os lados.

Apesar da notória aplicação das técnicas quantitativas nas pesquisas desenvolvidas pelos geógrafos ibgeanos, não é verdade que no IBGE não havia espaço para debates de natureza teórica sobre o quantitativismo na geografia. Esses debates se realizavam em dois planos: num plano ‘interno’, isto é, dentro do próprio IBGE, por meio de grupos de estudos e do intenso intercâmbio, de pessoas, livros e idéias – evidências da circulação do conhecimento – envolvendo os geógrafos brasileiros e estrangeiros; e num plano ‘externo’, representado pelos espaços de difusão do conhecimento. Nesses espaços divulgavam-se não apenas as pesquisas nas quais se aplicavam as técnicas quantitativas, mas também estudos com base em contribuições teóricas dos geógrafos quantitativistas americanos e britânicos, o que mostra que no IBGE a geografia quantitativa foi adotada em suas proposições teóricas e em suas práticas.

E sobre um possível privilégio dos rioclarenses à teoria em detrimento das técnicas quantitativas, é visto que, se em um primeiro momento em função de dificuldades operacionais (como a ausência de computadores para rodar os programas de análise fatorial e outras técnicas mais sofisticadas), deu-se primazia as imersões teóricas, tão logo sanadas as dificuldades, o grupo se destaca em importantes trabalhos de aplicação das técnicas e desenvolvimento de modelos. Tais diferenças aqui expostas são evidências do argumento defendido segundo o qual o lugar é um dos elementos constitutivos da produção do conhecimento científico.

#### Referências bibliográficas

- BARNES, T. (2004) Placing ideas: genius loci, heterotopia and geography's quantitative revolution. *Progress in Human Geography*, vol.28, n.5, pp. 565-595.
- FULLER, S. (2006) *The philosophy of science and technological studies*. New York: Routledge.
- HACKETT, E.; AMSTERDAMSKA, O.; LYNCH, M.; WACJMAN, J. (ed) (2008) *The Handbook of Science and Technology Studies*. Third Edition. Cambridge: The MIT Press.

LAMEGO, M. (2010) Práticas e representações da geografia quantitativa no Brasil: a formação de uma caricatura. Tese (Doutorado em Geografia) – Universidade Federal do Rio de Janeiro, Programa de Pós-Graduação em Geografia, Rio de Janeiro.

LIVINGSTONE, D. (2003) Putting Science in Its Place: geographies of scientific knowledge. Chicago: The University of Chicago Press

SISMONDO, S. (2010) An Introduction to Science and Technology Studies. Second Edition. Oxford: Blackwell Publishing.

### ***The fragmented circulation of Jean Gottmann's ideas and their place in the history of geographical thought***

**Luca Muscará**

The geographical legacy of Jean Gottmann (1915-1994) is fragmented in many ways. It is fragmented in four different languages. It is fragmented in the different disciplinary and sub-disciplinary communities he addressed, and, even if he spent his last 25 years in Oxford, there is little proof of a 'Gottmann School' there, twenty years later. His school in fact is as cosmopolitan as his geography was: therefore it is found in quite a variety of places around the world: where he studied, taught and published.

In particular the fragmented circulation of his ideas could be ascribed to the fact that his most important books, written in French were never translated in English and viceversa, therefore creating a gap between anglophone and francophone speakers. The fact that in each language he was also addressing different topics resulted in his having multiple (but separated audiences), such as geographers (also divided in different subfields), international relations specialists and urban planners and architects.

Despite a few attempts at rediscovering the importance of his geographic thought have taken place since his death, such fragmentation has negatively impacted the circulation of his ideas and their impact. After having focused on the causes of such fragmented circulation, the present paper aims at placing Gottmann in its place in the history of geographical knowledge, by highlighting the unity of his work, its evolution from political to urban geography, and its role as a bridge between the so called Historic Canon of political geography (1870-1945) and more recent trends such as critical geography.

Gottmann himself did claim the unity of his work, which, already in 1970, he saw it in terms of a general attempt at explaining the variety and the dynamics of geographical space. In fact, he saw his work as divided mostly in four areas: 1) the documentary work; 2) the regional concept (such as in his books on the Americas, Europe, Virginia, Israel and the Middle East, and "Megalopolis"); 3) general theoretical concepts mostly oriented toward a theory of regions and of the aménagement de l'espace; and towards the relationships between geographical facts and the political process; 4) his "method of analysis" in human geography.

More complex it is to prove the direct origins of his urban geography, and of his magnum opus "Megalopolis", in his method of analysis and in his general theoretical concepts, especially those that he developed for his political geography. If his method in human geography is based on the analysis of movement flows (displacing people, goods, money, information and ideas) and of the abstract set of beliefs and symbols that build group identities and create communities attached to a given place.

The changing interplay between these two sets of forces explains the origin of the human geographical regions and the political partitioning of geographical space. Still what matters is what goes on inside and across each region or state. To understand human and political geographical partitions, it is necessary to recall that each of these regions came to life through a "chain of crossroads" or a network connecting nodes of different size, variety and function, which is the historical result of a process of spatial centralization of its exchanges with closer and more distant places. Therefore a state-nation could be analyzed through its networks of crossroads and their relationships.

This is how Gottmann came to explain the urbanized north-eastern seaboard of the United States in terms of networks of crossroads, not only among the different metropolises, or among these and the surrounding region, but also in terms of their relations to the rest of the country, and the world at large. In fact, Gottmann borrowed from Siegfried the notion of hinge between different scales, regional, national and global and applied it to explain the growth and change in Megalopolis.

But despite the enormous success of Megalopolis, such intellectual genealogy of the concept remained obscured to the majority of its readers because of the above mentioned fragmentation in the circulation of his ideas. His theories on the partitioning of geographical space had been published mostly in French, and were never translated in English. While Megalopolis was written in English and never translated in French. Moreover, again because of disciplinary fragmentation also the geopolitical context of the Cold War remained invisible in most of the interpretations of Megalopolis, while the role played by Oppenheimer in supporting this research of Gottmann only recently began to be questioned (Agnew and Muscarà 2012).

Finally, to place correctly the ideas of Jean Gottmann in its proper place in the history of geographical knowledge, it is necessary to consider that not only he always distanced himself from the environmental determinism so common in the Historic Canon of political geography. And even if his education took place in the 1930s under Demangeon, within the French school started by Vidal de la Blanche, and in the United States in the 1940s partly under Bowman, he did not belong to that generation, and tried hardly to develop new ideas and

concepts to confront the acceleration of history and the many challenges it imposed upon geographical facts and theories. From this perspective not only he was the first intellectual of modern political geography (Agnew 2002), but he was also the first major cosmopolitan geographer (Hooson 1983), for "whom national allegiance was not the main driving force in his thought" (Agnew and Muscarà 2012).

While recognizing the role of state-nations, as we have briefly recalled, he moved his analysis beyond the traditional centrality of states and their borders in the political geographical discourse, with a 'communitarian' understanding of the political and a continuous focus on the notions of difference, variety, and discontinuity.

So even if the language he used remains different from that of the more recent generations of geographers, he could be rightly considered a precursor of 'critical geopolitics' both because of his exceptional life experience as a political refugee in 1919 and in 1941, and especially because of how he communicated his ideas: the ways he consciously used different languages to address different audiences in different countries to promote his own career, which is one partial cause of the fragmented impact of his ideas, were anticipating the critical geopolitics' attention for the specificities of narratives and discourse.

### **A constituição da geografia como campo científico autônomo a partir da análise das relações entre Brasil, França e Estados Unidos**

**Patrícia Aranha**

Este trabalho tem por objetivo o estudo da constituição do campo da geografia no Brasil. Tenciona-se examinar a própria historicidade deste processo, analisando dois modelos científicos que estavam em embate no campo da geografia no Brasil, um primeiro, francês, consolidado e já bem conhecido e estudado por historiadores e geógrafos; e um outro, estadunidense, até então em desenvolvimento - assim como o brasileiro - que ainda não foi objeto de pesquisa.

A constituição da Geografia como disciplina universitária no Brasil esteve ligada à opção pelo método francês através da contratação de professores desta nacionalidade para lecionar na Universidade, a escola geográfica francesa. Os principais nomes desta escola no país foram Pierre Deffontaines, Pierre Monbeig e Francis Ruellan. Deffontaines foi seu primeiro representante, contratado primeiramente pela Universidade de São Paulo, no ano de 1934, e logo depois pela Universidade do Distrito Federal, entre os anos de 1936 a 1938. Monbeig foi convidado em 1935 para lecionar na USP e, assim como Deffontaines, também atuava em outros ambientes além da Universidade, foi muito importante na AGB, sendo inclusive presidente da associação por nove anos. Já no Rio de Janeiro, outro professor representava a escola: Ruellan. O geógrafo lecionava na antiga Faculdade Nacional de Filosofia da Universidade do Brasil, e também atuava em outro ambiente de produção do saber geográfico, o IBGE, ele era assistente técnico do Conselho Nacional de Geografia.

Apesar destes três professores serem franceses e representantes de uma mesma escola do pensamento geográfico, é interessante destacar que desde a sua formação havia grandes diferenças entre eles. Não à toa, Ruellan se dedicava às atividades do IBGE enquanto Monbeig estava mais ligado à Universidade. A matriz da formação de ambos era o professor Vidal de La Blache, fundador da dita escola francesa. Durante a década de 1890, La Blache foi professor de Emmanuel de Martonne e de Albert Demangeon na École Normale Supérieure. O primeiro, de Martonne, se dedicava majoritariamente à geomorfologia, paleogeografia e climatologia; enquanto Demangeon era vinculado à geografia regional, além disso, mantinha estreito contato com Seignobos e Lavisse, o que denota sua proximidade com a história. Desta forma, Deffontaines e Monbeig (que tiveram influência de Demangeon na formação), se filiavam à geografia regional, produzindo estudos sobre as zonas pioneiros em São Paulo, por exemplo. Já Ruellan, se diferenciava de seus compatriotas por seu trabalho em campo, mais ligado à engenharia que às monografias; mais técnico e menos pertinente à história.

Percebo assim, que o modelo francês de disciplinarização em São Paulo, estava intimamente ligado à Universidade e, principalmente, à formação de professores, relacionando pesquisas territoriais à prática docente. O ponto basilar desta geografia era a associação com a história; mais do que isso, ao 'englobamento' da geografia pela história. A geografia era parte essencial do próprio discurso de formação do campo da história, além disso, os próprios geógrafos associavam a disciplina à uma tradição narrativa, literária que unia inevitavelmente as disciplinas.

Um bom exemplo deste vínculo é o texto de Monbeig chamado *La crise des Sciences de l'Homme*, datado de 1943, que, para além de associar história e geografia afirma que há uma crise das ciências humanas em curso a partir das tentativas de separação disciplinares, defendendo um "estudo total do homem" em oposição aos estudos fragmentados.

Ao observar este discurso de Monbeig é necessário que atentemos para um elemento importante, a conjuntura na qual a fala foi proferida: esta foi a época das discussões para uma possível mudança no currículo do curso de Geografia e História. O início da década de 1940 foi um período de muitas disputas e polêmicas, tanto em relação ao formato do currículo do curso universitário quanto ao tipo de profissional que sairia formado da faculdade; seria ele professor ou pesquisador? Poderia se dedicar a trabalhos técnicos? Seu ofício seria exercido na escola ou no IBGE?

As disputas relacionadas às reformas no curso deixavam claro um embate entre os interesses dos profissionais do Rio de Janeiro e São Paulo. Enquanto os geógrafos ligados à Universidade do Brasil e ao IBGE defendiam

a separação entre os cursos e a formulação de um currículo que fortalecesse a identidade e a autonomia da geografia frente a outros campos do conhecimento, os professores da Universidade de São Paulo defendiam a manutenção da união das disciplinas no ensino superior. Este debate encontra expressão em três importantes documentos: uma carta elaborada pelos professores da USP e dirigida ao ministro Capanema e duas resoluções do CNG.

No documento dirigido ao Ministério da Educação, os professores Pierre Monbeig, João Dias da Silveira e Aroldo de Azevedo defendiam a permanência do curso de Geografia e História. Para tanto a proposta se assentava no acréscimo de um ano à grade curricular, ampliando o curso de três para quatro anos. Esta proposta está fundamentada no pressuposto de que as disciplinas que compunham o curso eram complementares entre si, e sua separação seria prejudicial à formação completa dos alunos.

Em contrapartida, as resoluções do CNG, aprovadas em 1944 e 1945, estavam alinhadas com um projeto contrário, apontando para uma formação separada desde o começo da graduação, bem como numa reforma no currículo que proporcionasse um equilíbrio maior entre as disciplinas teóricas e práticas na formação do geógrafo. Esperava-se que o novo currículo fornecesse o suporte necessário às atividades de levantamento e exploração territorial desenvolvidas pelo IBGE.

A circulação de professores, técnicos e alunos entre a universidade e o IBGE contribuía decisivamente para a defesa de um modelo de formação que conjugasse o papel da universidade ao trabalho de campo. Desta forma, a mobilização pela separação do curso de história integrava um conjunto de reivindicações que tinha como objetivo maior tornar a universidade um local de treinamento profissional dos geógrafos para as explorações.

Uma das possibilidades que tenho investigado para esta marcante diferença entre as geografias desenvolvidas em São Paulo e no Rio de Janeiro gira entorno da relação entre a geografia estadunidense e a brasileira, principalmente a que era produzida na Universidade do Brasil e IBGE. Minha hipótese é que o contato entre os profissionais dos dois países fortaleceu o modelo disciplinar defendido pelos profissionais do Rio, que agora encontravam respaldo em geógrafos de um país em franca ascensão.

Esta proximidade EUA-Brasil se ampliou principalmente no período da II Guerra Mundial, quando o intercâmbio científico com a Europa ficou inviabilizado. Assim, majoritariamente entre 1938 e 1947, diversos geógrafos brasileiros foram para universidades norte-americanas e profissionais deste país vieram para o Brasil. Em 1942 Jorge Zarur, geógrafo do IBGE, foi para as universidades de Wisconsin e Chicago. Quando de seu retorno ao Brasil, o governo dos Estados Unidos formalizou convite para que outros geógrafos brasileiros também fossem para universidades estadunidenses.

É interessante destacar, contudo, que a vinda de geógrafos estadunidenses para o Brasil se iniciou antes mesmo da criação do IBGE ou do curso universitário. Ainda no começo da década de 1920 Preston James e Clarence Jones iniciaram seus trabalhos a respeito da América Latina, este foi o objeto de ambos em suas pesquisas de doutoramento. Os dois geógrafos continuaram com visitas para a realização de trabalhos de campo e, no fim dos anos 1940 chegaram a fazer expedições pelo IBGE e a lecionar na Universidade do Brasil. Este intercâmbio entre profissionais brasileiros e estadunidenses viabilizou ainda a vinda de Leo Waibel (alemão naturalizado americano) para o IBGE em 1946.

Outro exemplo é a Comissão Geográfica e Geológica do Império, criada em 1874 com o objetivo de elaborar um mapa geológico do país. Ela foi inspirada na United States Geological and Geographical Survey of the Territories e teve como líder Charles Hartt e como assistentes Richard Rathburn, John Casper Branner, Orville Derby e dois engenheiros brasileiros: Francisco José de Freitas e Elias Fausto Pacheco Jordão.

Além disso, há similaridade entre os dois países no modelo de ida para o Oeste, com levantamentos geográficos estratégicos destas regiões efetuados principalmente através dos rios. No caso estadunidense pelos sistemas do rio Missouri, Colorado, Tenessee e Columbia; já no Brasil, a Comissão Rondon, explorava o noroeste do país com incursões a diferentes rios do Pantanal e Amazônia. O modelo de estudo era o mesmo, a finalidade última era o desenvolvimento econômico, integrando estas áreas através de novos meios de comunicação e transporte.

Podemos inferir que a geografia estadunidense possuía já desde antes de sua constituição como disciplina universitária características que a aproximavam da geografia brasileira. A partir da criação do curso universitário estas semelhanças permaneceram e foram estimuladas com intercâmbios profissionais entre os dois países.

Assim se estabelecem uma série de perguntas: O contato com os profissionais de outro país catalisou a busca por autonomia da geografia ante à história? O modelo de curso defendido pelos geógrafos brasileiros se inspirava em cursos já existentes nos EUA? Em contrapartida, Branner teria levado para os EUA diferentes padrões a partir de seu contato com o saber geográfico brasileiro? Sabe-se que o geólogo passou sua vida reunindo documentos a respeito do Brasil (depositados na Branner Library, na Universidade de Stanford); ainda, os trabalhos de Preston James e Clarence Jones introduziram modificações nas incursões territoriais estadunidenses? Quais eram exatamente as trocas de conhecimento estabelecidas com o IBGE? É a respeito destas questões que me debruço atualmente, buscando examiná-las e discuti-las em minha pesquisa.

#### BIBLIOGRAFIA:

ADAS, Sérgio. *O campo do geógrafo: colonização e agricultura na obra de Orlando Valverde (1917-1964)*. São Paulo: Tese de Doutorado, Programa de Pós-Graduação em Geografia Humana, Universidade de São Paulo: 2006

ALMEIDA, R. S. *A Geografia do IBGE: os mestres formadores*. Revista do Instituto Histórico e Geográfico do Rio de Janeiro, v. 17, p. 210-222, 2010.

- \_\_\_\_\_. ABRANTES, Vera Lucia Cortes. O pensamento científico dos pioneiros do IBGE. In.: MARTINS, R. A.; MARTINS, L. A. C., SILVA, C. C., FERREIRA, J.M.H. (eds.) *Filosofia e História da Ciência no Cone-Sul: 3º Encontro*. Campinas: AFHIC, 2004.
- ANGOTTI-SALGUEIRO, Heliana. *Pierre Monbeige e a geografia humana brasileira: a dinâmica da transformação*. SP: FAPESP/EDUSC, 2006.
- BLOUET, Brian W., and BLOUET, Olwyn M. *Latin America and the Caribbean: A Systematic and Regional Survey*. New York: Wiley, 1993.
- CARDOSO, Luciene Pereira Carris. *Sociedade de Geografia do Rio de Janeiro: espelho das tradições progressistas (1910-1945)*. Tese de Doutorado defendida no Programa de Pós-Graduação em História da Universidade do Estado do Rio de Janeiro, UERJ, Rio de Janeiro: 2008.
- DARBY, H. C., and Michael Williams. *The Relations of History and Geography: Studies in England, France and the United States*. Exeter: University of Exeter Press, 2002.
- DICKINSON, Robert Eric, and O. J. R. Howarth. *The Making of Geography*. Oxford: Clarendon Press, 1933.
- EAKIN, Marshall C., and ALMEIDA, Paulo Roberto de. *Envisioning Brazil: A Guide to Brazilian Studies in the United States, 1945-2003*. Madison, Wis: University of Wisconsin Press, 2005.
- FERREIRA, Marieta de Moraes. *A História como Ofício - A constituição de um campo disciplinar*. 1. ed. Rio de Janeiro: FGV, 2013.
- \_\_\_\_\_. Notas sobre a institucionalização dos cursos universitários de História no Rio de Janeiro. In: GUIMARÃES, Manoel Luiz Salgado. *Estudos sobre a escrita da História*. Editora 7 Letras. Rio de Janeiro, 2006.
- \_\_\_\_\_. Diário pessoal, autobiografia e fontes orais: a trajetória de Pierre Deffontaines. São Paulo: I Encontro Nacional de História do Pensamento Geográfico, vol. 1, pp. 131-138, 1999.
- FONSECA, James Braga Vieira da. *O ensino da geografia no Brasil*. [Rio de Janeiro]: Instituto Pan-Americano de Geografia e História, Comissão de Geografia, 1956.
- GAILE, Gary L., and CORT J. Willmott. *Geography in America*. Columbus, Ohio: Merrill Pub. Co, 1989.
- JAMES, Preston E., and JONES, Clarence Fielden. *American Geography: Inventory & Prospect*. [Syracuse, N.Y.]: Published for the Association of American Geographers by Syracuse University Press, 1954.
- JAMES, Preston E. *All Possible Worlds; A History of Geographical Ideas*. Indianapolis: Odyssey Press, 1972.
- LEFEBVRE, Jean-Paul. *Les professeurs français des missions universitaires au Brésil (1934-1944) Cahiers du Brésil Contemporain*, 1990, n°12.
- MACHADO, Mônica S. *A construção da geografia universitária no Rio de Janeiro*. 1. ed. Rio de Janeiro: Apicuri/Faperj, 2009.
- MOREIRA, Ruy. *O pensamento geográfico brasileiro: I - as matrizes clássicas originárias*. SP: Contexto, 2008.
- MORAES, Antonio Carlos Robert. Notas sobre identidade nacional e institucionalização da geografia no Brasil. In: *Estudos Históricos*, Rio de Janeiro: vol. 4, n. 8, 1991.
- MONBEIG, Pierre. *La crise des Sciences de l'Homme*. Conferência lida no Salão de Conferências da Biblioteca do Ministério das Relações Exteriores do Brasil, no dia 13 de julho de 1943. Rio de Janeiro: Casa do Estudante do Brasil (Departamento Cultural), 1943.
- National Planning Association. *National Planning Association: Origin, Objective, Organization*. Washington, D.C.: The Association, 1943.
- National Planning Association. *The National Planning Association at Work: Six Decades of Providing Solutions to America's Challenges*. Washington, D.C.: National Planning Association, 1995.
- NOGUEIRA, Carlo Eugênio. *O lugar da fronteira na geografia de Pierre Monbeig*. Tese de Doutorado. Programa de Pós-Graduação em Geografia Humana, Universidade de São Paulo: 2013.
- PALMA FILHO, J. C. (organizador). *Pedagogia Cidadã. Cadernos de Formação. História da Educação*. 3. ed. São Paulo: PROGRAD/UNESP- Santa Clara Editora, 2005.
- PAZERA JR, Eduardo. A contribuição francesa e anglo-saxã na formação do pensamento geográfico brasileiro. In: *Boletim de Geografia da Universidade Estadual de Maringá*. Paraná, Ano 06, n 01, jun. 1988.
- PEREIRA, Sérgio Nunes. *Na boca do sertão ou integrada ao ecumeno? Militares, estatísticos, geógrafos e a localização da nova capital*. In: Nelson de Castro Senra. (Org.). *Veredas de Brasília. As expedições geográficas em busca de um sonho*. Rio de Janeiro: IBGE, 2010.

### ***Les prémisses d'un mouvement scientifique: une approche théorique et graphique des foyers de diffusion et des circulations actives des géographes européens francophones***

**Sylvain Cuyala**

L'objectif de cette communication est de proposer une analyse spatio-temporelle des prémisses d'un mouvement scientifique – celui de la « géographie théorique et quantitative », qui s'est épanouie en Europe francophone (France, Belgique, Luxembourg et Suisse) à partir du début de la décennie 1970 – par une représentation graphique des lieux de diffusion et des déplacements actifs de ses acteurs appuyée sur une approche théorique interdisciplinaire.

En effet, la période de l'après Deuxième guerre mondiale a fortement valorisé l'innovation dans de nombreux domaines, dans le monde anglo-américain mais aussi en Europe francophone. Au cours de ces décennies, la géographie européenne francophone n'a pas fait exception, et un certain nombre de géographes, des esprits prêts à faire du neuf, des novateurs, ont recherché cette modernité, et certains se sont retrouvés finalement à l'avant-garde intellectuelle de la géographie en développant une pratique scientifique nouvelle, visant la théorie et usant de méthodologies quantitatives, en rupture avec les préceptes idéographiques antérieurs, ce qui a notamment donné très tôt naissance aux États-Unis à la New Geography (Gould, 1968). D'autres se sont

sentis capables de conduire la discipline vers cette modernité et ont pu faire dans une certaine mesure école autour d'eux, d'autres encore se sont posés plutôt en initiateurs, en transmettant ce qu'ils apercevaient de la modernité en acte. Certains « ont donné l'exemple » par une pratique quantitative, tandis que d'autres ont plutôt été dans la médiation culturelle, et des géographes ont été en même temps exemple et médiateur, dans des proportions variables. Le développement des échanges entre l'Europe francophone et le continent nord-américain, notamment le Canada français (importance de la francophonie), où la New Geography était déjà en développement dans les années 1960 aurait permis l'émergence de la géographie théorique et quantitative en Europe francophone au début des années 1970.

Afin d'identifier ces différentes catégories de géographes et leur spatialisation au cours du temps, nous nous sommes appuyé sur plusieurs théories, nous avons effectué des entretiens avec les participants du mouvement encore accessibles, et nous avons ainsi pu mettre en évidence différentes périodes dans les prémisses du mouvement étudié.

### Une approche théorique interdisciplinaire

Pour mener à bien ce travail, trois éléments théoriques sont mobilisés. *Premièrement*, nous avons choisi comme cadre conceptuel général une théorie sociologique développée par S. Frickel et N. Gross (2005), qui permet d'étudier les « mouvements scientifiques ou intellectuels » (MSI). Nous avons choisi d'adopter le MSI comme grille de lecture de ce travail en raison des caractéristiques qu'elle met en valeur : 1. Un MSI est programmatique, son programme consistant à produire et à diffuser un cœur de connaissances (*knowledge core*), 2. Le programme du MSI entre en collision avec les pratiques normatives en vigueur dans le champ disciplinaire, 3. Le MSI se constitue à travers une action collective, 4. Le MSI est en ce sens politique, 5. Le MSI est un phénomène temporaire (naissance, développement, fin).

*Deuxièmement*, cette communication propose de compléter ce cheminement sociologique de l'étude des prémisses de ce mouvement scientifique, par une approche d'analyse spatiale mobilisant notamment les modèles de diffusion (Hägerstrand, 1953). Cette combinaison fait l'originalité de notre travail, qui consiste dans l'introduction d'une dimension géographique dans le modèle sociologique du mouvement scientifique. Nous cherchons notamment à déterminer la répartition, la concentration et la diffusion spatiale de ce mouvement scientifique. Plus globalement, ces investigations s'inscrivent en étude sur la science ou *science studies* (Berthelot, Martin, Collinet, 2005) et notamment la mise en œuvre d'une *géographie de la science* (Withers, 2002 ; Livingstone, 1995 ; Withers, 2009 ; Besse, 2010 ; Livingstone, Withers, 2011 ; Eckert, Baron, 2013).

*Troisièmement*, l'interprétation des résultats, nous a conduit à utiliser les notions de fluctuations et de bifurcations qui seront développées ultérieurement.

### Une représentation des prémisses basée sur la mémoire des acteurs

Cette période de prémisses du mouvement théorique et quantitatif est peu étudiée dans la littérature, cependant, des données sont indispensables pour être apte à l'appréhender. Or, à travers les mémoires de certains des acteurs de la modernisation scientifique, s'est construit, 50 ans après, un véritable capital symbolique sur le rôle de certains de ces modernistes. De ce fait, notre analyse se base principalement ici sur l'analyse des entretiens d'acteurs du mouvement théorique et quantitatif. Il s'agit de regards rétrospectifs qui construisent une histoire particulière de la géographie européenne francophone des années 1960 et du tout début des années 1970. Nous tentons donc de retrancrire cette histoire telle que reconstruite par ses acteurs, en étant attentif aux lieux et aux espaces dans lesquels ils s'inscrivent. Ainsi, les reconstructions effectuées ne seront pas ici objectivées mais analysées comme les constituantes de la mémoire des acteurs interrogés. Rappelons donc que ces expériences, isolées les unes des autres, sont contenues dans une mémoire individuelle et collective très codifiée par quarante ans d'autocommentaires, soit entre les acteurs interviewés, soit à travers des récits présents dans les manuels, soit encore à travers un certain nombre d'égo-histoires écrites, lues et commentées à de nombreuses reprises. Nous procédons à un recouplement de ces entretiens entre eux mais aussi avec d'autres sources de type archives.

Nous avons donc ici mobilisé un matériel mémoriel avec 58 entretiens semi-directifs recueillis auprès des acteurs du mouvement. Cette présentation se focalise plus particulièrement sur la période ayant précédé le mouvement scientifique, ses prémisses. Les données recueillies sont particulières à plusieurs points de vue : les acteurs sont encore vivants, les entretiens ne sont pas vraiment structurés et donc non directement comparables et ils ont été réalisés pour certains en plusieurs temps avec des demandes de précisions ultérieures.

L'exploitation qualitative de ces entretiens permet de préciser la nature des lieux les plus actifs pour la diffusion de la nouvelle géographie. Pour ce faire, nous proposons une représentation graphique des espaces et des lieux où se sont esquissés les germes du futur mouvement théorique et quantitatif francophone européen.

Nous avons conçu une représentation (fig. 1 et 2) couplant les acteurs concernés, géographes et non-géographes, distingués selon les rôles que nous avons identifiés et selon leurs caractéristiques linguistiques et leur origine nationale. En suivant les dires d'acteurs, nous avons recensé les lieux (villes et universités) où se sont accomplies les expériences qu'ils ont relatées, représenté les migrations par lesquelles les novateurs ont pu aménager autour d'eux un espace local de liberté, et les déplacements temporaires effectués par eux et par les géographes de plus jeunes générations. Nous avons tâché de singulariser les territoires majeurs, un « environnement anglo-américain » source de l'innovation, d'un côté, et un espace européen francophone de l'autre, celui-ci étant le récepteur d'une innovation, dénommée New geography » ou « quantitative geography », partie des Etats-Unis durant les années 1950-1960 et diffusée progressivement au Canada (anglophone puis francophone) et en Grande-Bretagne et au Canada au début des années soixante.

### Trois périodes de prémisses

Grâce aux différents témoignages, nous avons pu déterminer l'existence de trois moments dans les prémisses de la géographie théorique et quantitative européenne francophone, dont nous avons représenté schématiquement la spatialité (dont deux sont présents dans ce résumé) :

1) 1945-60 : dans quelques lieux disjoints, on note des insatisfactions par rapport à l'héritage (ou la pratique) scientifique, des essais de novation. C'est la période des singularités qui ne donneront pas nécessairement naissance à une nouvelle géographie au lieu même où se manifestent ces particularités.

2) 1960-68 (carte 1) : la période des fluctuations marquées par trois pratiques majeurs : 1. la lecture, des recherches de documents, de traductions, ce qui correspond à une prise de contact avec la littérature anglo-américaine sur/de la New Geography (par exemple : Bunge, 1962 ; Burton, 1963), 2. des déplacements essentiellement dans l'environnement anglo-saxon proche, à quelques exceptions près (faisant apparaître le Canada), 3. l'apparition d'une organisation spatiale de l'espace européen francophone avec des axes et des lieux prédominants.

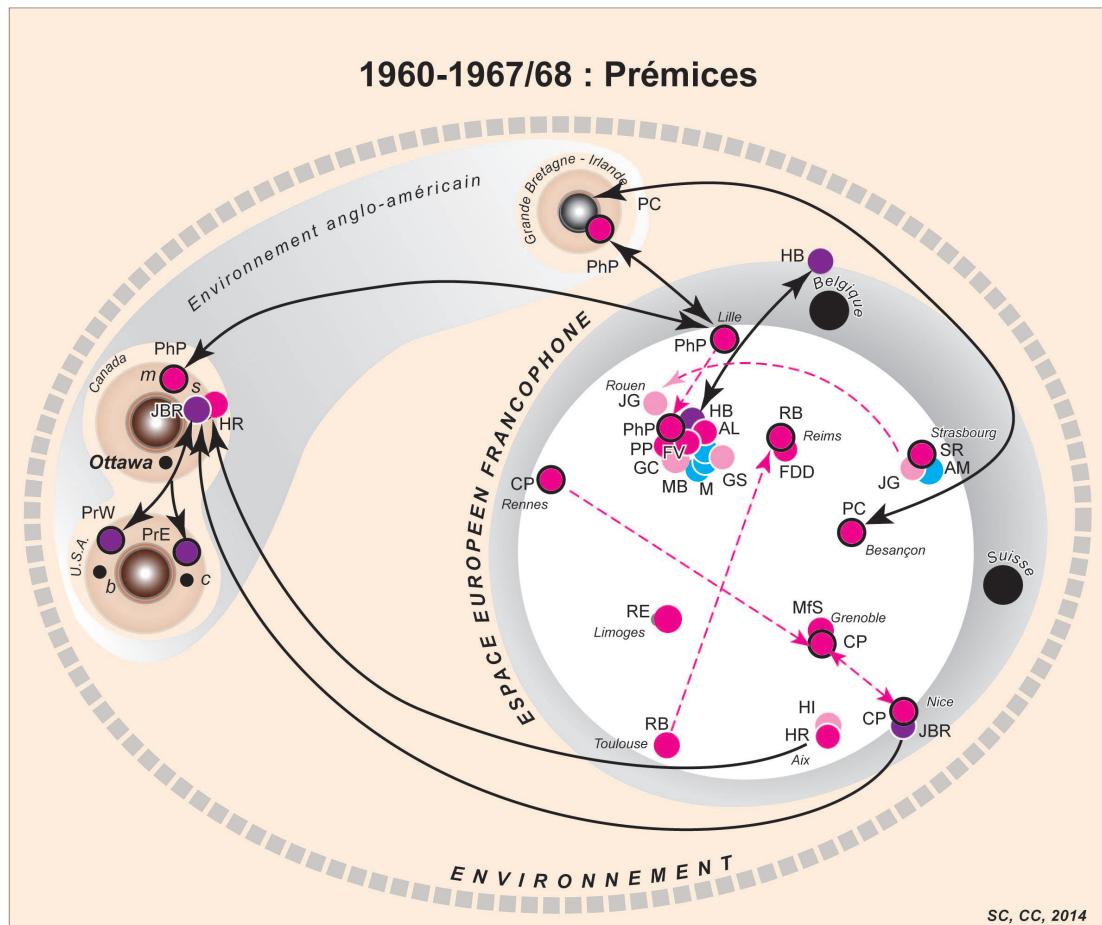
3) 1968-72 (carte 2) : le début des bifurcations avec trois points importants : 1. l'apparition et le développement d'un pôle canadien : Ottawa, plateforme essentielle de la formation et de la diffusion du mouvement en Europe francophone, 2. des circulations et des échanges dans un cadre anglo-saxon désormais à la fois proche et lointain, 3. des embryons de groupes, français ou européens francophones qui tentent d'introduire la « nouvelle géographie » dans la recherche ou dans l'enseignement.

### Conclusion

Notre analyse permet de montrer que cette période précédant l'émergence d'un « mouvement » théorique et quantitatif organisé et intériorisé par des géographes européens francophones est ressentie et pratiquée différemment selon les témoins, mais la plupart, qu'ils soient innovateurs ou impatients de changement, voient la géographie changer petit à petit de cap. Plus largement, les années 1960 marquèrent donc les débuts d'un contexte extrêmement changeant dans la géographie européenne francophone avec l'émergence de lieux d'innovation théorique mais surtout méthodologique.

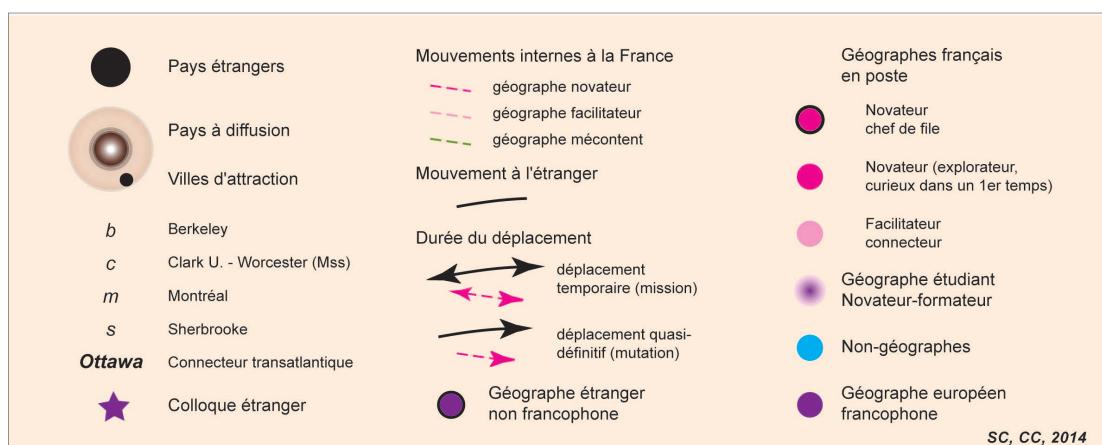
Cependant, aucune action collective organisée ne se met en place au européen francophone, et aucun programme comportant un cœur de connaissances susceptible de rentrer en collision avec l'école française de géographie classique n'apparaît encore, conditions indispensables à l'existence d'un mouvement scientifique (Frickel, Gross, 2005). Ce n'est qu'au début des années 1970 que la création d'une série d'événements collectifs, marque alors l'émergence du mouvement théorique et quantitatif en Europe francophone : mises en place de lieux de formation aux méthodes quantitatives (Aix-en-Provence, 1971, Besançon, 1972), de groupes de recherche (groupe Dupont à Avignon et groupe d'action géographique (GAG) à Paris en 1971) ou encore de lieux d'expression de chercheurs modernistes tels qu'une revue (*l'Espace géographique* en 1972). Ces différentes actions, qui deviennent récurrents au cours du temps, sont susceptibles de permettre à un mouvement d'émerger et de se développer dans un champ disciplinaire tenu, et surtout après 1968, par des représentants d'une géographie classique.

1. Fig 1 - 1960-1967/68 : Prémices



SC, CC, 2014

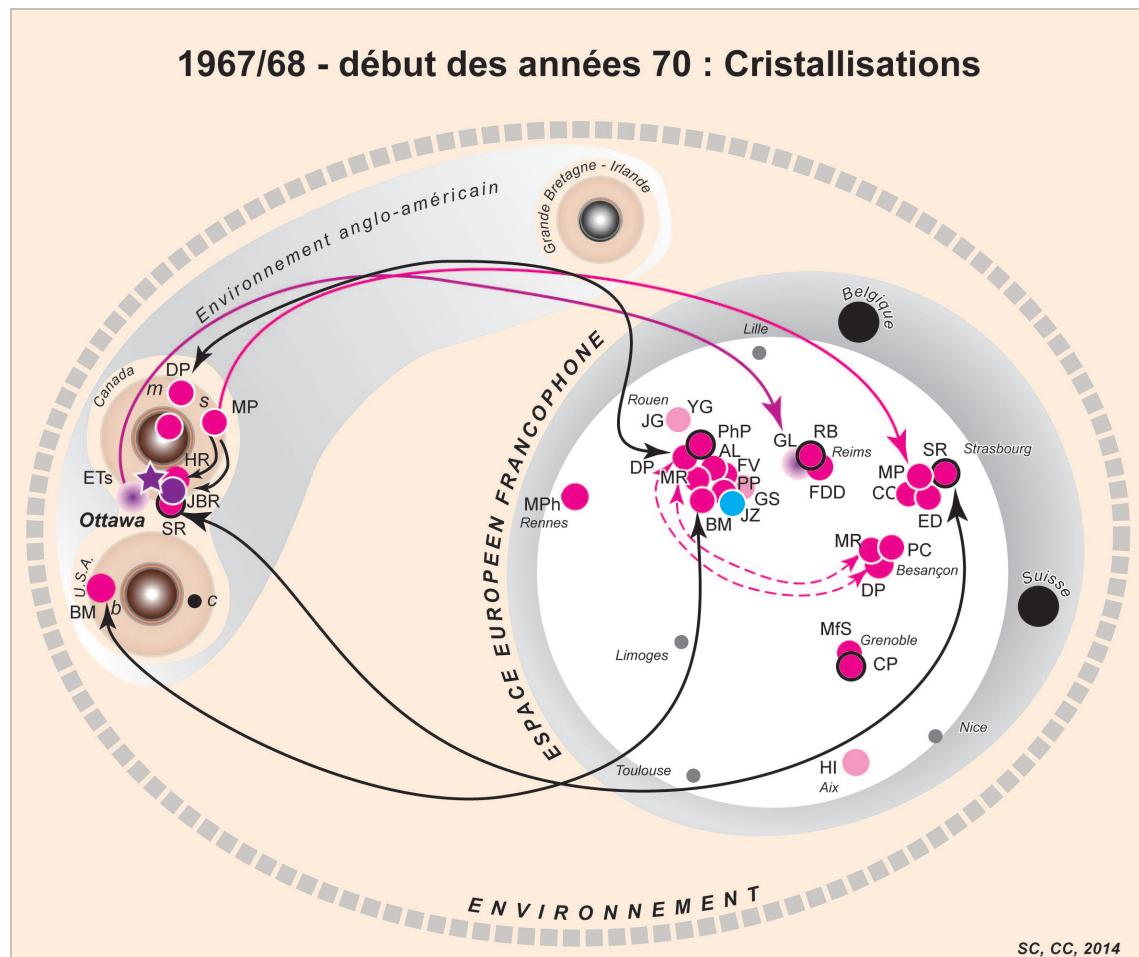
2.



SC, CC, 2014

3. Sources : corpus d'entretiens des acteurs du mouvement théorique et quantitatif.  
4. Auteurs : Sylvain Cuyala, Colette Cauvin, 2014.

5. Fig 2 - 1967/68 – début des années 70 : Cristallisations



SC, CC, 2014

Liste des codes identifiant les personnes citées

AC	André Cailleux	FDD	François Durand Dastès	JG	Jean Gallais	PC	Paul Claval
AL	André Libault	FV	Fernand Verger	JL	Jean Labasse	PG	Pierre George
AM	Abraham Moles	GC	Georges Chabot	JZ	Jean Zeitoun	PhP	Philippe Pinchemel
BM	Bernard Marchand	GL	Guy Lemay	M	Matheux	PP	Pierre Pédelaborde
CC	Colette Cauvin	GS	Gilles Sautter	MB	Marc Barbut	PrE	Professeurs américains Côte E
CP	Charles Péguy	HB	Hubert Béguin	MfS	M. Françoise de Saintignon	PrW	Professeurs américains Côte W
DP	Denise Pumain	HI	Hildebert Isnard	MP	Michel Proust	RB	Roger Brunet
ED	Etienne Dalmasso	HR	Henri Reymond	MPh	Michel Philipponeau	RE	René Emsalem
ETs	Etudiants Ottawa	JBR	Jean-Bernard Racine	MR	Marie-Claire Robic	SR	Sylvie Rimbert
						YG	Yves Guermond

SC, CC, 2014

6.

7. Sources : corpus d'entretiens des acteurs du mouvement théorique et quantitatif.

Auteurs : Sylvain Cuyala, Colette Cauvin, 2014.

Bibliographie

- Berthelot J.-M., Martin O., Collinet C. (2005), *Savoirs et savants. Les études de la science en France*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Science, histoire et société, 282 p.
- Besse J.-M. (2010), « Approches spatiales dans l'histoire des sciences et des arts, *l'Espace géographique*, vol. 39, pp. 211-224.
- Bunge W. (1966 [1962]), *Theoretical geography*, Lund, Royal University of Lund, 378 p.
- Burton I. (1963), « The Quantitative Revolution and Theoretical Geography », *The Canadian Geographer*, vol. 7, pp. 151-162.
- Eckert D., Baron M. (2013), « Construire une géographie de la science », *M@ppemonde*, n°110.
- Frickel S., Gross N. (2005), "A General Theory of Scientific/Intellectual Movements", *American Sociological Review*, vol. 70, n°2, pp. 204-232.
- Gould P. (1968), "The new geography: where the action is", *Harper's Magazine*.
- Hägerstrand T. (1953), *Innovationsförloppet ur korologisk synpunkt*, Lund, C. Bloms boktryckeri, 304 p.

[traduction par Haag G. (1967), *Innovation Diffusion as a Spatial Process*, Chicago, Chicago University Press, 330 p.]

Livingstone D.N. (1995), « The spaces of knowledge: contributions toward a historical geography of science », *Environment and planning. Society and space*, pp. 13-42.

Livingstone D.N., Withers C.W.J. (dir.) (2011), *Geographies of Nineteenth-Century Science*, Chicago, University of Chicago Press, 526p.

Withers C.W.J. (2009), "Place and the "spatial turn" in geography and history", *Journal of the History of Ideas*, vol. 70, n°4, pp. 637-658.

## Sessão IV

### ***Redes intelectuais na institucionalização da Geografia brasileira***

**Júlio César Suzuki**

A história da ciência requer a compreensão do seu movimento de mudança no uso das categorias, das abordagens teórico-metodológicas, dos temas de pesquisa, do significado das instituições de ensino e de pesquisa.

Tomamos, como norte, para a discussão das mudanças nas tendências teórico-metodológicas e da conformação das redes de pesquisa, a indicação de José de Souza Martins (2000:94): "Na investigação científica, os novos problemas surgem sempre da possibilidade de novas indagações, propostas justamente a partir da consciência dos 'vazios' contidos nos sistemas de conhecimento [...]."

Assim, cabe indagar-se, de forma profunda, acerca dos novos problemas que instigaram os pesquisadores a negarem tradições consolidadas e institucionalizadas na forma de produzir o conhecimento, propondo outros caminhos, novos temas, diferentes categorias de análise.

A história da Geografia ou Agrária brasileira, conhecida como Geografia Rural em várias instituições brasileiras, ainda, não se encontra bem delineada. Poucas foram as incursões que intentaram recuperar o movimento dos seus dilemas interpretativos, suas abordagens e seus temas. Nestes termos, pretendemos caminhar pela interpretação do movimento de transformação do pensamento na Geografia Agrária brasileira, tendo como referência, sobretudo, a formação de redes intelectuais na institucionalização da Geografia no país, procurando, por um lado, como objetivos específicos, discutir a gênese da Geografia Agrária como fragmento do saber, identificando leituras parciais que lhe deram atenção; bem como debater a definição de uma Geografia Agrária brasileira, marcada por grande diversidade teórico-metodológica, mas, ainda, constituindo uma unidade como campo do saber. Por outro, como objetivo geral, procuramos compreender as mudanças de abordagens da Geografia Agrária brasileira, a partir da formação das redes de ensino e pesquisa, de 1934 a 2010, tomando como referência 5 centros fundamentais de ensino e pesquisa: Universidade de São Paulo, UFRJ, UNESP-Rio Claro, IBGE e UFPE/Instituto Joaquim Nabuco.

Entendemos, como norte do método de análise da história da Geografia Agrária, que as análises foram compostas em contextos político, econômicos e técnicos específicos que permitiram e impuseram certas escolhas e possibilidades, cujas lentes de análise não podem seguir os princípios e os critérios da ciência do nosso tempo, mas a contemporânea à produção do conhecimento realizado. Assim, tomamos, como princípio, a necessidade de compreender mais do que negar as leituras realizadas na história da Geografia Agrária, particularmente a brasileira.

Inicialmente, realizamos leituras e sistematizações que foram importantes para darem conta de um primeiro momento da formação da Geografia Agrária brasileira. No entanto, ainda, muitas linhas não poderiam ser estabelecidas, sobretudo em relação à formação dos principais centros de ensino e pesquisa no Brasil; ao significado dos principais intelectuais da Geografia Agrária brasileira; às determinações que conduziram à introdução da Geografia Quantitativa no Brasil, sobremaneira em Rio Claro e no IBGE; às raízes teórico-metodológicas formadoras dos intelectuais que incorporaram as tendências matemáticas e estatísticas; aos conflitos advindos das inovações teórico-metodológicas; ao rebatimento da tendência quantitativa na formação de quadros intelectuais, particularmente na pós-graduação de Rio Claro e da UFRJ (onde atuaram pesquisadores

do IBGE, como Faissol e Lysia Bernardes); e às críticas ao quantitativismo e à introdução de novas abordagens teórico-metodológicas.

Assim, definimos 5 centros fundamentais de ensino e pesquisa sobre os quais deveriam recair o foco da análise: Universidade de São Paulo, UFRJ, UNESP-Rio Claro, IBGE e UFPE/Instituto Joaquim Nabuco.

O primeiro, a Universidade de São Paulo, e o segundo, a UFRJ, por conta do seu significado na institucionalização da Geografia brasileira, bem como na difusão de abordagens na leitura do campo e da agricultura.

O terceiro e o quanto, a UNESP-Rio Claro e o IBGE, por conta de sua participação na difusão da abordagem quantitativa de leitura do campo e da agricultura.

O IBGE, ainda, por sua relevância na institucionalização da Geografia brasileira a partir do Rio de Janeiro, com a formação de quadros intelectuais, desde o final da década de 1930, além da organização do Congresso Internacional da União Geográfica Internacional, em 1956, e inúmeras publicações que revelam incorporações teórico-metodológicas particularmente na leitura do campo e da agricultura, não só em trabalhos de Orlando Valverde e de Nilo Bernardes, mas, também, de Elza Coelho de Souza Keller, Lysia Bernardes, Pedro Pinchas Geiger, dentre outros.

Quanto ao núcleo de Rio Claro, será necessário estender a pesquisa para a Universidade Federal de Sergipe por conta da presença de José Alexandre Felizola Diniz, um dos importantes pesquisadores na implantação da abordagem teórico-quantitativa em Rio Claro, bem como pela realização de um doutorado interinstitucional entre a Universidade Estadual Paulista (UNESP) de Rio Claro e a Universidade Federal de Sergipe, o que consolida esta instituição no diálogo com aquela.

O quinto, UFPE/Instituto Joaquim Nabuco, pelo significado da produção acadêmica de dois de seus intelectuais, Manuel Correia de Andrade e Mário Lacerda de Melo, dentre outros acadêmicos.

Acerca dos 5 centros de ensino e pesquisa vale, ainda, ressaltar sua importância na participação de quadros intelectuais no Brasil.

A leitura da produção acadêmica dos intelectuais presentes nos 5 centros de pesquisa e ensino não foi suficiente para superar uma leitura muito genérica das abordagens em Geografia Agrária, particularmente em relação às gêneses e às escolhas teórico-metodológicas. Assim, em um primeiro momento, procurou-se iniciar dois outros caminhos metodológicos que não foram seguidos por Darlene Aparecida de Oliveira Ferreira (2002) nem por outros pesquisadores da Geografia Agrária em geral: a leitura das teses e dissertações dos 5 centros de ensino e pesquisa e a realização de entrevistas com intelectuais representativos dos movimentos de gênese e renovação da Geografia Agrária brasileira ou dos centros de pesquisa tomados como foco da análise.

A análise das teses e dissertações, realizada a partir dos orientadores, com discussão das categorias utilizadas em cada pesquisa, bem como da abordagem teórico-metodológica, permite capturar que a relação entre orientador e orientando não é suficiente para estabelecer todos os nexos explicativos na definição da abordagem teórico-metodológica utilizada nas pesquisas realizadas, sobretudo no que concerne ao processo que culminou na formação dos pesquisadores vinculados à Geografia Quantitativa em Rio Claro, pois praticamente todos, com exceção de Lívia de Oliveira, tiveram, como orientador formal, os professores do Departamento de Geografia da Universidade de São Paulo. No entanto, os pesquisadores de Rio Claro foram os que iniciaram, quase concomitantemente com o IBGE, a introdução da Geografia Quantitativa, negada pela grande maioria dos professores do Departamento de Geografia da Universidade de São Paulo. Situações semelhantes foram verificadas, também, entre os trabalhos orientados pelos pesquisadores das várias instituições pesquisadas, por mais que a força teórico-metodológica do orientador, na grande maioria das situações, apareça como linha mestra na definição da abordagem seguida pelo orientando, o que não anula a relação proposta de análise das pesquisas a partir dos orientadores, mas requer um refinamento da análise, o que se pode alcançar com o uso das entrevistas, em histórias de vida e testemunhos.

Entrevistas, então, foram realizadas com inúmeros intelectuais da Geografia brasileira, tomando como cuidado que os interlocutores não se restrinjam apenas a Geografia Agrária, mas que pudessem, a partir de suas histórias de vida e acadêmica, dar conta da formação dos 5 centros de ensino e de pesquisa tomados como centro da análise pela sua expressão para a compreensão da Geografia brasileira, o que nos conduziu, então, para o diálogo com professores-pesquisadores de várias áreas da Geografia, quase todos aposentados ou próximos da aposentadoria.

As entrevistas foram realizadas, com o auxílio de gravador digital, seguindo orientações propostas por Maria Isaura Pereira de Queiroz (1991), particularmente em relação ao cuidado para que não ocorra o direcionamento

do sujeito com base em posição político-acadêmica do entrevistador, a partir de roteiro semi-estruturado, em que se tem como norte: origem familiar, formação acadêmica, vivência institucional, significado da orientação à pesquisa e dilemas da docência.

Toma-se, então, como fundamento da entrevista, o seu significado na recuperação da memória social, particularmente a acadêmico-institucional, tal qual realizará Peter Gould e Forrest Ralph Pitts (2007), em *Geographical Voices*.

Além das entrevistas, fundadas em histórias de vida e em testemunhos, ainda levamos em conta os memoriais de concurso de livre-docência, de ingresso ao magistério público e de professor titular.

Outra fonte importante, ainda, na perspectiva das trajetórias intelectuais, foi a de entrevistas já fornecidas pelos intelectuais brasileiros, publicadas em diversos meios, em que pese a contribuição do acervo já constituído em diversos números das Revistas Geosul e Paisagem, bem como o Boletim Paulista de Geografia.

Assim, o conjunto das entrevistas constitui-se em acervo documental de inigualável importância para a Geografia brasileira, tendo em vista a possibilidade de novas leituras e sistematizações na História da Geografia, reconstituindo liames não tecidos pelas interpretações que se valeram de documentos distintos da tradição oral, a partir da qual sentidos e direções tomados pelos intelectuais podem ser refeitos, bem como a discussão das razões pelas quais certas categorias, técnicas de pesquisa e abordagens tomaram relevo em certos momentos e centros de pesquisa.

#### Referências

- FERREIRA, Darlene Aparecida de Oliveira. *Mundo rural e geografia; Geografia Agrária no Brasil: 1930-1990*. São Paulo: UNESP, 2002.
- GOULD, Peter; PITTS, Forrest Ralph (Ed.). *Geographical Voices*. 6.ed. New York: Syracuse, 2007.
- MARTINS, José de Souza. *A sociabilidade do homem simples; Cotidiano e História na modernidade anômala*. São Paulo: Hucitec, 2000.
- QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de. *Variações sobre a técnica de gravador no registro da informação viva*. São Paulo: T.A. Queiroz, 1991.

#### ***Uma rede de produção científica: os Simpósios Ibero-Americanos de História da Cartografia (2004-2014)*** ***Jonathan Félix Lopes; Francisco Roque de Oliveira***

Lançados na Facultad de Filosofía y Letras da Universidad de Buenos Aires, em 2006, os Simpósios Ibero-Americanos de História da Cartografia conheceram até ao presente cinco edições, realizadas regularmente, de dois em dois anos: em 2008, organizados pelo Instituto de Geografía da Universidad Nacional Autónoma de México; em 2010, pelas Faculdades de Geografia e História e pela Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo; em 2012, pelo Centro de Estudos Geográficos do Instituto de Geografia e Ordenamento do Território da Universidade de Lisboa; em 2014, pela Facultad de Ciencias Sociales da Universidad de los Andes, na Colômbia. Programado e concretizado de início por um número relativamente restrito de promotores e participantes, este evento tem conhecido uma adesão crescente, afirmando-se como ponto de confluência de especialistas de diferentes formações de base, com destaque para geógrafos, historiadores, urbanistas, arquitectos e polítólogos. Este crescimento tem sido acompanhado por um intenso debate teórico e metodológico, em sintonia com a discussão em curso entre os praticantes da história da cartografia, o qual não apenas tem contribuído para resgatar a importância dos mapas como instrumento privilegiado da representação e de apropriação dos territórios, como para destacar a importância que adquire o estudo do conjunto de condicionantes históricas, sociais, económicas e culturais que acompanham a sua elaboração (OLIVEIRA, 2008: 167).

A longa tradição disciplinar da história da cartografia permite que encontremos a sua génesis no mesmo momento da primeira metade do século XIX em que a generalidade das disciplinas afirmou a sua autonomia em torno de métodos e objectos tendencialmente específicos. Ainda assim, não só a participação neste processo de fragmentação do saber não terá resultado exactamente na autonomia própria de um período plenamente “paradigmático”, como são muitos os que questionam a própria natureza disciplinar da história da cartografia, preferindo antes ver nela um mero campo de estudos ou de conhecimento (CAPEL, 1981: 194-203; FOUREZ, 2000: 86-87). Em rigor, a ausência de uma oferta generalizada de programas universitários específicos – nos países ibero-americanos, como em quaisquer outras latitudes –, assim como de um universo minimamente consistente de associações específicas de incidência nacional, regional ou até global, condições essenciais

para o desenvolvimento de uma consciência epistemológica própria, representam uma limitação objectiva para a afirmação e a autonomia plenas da história da cartografia (GINGRAS, 2013: 44-52). No mesmo sentido, percebemos que estas fragilidades de raiz não chegam a ser compensadas com a projecção conseguida por algumas publicações especializadas, em particular no espaço académico anglo-americano, assim como pela existência de um público mais vasto, ainda que também mais difuso, que nas últimas décadas tem vindo a sustentar a relativa sorte editorial de títulos profusamente ilustrados com “velhos mapas”. Todo este somatório de condicionalismos resulta no facto de, antes do mais, nos encontrarmos perante a multiplicação de redes de contacto, prefigurando aquilo que tem vindo a ser denominado de “colégio invisível” de historiadores da cartografia (HARLEY, 1987: 36-37; OLIVEIRA, 2012: 11-12).

Desde logo por efeito da relativa agilidade institucional que marca desde a sua génesis a organização dos Simpósio Ibero-Americanos de História da Cartografia, podemos dizer que a rede que sustenta a realização regular destes eventos se enquadra nesse registo mais geral partilhado pela generalidade das iniciativas congéneres. De um modo quase intuitivo, reconhecemos aqui esse traço comum a uma comunidade empenhada na investigação activa sobre uma especialidade que ainda busca a sua plena autonomização no seio do sistema social da ciência. Em qualquer caso, a ambição que decorre da escala de análise implícita na sua proposta de trabalho, projectada para incidir tanto sobre a produção de conhecimentos objectivos sobre a cartografia dos territórios ibero-americanos, como sobre os respectivos agentes de execução cartográfica, constitui uma novidade no plano da comunidade científica internacional. Na mesma linha, há que perspectivar o caso concreto representado por esta série de cinco Simpósios sucessivos em paralelo com a progressiva densificação de redes nacionais, e até bilaterais, de tratamento dos tópicos próprios da história da cartografia. Não será por acaso que tal é desde logo patente nas experiências consolidadas nos últimos anos precisamente nos países mais representados nestes Simpósios, com destaque para o Brasil, o México, Portugal, a Argentina e a Colômbia. Ainda que com o constrangimento decorrente da referida ausência de uma afirmação institucional plena, esta vitalidade de suporte pode ser testada indirectamente a partir da observação da relevância conseguida pelas secções dedicadas à história da cartografia em congressos académicos recentes de áreas investigação pertencentes aos domínios da Geografia Humana e da História, com destaque para aqueles onde o diálogo ibero-americano em torno dos temas associados à história do território constitui a norma.

Uma vez chegada a quinta edição dos Simpósios Ibero-Americanos de História da Cartografia, consideramos que é útil desenvolver um exercício que avalie com rigor qual o perfil de produção científica representado pela rede exposta por este fórum e, se possível, que assinale as principais tendências de evolução já detectadas. Não se trata tanto de analizar o caso *per se*, mas, como vimos dizendo, sobretudo de tentar enquadrar e confrontar os resultados obtidos nestes encontros com a tendência em curso para valorizar o estudo dos mapas antigos em universos disciplinares muito variados e até díspares, tendência esta que vem reflectindo o artefacto cartográfico muito para além da evidência material e das questões relativas à maior ou menor objectividade ou à menor ou menor correcção formal das representações. Nesse sentido, organizaremos a nossa análise em torno de três indagações principais: em primeiro lugar, sobre as linhas temáticas tratadas; em segundo lugar, sobre a incidência geográfica das análises; em terceiro lugar, ao perfil da autoria e das proveniências institucionais, incluindo uma análise de redes sociais e o propósito associado de indagar sobre a expansão das relações existentes entre os membros desta comunidade informal e a manifestação de eventuais comportamentos endógenos na produção de conhecimento (MARTINS, 2012; BRAGA, GOMES e RUEDIGER, 2008). Para concretizar este último propósito, proceder-se-á à codificação dos autores segundo nome e instituição, criando uma base de dados na qual serão extraídas as frequência e se estabeleceram os nós e a centralidade relativa das instituições, com o propósito de identificar as relações ocorridas na produção dos artigos ao longo dos anos. Tomaremos por base todas as comunicações apresentadas nas cinco edições dos Simpósios, totalizando cerca de quatro centenas de trabalhos. De seguida, confrontaremos os resultados dessa análise com o tratamento equivalente dedicado às comunicações apresentadas nos mesmos encontros e efectivamente publicadas nos respectivos volumes de actas, disponíveis tanto em formato impresso, como em formato digital. Este confronto permitirá ponderar duas linhas principais de difusão de conhecimento: por um lado, as comunicações orais apresentadas em congresso, enquanto exemplo de comunicação informal de ciência, e, por outro, a amostra dessas mesmas apresentações efectivamente publicada, a qual representa a comunicação formal.

#### Referências bibliográficas:

- BRAGA, M. J. C.; GOMES, L. F. A. M.; RUEDIGER, M. A. (2008). «Mundos pequenos, produção acadêmica e grafos de colaboração: um estudo de caso dos Enanpads», *Revista de Administração Pública* (Rio de Janeiro), 42 (1), 133-154.
- CAPEL, H. (1981). *Filosofía y ciencia en la Geografía contemporánea. Una introducción a la Geografía*. Barcelona: Barcanova.
- FOUREZ,G. (2000). *La construcción del conocimiento científico. Sociología y ética de la ciencia*. Madrid:

Narcea.

- GINGRAS, Y. (2013). *Sociologie des sciences*. Paris: Presses Universitaires de France.
- HARLEY, J. B. (1987). «The Map and the Development of the History of Cartography». In *The History of Cartography*, ed. J. B. Harley; D. Woodward, vol. 1, Chicago; London: The Univ. of Chicago Press, 1-42.
- MARTINS, D. L. (2012). «Identificação de presença de grupos em grafos por níveis de distribuição de grau de centralidade», *Revista de tecnologia da informação e comunicação*, 2 (2).
- OLIVEIRA, F. R. (2008). «II Simposio Iberoamericano de Historia de la Cartografía», *Investigaciones Geografias* (México), n. 66, 167-171.
- OLIVEIRA, F. R. (2012). «Dois séculos de história da cartografia em Portugal». In *Leitores de mapas. Dois séculos de história da cartografia em Portugal*, coord. F. R. Oliveira. Lisboa: Biblioteca Nacional de Portugal; Centro de Estudos Geográficos da Universidade de Lisboa; Centro de História de Além-Mar da Universidade Nova de Lisboa e Universidade dos Açores: 11-24.

### ***Projetos de pesquisas em Geografia: e os espaços dos(nos) projetos geográficos***

**Almir Nabozny**

Esse texto objetiva problematizar as relações teóricas e metodológicas entre perspectivas autoidentificadas como abordagens culturais e o campo científico-geográfico brasileiro (BOURDIEU, 2004; ESCOLAR, 1996). O objeto de estudo é construído na análise de projetos de pesquisas dos docentes vinculados aos programas brasileiros de pós-graduação em Geografia (CAPES, Triênio de 2007-2009). Cabe salientar que, no período analisado, o universo amostral era de quarenta e seis programas de pós-graduação, dos quais cinco cursos de mestrados não apresentavam informações nesse triênio, pois haviam sido recentemente implantados. Dos programas com informações, totalizamos quarenta e um, sendo que 51% desses ofertavam apenas o curso de mestrado e 49% ofereciam o curso de mestrado e doutorado. Somam-se enquanto dados qualitativos os argumentos extraídos do trabalho: Abordagens Culturais na Geografia Brasileira: uma compreensão (NABOZNY, 2014).

O esquema comprensivo dos projetos de pesquisas parte da seguinte interrogação: Quais são as relações entre uma tradição crítica e as “Geografias Culturais”? A pergunta interpretativa também conjectura tensionamentos de visões sociais de mundo: de um lado, uma tradição crítica (CANTERO, 1987) centrada em uma racionalidade que preconiza a ciência como parte de um projeto de emancipação social (práxis utópica). De outro vértice, os horizontes (GOMES, 1996) por nós qualificados como culturais são constituídos por projetos que anunciam “múltiplas utopias”.

Os procedimentos investigativos foram guiados por uma “malha comprensiva” estruturada na identificação de elementos com base nos quais os autores apontassem questões culturais como componentes dos seus projetos (de pesquisa e Geografia). Outros aspectos observados: as temáticas, os métodos, os procedimentos operacionais, possíveis relações com outras ciências, as empirias e escalas fundantes dos projetos de pesquisas.

Foi identificado que em 75% dos programas de pós-graduação há projetos autoidentificados como sendo investigações de questões culturais na Geografia. A qualificação dos trabalhos por “múltiplas utopias” deve-se a um enredamento enunciado entre as pesquisas integradas com cosmovisões dos autores.

Como expressão de relações do campo científico, consideramos “os projetos culturais” como uma ordem espacial de maior concentração no interior do país e em forma de “mancha de óleo” nas universidades centrais (a ideia de centralidade deriva das avaliações da Capes). Também essa relação locacional (GOMES, 2006) trama-se com uma espacialização do campo científico da Geografia no Brasil. Tão importante quanto ao ordenamento foram os sentidos apontados nas práticas de pesquisas preconizadas, constituindo-se por leituras geográficas arraigadas aos lugares dos quais são enunciadas as pesquisas, na tradução de emoções e sensações em paisagens e territórios de identidades. Esse entrelaçamento entre problemas de investigação e conceitos é enveredado por um reencantamento com a natureza, explorando diversas linguagens, tais como a literatura, cinema, artes plásticas, entre outros, tanto para a construção dos objetos, quanto para a expansão das “leituras geográficas de mundo.”

As incursões em geral são qualitativas e delineiam procedimentos de pesquisas em que os sujeitos-objetos devem produzir colaborativamente as representações científicas dos(as) geógrafos(as). Comportam os trabalhos em termos de princípios científicos, as incertezas e as recursividades no âmbito da construção dos saberes. A linguagem majoritariamente expressa nos textos analisados é a comprensiva, evitando-se nuances projetivas e taxionômicas. Assim, identificamos planejamentos comunitários atrelados a uma propedêutica do

desenvolvimento sustentável, a uma política da alteridade, de valorização das comunidades, grupos em suas lutas pelo espaço.

Nesse ínterim, para problematizar as relações teóricas metodológicas entre perspectivas autoidentificadas como abordagens culturais e o campo científico-geográfico brasileiro ressaltam-se as correlações entre os aportes conceituais, as dimensões espaciais empíricas e a valorização dos sujeitos. A tensão entre uma tradição crítica e as abordagens renovadas é exemplificada pela discussão escalar. Pode-se afirmar que a escala geográfica de compreensão dos fenômenos é, em grande parte, a própria escala dos grupos e, sobretudo, das comunidades e objetos mapeáveis em grandes escalas cartográficas.

Esse elemento escalar das pesquisas resulta em um acalorado debate como alertam Kayser (1985) e Corrêa (1996) em relação ao trabalho de campo em Geografia e a questão da apreensão e a abrangência dos fenômenos, uma vez que o trabalho de campo reporta-se sempre a uma dada realidade socioespacial. Contudo, diversos fenômenos que aí se processam têm como projeção a ação de atores que dialogam de forma exógena com o recorte em que se realiza o campo e produzem diferentes diálogos e intensidades com o endógeno. Esse matiz de reflexão que qualificamos sob os auspícios da tradição crítica, ao conceber o “local” como atrelado à aparência dos fenômenos, possivelmente conduziria a “análises alienantes”. No mesmo compasso, qualificamos esse tipo de discurso (crítico) enquanto elemento do campo científico na medida em que se observaram estratégias e ações de pesquisas fundamentadas nessas proposições e, ao mesmo tempo buscando fundar tal proposição enquanto a “ordem do discurso” (FOUCAULT, 2008), regras e ordenamentos teórico-metodológicos fundantes da “cientificidade geográfica”.

Noutro vértice das tensões, reportam-se os compromissos para se chegar à representação dos sujeitos e “seu espaço geográfico”. Essas resiliências são apontadas como táticas para se escapar ao aprisionamento da aparência (que escamoteia), buscando a essência que produz a reflexão crítica, por exemplo, dos partícipes de uma atividade de campo. Já na “espacialização do campo científico”, há de se observarem as estruturas acadêmicas como instituições simbólicas, relacionando-as à expressão espacial dos agentes que as produzem, juntamente com os termos (cientificidade geográfica) que as pessoas representam para si e para os outros em seu espaço geográfico.

Essas ressalvas ponderadas em relação aos trabalhos de campo e a escala (KAYSER, 1985; CORRÊA, 1996) podem ser transsubstanciadas para as abordagens geográficas (dos projetos de pesquisas) que priorizam o cotidiano como universo de análise. Em geral, esses projetos não se restringem à esfera do local sob o ponto de vista da escala de compreensão, correlacionando o local, regional e global; como exemplo, há as associações entre patrimônio cultural e processos de desenvolvimento regional mediado por questões do “turismo global”. Nisso, percebem-se alguns ruídos (críticas) em que os trabalhos que priorizam uma referência local tenderiam para análises alienantes (vinculadas as aparências). Identificamos um equívoco nas críticas em associar o fenômeno problematizado à dimensão empírica, geometrizando o espaço e compreendendo a escala enquanto métrica.

Também é importante o alerta de Castro (1995) em torno da escala no escopo dos diferentes modos de percepção e composição do real. Assim, a escala, igualmente, é estratégia de aproximação do real que relaciona fenômeno e tamanho; isto define a escala como problema de dimensão, como também de complexidade de apreensão.

Destarte, nessas perspectivas culturais que se autodenominam como incorporadoras de uma dimensão verdadeiramente humana na ciência geográfica, enquanto incorporação de “atributos críticos”, é interessante também a compreensão da escala como um processo social (SMITH, 2000), produzida na sociedade, por interações sociais. Assim, a escala geográfica pode remeter às formas em que as pessoas entendem-se ou definem-se como pessoas, “de que se compõe a ideia que elas têm [...] do que é um ‘eu’” (GEERTZ, 1998, p.89).

Leva-se em consideração, portanto, que o próprio espaço geográfico compõe e é composto por essa ação simbólica e material dos sujeitos que o produz. Disso a tensão entre uma perspectiva crítica e as (nas) abordagens geográficas autoidentificadas como culturais que se manifestam em plurais práxis, centradas nos espaços de acontecimentos (pesquisas/sujeitos). Nesses sucedimentos ancoram-se duas dimensões: as diferenças qualitativas (subjetividades, emoções, sentidos...) e as desigualdades de classe (renda, trabalho, posse da terra...). Todavia, nem sempre essas extensões são vislumbradas de forma integrada: por isso, nosso enfoque é em relação a uma tensão.

Por fim, destacamos da reflexão sobre esse exercício-compreensivo, referendado na “circulação das ideias geográficas”, que o movimento enfatizado produz-se por lógicas locacionais, mas com múltiplas conexões: espacialidades empíricas, espacialização institucional e as práticas de pesquisas enredadas nos sentidos de Geografia compreendidos pelos (as) geógrafos (as).

**Referências:**

- BOURDIEU, Pierre. Os usos sociais da ciência: Por uma sociologia clínica do campo científico. São Paulo: UNESP, 2004. 86 p.
- CANTERO, Nicolás Ortega. Geografía y Cultura. Madrid: Alianza Editorial, 1987. 123 p.
- CAPES - Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior.
- Disponível: <<http://capesdw.capes.gov.br/capesdw> e <http://www.capes.gov.br/cursos-recomendados>>, visitado em 14 de abril de 2011. (Cadernos de Indicadores, 2009).
- CASTRO, Iná Elias de. O problema da escala. In CASTRO, Iná Elias de; GOMES, Paulo Cesar da Costa; CORRÊA, Roberto Lobato. Geografia Conceitos e Temas. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 1995. p.117-140.
- CORRÊA, Roberto Lobato. Trabalho de Campo e Globalização. In: Colóquio: O Discurso Geográfico na Aurora do Século XXI. Florianópolis: UFSC. 27-29 de novembro de 1996.
- ESCOLAR, Marcelo. Crítica do discurso geográfico. São Paulo: HUCITEC, 1996. 175 p.
- FOUCAULT, Michel. A ordem do discurso. 17 ed. São Paulo: Edições Loyola, 2008. 80 p.
- GEERTZ, Clifford. A interpretação das culturas. 1 ed. 13 reimpressão. Rio de Janeiro: LTC, 2008. 213 p.
- GOMES, Paulo Cesar da Costa. Geografia e Modernidade. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 1996. 366 p.
- \_\_\_\_\_. A Condição Urbana: Ensaios de Geopolítica da Cidade. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2006. 304 p.
- KAYSER, Bernard. O geógrafo e a pesquisa de campo. Seleção de textos 11, São Paulo, p.01-25, 1985.
- NABOZNY, Almir. Abordagens Culturais na Geografia Brasileira: uma compreensão. 2014. 290 f. (Tese de Doutorado em Geografia) – Instituto de Geociências, Curso de Pós-Graduação em Geografia, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, Porto Alegre, 2014.
- SMITH, Neil. Contornos de uma política espacializada: veículos dos sem-teto e produção de escala geográfica. In: ARANTES, Antonio A. (org). O Espaço da Diferença. Campinas: Papirus, 2000. p.132-175.

***Hierarquização da ciência e as relações de gênero na produção científica geográfica brasileira***

**Tamires Cesar e Vagner Moraes**

O objetivo da pesquisa é compreender as relações de gênero enquanto componente da produção científica geográfica brasileira. Esse objetivo foi traçado pela convicção que temos de que a ciência, tal qual outros discursos produzidos pela humanidade, está permeado por relações de poder de diversas naturezas, como sustentam Foucault (1988), Mignolo (2004) e Sousa Santos (2005). Dentre os vários eixos de estruturas de poder como a raça, a nacionalidade, a concentração de recursos tecnológicos, há também o gênero, como tem argumentado Silva (2009).

Para alcançar o objetivo desta pesquisa, foi necessário criar um caminho operacional que permitisse conhecer a distribuição da produção científica geográfica brasileira entre homens e mulheres ao longo do tempo e também a forma como o gênero passou a fazer parte das bases conceituais de compreensão do espaço geográfico. O primeiro desafio foi recortar as fontes para o acesso ao discurso geográfico brasileiro que possuem várias possibilidades de abordagens. Os produtos científicos podem ser as teses, dissertações, livros, anais de eventos científicos e artigos em periódicos especializados. Optamos por analisar os artigos científicos que estão contidos nos periódicos que estão listados no Sistema Qualis-CAPES da área de Geografia, classificadas segundo um ranking de qualificação, conforme os estratos A1, A2, B1, B2, B3, B4 e B5. A lista do triênio 2013-2015 possui 102 títulos de revistas científicas consideradas na área de Geografia. Destas, foram consideradas para esta pesquisa 90 revistas (apenas as disponíveis on-line) das quais, foram analisados 13.990 artigos, compreendendo um período total de 1974 a 2013 que considerou todos os estratos de qualificação criados pela CAPES, menos o denominado estrato C.

O imenso volume de dados a serem sistematizados demandou a organização de um Banco de Dados a partir do software livre o LibreOffice. Tal ferramenta permitiu, tanto o armazenamento dos artigos, como a possibilidade de construção de uma série de informações que permitiram compreender o gênero como componente da produção geográfica brasileira. Assim, em um primeiro momento este texto esclarece o movimento epistemológico que colocou o gênero no centro das discussões da produção do saber científico e em um segundo momento é evidenciada a forma como esse processo ocorreu na Geografia brasileira.

O modelo de conhecimento que passou a ser concebido como ‘Ciência’ remonta ao início do século XVI, na Europa. Contudo, pode-se dizer que até os dias atuais ocupa um papel de grande importância na organização da sociedade contemporânea. Segundo Sousa Santos et al (2005), o desenvolvimento da ciência não obedeceu uma

simples lógica linear evolutiva, mas que seu processo de conquista de poder e legitimidade social é resultado de complexas relações econômicas e políticas. Ainda para os autores, a ciência é uma obra humana, repleta de interesses e subjetividades, embora se tenha criado uma farsa de objetividade e neutralidade na produção do conhecimento do mundo.

A sociedade científica é estruturada por determinadas organizações sociais que estão vinculadas a outras estruturas. "Ela não é um grupo 'neutro e desinteressado' que por muitas vezes ela imagina ser. A maneira de pensar da maior parte dos cientistas será influenciada pelo seu lugar social de origem" (FOUREZ, 1995, p.93).

A ciência moderna, conforme Feyerabend (1977) é um meio complexo, que comporta elementos surpreendentes e imprevisíveis, demandando procedimentos que desafiam uma análise apoiada em regras já demarcadas, desconsiderando conjunturas históricas.

Dados grupos sociais se viram subalternizados devido o fato de que os conhecimentos produzidos por segmentos sociais que não fossem vinculados ao homem branco, europeu, eram desconsiderados e tidos como atrasados e fadados a perseguir o ideal desenvolvimentista eurocêntrico.

A vitalidade cognitiva meridional passou a ter consequências para o saber científico moderno. Com o conflito existente instaurado, o saber científico obrigou-se a reconhecer a existência de outros saberes. A discussão em torno do conhecimento científico é discutida por Sousa Santos (2005) que faz uma reflexão diante da luta contra o monoculturalismo autoritário que negava a existência de diferentes culturas, tornando impossível um diálogo construtivo com diferentes grupos e coletivos sociais. As mulheres foram importantes para este processo de crítica em torno da ciência moderna, já que, como excluídas da história científica, elas produziram uma forma de ver o conhecimento dissonante do pensamento hegemônico. O conhecimento permite visões diversas sobre a ciência, contemplando, assim, diferentes ângulos de visões do cientista, do leigo, do colonizador e do colonizado.

Segundo Mignolo (2004), devido aos protestos contra os privilégios epistêmicos de gênero e raça efetivados por mulheres, negras e homossexuais, emergiu a crise da ciência moderna, que trouxe reflexões diante das consequências históricas e éticas do mundo colonizado e da produção científica. Paradoxalmente, a mesma sociedade que se vê amparada pelo movimento feminista do qual, em seus ideais busca a igualdade de gênero e visibilidade aos grupos excluídos do saber científico, também promove certo tipo de repúdio ao mesmo.

Para Oberhauser et al. (2003) a trajetória das geografias feministas anglófonas e seus movimentos teórico-metodológicos, não pode ser apenas adaptada para a compreensão da forma como as geografias feministas se desenvolveram na realidade brasileira. Cada espaço da produção científica é influenciado por especificidades políticas, sociais e econômicas próprias.

Nas reflexões de Silva et.al (2013) a história da Geografia brasileira é contada em etapas, fazendo com que as tensões existentes entre as diferentes perspectivas científicas fossem obscurecidas. Em sua grande parte, as versões geográficas apresentadas, são as de sucesso nos períodos dos tempos, trazendo desta forma alguns personagens 'heroicos'.

Mesmo a ciência geográfica conseguindo relacionar-se com diversas outras ciências através de sua própria metodologia ligada as realidades sociais, acabou enquadrando-se em uma ciência de exclusão de grupos minoritários. Neste contexto, as relações de gênero estão, também, inseridas à exclusão realizada nos estudos geográficos.

Observamos que as universidades e os centros de pesquisa são espaços masculinos como evidencia Silva (2009), apontando as mulheres geógrafas brasileiras, participam da produção científica geográfica no Brasil, sem alcançar o mérito científico de geógrafos.

Levando em conta que há no Brasil 55 universidades com Pós Graduação em Geografia (sendo que duas estão aguardando homologação pelo CNE) foi realizada uma busca na plataforma Sucupira da CAPES, em busca do corpo docente e discente desses programas. Os resultados obtidos evidenciam que dos 1050 docentes ativos 61% são homens e apenas 39% mulheres. Isto também irá refletir nos cargos de coordenação destes cursos onde 60% serão coordenados por homens e 40% por mulheres. Desta forma para compreender a configuração da produtividade acadêmica, buscou-se também o corpo discente das turmas (2013-2014) da pós graduação da Geografia brasileira e os resultados encontrados apontam que as turmas de mestrado, totalizando 3209 discentes estão compostas por 51% de homens e 49% mulheres, entretanto nas turmas de doutorado a diferença entre os gênero se torna ainda maior sendo que 55% da turma será masculina e 45% feminina. Assim, os dados apresentados corroboram com a reflexão de Silva (2009), ao demonstrar que a ciência geográfica brasileira ainda é um espaço masculinizado.

Tal configuração refletirá na produtividade científica, como será demonstrado na pesquisa realizada. Das 90

revistas on line analisadas e nos estratos apontados, observa-se que do total dos artigos levantados, apenas 5570 (40%) foram produzidos por mulheres e 8420 artigos (60%) são de autoria masculina. Também cabe considerar que em todos os estratos classificatórios considerados as disparidades de produção entre homens e mulheres se mantiveram semelhantes, com poucas oscilações.

Interessante destacar que nos estratos melhores classificados A1, A2 e B1 os homens dominam com 63% da produtividade nos periódicos deixando as mulheres com 37% dessa produção. Porém dando continuidade as análises nos estratos B2, B3, B4 e B5, as mulheres começam a aumentar sua produtividade indo para 42% e os homens 58%.

Assim, as reflexões de Silva (2009), ao visar compreender as ausências, silêncios e invisibilidades do discurso científico possibilitam reconhecer que estas características não são frutos do mero acaso e sim de uma determinada forma de conceber e de fazer a Geografia, corroborando com os dados apresentados. A pesquisa evidencia que a relações de gênero em âmbito acadêmico é desigual na Geografia e devido a sua importância vem sendo abordada em outros países, como pela pesquisadora Garcia Ramon (2011) que discute as condições de produção científica das mulheres na academia espanhola. A autora argumenta que há diferenças fundamentais entre o universo feminino e masculino que traz maiores vantagens aos homens na organização acadêmica universitária, já que as mulheres desempenham dupla jornada de trabalho, considerando sua funções como mães e donas de casa.

Em um comparativo com os dados desta pesquisa com as informações apresentadas por Garcia Ramon (2011), visualizamos que com as normas da CAPES e o ‘incentivo’ ao aumento da intensidade da produção científica brasileira, isso vem sendo prejudicial às mulheres, pois embora haja uma presença feminina significativa na produção intelectual do conhecimento científico geográfico brasileiro, as mulheres ainda não conseguiram se igualar a produção masculina.

Como visto nas discussões sobre hierarquização da ciência e de relações generificadas na produção intelectual no campo geográfico traz a necessidade de se dar atenção a fenômenos e grupos invisibilizados, abrindo suas discussões para novos conhecimentos, tendo que assumir as ausências criadas em sua historiografia.

## Sessão V

***Suivre la ligne, ignore la surface? La cartographie de l'itinéraire, éléments pour une étude diachronique comparée***

**Quentin Morcrette**

Dans le cadre de ma thèse, j'étudie les cartes d'itinéraire ; définies comme les cartes d'un trajet d'un point A à un point B (Di Palma, Vittoria, in Hvattum et al., 2011), distinctes donc des cartes routières traditionnelles, re-présentant un réseau de voies (Akerman, in Akerman, Karrow (ed), 2007). A mon sens, on peut définir les cartes d'itinéraire selon une triple perspective : la carte d'un itinéraire proposé au lecteur, c'est-à-dire formalisé et balisé par une institution cartographique (la carte d'un itinéraire touristique par exemple) ; la transcription cartographique d'un itinéraire suivi (qui peut-être le tracé d'un voyage personnel) et la carte, faite sur le terrain d'un itinéraire effectivement suivi (la carte d'une exploration coloniale par exemple). Bien que ces cartes fassent appel à des logiques de création diverses, liées à des contextes culturels, techniques et historiques (Burnett, 2000 ; Edney, 1990), elles présentent une structure commune et impliquent une lecture particulière.

Les cartes d'itinéraire sont précisément celles faites « du » (voire « dans ») et « pour » le voyage. Elles sont des récits de pérégrinations au sein d'un territoire qui se déroulent des cartes de réseau dans le sens où elles racontent la ligne plutôt que la surface (Verdier, 2011). Elles scandent un itinéraire qui se présente comme une succession d'étapes, elles imposent un sens de lecture à priori, se lisant alors dans une diachronie plus proche de la textualité que la synchronie traditionnellement associée à la perception cartographique (Palsky, 2004). Ces cartes nous disent finalement comment l'on se meut dans un territoire. En cela, on peut traiter comme un tout carte de l'itinéraire proposé et inscription cartographique sur une carte générale d'un trajet réalisé par un individu.

Dans le cadre d'une comparaison entre cartographie française et cartographie nord américaine, j'analyse, sur le temps long, les modalités de re-présentation de ces itinéraires et le degré de familiarité des individus avec la notion même d'itinéraire cartographique.

Je souhaite développer, pour cette communication, la question des différences entre la carte de base et les cartes représentant des itinéraires à suivre dans un but routier ou touristique ; je ainsi questionnerai la façon dont la représentation cartographique de l'itinéraire a évolué d'un côté et de l'autre de l'Atlantique en lien avec le référentiel cartographique disponible. Cette question me semble importante car, si l'itinéraire est entendu comme la représentation d'un trajet sur une carte, alors, force est de constater une évidence, il est à la fois avant la carte et après la carte.

Les cartes d'itinéraire étudiées sont faites par des firmes privées, s'adressent à un public populaire, et donnent ainsi forme à nos représentations du territoire. Elles ont une vocation commerciale et font soit partie d'un guide, soit sont des documents individuels, sous forme de feuille. Créées dans le but d'être des aides efficaces au trajet (il ne s'agit pas de revenir ici sur le lien entre la description d'un itinéraire verbal et sa potentielle représentation cartographique ; on sait que longtemps l'itinéraire s'est passé de carte, voir Devanthéry, 2011) ; ces cartes comportent une sémiologie particulière et parfois innovante.

Cependant, la représentation cartographique d'un itinéraire est tributaire des connaissances géographiques et cartographiques générales disponibles sur une région ; mais aussi, des représentations individuelles que l'on se fait du territoire traversé. Autrement dit, la question posée est : comment les cartographes privés innoveront (dans le cadre d'un savoir déjà formalisé) par rapport à la cartographie officielle ? Cela questionne plus largement la notion marge de manœuvre du cartographe, amateur ou professionnel dans la création d'une carte d'itinéraire par rapport à la carte générale, topographique, géographique, ou chorographique, dont il dispose. Ce travail est actuellement en cours avec des comparaisons faites entre les collections de la Newberry Library (Chicago) et celle de la Bibliothèque Nationale de France.

Dans l'idée d'une perspective historique large — entre le 18ème et le 21ème siècle —, je m'appuierai sur quelques cartes à des moments charnières. Ainsi, quatre moments principaux seront retenus pour cette communication : la fin du 18ème siècle, le début du 20ème siècle, les années 1960 et un point sur la période contemporaine.

Le premier temps correspond, aux Etats-Unis, au développement d'une cartographie indigène (Ristow, 1977) et à la publication, en 1784 de l'ouvrage de Christopher Colles *A Survey of the Roads of the United States*, qui présente quelques itinéraires majeurs de la côte Est de la toute jeune nation américaine. En France, cela correspond à la parution de plusieurs guides itinéraires (Michel et Desnos, *L'indicateur fidèle*, Louis Denis, *Le conducteur français*) ; ainsi qu'à la fin de l'entreprise de la carte de Cassini. Une période charnière donc.

Un siècle plus tard, les connaissances cartographiques ont considérablement évoluées des deux côtés de l'Atlantique, bien qu'un référentiel à grande échelle soit loin d'être terminé aux Etats-Unis (USGS, Circular 1341) et les guides de voyages ou cartes itinéraires liées au déplacements automobiles se multiplient (Hachette et Michelin en France par exemple, Rand Mac Nally aux Etats-Unis, entre autre) dans le cadre des changements apportées par l'avènement de l'automobile.

La fin des années 1960, ère de l'automobile reine, correspond, aux Etats-Unis, à l'apogée de la distribution de cartes gratuites par les compagnies pétrolières — distribution qui cesse au milieu des années 1970 (Cangelosi, 2002) —, et en France au développement de cartes à la vocation touristique plus marquée (les TOP 25 de l'IGN par exemple).

Enfin, je reviendrai sur la période contemporaine et le développement des cartes digitales, qui suit, en France comme aux Etats-Unis, la même logique, avec des services cartographiques semblables, notamment la consultation et l'usage de Google Map. Cette période contemporaine est caractérisée, à mon sens, par un lien de plus en plus fort entre référentiel cartographique et re-présentation de l'itinéraire particulier, puisque celui-ci est le simple ajout d'un figuré linéaire sur la carte générale lorsque l'on consulte un itinéraire sur Google Map.

Au travers de cette communication, qui balaie une période historique très large, deux éléments principaux liés à la circulation des savoirs géographiques.

Tout d'abord, la manière dont, à travers le temps, le lien entre la cartographie officielle et la cartographie d'itinéraire par des compagnies privées a évolué. Ensuite, dans une perspective transnationale, des éléments de comparaison entre la sémantique cartographique américaine et française pour la re-présentation des itinéraires ; notamment autour de la question de la présence / absence du fond topographique et de la représentation des distances.

## Références bibliographiques

- Akerman, James R., 2000, « Private Journeys on Public Maps : a Look at Inscribed Road Maps », *Cartographic Perspective*, no 35, pp. 27-47.
- Akerman, J. R. (éd), 2006, *Cartographies of travel and navigation*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 372p.
- Akerman J. R., « Finding our way », in Akerman J. R., Karrow Jr. R. W. (ed), 2007, *Maps, finding our place in the world*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 390p.
- Arbellot Guy, 1992, *Autour des routes de Poste. Les premières cartes routières de la France XVIIème-XIXème siècle*, Paris, Bibliothèque Nationale, Musée de la Poste, 181p.
- Chavalarias David, 2012, « La société recommandée », in *Conflits des interprétations dans la société de l'information : Ethique et politique de l'environnement*, Chardel Pierre-Antoine, Gossart Cédric, Reber Bernard (dir.), pp. 26-39.
- Cosgrove Denis, « Cultural cartography : maps and mapping in cultural geography », *Annales de géographie*, 2008/2 no 660-661, p. 159-178.
- Devanthéry Ariane, « Entre itinéraires et trajets : représentations des déplacements dans les guides de voyage au tournant du XIXe siècle », *In Situ [En ligne]*, 15 | 2011, mis en ligne le 29 juin 2011, consulté le 04 juin 2013. URL : <http://insitu.revues.org/661> ; DOI : 10.4000/insitu.661
- Di Napoli-Marchetti Mila, 2009, « Représentation des frontières : la spécificité de la figuration cartographique des frontières aux Etats-Unis au 19ème siècle », *L'information géographique*, no 4, pp. 24-34.
- Edney, Matthew H. « Cartography without Progress' : Reinterpreting the Nature and Historical Development of Mapmaking », *Cartographica*, 30, no 2 (1993) : 54-68.
- Fordham G., 1975, réed. 1929, *Les routes de France. Etude bibliographique sur les cartes routières et les itinéraires et guides routiers de France*, Genève, Slatkine-Megariotis Reprints, 106p.
- Ghorra-Gobin, C, 2006, « Territoire et représentations : l'imagination géographique de la société américaine », *Revue française d'études américaines*, 2, no 108, pp. 84-97.
- Google I/O 2013 - Project Ground Truth : Accurate Maps Via Algorithms and Elbow Grease, Online video, <http://www.youtube.com/watch?v=FsbLEtSOuls>
- Heernan M., « The Cartography of the Fourth Estate », in Akerman James R. (ed), 2009, *The Imperial Map, Cartography and the Mastery of Empire*, Chicago, The University of Chicago Press, 367p.
- Hvattum, Mari, Brenna Brita, Elvebakk Beate, Kampevold Larsen (éd), 2011, *Routes Roads and Landscapes*, Farnham, Ashgate Publishing, Ltd., 248p.
- Ingold Tim, 2011 (2007), *Une brève histoire des lignes*, Zones Sensibles, Les Belles Lettres, Le Kremlin Bicêtre, 251p.
- Laboulais I. (dir.), 2004, *Combler les blancs de la carte : modalités et enjeux de la construction des savoirs géographiques (XVIème-XXème siècle)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 314p.
- MacEachren A. M., 1986, « A Linear View of the World : Strip Maps as a Unique Form of Cartographic Representation », *The American Cartographer*, vol. 13, no 1, pp. 7-25.
- Nicholson, Tim, 2004, « Cycling and motoring maps in Western Europe, 1885-1960 », *The Cartographic Journal*, vol. 41, no 3, décembre 2004, pp. 181-215.
- Olson K., 2010, « Maps for a new kind of tourist : the first Guide Michelin France (1900-1913) », *Imago Mundi*, vol. 62-2, pp. 205-223.
- Palsky G., 1996, *Des chemins et des cartes, la cartographie quantitative au XIXème siècle*, Paris, CTHS, 331p.
- Paumgarten, Nick, 2006, « Getting there. The science of driving directions », *The New Yorker*, 24 avril, [http://www.newyorker.com/archive/2006/04/24/060424fa\\_fact](http://www.newyorker.com/archive/2006/04/24/060424fa_fact)
- Reverdy G., 2006, *Atlas historique des routes de France*, Paris, Presses de l'école nationale des Ponts et Chaussées, 182p.
- Ristow W. W., 1977, *Maps for an emerging nation. Commercial cartography in the nineteenth-century America*, Washington, Library of Congress, 66p.
- Schulzen Susan, 2000, « The limits of possibility : Rand McNally in American Culture, 1898-1929 », *Cartographic Perspective*, no 35, pp. 7-26.
- Souchier E., 1996, « L'écrit d'écran, pratiques d'écriture et informatique » in *Communication et langages*, no 107, 1er trimestre, pp. 105-119.
- Thielmann T., 2007, « "You have reached your destination !" Position, positioning and superpositioning of space through car navigation systems », *Social Geography*, no 2, pp. 63-75.
- Verdier, Nicolas, 2012, *La carte avant les cartographes. L'avènement du régime cartographique en France au XVIIIème siècle*, volume inédit, HDR, Element d'une géohistoire, 358p.
- Woodward David, 1977, « Wax engraving and the Nineteenth-Century American Map Trade », *Actes de la*

***La aportación geográfica y cartográfica de las Comisiones de Límites luso-franco-españolas (ss. XVIII-XIX).  
Apuntes para una historia comparada del conocimiento y la cooperación científica sobre la frontera***  
**Jacobo García Álvarez; Jean-Yves Puyo**

El período comprendido, aproximadamente, entre 1750 y 1900, resulta decisivo en la delimitación moderna de las fronteras de la monarquía hispánica con los estados portugués y francés. Las tres potencias establecen acuerdos bilaterales, los Tratados de Límites, que fijan o cuando menos prevén la fijación, de manera lo más precisa posible, las líneas de demarcación entre ellas, tanto en el ámbito colonial como en el europeo o metropolitano: entre ellos cabe citar los Tratados de Madrid (1750) y San Ildefonso (1777), relativos a las posesiones de España y Portugal en América y Asia; el Tratado de Aranjuez (1777), entre España y Francia, sobre los límites de ambos reinos en la isla de Santo Domingo; los acuerdos de delimitación relativos a la frontera franco-española, como el Convenio de Perpiñán (1764), el Tratado Elizondo (1785) y, sobre todo, los tres Tratados de Bayona (firmados en 1856, 1862 y 1866, con sus convenios adicionales respectivos de 1858, 1863 y 1868); o el Tratado de Lisboa (1864), que delimita la frontera hispanoportuguesa desde la desembocadura del Miño hasta la confluencia de los ríos Caya y Guadiana, y que culmina en el Acta General de Demarcación de 1906. Pese a las particularidades propias de estos Tratados, todos ellos comparten y ejemplifican una concepción de la soberanía y de la frontera que puede considerarse plenamente contemporáneas y que en Europa quedará consagrada, en el plano diplomático, por el Congreso de Viena y los Tratados de París de 1815-1816.

En virtud de estas concepciones, la soberanía pasará a entenderse fundamentalmente en términos territoriales y exclusivos, lo que implicó suprimir tanto las estructuras de autoridad no territoriales (como las relacionadas con los derechos o privilegios feudales y jurisdiccionales) como los enclaves y espacios de soberanía ambigua o compartida, tan habituales en el Antiguo Régimen; y el territorio de cada estado se dividirá claramente mediante fronteras lineales descritas y representadas de forma geográfica y cartográfica detallada. Los Tratados de Límites y los instrumentos de demarcación resultado de los mismos se acompañarán desde entonces de descripciones minuciosas de la línea fronteriza (en las que, progresivamente, se incorporará la indicación de distancias y otros parámetros geométricos) y de planos y mapas elaborados con métodos científicos modernos (triangulaciones geodésicas y levantamientos topográficos). En este sentido, tanto los planos y mapas como las descripciones precisas (y progresivamente "geométricas") de las líneas fronterizas fruto de los Tratados de Límites reflejarán no sólo el desarrollo de una noción moderna de la soberanía y del territorio, sino que también posibilitarán dicho desarrollo. De manera sugerente y expresiva, en una obra de reciente aparición, el politólogo Jordan Branch se ha referido precisamente al Estado moderno como "el Estado cartográfico".

La preparación y ejecución efectiva de los Tratados de Límites enumerados previamente fueron encomendadas a Comisiones (en el caso americano también llamadas "partidas") Mixtas de Límites compuestas fundamentalmente por diplomáticos y por oficiales técnicos o facultativos (en su amplia mayoría militares) provistos de la preparación científica suficiente para acometer las tareas geográficas y cartográficas indispensables en este cometido. Entre estos últimos figuran principalmente, según los casos (y dependiendo por tanto de cada Tratado y de los países implicados en los mismos), oficiales de la Armada (protagonistas en las expediciones de límites americanas), ingenieros militares (incluidos los "ingenieros geógrafos" franceses) y oficiales del Estado Mayor del Ejército. La importancia geoestratégica de las regiones fronterizas, unida a la peligrosidad e inseguridad de algunas de estas regiones o de la propia naturaleza de la misión demarcadora así como a la inexistencia (o al carácter incipiente, en parte del XIX) de un cuerpo civil de geógrafos o ingenieros profesionales y de una geografía académica institucionalizada, explican el protagonismo de los cuerpos militares en estas Comisiones. Estas últimas constituyen, pues, una expresión significativa de una "geografía de Estado", aplicada, externa y en buena parte anterior a la institucionalización de geografía académica.

El interés del estudio de la historia y labor de estas Comisiones para la historia de la geografía y para la geografía histórica resulta, en cualquier caso, evidente. Si el trazado del límite y el control de la frontera americana constituyeron un desafío científico-técnico de primera magnitud para las tres potencias señaladas, la delimitación moderna de las fronteras políticas en la Península Ibérica comportó, aunque fuera a otra escala, problemas, retos y logros enormemente valiosos y significativos para el conocimiento, el dominio y la organización territorial de estos espacios.

En primer lugar, hasta bien avanzado el siglo XIX buena parte de las fronteras peninsulares, en especial las áreas de montaña (y de modo particular los Pirineos), constituyeron, a efectos científicos, una terra incognita en cuyo descubrimiento participaron de forma destacada las Comisiones de Límites. La documentación producida por las mismas (reconocimientos, informes y descripciones geográficas, mapas y planos, descripciones "geométricas", entre otros materiales), constituye una fuente sumamente valiosa para reconstruir el paisaje y la organización espacial de las regiones fronterizas a lo largo del período considerado, que en ciertos casos conformaron, además, un importante laboratorio para el ensayo y la aplicación de las técnicas de descripción geográfica y cartográfica introducidas o perfeccionadas en ese mismo período. Sumado a ello, cabe indicar que la delimitación de las líneas fronterizas originó reflexiones y debates de enorme interés geográfico, tales como los relativos a la consideración de linderos naturales (ríos, líneas de cumbres, etc.), el modo de abordar y repartir territorios hasta entonces indivisos, o la forma de ponderar cualitativa y cuantitativamente el valor de um determinado territorio susceptible de intercambio o reivindicación.

En tercer lugar, y como ya se ha indicado, las aportaciones geográficas y cartográficas producidas por las citadas Comisiones de Límites testimonian y ejemplifican bien el proceso de linearización de la frontera consustancial a los Estados-nación contemporáneos, al mismo tiempo que contribuyen, de manera activa, a hacer posible dicho proceso. El trazado de la frontera lineal se revela especialmente problemático en las áreas objeto de contenciosos territoriales, cuya tipología incluía, entre otras situaciones, núcleos o términos partidos por la línea fronteriza (caso de los "pueblos promiscuos", en la raya luso-española); sectores montañosos indivisos aprovechados de forma compartida por los pueblos de una y otra vertiente (como el del País Quinto o de los Alduides y el Bosque de Irati, ambos en la Baja Navarra); y áreas de estatus político y administrativo ambiguo, compartido o en muchos sentidos independiente de los países negociadores de los Tratados (caso del Coto Mixto, en el sector galaico-portugués). Finalmente, cabe resaltar que dichas regiones fronterizas y Comisiones de Límites conformaron um lugar de intercambio y cooperación científicos privilegiado entre los tres países vecinos: un lugar no sólo singular, sino incluso excepcional durante buena parte del período considerado, salpicado, hasta el decenio de 1820, por importantes conflictos bélicos entre estos tres países.

La comunicación propuesta, enmarcada en el seno de un proyecto de investigación colectivo en curso (Proyecto CSO2011-25776, financiado por el Ministerio de Economía y Competitividad de España), tiene por objeto reflexionar, en términos comparados, sobre la aportaciones geográficas y cartográficas de las Comisiones Mixtas de Límites formadas entre España y Portugal y entre España y Francia a lo largo del período 1750-1900. En consonancia con la temática del Simposio para el que se propone este trabajo, nuestro interés se centrará en el análisis de estos organismos como espacios de circulación, intercambio y cooperación científicos en el plano geográfico y cartográfico.

El trabajo se articulará en tres partes, además de la introducción y las conclusiones. En la primera parte se apuntarán los fundamentos teóricos y metodológicos posibles para el análisis historiográfico comparado de estas Comisiones. En la segunda y tercera partes se presentarán dos casos concretos de estudio, a saber: la Comisión de Límites franco-española conocida como Comisión Caro-Ornano (1784-1792), formada para delimitar la frontera de los Pirineos y responsable de la firma del citado Tratado de Elizondo (1785), aunque disuelta mucho antes de que pudiera concluir sus objetivos; y la Comisión de Límites Hispano-Portuguesa de 1855-1906, que preparó y ejecutó el referido Tratado de Lisboa de 1864. El análisis de ambos casos se apoyará fundamentalmente em fuentes archivísticas consultadas en Portugal (Arquivo Histórico-Diplomático), España (Archivo del Ministerio de Asuntos Exteriores, Archivo Histórico Nacional y Archivo del Centro Geográfico del Ejército) y Francia (Service Historique de la Défense) y se abordará desde las pautas teóricas y metodológicas comunes expuestas en el primer apartado.

En este sentido, el estudio comparado de estas Comisiones atenderá, entre otros, a aspectos tales como: a) el origen y composición profesional de las mismas; b) su organización, equipamiento y modo de funcionamiento; c) las fuentes de información movilizadas y valoradas para la delimitación; c) los criterios de delimitación general considerados; d) los aspectos más significativos de las relaciones mantenidas dentro de las Comisiones, con especial atención a las principales dificultades o aspectos conflictivos surgidos entre las delegaciones de cada país; e) la relación de las Comisiones con sus gobiernos centrales y con las poblaciones y poderes locales de las áreas fronterizas; y f) los principales documentos geográficos y cartográficos producidos por las Comisiones, com especial atención a aquellos elaborados de forma conjunta. En las conclusiones del trabajo se valorará también el legado de dichas Comisiones desde el punto de vista de la historia de la producción y la circulación del conocimiento geográfico.

#### Bibliografía seleccionada:

ARVIZU, F. (2001): "Frontera y fronterizos: el caso de los Alduides (Pirineo de Navarra)", Anuario de Historia del Derecho Español, nº 71, pp. 9-48.

- BRANCH, J. (2014): *The Cartographic State*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CAPDEVILA, J. (2009): *Historia del deslinde de la frontera hispano-francesa*, CNIG, Madrid.
- CORDERO, J.M. (1950): *Fronteras hispánicas*, Madrid, Instituto de Estudios Políticos.
- DIAS, M.H. (2009), *Finis Portugalliae - Nos confins de Portugal. Cartografía militar e identidad territorial*, Lisboa, Instituto Xeográfico do Exército.
- DONALDSON, J. (ed.). (2008) "Politics and scale in boundary-making: the work of boundary commissions" (special issue), *Journal of Historical Geography*, vol. 34 (3).
- GARCÍA-ÁLVAREZ, J. (coord.) (en prensa): "Representaciones geográficas de la frontera hispano-portuguesa (ss. XVII-XX)" (número monográfico), *Revista de Historiografía*.
- GODINHO, P. (2011): *Oír o galo cantar dúas veces*, Ourense, Deputación Provincial de Ourense.
- LUCENA, M. (1997): "Ciencia para la frontera. Las expediciones de límites y la ocupación del espacio americano, 1751-1804", en Mitre, E. et al., *Fronteras y fronterizos en la historia*, Valladolid, Universidad de Valladolid, pp. 83-113.
- NORDMAN, D. (1998): *Frontières de la France. De l'espace au territoire (XVIIe-XIXe siècles)*. Paris, Éditions Gallimard.
- PUYO, J.-Y. (2002): "Faceries et rectifications frontalières: le cas de la forêt d'Iraty (Pyrénées-Atlantiques)", en Desplat, C. (dir.): *Frontières*, Paris, Editions du CTHS, pp.65-78.
- PUYO, J.-Y (2007): "La géographie militaire française et les Pyrénées: des cartes aux hommes (XVIIIème-XIXèmes siècles)", *Sud-Ouest Européen*, 23, pp. 29-44.
- SERMET, J. (1983): *La frontière hispano-française des Pyrénées et les conditions de sa délimitation*, Lorda, Les Amis du Livre Pyrénéen.

### ***Imágenes cartográficas del Río Miño. Políticas de conocimiento y formas de representación geográfica en el proceso de demarcación de la frontera luso-española en el último tercio del siglo XIX***

**João Carlos García; Paloma Puente Lozano**

La frontera entre España y Portugal es una de las más antiguas y estables del mundo, formada en el marco de la Reconquista cristiana de la Península Ibérica, entre los siglos XII y XIII. Con el Tratado de Alcañices (1297) entre Castilla y Portugal, quedan resueltos los principales problemas relativos a disputas por espacios en litigio. Las unidades territoriales fronterizas, de uno y otro Estado, organizan sus espacios y establecen sus límites a escala local. Al largo de los siglos, el poder central y las instituciones regionales y locales elaboran varias veces detalladas descripciones geográficas, caracterizando el territorio e identificando cada uno de sus elementos. Ese saber geográfico que encontramos en distintos tipos de documentación (crónicas, memorias, pleitos jurídicos), está entrelazado de información histórica, demográfica, económica o etnográfica. En este intercambio disciplinar, una de las contribuciones más decisivas es la del saber militar, ya que se trata de espacios de frontera con una importancia estratégica clave. Con el Estado moderno, serán los geógrafos y los cartógrafos militares los más directamente implicados en la creación de una línea de frontera que, como tal (en tanto que geometrización científica) jamás había existido.

En el proceso de demarcación y fijación de la línea de frontera entre España y Portugal, en la segunda mitad del siglo XIX, la cartografía y, en general, los distintos tipos de representaciones geográficas de la misma, fueron instrumentos que desempeñaron un papel central, debido a la importancia que en este proceso moderno la precisión y exactitud en el trazado de la línea fronteriza tuvo a la hora de dirimir contenciosos y poner fin a las ambigüedades, que desde antiguo habían generado disputas territoriales entre ambos reinos y tensiones crecientes entre las poblaciones locales.

Así, además de los croquis, bocetos y mapas que se fueron elaborando y usando de manera simultánea a la labor de las comisiones internacionales de topógrafos, cartógrafos, geógrafos, militares y juristas, en los trabajos preparatorios para la firma del Tratado de Límites de 1864, se generó toda una cartografía como complemento de las operaciones y documentos legales de demarcación de la frontera establecidos para el cumplimiento de dicho Tratado. Así, las Actas parciales y el Acta General fueron acompañadas de una descripción topográfica y "geométrica", así como de una cartografía específica de la línea fronteriza que fue efectuada conjuntamente por los miembros portugueses y españoles de Comisión de Límites. Dicha comisión produjo y publicó tres series cartográficas generales de la frontera demarcada hasta 1906: una a escala 1:10.000; otra a escala 1:50.000; y otra a escala 1:100.000 (la última de ellas, anexa al Acta general de 1906).

De modo excepcional, la Comisión de Límites elaboró también un Atlas de la frontera definida por el

río Miño, entre Caminha y Melgaço, a escala 1:2.500, publicado en 1898 y compuesto de 59 hojas, que sirvió para completar el Acta de entrega de la línea fronteriza del río Miño, firmada en 1897, la cual constituye otro voluminoso documento manuscrito de gran formato y más de 300 páginas, que incluye una minuciosa descripción geográfica de este tramo de la frontera.

Dicha descripción, escrita probablemente por los mismos comisionados que realizaron el citado Atlas (el portugués Gaspar Antonio de Azevedo y el español Miguel Correa Oliver), incluye consideraciones relativas a las sinuosidades del tramo fluvial descrito; la longitud, anchura y profundidad de la corriente; el régimen de las aguas; el lecho del río; las islas; los bajos y escollos; los pasos existentes; las "obras de arte" (pesquerías, molinos, etc.); los afluentes; las márgenes (con sus usos y aprovechamientos principales); las vías de comunicación existentes en ambas márgenes; los lugares habitados; la navegación y la policía del río.

En cuanto al Atlas, se trata de un documento enormemente singular para la época, que representa aspectos de interés geográfico muy diversos del río y de sus márgenes inmediatos, tales como los usos del suelo; las pesquerías y otras obras artificiales; los puestos fiscales y de policía; los embarcaderos y fondeaderos utilizados por las barcas de pasaje, las mercantes y las de guerra; los límites de las aguas permanentes y no permanentes; las islas y bancos de arena o fango; los terrenos pantanosos, las zonas de arrecife y los diferentes tipos de formaciones arenosas y rocosas, etc.; aparte obviamente de otros elementos habituales de la cartografía general, como las divisiones administrativas, la red de caminos o los asentamientos.

El objetivo central de la comunicación es el análisis de los documentos (textuales y cartográficos) generados en el proceso de la demarcación de ese tramo de la frontera hispano-portuguesa, con especial atención a la descripción incluida en el Acta de entrega de 1897 y el Atlas complementario, que es uno de los mejores ejemplos que, en todo el largo proceso de negociación y discusión en el seno de la Comisión Mixta de Límites luso-española, puede encontrarse de cooperación científica en materia geográfica y cartográfica de finalidad aplicada, pues el fin principal de dicho Atlas es la resolución de disputas que afectaban a las relaciones entre ambas orillas y países.

Dicho análisis se vertebrará en torno al estudio de las motivaciones concretas a las que responde este atlas y la descripción geográfica correlativa que lo acompaña, así como del proceso mismo de su preparación y elaboración. Con ello se trata de entender los contenidos del Atlas desde esta doble perspectiva de una historia de la geografía atenta, por un lado, a las relaciones entre los distintos agentes y centros de producción del conocimiento geográfico-militar; y, por otro, sensible a las relaciones de poder que atraviesan los contextos histórico-políticos en que quedan articuladas esas formas de colaboración científica, así como las tensiones y disputas inherentes a un proceso marcado por las realidades estatales propias de cada momento histórico.

Por tanto, la comunicación evaluará desde esta doble perspectiva, la organización territorial de la frontera miñota basada en el discurso y saber geográficos de la época, por un lado; y, por otro, cuál es la aportación al conocimiento científico del Atlas del río Miño (1898), como conjunto de representaciones imagéticas, en el marco del universo cartográfico producido en torno al proceso de delimitación de la frontera hispano-portuguesa, al largo de la segunda mitad del siglo XIX.

#### Bibliografía:

- CENTRO GEOGRÁFICO DEL EJÉRCITO (2000): Catálogo de cartografía histórica de la frontera hispano-portuguesa, Madrid, Ministerio de Defensa.
- CORDERO, J.M. (1950): Fronteras hispánicas, Madrid, Instituto de Estudios Políticos.
- DIAS, M.H. (2009): Finis Portugalliae - Nos confins de Portugal. Cartografía militar e identidad territorial, Lisboa, Instituto Xeográfico do Exército.
- GARCÍA, J.C. (1996): "A configuração da fronteira luso-española nos mapas dos séculos XV a XVIII", Treballs de La Societat Catalana de Geografia, nº 41, pp. 293-321.
- GARCÍA, J.C. (1997): "La frontera luso-española y los estudios de Geografía Histórica", en La articulación territorial de La raya hispano-portuguesa. Zamora, Fundación Rei Afonso Henriques, pp. 25-29.
- GARCÍA, J.C y AMARAL, L.C.. (1998): "O Tratado de Alcañices (1297): uma construção historiográfica", en As Relações de Fronteira no século de Alcañices, Porto, Universidade do Porto, pp. 967-986.
- GARCÍA, J. C. (2000): "A Fronteira Impressa: apontamentos sobre uma série cartográfica", en La Frontera Hispano-Portuguesa: nuevo espacio de atracción y cooperación, Zamora, Fundación Rei Afonso Henriques, pp. 57-72.
- GARCÍA-ÁLVAREZ, J. (coord.) (en prensa): "Representaciones geográficas de la frontera hispano-portuguesa (ss. XVII-XX)" (número monográfico), Revista de Historiografía.
- GODINHO, P. (2011): Oír o galo cantar dúas veces, Ourense, Deputación Provincial de Ourense.

## **Cultura militar e saberes geográficos na fronteira sul do Brasil (1900-1930)**

**Sergio Nunes Pereira**

Concebido a partir do século XVII como força militar unificada típica de terra, o exército ocidental moderno teve sua existência justificada na ideia de defesa do território nacional. Em consonância com tal objetivo, sua organização esteve associada a tarefas como a construção de uma rede de fortificações e comunicações estratégicas, realização de explorações, elaboração de plantas e cartas geográficas, bem como a preparação de tropas para operações militares em diversos tipos de terreno. Primeiro na Europa e em seus domínios coloniais, mais tarde em qualquer país independente ocidentalizado, o exército converteu-se em agente territorial importante do Estado nacional, sob o pretexto de garantir sua soberania e unidade políticas.

Não é de hoje que esta estreita vinculação com o território chamou a atenção de historiadores militares e de áreas como engenharia e urbanismo, motivando estudos tanto acadêmicos quanto memorialistas.<sup>1</sup> O mesmo se pode dizer dos historiadores da geografia, neste caso com ressalvas. Se em certos países houve um esforço contínuo e sistemático de pesquisa acerca da atividade geográfica de engenheiros militares e profissionais assemelhados, como verificado na Espanha e no México,<sup>2</sup> em outros, como o Brasil, as incursões historiográficas foram bem mais tímidas, apesar das inúmeras evidências do envolvimento militar em expedições e práticas científicas de gabinete e de campo, sem contar com o monopólio que mantiveram, por muito tempo, no domínio da cartografia.<sup>3</sup>

A proposta que aqui apresento busca saldar parte desta dúvida. Em tentativas anteriores de tatear o tema,<sup>4</sup> esbocei uma tipologia de saberes e práticas geográficas desenvolvidas em âmbito militar, com vistas a amparar uma investida mais robusta sobre as relações do exército brasileiro – visto através de alguns de seus segmentos –, com o território nacional. Com base num levantamento feito em periódicos militares do final do século XIX ao início do seguinte,<sup>5</sup> identifiquei quatro modalidades básicas de saberes/práticas, de feição geográfica, que denominei *geografias militares*: 1) saber cartográfico, baseado na geografia matemática e materializado em mapas e plantas topográficas; 2) saber topográfico elementar, manifesto em atividades de reconhecimento e exploração do terreno; 3) geografia militar *stricto sensu*, ou estudo das implicações do meio geográfico nas operações militares; 4) discurso geopolítico de defesa nacional, delineado desde o final do século XIX em torno de fronteiras, colônias militares, organização regional divisionária e comunicações estratégicas.

Evidentemente, toda tipologia traduz certa forma de recortar o objeto e “desnuda”, por assim dizer, as preferências metodológicas do investigador. Neste sentido, minha intenção é a de juntar no mesmo horizonte investigativo discursos e práticas cultivadas por profissionais marcados por uma dupla condição: de um lado, portadores evidentes de saberes geográficos; de outro, agentes sociais investidos de autoridade política, que encarnavam o poder estatal nos confins territoriais e sertões. Sob tutela militar, vastas porções do espaço nacional tanto foram ocupadas quanto apropriadas como objeto de conhecimento, convergência fundamental em minha investigação. O estudo da atuação geográfica desses agentes pode amparar uma reflexão sobre como se constituíram domínios de saber a partir de práticas sociais de controle do território e de populações.<sup>6</sup>

Tudo isto posto, convém inserir a proposta em sua historicidade. Não pretendo fazer uma história territorial do Exército, mesmo que parcial, e sim discutir como um grupo de militares desta força armada, em um determinado tempo e lugar, tomou para si tarefas de organização e defesa do território e, *pari passu*, produziu saberes geográficos, dialogando algumas vezes com a disciplina acadêmica Geografia. As coordenadas de tempo e espaço nas quais se movia este grupo são fundamentais para se entender suas ideias e motivações. Tratava-se de jovens oficiais lotados na 3<sup>a</sup> Região Militar do Exército Brasileiro, correspondente ao estado do Rio Grande do Sul, onde estava estacionado quase um terço do contingente armado brasileiro, devido à sua posição fronteiriça e ao longo histórico de conflitos com os países platinos. O militarismo inerente a tal situação, associado ao regionalismo político,<sup>7</sup> conferiu ao estado características diferenciadas com relação à formação social brasileira. Do ponto de vista da formação profissional e desenvolvimento da cultura militar, a situação do Rio Grande era igualmente singular. Em Porto Alegre fora instalada a única academia militar situada fora da capital federal – a Escola de Guerra – e Rio Pardo, pequena cidade do interior, acolhera a Escola de Aplicação de Infantaria e Cavalaria, depois transferida para a capital gaúcha. Por conta disso, a cidade chegou a possuir um número de cadetes superior ao do Rio de Janeiro, no final da primeira década do século XX.<sup>8</sup> O estado abrigava ainda seis quartéis generais de brigada e um quartel general de divisão (sede da 3<sup>a</sup> Região Militar), além de diversos destacamentos militares.

Para além da caserna, os jovens oficiais exerciam forte influência na vida intelectual e política de Porto

Alegre.<sup>9</sup> Ali foi publicada, entre 1910 e 1921, a *Revista dos Militares*, exemplo paradigmático da cultura militar do período. De orientação reformista, a revista batia-se pela renovação das forças armadas e distingua-se por manifestar preocupações relacionadas à condição especial da 3<sup>a</sup> Região Militar, ao mesmo tempo afastada do centro de poder e vital para o país. Neste aspecto, a programação da Revista foi pródiga em difundir *geografias militares* – tal como definidas nesta proposta –, como pretendo demonstrar através das seguintes matérias publicadas:

- a seção “O Serviço da Carta”, que informa sobre os trabalhos da Comissão da Carta do Brasil, que iniciara suas *campanhas* no Rio Grande do Sul;
- os comentários sobre as operações militares na região do Contestado (1914-16), destacando a urgência de uma melhor preparação das tropas que combatiam os revoltosos, nos aspectos relacionados ao conhecimento topográfico;
- a série “Curso Elementar de Tática Diretiva” (manual didático), publicada após as notícias sobre o Contestado, onde o capitão Eduardo Trindade, em oito lições, dissecava os problemas relativos à leitura de cartas;
- as séries “O Regimento em Campanha” e “A Patrulha em Campanha”, com numerosos artigos entre 1916 e 1917, nos quais o 1º tenente Nilo Val descreve detalhadamente as operações no terreno (reconhecimento, exploração etc.);
- a série “Reconhecimento do terreno”, semelhante à anterior e assinada com o pseudônimo Cap. U;
- os levantamentos expeditos publicados sucessivamente na Revista, geralmente acompanhados de textos que exortavam a necessidade da instrução prática;
- os editoriais sobre o Serviço da Carta e sobre a situação da 3a Região Militar;
- as “Noções rudimentares de Geografia, História Pátria e Militar” e as “Noções e problemas de leitura de cartas”, escritas por Francisco de Paula Cidade, que começa na Revista como aspirante e, já capitão, chega a redator-chefe.

Fora do âmbito da *Revista dos Militares*, Paula Cidade e Eduardo Trindade tiveram atuação profissional destacada e promoveram aproximações com relação à ciência geográfica da época. O primeiro fez considerações sobre o assunto na Sociedade de Geografia do Rio de Janeiro e escreveu sobre fronteiras;<sup>10</sup> o segundo destacou-se por introduzir os estudos de geografia militar em seu meio profissional, escrevendo também a obra mais abrangente no ramo,<sup>11</sup> na qual se nota a influencia de Delgado de Carvalho.

### Notas

<sup>1</sup> São bons exemplos desta produção diferenciada os trabalhos sobre engenharia militar de Lyra Tavares (1965) e Beatriz Bueno (2011), bem como histórias gerais da engenharia no estilo de Silva Telles (1984). Quanto aos escritos militares sobre a ação do Exército nos sertões e fronteiras, cabe dizer apenas, nos limites deste resumo, que diversos trabalhos vieram à luz entre as décadas de 1930 e 1970, sobretudo nos períodos da história brasileira de maior presença das Forças Armadas junto ao aparelho de Estado.

<sup>2</sup> Sob o impulso inicial de Horacio Capel, formou-se uma sólida linha de investigação sobre a atuação geográfica dos engenheiros militares no Império Espanhol, que rendeu contribuições seminais sobre o tema (Capel, 1982; Sanchez, 1987; Capel et al., 1988). Sem perder seu alvo principal, esta perspectiva desdobrou-se em estudos sobre outros grupos profissionais e instituições que tiveram papel relevante na ordenação, representação e intervenção direta no território (Nadal, 1988; Casals, 1988; Nadal & Urtega, 1990; Muro, 1993; Capel, 1994; Moncada, 1999 e 2003; Mendoza Vargas, 2000a e 2000b).

<sup>3</sup> Neste domínio em particular, vale destacar a importância de trabalhos produzidos na Argentina por Carla Lois (2002 e 2009) e, em Portugal, por Rui Branco (2003) e Maria Helena Dias et al. (2005).

<sup>4</sup> “Explorar, integrar, defender: militares e território nacional na Primeira República.” Comunicação feita na Oficina *Civilizar o Brasil; ciência, povo e nação em perspectiva histórica*, organizada pelo Programa de Pós-Graduação em História das Ciências e da Saúde e o Departamento de Pesquisa da Casa de Oswaldo Cruz (COC-FIOCRUZ), em 10-11 de dezembro de 2009.

<sup>5</sup> Revista do Exército Brasileiro (1882-89); Revista Militar (1899-1908); Revista dos Militares (1910-11 e 1913-1921); Boletim Mensal do Estado Maior do Exército (1911-19); A Defesa Nacional (1913-1930); Boletim do Estado Maior do Exército (1921-23); e Revista do Clube Militar (1926-1930).

<sup>6</sup> Empreitada inspirada na arqueologia do saber e genealogia do poder de Michel Foucault (1971 e 2008).

<sup>7</sup> Desde a época colonial, a região se convertera no principal foco de atrito entre as coroas portuguesa e espanhola na América, situação mantida após as independências do Brasil e da Argentina, em razão da disputa

pelo que hoje é o Uruguai. Para o Estado imperial brasileiro, o Rio Grande cumpria um papel de posto militar de fronteira, mas sua distância da Corte e a forma singular de ocupação econômica, baseada no latifúndio pecuarista, estimulou a formação de uma forte oligarquia estadual, disposta a lutar tanto contra o inimigo externo quanto pela autonomia frente ao Império (Schwartzman, 1974, p.105).

<sup>8</sup> Love (1977, p. 113).

<sup>9</sup> João Neves da Fountoura, *Memórias*, citado por Bento (1994, p. 181).

<sup>10</sup> Trindade (1912 e 1918).

<sup>11</sup> Paula Cidade (1934).

#### Referências bibliográficas

- Bento, Claudio Moreira (1994). História da 3<sup>a</sup> Região Militar, 3 v. Porto Alegre, s/l.
- Bueno, Beatriz P. S. (2011). Desenho e Desígnio. O Brasil dos engenheiros militares. São Paulo, FAPESP/Edusp.
- Branco, Rui (20030. O Mapa de Portugal. Estado, Território e Poder no Portugal de Oitocentos. Lisboa, Horizonte.
- Capel, Horacio (1982). Geografía y Matemáticas en la España del siglo XVIII. Barcelona, Oikos-tau.
- \_\_\_\_\_. (1994). "La invención del territorio. Ingenieros y arquitectos de la Ilustración en España y América" La Geografía Hoy. Textos, historia y documentación. Suplementos nº 43. Barcelona, Anthropos, pp. 98-115.
- Capel, Horacio; Sánchez, Joan E.; Moncada, Omar (1988). De Palas a Minerva. La formación científica y estructura institucional de los ingenieros militares en el siglo XVIII. Barcelona, Serbal.
- Casals, Vicente (1988). "Defensa y ordenación del bosque en España. Ciencia. Naturaleza y Sociedad en la obra de los ingenieros de montes durante el siglo XIX" Geo Crítica n. 73.
- Dias, Maria Helena et al., coord. (2005). História da Cartografia Militar (séculos XVIII-XX). Actas do Colóquio Internacional. Câmara Municipal de Viana do Castelo.
- Foucault, Michel (1971). "Sobre a Arqueología das Ciências. Resposta ao Círculo Epistemológico" In: Foucault, M. et al. Estruturalismo e teoria da linguagem. Petrópolis, I Vozes.
- \_\_\_\_\_. (2008). Segurança, Território, População. Curso dado no Collège de France (1977-1978). São Paulo, Martins Fontes.
- Lois, Carla (2002). De deserto ignoto a territorio representado. Cartografía, Estado y Territorio en el Gran Chaco Argentino (1866-1916). Instituto de Geografía, Universidad de Buenos Aires.
- \_\_\_\_\_. (2009)."Técnica, política y 'deseo territorial' en la cartografía oficial de Argentina" In: Lois, C. y Mendoza Vargas, H. (coord.). Historias de Cartografía de Iberoamérica. Nuevos caminos, viejos problemas. México D. F., UNAM/INEGI, 2009, pp. 243-274.
- Love, Joseph (1977). "O Rio Grande do Sul como fator de instabilidade na República Velha" In: Fausto, B., org., História Geral da Civilização Brasileira; T. III, O Brasil Republicano; v. 1, Estrutura de poder e economia (1889-1930). São Paulo, Difel, pp. 99-122.
- Mendoza Vargas, Héctor (2000a). "Los ingenieros geógrafos de México: los orígenes académicos y los desafíos del siglo XIX" Terra Brasilis n. 3, pp. 113-150.
- \_\_\_\_\_. (2000b). "Las opciones geográficas al inicio del México independiente" y "Los mapas y el siglo XX mexicano" In: Mendoza Vargas, H., coord. México a través de los mapas. México D. F., Instituto de Geografía-UNAM, pp. 89-109 y 151-183.
- Moncada Maya, coord. (1999). Biblioteca Geográfica Mexicana. La obra de los ingenieros geógrafos. México D. F., Instituto de Geografía-UNAM.
- \_\_\_\_\_. (2003). "Los ingenieros Militares en la Nueva España del siglo XVIII. Promotores de la Ilustración" In: Moncada Maya, O., coord. La Geografía de la Ilustración. México D. F., Instituto de Geografía-UNAM, pp. 199-226.
- Muro Morales, J. Ignacio (1993). El pensamiento militar sobre el territorio en la España contemporánea, 2 v. Madrid, Ministerio de la Defensa.
- Nadal, Francesc (1988). "Ingenieros militares, geógrafos y rebeldes en la organización territorial de Cuba (1824-1895)" Estudios de Historia Social (Madrid), n. 44-47, pp. 183-189.
- Nadal, Francesc & Urtega, Luis (1990). "Cartografía y Estado: los mapas topográficos nacionales y la estadística territorial en el siglo XIX" Geo Crítica n. 88.
- Paula Cidade, Francisco de (1934). Notas de Geografia Militar Sul-Americana. Rio de Janeiro, Ministério da Guerra, 1940, 2<sup>a</sup> ed.
- Sanchez, Joan Eugeni (1987). "Los ingenieros militares y las obras públicas en el siglo XVIII" In: Cuatro conferencias sobre Historia de la ingeniería de obras públicas en España. Madrid, CEHOPU, Ministerio de Obras Públicas y Urbanismo, pp. 43-78.
- Schwartzman, Simon (1974). "Um enfoque teórico do regionalismo político" In: Balán, J., org., Centro e

Periferia no Desenvolvimento Brasileiro. São Paulo, Difel, pp. 79-107.

Tavares, A. de Lyra (1965). A Engenharia Militar Portuguesa na Construção do Brasil. S/I, Estado Maior do Exército.

Telles, Pedro C. da Silva (1984). História da Engenharia no Brasil (séculos XVI ao XIX). Rio de Janeiro/São Paulo, Livros Técnicos e Científicos.

Trindade, Eduardo (1912). "Estudo sobre fronteiras." Boletim Militar do Estado-Maior do Exército ns.3 e 6, v. III. Rio de Janeiro, Ministério da Guerra.

\_\_\_\_\_. (1918). "A grande missão da Geografia." Revista da Sociedade de Geografia do Rio de Janeiro Tomo XXVIII, 1923.

### ***Enrique D'Almonte Y Muriel y la cartografía colonial española entre los siglos XIX y XX***

**José A. Rodríguez Esteban**

Enrique D'Almonte y Muriel (1858-1917), ingeniero de montes, inició su carrera en 1879 como cartógrafo trabajando en el Mapa Geológico de España, pasando poco después a la Inspección General de Minería en el Archipiélago Filipino, donde realiza cerca de una treintena de mapas de mediana escala. Esta impresionante labor es reseñada por la Royal Geographical Society (en The Jornal Geographical), reproduciendo el informe de Warren du Pré Smith, Jefe del servicio de Minas en el Centro científico que los norteamericanos habían organizado en Manila, quien señala: "Entre todos los que han trabajado en la formación de mapas de aquellas islas durante la dominación española, sobresale D'Almonte en primera línea. Sus mapas, que en muchos casos no han podido basarse en los medios usuales de comprobación, son, dadas las condiciones del país recorrido, sencillamente maravillosos. Ningún otro hombre, en verdad, rayó a tal altura en esta materia en Filipinas, tanto antes como ahora."

A su regreso a España poco antes de la pérdida del archipiélago, continuó sus trabajos en los territorios coloniales españoles en África. En 1901 se incorporaría a la Comisión de Límites de la Guinea Española, tras el acuerdo franco-español de 1900. Varios viajes posteriores dieron como resultado, nuevamente, la cartografía colonial más relevante sobre este territorio. En sus relatos es posible hacerse una idea clara las dificultades con las que contó y la ingeniosa estrategia que siguió para superar las dificultades de los medios reducidos que dispuso en las tareas delimitación fronteriza, en comparación con las asignadas a las delegaciones francesa y alemana.

Otra de sus grandes aportaciones, de la que en 2014 se cumplen cien años, es la edición del primer mapa elaborado por España de lo que hoy conocemos como Sáhara Occidental (Western Sahara), que elaboró y delineó D'Almonte tras un encargo recibido por la Real Sociedad Geográfica. Es un mapa excepcional en varios sentidos: supuso, en primer lugar, la reincorporación de la Real Sociedad Geográfica a la primera línea de las investigaciones coloniales, en las que había destacado en el último cuarto del siglo XIX; el mapa, que encerraba una gran dificultad por la imposibilidad de moverse por el interior en un momento de especial beligerancia de las tribus con las potencias coloniales, lleva un gran número de detalles el territorio; aunque D'Almonte hizo sólo recorridos costeros, pudo recopilar las fuentes cartográficas anteriores, especialmente navales, entrevistándose con marinos y pescadores para fijar los confusos nombres de la costa, y con guías y autoridades saharauis para la descripción el interior; finalmente, destaca por haber sido publicado junto a una extensa memoria que con una información geográfica con la que se da una idea clara y ordenada del territorio y sus habitantes. Su amplia experiencia en la cartografía colonial, y sus sólidos conocimientos territoriales adquiridos en Filipinas y Guinea, dieron como resultado este magnífico y peculiar primer mapa del Sáhara Español a escala 1:1.000.000, vigente hasta que en 1949 fue sustituido por el realizado por el Servicio Geográfico del Ejército Español.

El contacto D'Almonte con otros especialistas (singularmente geólogos en su etapa filipina), pero sobre todo sus dotes de observación, le convirtieron un cartógrafo naturalista, y como tal en un excelente geógrafo. Su labor se extiende, no obstante, más allá y es conocido por su trabajo antropológico: Formación y evolución de las subrazas Indonesia y Malaya, fruto de sus incontables viajes por Indochina y el archipiélago malayo, donde analizó con gran originalidad las relaciones que pudiera haber entre los pueblos del sureste de Asia y los de Oceanía y los antiguos pobladores de América, analizando el idioma (aprendió a leer chino y a hablar tagalo y otras lenguas insulares), las tradiciones, la colonización, la historia y la etnografía de aquellos países. Precisamente, uno de los viajes a Asia en 1917, fue la causa de su muerte, al chocar con una mina en el barco en el que viajaba (el vapor Eizaguirre, de la Compañía Transatlántica).

Pero los trabajos de D'Almonte no son un simple ejercicio de cartográfico o descriptivo, se constituyen en la base de un plan razonado de utilización de los recursos existentes en las colonias. Sus ideas tienen un

interés singular por cuenta conectan una incipiente, en aquellos momentos, red de intereses económicos del sector mediterráneo español, con propuestas coloniales de largo alcance. Sostiene, en este sentido, que las colonias españolas no podían ser de población, sino colonias de explotación, y que en su organización política y administrativa es donde residía la clave de su éxito o fracaso. Aconseja reiteradamente, por ejemplo, que esta acción se dejase en manos de grandes compañías privadas con plenas atribuciones administrativas y políticas. En este sentido, como impulsor de una nueva etapa colonial en España, hay que entender su participación en la creación en 1912 de la Liga Africanista Española, estableciendo así una amplia red de contactos, tanto en el mundo intelectual como en político y comercial, para cambiar el rumbo del proceso colonial español.

Pero hay toda una red de relaciones internacionales que recorren sus trabajos, que está aún por desentrañar. D'Almonte recorrió en su etapa Filipina, además del archipiélago, Borneo, Java, Sumatra, Nueva Guinea, Molucas, Infochina, Fornosa y Melanesia, realizando encargos cartográficos en Japón en distintos momentos. Después de la pérdida de las colonias orientales españolas, D'Almonte siguió visitando aquellos lugares, en el proceso de estudio que culminó con la obra de antropología señalada, pero sus viajes y exploraciones contienen proyectos comerciales. En los trabajos fronterizos realizados en Guinea Ecuatorial, tuvo contactos con cartógrafos franceses primero y alemanes después para delimitar las fronteras. Fue el primero, por otra parte, en fijar en su mapa de 1914 la frontera del entonces denominado Sáhara Español, con las posesiones francesas tras los acuerdos de 1900 y 1912. Finalmente, en este sentido, sus trabajos sobre la etnografía indonesia y malaya, tuvieron una gran acogida entre los especialistas alemanes.

Aunque está aún en proceso de investigación todas estas redes tejidas con distintas finalidades por D'Almonte, se puede decir que este autor constituye un caso reseñable en la delimitación de las fronteras e ideas coloniales. Esta ponencia pretende recoger las escasas publicaciones sobre Enrique D'Almonte, y reinterpretar su obra en conjunto en función de las redes y relaciones que estableció en sus propuestas y especialmente en sus trabajos cartográficos.

## Sessão VI

### ***A apropriação metodológica das frentes pioneiras na formação da geografia brasileira (1930-1950)***

**Carlo Eugenio Nogueira**

Tomando como ponto de partida a noção de frente pioneira explicitada na obra do geógrafo francês Pierre Monbeig entre as décadas de 1930 e 1950 (MONBEIG, 1940; 1952; 1957), este trabalho busca apontar de que maneira a descrição explicativa das áreas de movimentação de fronteiras dinamizadas pela interiorização da colonização, que impulsionou a fundação de cidades, o desmatamento de florestas e a abertura de campos de cultivo e pastos, comporta uma análise sobre o processo de construção dos sistemas de engenharia que conseguiram consolidar nexos de solidariedade entre distintos lugares (SANTOS, 1994; 2002), garantindo maior fluidez e integração a um território que passava por bruscas alterações em sua organização espacial para se adequar às novas necessidades surgidas com a expansão territorial do capitalismo no Brasil (SANTOS, 2010).

De fato, visto que o uso de conceitos e imagens espaciais era comum no ambiente intelectual brasileiro da primeira metade do século XX (MAIA, 2008; OLIVEIRA, 2000; 2011), aventa-se como proposta de trabalho que a análise da geografia acadêmica – uma das mais evidentes modalidades do discurso científico sobre o espaço (MORAES, 1988) – possibilita rastrear a estruturação de uma explicação especificamente geográfica para questões fundamentais que então se colocavam para o país, como o debate sobre qual o melhor caminho para o desenvolvimento econômico, o problema do povoamento e colonização dirigida de áreas até então pouco ou nada ocupadas e a necessidade estratégica de integração das afastadas regiões que compunham o território brasileiro.

Sendo assim, tendo como pano de fundo o tema da formação territorial do Brasil (MORAES, 2011), iremos num primeiro momento refazer em linhas gerais a trajetória de construção da noção de frente pioneira nos escritos de Pierre Monbeig, uma vez que, por meio de seus trabalhos, o geógrafo francês oferece descrições explicativas para muitos desses temas, revelando de maneira consistente o modo como a geografia acadêmica poderia participar das discussões então colocadas pelo pensamento político-social. Nessa direção, pode-se dizer que ao trazer à lume a linha formativa de composição de uma explicação geográfica sobre o fenômeno

do pioneirismo no âmbito do Departamento de Geografia da antiga Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras da Universidade de São Paulo (FFCL/USP) entre as décadas de 1930 e 1950, procuramos avaliar a relação existente entre a expansão espacial do povoamento ocorrida no Brasil na primeira metade do século XX e o processo de formação territorial do país.

A bem dizer, considera-se que a concepção do pioneirismo, entendida como um dos principais vetores da modernidade no território brasileiro, forneceu aos geógrafos desse departamento um parâmetro avaliativo para o processo de formação territorial de São Paulo e do país, originando a produção de obras que apresentam certos denominadores comuns, identificáveis, por exemplo, nas escolhas temáticas, nos procedimentos de pesquisa, no vocabulário teórico semelhante e no arcabouço metodológico de sotaque francês, características que acabam por conferir aos trabalhos de Ary França (1951; 1960), Nice Lecocq Müller (1951), José Ribeiro de Araújo Filho (1950) e Pasquale Petrone (1966) um indiscutível “ar de família”, perceptível, ademais, pela circunstância de a maior parte deles preocupar-se com questões atinentes ao nível de desenvolvimento do mundo rural.

Especificamente, ao mapear as semelhanças e diferenças existentes entre os autores, mostrando os círculos de afinidade (BERDOULAY, 1981) e as filiações intelectuais que permitem diferenciar a contribuição de cada um frente ao grupo como um todo, buscamos compreender em que medida alguns dos pressupostos contidos na noção de franja pioneira foram retrabalhados pela primeira geração de geógrafos universitários formada em São Paulo, ganhando uma nova leitura na feitura de seus trabalhos. A propósito, tendo em conta que a atividade econômica era considerada o principal móvel do processo de apropriação e consequente transformação dos meios naturais em paisagens culturais modernas, como então se dizia, pretende-se aqui apontar de que maneira o modo de fazer geografia legado por Monbeig adquire continuidade na prática científica daqueles que frequentaram seus cursos e participaram das excursões de campo por ele comandadas, compartilhando dos termos gerais presentes em sua concepção de geografia mesmo após terem assumido posições institucionais de relevo na Universidade de São Paulo.

Na verdade, resumindo algumas das discussões levantadas em nossa tese de doutoramento (NOGUEIRA, 2013), dá-se seguimento aqui a hipótese de que ao tomar o fenômeno do pioneirismo como um parâmetro de regionalização para o estado de São Paulo, os geógrafos paulistas construíram um indicador palpável para avaliar o nível de desenvolvimento dos lugares, visto que era então comum examinar o atraso ou o avanço das paisagens paulistas tendo-se como referencial a herança exercida pela ação ou pela ausência dos fatores que acompanhavam o crescimento da atividade cafeeira.

Nesse caso, a caracterização de uma região como dinâmica ou decadente, termos que diziam respeito à prosperidade das atividades econômicas desenvolvidas em cada área, ou mesmo a sempre lembrada oposição que se fazia entre as “zonas novas” e as “zonas velhas”, qualificação utilizada para se referir às correntes de povoamento, são critérios de diferenciação de áreas que somente ganham sentido se se leva em conta o início da colonização engendrada em São Paulo pela expansão das lavouras de café e algodão, pois uma área seria considerada dinâmica ou decadente sempre em relação às zonas pioneiras que apresentavam maiores níveis de produtividade, assim como o povoamento só poderia ser visto como recente ou antigo tendo-se no horizonte o início do afluxo das levas de migrantes estrangeiros e nacionais ocupados com a abertura das frentes pioneiras.

Isso quer dizer que uma região como a do vale do rio Paraíba, imemorial área de passagem entre São Paulo, Rio de Janeiro e Minas Gerais, que havia sido a primeira e assistir à marcha dos cafezais no início do século XIX, podia sem problemas ser considerada, ao alvorecer da década de 1940, uma região de povoamento antigo que apresentava sinais de decadência após o esgotamento dos solos causado por uma cultura de uso intensivo de recursos naturais, com a involução das atividades econômicas e a fuga dos habitantes para outras áreas. Nesse registro, as paisagens organizadas quando da época áurea do ciclo cafeeiro ainda no século XIX, com seus casarões, fazendas e antigos campos de cultivo, apareceriam num momento seguinte como paisagens residuais, que para os observadores ostentavam um claro aspecto de abandono e regressão das atividades.

Não obstante, a partir da década de 1950, com o desenvolvimento da indústria, a urbanização das capitais paulista e fluminense e a construção da nova estrada de rodagem entre as duas maiores cidades do Centro-Sul do Brasil, houve uma recuperação econômica e demográfica de muitas das cidades que já haviam sido alcunhadas de “mortas” no início do século XX, o que deu início a um processo de reaproveitamento dessas antigas paisagens, que foram refuncionalizadas a partir das novas demandas colocadas por uma estrutura social, política e econômica cada vez mais hegemonizada pelas relações capitalistas em expansão e puderam “rejuvenescer”, modificando as relações estabelecidas entre o meio geográfico e os grupos humanos.

Como pretendemos na medida no possível demonstrar, esse tipo de arranjo explicativo, fundamentado nos tradicionais inquéritos de campo, que tinham o intuito de validar as hipóteses elaboradas em gabinete com observações efetuadas no terreno, consegue integrar numa mesma chave os elementos mais representativos do enquadramento proposto por Monbeig em suas análises acerca do fenômeno do pioneirismo, tais como **a)** a valorização da história e das temporalidades na construção da interpretação geográfica do real; **b)** a importância das técnicas e do nível de civilização dos grupos humanos na estruturação e organização das paisagens; e **c)** o papel das vias de comunicação e da integração territorial para a consecução de um desenvolvimento econômico capaz de impulsionar alterações substanciais na configuração espacial das áreas analisadas.

Ao fim e ao cabo, as discussões empreendidas pelos geógrafos uspianos, bem ou mal unificadas pelo tema do pioneirismo, que por permitir um debate acerca do povoamento e colonização do território, concentrava as atenções de políticos e intelectuais brasileiros na primeira metade do século XX, podem indicar que a valorização dos fatores econômicos no processo de organização das paisagens, mesmo que feita a partir de um viés linear e por vezes naturalizante, mostrava uma preocupação ímpar em desvendar as alterações que a consolidação de uma nova estrutura social e econômica impunham às paisagens e populações tidas como tradicionais, revelando de que maneira desenvolvimento geograficamente desigual do capitalismo (HARVEY, 2004; SMITH, 2008) no Brasil podia ser analisado pela geografia acadêmica recém institucionalizada.

## BILBIOGRAFIA

- ARAÚJO FILHO, José Ribeiro de. A Baixada do rio Itanhaém – Estudo de Geografia Regional. Boletim da Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras da Universidade de São Paulo n. 116, Geografia n. 5. São Paulo, 1950.
- BERDOULAY, Vincent. La Formation de L' École Française de Géographie (1870 - 1914). Paris: Bibliothèque Nationale, 1981.
- CHARTIER, Roger. A História Cultural: entre práticas e representações. Rio de Janeiro: Bertand Brasil, 1990.
- FRANÇA, Ary. A ilha de São Sebastião – Estudo de Geografia Humana. Tese de Concurso à cadeira de Geografia Humana da Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras da Universidade de São Paulo. São Paulo, 1951.
- \_\_\_\_\_. A Marcha do Café e as Frentes Pioneiras. Guia da excursão nº 3, realizada por ocasião do XVIII Congresso Internacional de Geografia. Rio de Janeiro: CNG, 1960.
- HARVEY, David. Justice, Nature and the Geography of Difference. Oxford: Blackwell Publishing, 2004.
- MAIA, João Marcelo Ehlert. A Terra como Invenção – O espaço no pensamento social brasileiro, Rio de Janeiro: Jorge Zahar, 2008.
- MONBEIG, Pierre. Ensaios de geografia humana brasileira. São Paulo, Livraria Martins, 1940.
- \_\_\_\_\_. Pionniers et planteurs de l'État de São Paulo. Paris, Librarie Armand Colin, 1952.
- \_\_\_\_\_. Novos Estudos de Geografia Humana Brasileira. São Paulo, Difusão Européia do Livro, 1957.
- MORAES, Antônio Carlos R. Ideologias geográficas – Espaço, Cultura e Política no Brasil. São Paulo: Hucitec, 1988.
- \_\_\_\_\_. Território e História no Brasil. São Paulo: Hucitec, 2002.
- \_\_\_\_\_. Geografia Histórica do Brasil – capitalismo, território e periferia. São Paulo: Annablume, 2011.
- MÜLLER, Nice Lecocq. Sítios e sitiantes de São Paulo. Boletim da Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras da Universidade de São Paulo n. 132, Geografia n. 7. São Paulo, 1951.
- NOGUEIRA, Carlo Eugênio. O lugar a fronteira na Geografia de Pierre Monbeig. Tese de Doutorado: DG/FFLCH/USP, 2013.
- OLIVEIRA, Lucia Lippi. Americanos: representações da identidade nacional no Brasil e nos EUA. Belo Horizonte: UFMG, 2000.
- \_\_\_\_\_. "Natureza e identidade: o caso brasileiro." In: Desigualdade & Diversidade – Revista de Ciências Sociais da PUC- Rio, no 9 ago/dez, 2011, pp. 123-134.
- PETRONE, Pasquale. A Baixada do Ribeira – Estudo de Geografia Humana. Boletim da Faculdade de Filosofia, Ciências e Letras da Universidade de São Paulo, n. 283, Geografia n. 14. São Paulo, 1966.
- SALGUEIRO, Heliana Angotti (org.). Pierre Monbeig e a Geografia Humana Brasileira – A dinâmica da transformação, Bauru: Edusc, 2006.
- SANTOS, Milton. Técnica, Espaço, Tempo. Globalização e meio técnico-científico-informacional. São Paulo: Hucitec, 1994.
- \_\_\_\_\_. A natureza do espaço. Técnica. Tempo. Razão e emoção. São Paulo: Edusp, 2002.
- \_\_\_\_\_. A urbanização desigual. A especificidade do fenômeno urbano em países subdesenvolvidos. São Paulo: Edusp, 2010.
- SMITH, Neil. Uneven Development – Nature, Capital, and the production of Space, Athens/ London: The University of Georgia Press, 2008.

## **Brasil tipo exportação: um país e seus pays**

**João Paulo Carneiro**

Aos 07 de setembro de 1881 foi lançado em Paris o jornal **Le Brésil, courrier de l'Amérique du sud**. Financiado e explorado por um grupo de monarquistas brasileiros, o **Le Brésil** foi um desses raros jornais, publicado em língua francesa e editado em Paris, que tinha como foco divulgar na Europa a situação política e econômica do *pays du café*. Ao menos é assim que se expressa o editor chefe do jornal, o paraense Frederico José de Santa-Anna Nery, em relação a este novo periódico e ao principal produto de exportação do Brasil no período: o café. Santa-Anna Nery, neste periódico, batiza o Brasil com nome de o “país do café”, sendo este também o título de uma série de publicações no referido jornal sobre uma viagem ficcional de um francês de Nantes, *M. Durand*, que partiu para o Brasil a fim de descobrir suas maravilhas e desmistificá-lo perante o público francês. O mote para esta desmistificação são os comentários preconceituosos da mulher de *M. Durand*, que considerava “ce vilain pays [Brasil] où la fièvre jaune fait concurrence aux serpents à lunettes”. Quer dizer, quando não havia epidemia de febre amarela para dizimar uma grande parte da população brasileira, eram as cobras venenosas que causavam terror entre os nacionais e os estrangeiros. Daí este folhetim – *Le pays du Café* – apresentar uma série de informações (muitas vezes falaciosas) de que no Brasil não havia nem muita febre amarela, muito menos cobras venenosas, como as indianas. No ano seguinte, em 1882, tal folhetim transformou-se em livro – *Le pays du café: voyage de M. Durand au Brésil* – anunciado e vendido pelo próprio jornal. Desconhecemos o alcance de tal publicação, mas algo marcante é que a única instituição francesa onde o encontramos – apenas um exemplar – foi a biblioteca do *Institut de France*, do qual Santa-Anna Nery contava com alguns amigos, dentre eles destacamos Jean Martin Charcot e Pierre Émile Levasseur. Este último, conhecido e respeitado geógrafo francês, responsável pela reforma do ensino educacional de geografia na França, foi o responsável por produzir um parecer sobre uma das obras mais importantes de Santa-Anna Nery: *Le pays des Amazones: l'El Dorado, les terres à Caoutchout*, publicada, também, originalmente num periódico parisiense (*Revue Sud Américaine*), no ano de 1883. Assim, Santa-Anna Nery se utiliza deste parecer para prefaciar sua obra e legitimá-la junto ao público erudito, seja na Europa, seja no Brasil (onde sua primeira obra, *Le pays du Café*, sofreu diversos ataques na imprensa fluminense). Diferentemente da obra precedente, o alcance desta última foi grande, tendo sido mesmo traduzida para o inglês, o italiano, em partes para o espanhol e mais recentemente para o português do Brasil. Pedro do Rego, amigo e colaborador de Santa-Anna Nery no Brasil, dizia ainda que este tinha o intuito de escrever uma terceira obra sobre o Brasil, fechando assim uma trilogia, quiçá com a mesma ideia inicial: *Le pays de...* Entretanto, apesar de todas as nossas pesquisas no Velho Mundo, lugar onde Santa-Anna Nery passou a maior parte de sua existência, não encontramos nenhuma outra publicação neryana, dentre as mais de vinte analisadas, que se aproximasse deste conceito chave, *pays*, da geografia francesa do século XIX. Nesta pesquisa, chegamos a lançar a hipótese de que a obra neryana poderia fechar esta trilogia sobre o nordeste, mas isso não se confirmou. Paul Vidal de La Blache, apesar de toda sua dualidade em relação ao uso do termo *pays*, como objeto da geografia humana, chegou, em alguns momentos, a defendê-lo como forma de regionalização para toda a França, por compreender em seus atributos tantos os elementos naturais como os humanos. Assim, guardada as devidas proporções continentais do território brasileiro em relação à França, Santa-Anna Nery parece ter se utilizado de tal ideia quando a evoca em suas primeiras obras: *Le pays du Café* e *Le pays des Amazones*. Nesta última, Santa-Anna Nery deixa claro se tratar de uma regionalização, quer dizer, *pays des Amazones* no sentido de “região” das Amazonas, compreendendo, à época, duas províncias brasileiras: Pará e Amazonas. Dentro desta mesma “região”, haveriam outras menores, como o *pays du Caoutchouc*, *pays des Diamants* etc. Todos esses *pays* buscavam demonstrar as riquezas, sobretudo naturais, do Brasil frente à Europa e, principalmente, aos concorrentes vizinhos das repúblicas da América Hispânica. Assim, regionalizar o *pays des Amazones* para o Brasil tinha o intuito também de deslegitimá-lo para os demais países que possuíam a mesma floresta Amazônica (como de certo modo até hoje o Brasil é lembrado como o país que contém a maior floresta equatorial do mundo, quando em verdade esta floresta perpassa mais de sete países sul-americanos). Já na primeira obra, *Le pays du Café*, esta ambiguidade do termo *pays* como região ou como pátria fica mais evidenciado, uma vez que não há uma explicitação sobre quem eram as províncias do Império do Brasil que faziam parte desta “região”. Entretanto, São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Espírito Santo, Bahia, Pernambuco e Ceará aparecem como pertencente à economia cafeeira, portanto ao *pays du Café* (já as províncias do Pará e Amazonas são descartadas desta regionalização). Mas a principal ideia da expressão *pays du Café* é pátria, como o Brasil sendo o mais importante “país do Café” do mundo; como hoje se fala em país do futebol, do carnaval etc. Analisando as duas obras supracitadas em conjunto, parece que Santa-Anna Nery, afora a dualidade do termo, desenvolve uma

regionalização pioneira do território brasileiro, fundamentado, numa primeira abordagem, em seus principais produtos de exportação: a borracha (para os atuais estados do Norte do Brasil) e o café (para os demais). Esta regionalização, a partir de uma reflexão historiográfica, nos remete também ao período colonial brasileiro, quando Portugal detinha duas colônias na chamada América Portuguesa: o Brasil e o Grão-Pará e Maranhão. Assim, a utilização do termo *pays* por Santa-Anna Nery em suas duas obras nos possibilita pensar em como esses conhecimentos da economia, da história e da geografia do Brasil, sob uma teoria e outra língua, influenciaram a construção de uma ideia de Brasil – Brasil *tipo exportação*, tanto para consumo interno (uma vez que o francês era a língua de prestígio no Império do Brasil) como externo.

### **Território e raça no pensamento de Alberto Torres**

#### **Paulo Godoy**

A análise da concepção de Alberto Torres (1865 – 1917) em torno das noções de raça e território no Brasil consiste no objetivo central do artigo. Para tanto, partimos da coletânea de textos publicados em 1914, intitulados “A Organização Nacional” e “O Problema Nacional Brasileiro”, utilizamos as edições de 1978 para a primeira obra e a de 1938 para a segunda.

Os eixos temáticos que nos orientaram na leitura e interpretações dos escritos de Alberto Torres estão ligados, por um lado, ao conteúdo geográfico das noções de território e de determinação das raças na construção da identidade nacional e, por outro, com as formas e as funções atribuídas ao Estado na construção da chamada “unidade nacional”. Os dois eixos convergem para o centro das preocupações do autor, ou seja, o problema da “organização nacional”.

A pertinência do tema, em nosso entendimento, está em sua vinculação com debate em torno das questões étnicas e raciais no Brasil, mas, sobretudo, com o elo histórico que liga a formação do Estado aos temas relacionados à raça e ao território nacional. A expressão ideológica desse elo histórico ganhou formas bastante específicas na ciência, na literatura, nas organizações políticas e institucionais do Estado e nos discursos nacionalistas e autoritários do final do século XIX e primeiras décadas do século XX, constituindo-se, dessa forma, num rico manancial de fontes e material de pesquisa para a história do pensamento social brasileiro e das ideologias geográficas na fase de transição do capitalismo periférico.

A particularidade do pensamento do nosso autor é de natureza bastante paradoxal, pois apresenta posicionamentos ideológicos que são, muitas vezes, antagônicos aos próprios argumentos utilizados para defendê-los. Embora Torres tenha sido uma voz dissonante em sua época em relação às teorias racialistas e aos modelos de políticas eugenistas importados da Europa ocidental e dos Estados Unidos, o seu pensamento caracteriza-se pela tentativa de unificação de certo ideário republicano com os princípios liberais herdados da chamada Primeira República, momento em que as questões ligadas à raça e identidade nacional encontravam-se no centro dos debates políticos.

O debate que envolveu raça e território em torno das relações entre geopolítica e ciência para fins de dominação, colonização, exploração de mão-de-obra e recursos naturais constitui uma das mais expressivas ideologias da trajetória expansionista do imperialismo europeu no final do século XIX, como tentativa de justificar o “fardo do homem branco” na “guerra justa” da civilização contra a barbárie. No Brasil, esse debate possui a sua origem no final do século XVIII, quando “se passa da projeção da inocência à inata maldade do selvagem” (SCHWARCZ, 1993, p.61); ganhou relevo e novos contornos entre monarquistas e republicanos no final do século XIX, para, em seguida, ser incorporado aos projetos políticos de nação em diversos segmentos do nacionalismo totalitário surgido nas primeiras décadas do século XX.

Autores como Cuvier, Galton, Gobineau, Taine, Ratzel entre outros exerceram influências decisivas sobre as concepções que se formaram no Brasil acerca da mistura e da degeneração das raças. A partir de uma concepção poligenista sobre a origem do homem, o grande problema para esses autores era com a construção de uma teoria científica que pudesse produzir provas suficientemente convincentes a respeito da superioridade da raça branca (européia) sobre as demais raças negras e mestiças. Colocava-se como algo crucial o estabelecimento do conceito de diferença e, ao mesmo tempo, de uma gradiente de evolução humana e de hierarquia de relações entre o mundo europeu, civilizado, e os povos periféricos, colonizados, exóticos, selvagens, bárbaros ou, como argumentou E. Renan no final do século XIX, “incivilizáveis”.

No Brasil, essas teorias se difundiram e ganharam espaço em museus, institutos históricos e geográficos,

faculdades de medicina, na imprensa, na literatura e entre grupos políticos ligados a segmentos monarquistas e republicanos. Entre os que se destacaram na defesa de uma política racial no Brasil como forma de superação do atraso nacional, podemos citar os médicos Renato Kehl, Miguel Couto, Nina Rodrigues, Azevedo Sodré e João Batista Lacerda do Museu Nacional.

O movimento contrário as teorias racistas difundidas por museus etnográficos, arquivos históricos, congressos e etc., conquistou um espaço muito reduzido no interior das instituições de ensino e pesquisa limitando-se, em muitos casos, a denúncias de indignação frente as desigualdades sociais entre brancos e negros e sobre a ausência do Estado na criação, manutenção e garantia de direitos civis para índios, negros e asiáticos. No 1º Congresso Brasileiro de Eugenia (1929), por exemplo, o antropólogo Edgar Roquete-Pinto apresentou forte oposição em relação as teorias racistas e o projeto eugenista de controle e redução do cruzamento de raças.

A outra figura de destaque na oposição as teorias racistas foi o jurista fluminense e Presidente do Rio de Janeiro entre 1896-1900, Alberto de Seixas Martins Torres. A partir de Darwin, Spencer, Ratzel e outros, o autor construiu uma verdadeira “babel científica argumentativa” para apresentar e defender o seu ponto de vista em relação a evolução das raças e o seu papel na definição do “caráter nacional”. O segundo capítulo de “A Organização Nacional”, tem início com a frase: “um olhar sobre a carta do Brasil”, nos leva a perguntar se um país “tão extenso e variado território possui as condições físicas necessárias ao habitat de um povo, unido pelo laço político da nacionalidade. A resposta é, à primeira vista, negativa. Se as idéias de pátria e de nação obedecessem ao conceito abstrato de certas filosofias, que prefixam, para essas entidades, o estalão de um território e o de uma população, com caracteres definidos e precisos, o Brasil jamais poderia ser tido por uma pátria ou por uma nacionalidade” (1978, p.66).

O “conceito abstrato” de que fala Torres faz referência a importação dos modelos filosóficos oriundos do Iluminismo e do Romantismo onde prefiguram a unidade territorial à unidade política e social do monarca, da nação e do Estado. Todos eles, segundo o autor, personagens abstratos da burocracia e do poder. Para Torres, a “evolução humana” desmente esse quadro. No caso do Brasil, “pode aplicar, prima facie, o nome clássico de nação, pela predominância de um elemento étnico, pela pronta fusão deste com os elementos indígenas e as minorias de outras origens, pela unidade da religião e da língua, pela uniformidade de costumes, pela tradição patriótica e pelo laço político” (1978, p. 66-67).

Esses laços, escreve o autor, “afrouxam-se e se desatam à medida que avança a colonização”. Esse processo difuso de formação “étnico-cultural” produz “tipos regionais” distintos, o que dificulta a coesão e a consolidação plena dos “interesses nacionais”. Os “tipos regionais” são as metamorfoses resultantes das relações entre o homem e o meio físico e que evoluem gradativa e espontaneamente traduzindo-se em especificidades geográficas geradas pelas relações entre a população e o território.

#### Referências Bibliográficas

- SCHWARCZ, L. M. O Espetáculo das Raças – cientistas, instituições e questão racial no Brasil (1870-1930). São Paulo: Companhia das Letras, 1993.
- TORRES, A. O Problema Nacional Brasileiro. Rio de Janeiro: Editora Nacional, 1938.
- TORRES, A. A Organização Nacional. Rio de Janeiro: Editora Nacional – brasiliiana vol. 17, 1978.

## ***O nascimento de uma nação: a racialidade no discurso geográfico brasileiro no limiar do século XX***

### **Diogo Cirqueira**

Nosso objetivo aqui é analisar os discursos geográficos elaborados no limiar do século XX, mais exatamente os que articulam raça e meio “natural” em relação a nação brasileira. O fim do século XIX e início do século XX se configura como um momento de ebulição e transformações profundas na sociedade brasileira: a promulgação do fim da escravidão, a estruturação da República, a formação das instituições produtoras de conhecimento, a consolidação da independência frente a metrópole portuguesa, a disseminação do discurso científico no país foram fatos que marcaram profundamente esse período – e até hoje possuem ressonância. Esse também é um momento em que o país se encontra na encruzilhada da busca por desenvolver-se enquanto uma nação – tendo como referência justamente a nações europeias; a intelligentsia brasileira se mobilizou intensamente para “fazer” o Brasil nesse instante. Duas temáticas figuraram amplamente no debate desenvolvido por esses pensadores: raça e meio “natural”. Mobilizar a raça e o meio para meditar sobre a nação não foi mero acaso, pois no momento em que insurgia a república e que se buscava definir uma identidade nacional, estas noções eram os fatores que nos diferenciavam da metrópole, ainda assim, e isso foi o grande dilema, provinha daí nossa condição de inferiores e

não-civilizados. Assim, é a partir das problemáticas evocadas pelo meio e a raça que entre os pensadores da nação dois modelos teóricos explicativos existiram de forma concomitante e paradoxal: o liberalismo e o racismo/determinismo científico. É a partir desse momento que negros e negras, tidos como um dos males da nação, e em detrimento da população indígena, passam a ser observados mais atentamente pelos homens de ciência e intelectuais. No que diz respeito ao peso que essa população representava para consolidação da nação, passou-se a estudar essa população para entender, explicar e tentar contornar os problemas advindos destes setores para o Brasil. Ao mesmo tempo, esses mesmos pensadores tentavam desconstruir discursos que enfatizavam que o meio (tropical) no Brasil era degenerador. Houve, assim, um resgate dos mitos europeus do século XVI sobre as Américas que a qualificava como o “Paraíso perdido” e a “terra sem males”. Como alguns pensadores enfatizavam, diferente de algumas assertivas que rotulavam a natureza no Brasil como perverso por localizar-se nos tórridos trópicos, tínhamos na verdade uma natureza benigno pois, “tudo que se plantava, dava!”. Assim, conectando raça e meio em suas discussões, muitos pensadores chegaram a conclusão que o nosso problema “não era a terra, mas homem que a habitava”; ou seja, não era o meio situado nos trópicos, mas a grande população de negros, indígenas e mestiços que aqui existiam que não permitiam a formação de uma nação civilizada. É justamente no interior desse debate que autores como Silvio Romero, Oliveira Vianna e Gilberto Freyre tiveram que manipular um discurso geográfico para melhor tentar resolver o problema que assolava a nação. Para além de uma linhagem que expressa o início e o fim de uma série de debates concernentes a nação e a despeito de posicionamentos conservadores e racistas de alguns deles, percebemos no discurso desses autores, a conformação de um discurso geográfico. A necessidade se debruçar sobre as problemáticas que envolviam raça e meio para se pensar a nação os levaram – apesar de não serem geógrafos de formação – a elaborar uma geografia moderna à brasileira, muito próxima, inclusive, da antropogeografia de Ratzel. Por fim, cremos que ao se lançar luz sobre o debate que envolveu o “fazer” da nação, a raça e o meio nos abre portas para leituras que expandem a noção de discurso geográfico no limiar do século XX – este, produzido pelas sociedades e institutos geográficas, muito limitado a definições e contendas envolvendo fronteiras e descrições e mapeamentos de marcos físicos.

#### BIBLIOGRAFIA:

- CLAVAL, Paul. Epistemologia da Geografia. Florianópolis: Editora. UFSC, 2011.
- FREYRE, Gilberto. Casa Grande & Senzala. 10 ed. 2 vol. Rio de Janeiro: José Olympio, 1961.
- KOBAYASHI, Audrey. Critical ‘Race’ Approaches to Cultural Geography. In: DUNCAN, J. S.; JOHNSON, N. C.; SCHEIN, R. H.. A Companion to Cultural Geography. Malden, Oxford, Carlton: Blackwell, 2004. p. 238-249.
- MACHADO, Lia Osorio. ideias fora do lugar: o desenvolvimento do pensamento geográfico no Brasil no início do século XX. In: Terra Brasilis, 2, 2000, acessado 14/11/13 em <<http://terrabrasilis.revues.org/298>>; DOI : 10.4000/terrabrasilis.298>
- MACHADO, Lia Osório. Origens do pensamento geográfico no Brasil: meio tropical, espaços vazios e a idéia de ordem (1870-1930). In: In: CASTRO, Iná Elias; GOMES, P. C. Costa; CORRÊA, Roberto L. Geografia: conceitos e temas Rio de Janeiro: Bertrand, 1995. p. 309-353
- MORAES, Antonio Carlos Robert. Geografia histórica do Brasil: cinco ensaios, uma proposta e uma crítica. São Paulo: Annablume, 2009.
- MORAES, Antonio Carlos Robert. Geografia, História e História da Geografia. In: Terra Brasilis [Online], 2 | 2000. acessado em 02/02/2014 em <[http://terrbrasilis.revues.org/319](http://terrabrasilis.revues.org/319)>
- MORAES, Antonio Carlos Robert.. Ideologias Geográficas. 4ª. ed. São Paulo: Hucitec/Annablume, 2002.
- MORAES, Antonio Carlos Robert.Território e História no Brasil. 1ª. ed. São Paulo: Hucitec/Annablume, 2002.
- MOREIRA, Ruy. O pensamento geográfico brasileiro 3: as matrizes brasileiras. São Paulo: Contexto, 2010.
- ORTIZ, Renato. Cultura brasileira e identidade nacional. São Paulo: Brasiliense, 2005.
- PEET, Richard. The social origins of environmental determinism. Annals of Association of American Geographers, Vol. 75, n. 3, 1985, p. 309-333.
- PEREIRA, Sergio Nunes. A “Virada da Geografia” no final do séc. XIX: alguns exemplos na Europa e no Brasil. Mimeo.
- PEREIRA, Sergio Nunes. Obsessões geográficas: biagens, conflitos e saberes no âmbito da Sociedade de Geografia do Rio de Janeiro. In: Revista da SBHC, Rio de Janeiro, v. 3, n.2. jul./dez., 2005. p. 112-124.
- QUIJANO, Aníbal. Colonialidad del Poder y Descolonialidad del Poder, Conferencia dictada en el XXVII Congreso de la Asociación Latinoamericana de Sociología, Buenos Aires, 2009.pág. 1-15.
- SCHWARCZ, Lilia Moritz. O espetáculo das raças. São Paulo: Companhia das Letras, 1993.
- SCHWARCZ, Lilian M. Questão racial e etnicidade. In: MICELI, Sergio (org.). O que ler nas Ciências Sociais (1970-1995). São Paulo: Editora Sumaré, ANPOCS; Brasília: CAPES, 1999. p. 267-325.
- SKIDMORE, Thomas E. . Preto no branco: raça e nacionalidade no pensamento brasileiro.. 2. ed. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1976.
- STENGERS, Isabelle Quem tem medo da ciência? Ciência e Poderes. São Paulo, Siciliano, 1990.

## ***Redes trasatlánticas y la construcción del Reino Oceánico del Perú (siglos XVIII-XIX)***

**Isaac Saenz**

Una mirada renovada de la historia de la ciencia ha incidido en los diferentes canales y estrategias de circulación de saberes, resaltando las interacciones e intercambios metrópoli-colonias y dejando de lado la visión unidireccional del conocimiento. De acuerdo a esta historiografía, su producción se definió en un escenario trasatlántico, incluyendo por igual la península y la América hispana, ámbito donde el sujeto colonial tuvo un papel gravitante a través de su participación activa en redes intercontinentales que desplegaron instituciones como museos, academias y gabinetes. Este interés por las redes imperiales de conocimiento se inserta a su vez, en una literatura que explora las estrategias que los imperios europeos desplegaron en sus proyectos de expansión trasatlántica, así como los sistemas de interconexión que articularon en la gestión de saber con fines comerciales, religiosos, militares y burocráticos.

En este sentido, la literatura especializada tiende a hablar de una historia de la ciencia policéntrica, con múltiples actores y nodos de actuación, más allá de los centros metropolitanos. El imperio hispano construyó una red amplia de instituciones y agentes vinculados a prácticas empíricas y desarrollo de conocimiento desde la modernidad temprana, escenario donde la Marina tuvo un papel relevante, particularmente en la construcción del conocimiento geográfico y cartográfico. Sus instituciones, métodos y agentes tuvieron un eco relevante entre las naciones europeas durante el siglo XVIII. La empresa cartográfica en particular, se insertó en un sistema imperial de gestión de conocimiento, finamente articulado y cuidadosamente organizado, a partir de vigorosas redes y circuitos, tratándose de una construcción multidireccional, que aglutinaba un conjunto de agentes, recursos, escenarios e imaginarios, articulando la metrópoli y sus confines imperiales.

Sin embargo, los mapas han sido reducidos a su gestión metropolitana, resaltando su verticalidad y tecnicismo, junto al celo que la corona puso en su difusión a través de instituciones, agentes y normas que fijaron rigurosamente sus reglas de producción y difusión. El alcance de los mapas no se agota en esta perspectiva, sino que presentó diversos matices. Por un lado, los mapas fueron un punto de intersección entre miradas imperiales y coloniales, con un peso significativo del agente y del espacio locales. De modo que la cartografía en torno al Perú virreinal resultó un producto trasatlántico: híbrido, múltiple y divergente, que se alimentó de miradas provenientes de ambos lados del Atlántico. Por otro lado, tal cartografía fue un producto construido no solo por agentes hispanos, sino crecientemente por funcionarios europeos especializados como geógrafos, ingenieros y otros cartógrafos al servicio de sus naciones, junto a agentes mercantiles interesados en su difusión y venta.

Este trabajo resalta así, las diferentes estrategias e interacciones metrópoli-colonias en la circulación del saber cartográfico, centrándonos en la cartografía hidrográfica y en la labor desplegada por agentes como pilotos, marinos y autoridades afines a la construcción de una cartografía virreinal, incluyendo a agentes hispanos como criollos. Algunas preguntas que proponemos: ¿Cuáles fueron las estrategias que el imperio hispano desarrolló en la construcción de conocimiento geográfico y cartográfico alrededor del virreinato peruano?; ¿cómo se incorporaron y fueron incorporados los agentes locales / criollos en las redes de tal conocimiento?; ¿Cuáles fueron las conexiones entre construcción de un discurso patriótico y la producción de una cartografía marítima del Perú virreinal?

Como parte de la política proclive al conocimiento geográfico del imperio español, se organizó un sistema - crecientemente amplificado - de producción y gestión de mapas. Su existencia implicó la construcción de una sofisticada red, conformada por un conjunto de nodos de acumulación y procesamiento de información, que en el caso de la producción de mapas hidrográficos incluyó: 1) una red de agentes como pilotos y marinos, hispanos y criollos 2) academias especializadas como la Escuela de Guardias-Marina de Cádiz, 3) núcleos de producción, acumulación, procesamiento y divulgación del saber geográfico y cartográfico: Depósito Hidrográfico de Madrid (1770) y posterior Dirección de Trabajos Hidrográficos (1797), Observatorio Astronómico en Cádiz (1753), diferentes archivos de la administración: Secretaría de Marina e Indias (1714), Secretaría del Despacho de Gracia y Justicia. En segundo lugar, esta red incluía conexiones y enlaces que permitían la información entre nodos y la retroalimentación del sistema. Aquí, los agentes de marina, cumplieron el papel de enlace entre los vértices de la red, involucrándose en actividades como exploraciones geográficas, elaboración de itinerarios y libros de viaje, observaciones y mediciones astronómicas y del litoral, construcción de mapas, etc. Más, los nodos no solo extendieron en tierras indias su ámbito de influencia, sino que se fundaron en ellas nuevos núcleos de acumulación, promoviendo la incorporación de agentes locales en el circuito del conocimiento imperial, emergiendo

así, redes heterogéneas e híbridas de cartografía. De este modo, se instituyeron nodos como el Apostadero del Callao. En este último funcionaba junto a la Escuela Náutica, un depósito hidrográfico, núcleo donde se elaboró, archivó y gestionó información cartográfica en torno al virreinato peruano. El trabajo cartográfico combinó el trabajo de agentes hispanos, criollos peruanos destacados en el orbe, junto a pilotos locales. Así, la red de cartografía hidrográfica imperial asimiló, a diferencia del cuerpo de ingenieros, a marinos criollos peruanos en trabajos estelares de exploración, promoviendo una red líquida que aprovechó los recursos tanto metropolitanos como locales, una estrategia clave que permitió una envergadura transcontinental.

En el Perú virreinal, además de describir itinerarios y descripciones de viajes, los marinos emprendieron proyectos cartográficos que describieron muy bien puertos y ciudades costeras, incluyendo la capital, junto al primer mapa oficial del virreinato. Así, el nombre del Perú fue posible escribirse como una unidad administrativa, territorial e imaginada a partir de los levantamientos cartográficos de marinos como Baleato, Moraleda o el geógrafo López. En este contexto, la cartografía marítima combinó las toponimias locales de puertos, los nuevos nombres impuestos por la realidad colonial, junto a códigos y convenciones gráficas que en conjunto significó la fundación cartográfica de la Mar del Sur, desde una mirada metropolitana, tanto como de una lectura peruana del orbe. Si durante el siglo XVI, la cartografía imperial hispana se propuso redefinir el mundo extendiendo su participación territorial hacia las tierras del poniente y construyendo un imperio transpacífico, durante el siglo XVIII – cuando las potencias europeas circulaban con mayor frecuencia por lo que hoy es Oceanía y el Pacífico – las autoridades hispanas pusieron remiraron esta porción del mundo organizando expediciones, escribiendo descripciones y construyendo una cartografía depurada, situando al Perú en el centro de descubrimientos y exploraciones ultramarinas.

Si el clima y el suelo, siguiendo a Thurner, constituyeron dos topos centrales del discurso epistemológico patriota esbozados por criollos e hispanos, frente al discurso peyorativo de intelectuales noreuropeos, en el Perú colonial tardío esta epistemología incorporó el espacio marítimo y su representación, proponiendo un vigoroso discurso cartográfico-marítimo y patriótico, el cual destacaba la riqueza e inmensidad del mar como componente vital del Reino del Perú, situándolo en una posición expectante que le permitía proyectarse como punta de lanza del imperio hispano. Aún más, el nombre mismo del Perú se reescribía a partir de la incorporación marítima a su dominio efectivo e imperial. La inmensidad del Océano Pacífico y sus confines quedaba articulada así al Mar del Sur (peruano) en una unidad territorial. El territorio peruano entonces, no se limitaba a su porción continental, sino que se extendía al ámbito oceánico, espacio que le permitía efectivamente explorar el mundo aún desconocido. Con ello, el reino peruano recuperaba el sitial perdido durante el XVIII, tras la desmembración de su territorio. Así, mientras el territorio peruano sufría serias amputaciones, la cartografía proponía una representación donde la porción oceánica se registraba con acuciosidad, articulando las costas peruanas y especialmente el Callao, con escenarios transoceánicos (trasatlánticos y transpacíficos) como los puertos de Cádiz, Manila, junto a nuevos escenarios de exploración europea como la moderna Oceanía y los confines de Norte y Sudamérica. Esto significó el ensanchamiento del territorio imperial, empezando por el Perú y con ello, la imaginación en torno suyo a partir precisamente, de expediciones organizadas en Lima y cuyo núcleo fue el puerto del Callao, donde se gestó la aspiración imperial hispana por amarrar las diferentes partes del mundo, en cuyo ombligo se situaba el reino del Perú. Así, además de la defensa del reino, el cuerpo de marina tuvo una actuación clave en la construcción de un discurso local reivindicativo y fundador, aprovechando su papel como gestor del saber geográfico del imperio y sus confines, con propósitos no solo militares y administrativos, sino también intelectuales y mercantiles.

Esta escritura del Perú desde su dimensión oceánica fue factible en la medida que Lima y particularmente el Callao devino y se consolidó como núcleo de una red de agentes metropolitanos y locales interesados en la exploración del Pacífico. Mucho antes de las ordenanzas que convertían al Callao en una comandancia marítima, el puerto conservó un protagonismo que le permitió extender su actuación más allá de sus fronteras conocidas. Esta red de alcance trans continental fue responsable del redescubrimiento en el siglo XVIII, del reino oceánico del Perú a través de la elaboración de una cartografía extensa, incluyendo además, descripciones, textos de historia y geografía, itinerarios de viajes, literatura de viajes y compilaciones de mapas hidrográficos.

## Sessão VII

### ***Quando o espaço define o tempo: representações territoriais nos fusos horários brasileiros (1911-1913)***

**Sabina Luz**

No presente trabalho<sup>17</sup> trataremos do artigo 2º da lei nº 2.784 de 18 de junho de 1913 que estabeleceu a Hora Legal Brasileira. Esta lei admitia a adoção do meridiano de Greenwich como o meridiano longitudinal de referência para o país. Fazendo isto o Brasil adotava oficialmente o sistema horário internacional<sup>18</sup> que ganhava crescente número de adeptos nesta época<sup>19</sup>. Este sistema propunha a divisão do globo em distintas faixas horárias, demarcadas por meridianos contados a partir de Greenwich. Estes meridianos, teóricos, deveriam ser adaptados à geografia e às divisões político-administrativas do país. O resultado desta adequação constitui o conteúdo do referido artigo 2º que estabeleceu quatro fusos horários para o país. Antes do resultado, houve o debate de diferentes propostas. É delas que vamos nos ocupar.

Se o debate sobre a adoção de um único meridiano inicial de longitude vinha sendo discutida, principalmente, no âmbito dos congressos de geografia<sup>20</sup>, as discussões sobre a criação dos fusos horários ocorreram, no Brasil, em 1911 principalmente no âmbito do Clube de Engenharia<sup>21</sup>. A questão também ganhou espaço e projeção nos periódicos da capital e de São Paulo<sup>22</sup>. O principal responsável pelo projeto dos fusos<sup>23</sup> foi Henrique Morize, então diretor do Observatório Nacional. O mapa do Brasil que observamos abaixo mostra as divisões horárias que foram então estabelecidas<sup>24</sup>. Temos assim o fuso amarelo, o azul, o vermelho e o verde correspondendo, respectivamente, aos fusos de menos duas horas do meridiano de Greenwich, menos três horas, menos quatro horas e menos cinco horas. Além dos fusos, estão indicadas as linhas teóricas das fronteiras horárias. A primeira (verde) atravessando o Nordeste; a segunda (roxa) passando pelo Sul do país, depois por Mato Grosso e Pará<sup>25</sup>; e a terceira (vermelha) cortando Acre e, sobretudo, Amazonas.

---

17 Este trabalho faz parte de uma pesquisa de mestrado mais ampla intitulada "O estabelecimento da Hora Legal Brasileira: o Brasil adota o meridiano de Greenwich", defendida em março de 2014 na Universidade Federal Fluminense.

18 O estabelecimento de um sistema horário internacional vinha sendo discutido desde o século XIX, principalmente depois que os telégrafos e as vias férreas ampliaram suas redes. Em 1884, a convite dos Estados Unidos, vinte e seis nações (incluindo o Brasil) se reuniram para discutir a adoção de um meridiano de longitude que servisse como marco zero tanto para um sistema horário quanto para o sistema de coordenadas longitudinais. Vale lembrar neste sentido que cada país utilizava o(s) meridiano(s) que lhe fosse(m) mais conveniente(s). Muito comum era a escolha do meridiano que passasse pelo principal observatório do país, como era o caso do meridiano de Greenwich, na Inglaterra. Durante o Congresso de Washington foi discutida e aprovada a adoção do meridiano de Greenwich como marco zero do sistema longitudinal e do sistema horário. (BARTKY, 2007; INTERNATIONAL CONFERENCE, 1884; CORLISS, 1952)

19 Apesar da iniciativa do Congresso de Washington de 1884, a adoção do meridiano de Greenwich como marco zero foi lenta e gradual. No entanto, em 1905, na Europa, apenas 3 países e a Irlanda ainda não haviam mudado suas referências longitudinais. (BARTKY, 2007, p. 132) Dentre eles estava a França, principal opositora a adoção deste meridiano em particular. Esta, no entanto, também adota o meridiano de Greenwich em março de 1911. (GA-PAILLARD, 2011). Desta forma, a organização de um sistema horário internacional ganhou fôlego e o Brasil seguia, portanto, este movimento.

20 A produção cartográfica se beneficiaria da padronização do meridiano inicial na medida em que ela tinha por base as coordenadas latitudinais e longitudinais. Segundo Capel, "Entre los temas más discutidos en los congressos del siglo XIX se cuentan la cuestión del meridiano inicial, la unificación de las observaciones meteorológicas, la realización de un mapa de la tierra a escala 1:000.000, (...)" (CAPEL, 1981). Analisando o papel e as contribuições dos congressos internacionais de geografia, desde o primeiro ocorrido em 1871 na Antuérpia, Nunes também aponta que, durante o século XIX, "o equacionamento de questões práticas relativas ao 'progresso' dependia de soluções produzidas no âmbito da ciência, o que conferia a esta um sentido fortemente instrumental." Dessa forma, podem ser entendidos "os esforços realizados nos congressos no sentido de padronizar nomenclatura, convenções cartográficas e procedimentos científicos". (NUNES, 2011).

21 Vale lembrar também que o tema da organização de um sistema horário mundial ganhara certa visibilidade nos periódicos da capital em fins do século XIX devido à participação no Congresso de Washington (1884) do então diretor do Imperial Observatório do Rio de Janeiro, Luiz Cruls. Este último, representando o país, se absteve da votação final que propunha a adoção do meridiano do observatório de Greenwich como meridiano inicial do sistema horário mundial. Em 1897, escrevendo para a seção "Revista Científica" da *Revista Brasileira*, Cruls comentara o tema e justificara seu voto: "A razão principal em que assentamos esse nosso procedimento foi por considerar ineficaz em seus efeitos semelhante medida, enquanto não fosse ela adotada pelo conjunto das grandes potências marítimas, e, era este o caso, logo que uma só delas, como a França, se abstivesse, pois que, pela sua essência mesma, a adoção da medida devia ser universal." (CRULS, L., Revista Scientifica, In: *Revista Brasileira*, 1897, p. 373; Sobre a *Revista Brasileira* e a divulgação da ciência ver: VERGARA, 2008). Nesta época, ainda que a questão tivesse sido apresentada, nenhuma iniciativa foi feita no sentido de propor uma regulamentação da hora, o que ocorreu, portanto, apenas no início do século XX.

22 As notícias sobre a elaboração de um fuso horário mundial, sobre a adoção da Hora Legal Brasileira e a sobre o encaminhamento desta questão pelo Ministro da Agricultura, Indústria e Comércio, Pedro de Toledo, foram publicadas nos principais periódicos da capital (*Jornal do Commercio*; *Jornal do Brasil*; *O paiz*; *A Noite*; *Correio da Manhã*), assim como tiveram repercussão também em periódicos de São Paulo (*Revista de Engenharia*).

23 O projeto discutido nas sessões do Clube de Engenharia, uma vez aprovado pelos membros do Clube, foi encaminhado aos Ministérios da Marinha; Agricultura, Indústria e Comércio; Viação e Obras Públicas; transformando-se posteriormente no projeto de lei nº 280 e finalmente na lei nº 2.784. (*Revista do Clube de Engenharia*, 1926; Anais da Câmara dos Deputados, 1889-1930; Anais do Senado Federal, 1890-1998)

24 Publicado na obra *Notícias sobre a hora legal*, este mapa foi elaborado por Henrique Morize no intuito de esclarecer sobre as funções da Hora Legal Brasileira assim como apresentar as novas divisões horárias do país.

25 Isto considerando a configuração dos estados brasileiros de 1911/1913, período de elaboração e aprovação da lei nº 2.784.



26

Este mapa dos fusos é especialmente valioso por tornar bastante nítida a forma como foram adaptadas linhas teóricas do sistema horário internacional ao território brasileiro. Para que esta adaptação fosse feita era preciso avaliar o espaço por onde estas linhas teóricas passavam e propor linhas aproximadas que pudessem levar em conta fatores geográficos e divisões político-administrativas do país<sup>27</sup>. Evidentemente, a maneira mais simples de realizar esta adaptação seria utilizar as fronteiras inter-estatais do país, já estabelecidas, para delimitar as faixas horárias. Esta não foi a opção de Morize. Este último mostrara-se especialmente cuidadoso em respeitar, segundo ele, “o princípio adotado na Convenção de Washington”<sup>28</sup>. Cuidado este necessário para que a diferença entre a hora local e a hora legal não ultrapassasse 30 minutos<sup>29</sup>, o aumento dessa diferença seria para Morize “intolerável e perturbaria as relações sociais que espontaneamente tomam como base a hora solar real.”<sup>30</sup>. Era preciso, portanto, criar novas fronteiras, *fronteiras horárias*.

Para realizar esta tarefa Morize, buscou apoiar-se em marcos geográficos, frequentemente considerados fronteiras naturais por serem entendidos como elementos divisórios ou barreiras naturais. Para a região do Nordeste, Morize tentou aplicar esta lógica. Visto que a região era atravessada pela fronteira teórica dos fusos de menos duas horas e menos três horas, dizia ele:

Procurei dividir a área de Pernambuco entre os dois fusos adjacentes, mas infelizmente não se encontra naquele Estado nenhum *acidente geográfico suficientemente característico e convenientemente dirigido*, para que esta solução seja possível. Fica-se, portanto, reduzido à escolha entre a inclusão total desse Estado nos fusos ‘menos duas horas ou de ‘menos três horas’.<sup>31</sup>

Diante da ausência de um acidente geográfico importante, como ele mesmo coloca, Morize decidiu flexibilizar a fronteira horária nesta região para incluí-la no fuso de menos três horas de Greenwich. Fuso este que compreendia o litoral do país. Agindo assim, incluiu também o resto da região no mesmo fuso já que o estado de Pernambuco se estendia em longitude<sup>32</sup>. Por outro lado, o estado do Pará<sup>33</sup>, que também era atravessado por uma fronteira teórica<sup>34</sup>, foi de fato dividido. Morize utilizou a bacia hidrográfica deste estado para delimitar a fronteira horária. Assim o rio Xingu e o rio Jarí serviram como linha divisória entre os dois fusos que passaram a dividir o estado do Pará em dois horários distintos.

26 MORIZE, Henrique, *Notícias sobre a hora legal fundamentada no sistema dos fusos horários e respectivo projeto de regulamento*, Rio de Janeiro, Ministério da Agricultura, Indústria e Comércio, 1913.

27 Nas palavras de Morize: “A dificuldade encontrada está em transportar para o terreno os meridianos que servem de limites aos fusos. Como todos sabem, os meridianos são linhas abstratas, que será preciso materializar no terreno para que a reforma possa reproduzir bons frutos. Esta demarcação será muito penosa, e é a sua substituição por alguma approximativa que deveremos estudar em outra sessão.” (*Revista do Clube de Engenharia*, 1926, p. 154)

28 *Revista do Clube de Engenharia*, 1926, p. 164. O princípio ao qual Morize faz referência na citação não era outro senão o de modificar a hora legal a cada 15° de longitude, contando os graus de longitude a partir do meridiano de Greenwich.

29 A hora local correspondia à hora do meridiano local e a hora legal seria, com a aprovação da lei, a hora do meridiano central do fuso horário adotado para cada região do país.

30 *Ibid.*

31 *Ibid.*, p. 183, grifo nosso.

32 Morize explicava da seguinte forma a questão: “O Estado de Pernambuco, por estender-se muito em longitude, tem mais de metade de sua área no fuso teórico de ‘menos três horas’ e penetrando ao longo do S. Francisco, ali enfrenta com a Bahia. Resultaria então que os relógios dos pontos de Pernambuco deveriam, no mesmo momento físico, marcar uma hora mais que os pontos fronteiros da Bahia, muito embora estivessem estes mais a Leste que os primeiros e, portanto, devessem ter hora maior.” *Ibid.*, p. 183.

33 Nesta época o Pará também compreendia o atual estado do Amapá.

34 Separando os fusos de menos três horas e menos quatro horas. Ver mapa acima.

No entanto, para a região Sul, Morize não aplicou a mesma lógica. Esta região também atravessada por fronteiras horárias, não somente não sofreu qualquer divisão horária, como a possibilidade da divisão horária sequer foi considerada. Morize conjecturou apenas que, estando a maior parte do estado do Rio Grande do Sul teoricamente no fuso de menos quatro horas de Greenwich, este estado poderia ser integrado a este fuso. Ficaria porém “discordando dos demais Estados do Sul, com os quais mantém ativas relações.” Sendo assim, Morize decidiu incorporar a região Sul também ao fuso de menos três horas de Greenwich. Desta forma, o litoral do Brasil passou a possuir um único fuso<sup>35</sup>.

Enquanto o litoral<sup>36</sup> manteve uma única faixa horária, o interior do país foi dividido. Henrique Morize propôs dois fusos para o interior. A linha divisória que serviu para delimitar o limite destes fusos é significativa na medida em que era, também, uma linha teórica. De fato fica evidente no mapa, assim como no texto da lei, que a divisão feita entre o terceiro e quarto fusos brasileiros era uma reta<sup>37</sup>. Vale lembrar que se tratava, neste caso, da uma zona recentemente anexada<sup>38</sup>, cuja geografia ainda não havia sido amplamente explorada<sup>39</sup>, ainda que muitas iniciativas estivessem sendo feitas para, justamente, suprir esta falta<sup>40</sup>. Por isso mesmo a reta que servia de divisória horária partia de um ponto conhecido (Tabatinga) para atingir outro (Porto Acre). Não podemos deixar de assinalar igualmente que Morize considerava ser esta uma solução provisória<sup>41</sup>.

Cabe tecer breves comentários quanto às decisões de Morize. Em primeiro lugar, podemos ressaltar o peso que a geografia do país tinha quando tratava-se de estabelecer fronteiras, ainda que elas fossem internas. Em seguida, podemos destacar os aspectos sociais e econômicos considerados por Morize no momento de dividir os fusos. Neste sentido podemos inferir que tanto para o Nordeste quanto para o Sul, Morize defendeu o uso de um fuso que seria o mesmo da capital. Ele reforça mais este argumento quando diz que o litoral ficaria integrado no mesmo fuso. Sendo assim parece-nos que o peso das linhas comerciais e da navegação de cabotagem também influenciou a decisão de Morize quanto à questão horária<sup>42</sup>. Além disso, não devemos esquecer que a hora também era um fator de integração. Morize parecia reforçar, portanto, a integração do litoral brasileiro<sup>43</sup>. Ao mesmo tempo, ele reforçava também a divisão que existia entre o litoral e o interior do país. Fica particularmente nítida esta repartição quando consideramos o quarto fuso horário do país<sup>44</sup>.

As propostas de Morize não ficaram isentas de críticas. Lúcio Martins Rodrigues, engenheiro e professor

35 “todo o litoral brasileiro, bem como a parte mais povoada do seu interior, (que) gozará do benefício de ter somente uma hora local.” *Ibid.*, p. 183.

36 Minas Gerais e Goiás, estados do interior do país, também foram incluídos neste fuso provavelmente devido às fortes relações que mantinham com a costa.

37 Diz o texto da lei nº2.784, artigo 2º, alínea c: “O terceiro fuso, (...) compreenderá o Estado do Pará a W [oeste] da linha precedente, o Estado do Mato-Grosso e a parte do Amazonas que fica a E [este] de uma linha (círculo máximo) que partindo de Tabatinga, vá a Porto Acre; (incluídas essas duas localidades no terceiro fuso)”.

38 O Tratado de Petrópolis, assinado entre Brasil e Bolívia, que anexava o território do Acre ao Brasil datava de 1903.

39 É válida a lembrança, a título de exemplo, da dificuldade encontrada por sucessivas comissões em fins do século XIX e início do século XX para encontrar e demarcar as nascentes do rio Javari (considerado como o ponto geográfico que historicamente definiu o extremo Oeste do Brasil). Ver: VERGARA, 2010; PEIXOTO, 2002. Além disso, no ano de 1913, posterior ao debate dos fusos, Henrique Morize ainda apontava a escassez de documentos da região acreana quando ficou encarregado de emitir um parecer sobre o mapa do território do Acre elaborado pelo engenheiro Masô. (Parecer relativo ao mapa da região do Acre pelo engenheiro J. Masô, Arquivo do Clube de Engenharia.)

40 Muitas comissões de exploração e levantamento da região amazônica surgiram em fins do século XIX e início do século XX, impulsionados em grande parte pela necessidade de demarcação de fronteiras. VERGARA, 2010.

41 Dizia ele no Clube de Engenharia: “A dívida provisória no Amazonas poderia ser uma linha (círculo máximo) que, partindo de Tabatinga, fosse à Prefeitura do Acre”. *Revista do Clube de Engenharia*, 1926, p. 184, grifo nosso.

42 Vale lembrar que a navegação de cabotagem estava centralizada, na época, na praça comercial e financeira da capital. Esta última possuía o porto mais importante do Atlântico Sul, principal destino da navegação transoceânica ou escala obrigatória para se atingir outros portos importantes da América do Sul. A ligação entre este porto e as regiões Norte, Nordeste e Sul, parecem, portanto essenciais numa época onde a comunicação entre os estados era essencialmente feita pelos vapores e paquetes. (*O Brasil. Suas riquezas naturais. Suas indústrias*. v. III, Rio de Janeiro: Indústria de Transportes e Indústria Fabril, 1909.)

43 “O segundo, de todos o mais importante, é aquele em que a hora legal é igual à de Greenwich diminuída de 3 horas, compreendendo todo o litoral (...) tem a grande vantagem de dar a todo o litoral a mesma hora legal, sem que a pequena diferença existente produza incômodo, oferecendo em compensação, em vez das divergências antigas, a grande vantagem de que todas as estradas de ferro, repartições de telégrafos, e linhas de navegação, mostram simultaneamente a mesma hora, desde o Pará até o Rio Grande do Sul, o que é de incontestável vantagem, sem que a diferença existente entre as horas legais e as naturais, seja sensível na vida comum.” (MORIZE, 1987, p. 163)

44 Vale lembrar que para o quarto fuso horário Morize considerou as relações que esta região mantinha com os vizinhos (Peru e Bolívia). Colocando-os no mesmo fuso que estes países, Morize reforçava a relação entre eles e, consequentemente, reforçava também a separação da região em relação ao litoral. Dizia Morize: “A separação entre os fusos de “menos quatro horas” e o de “menos cinco horas” será efetuada por forma análoga. O território do Acre e o cedido pela Bolívia, os quais se acham em totalidade do fuso de “menos cinco horas” ficarão lhe pertencendo. Quanto ao trecho do Amazonas, que fica além de Tabatinga, pode também sem inconveniência caber-lhe, porque, além de geograficamente pertencer-lhe, é muito distante de Manaus e já que tem muitas relações com os vizinhos (Peru e Bolívia), convém ter a mesma hora que estes.” (*Revista do Clube de Engenharia*, 1926, p. 184).

da Escola Politécnica de São Paulo, publicou em junho de 1911<sup>45</sup> um artigo desaprovando a proposta do Clube de Engenharia do Rio de Janeiro. Entendendo que o sistema horário mundial deveria servir para facilitar a disposição horária no país e no mundo, Lúcio Rodrigues defendia que as unidades horárias dentro do país deveriam ser mantidas, ou seja que os estados não deveriam possuir fusos horários distintos, como era o caso do Pará e do Amazonas<sup>46</sup>. Ele lembrava também neste artigo que a unidade horária do Rio Grande do Sul, ao contrário, foi preservada. Sendo assim, segundo Rodrigues, a mesma lógica deveria ser aplicada aos estados do Norte do país:

O que foi estabelecido no projeto para o Estado do Rio Grande do Sul, que é cortado quase a meio pelo meridiano limite do primeiro fuso do continente e que apesar disso fica com a unificação da hora em seu território, poderia com maior razão ser estabelecido para o Amazonas, evitando-se assim a dualidade de horas no território de um mesmo Estado. (*Revista de Engenharia*, 1911.)

A crítica de Lúcio Rodrigues é fundamental por evidenciar as escolhas que existiam por trás da criação dos fusos horários brasileiros. Como ele mesmo afirmava “No fundo é uma questão pura de convenção que se poderá dilatar mais ou menos conforme o interesse nacional assim o exigir.”<sup>47</sup>. O projeto do Clube de Engenharia e as propostas de Henrique Morize contidas nele foram aprovadas e viraram lei em 1913. O que pretendemos demonstrar aqui, no entanto, foi menos uma questão da influência e disputa dessas instituições na política<sup>48</sup> e mais o quanto as decisões relativas ao estabelecimento dos fusos horários brasileiros continham, indubitavelmente, representações e interpretações do território. Estas últimas definiam os critérios a serem adotados no momento de adaptar linhas horárias teóricas ao território do país ou no momento de criar fronteiras horárias.

## Referências

### Fontes

BRASIL. Congresso Nacional. Câmara dos Deputados. Anais da Câmara dos Deputados, 1889-1930. Disponível em: <<http://imagem.camara.gov.br/diarios.asp>> Acesso em: 03/06/2013.

BRASIL. Congresso Nacional. Senado Federal. Anais do Senado Federal, 1890-1998. Disponível em: <[http://www.senado.gov.br/publicacoes/anais/asp/PQ\\_Pesquisar.asp](http://www.senado.gov.br/publicacoes/anais/asp/PQ_Pesquisar.asp)> Acesso em: 18/08/2012.

CLUBE DE ENGENHARIA, Atas das sessões ordinárias do conselho diretor do Clube de Engenharia – 1911. *Revista do Clube de Engenharia*. Rio de Janeiro, nº 28, 1926.

CRULS, L., Revista Científica. *Revista Brazileira*. T. X, 1897.

INTERNATIONAL CONFERENCE, “Fixing a prime meridian and a universal day”, Washington: Gibson Bros., 1884.

O Brasil. *Suas riquezas naturais. Suas indústrias*. v. III, Rio de Janeiro: Indústria de Transportes e Indústria Fabril, 1909.

MORIZE, H., *Noticia sobre a hora legal fundamentada no sistema dos fusos horarios e respectivo projeto de regulamento*, Rio de Janeiro, Ministério da Agricultura, industria e commercio, 1913.

REVISTA DE ENGENHARIA, Publicação mensal de Engenharia Civil e Indústria, Arquitetura e Agronomia, São Paulo, vol. 1, nº1, 10 de junho 1911.

### Livros e artigos

BARTKY, Ian R., *One Time Fits All: the campaigns for global uniformity*, California: Stanford University Press, 2007.

CAPEL, Horácio, *Filosofía y Ciencia en la Geografía Contemporánea*, Barcelona: Barcanova, 1981.

CORLISS, Carlton J., *The day of two noons*, Washington: Association of American Railroads, 1952.

GALISON, Peter, *L'empire du temps: les horloges d'Einstein et les cartes de Poincaré*, Paris: Gallimard, 2005 (trad. francesa).

GAPAILLARD, Jacques, *Histoire de l'heure en France*, Paris: Vuibert, 2011.

MARINHO, Pedro E. M. de Monteiro, *Engenharia Imperial: O Instituto Politécnico Brasileiro (1862-1880)*, Niterói: Departamento de História / UFF, 2002.

MORIZE, Henrique, *Observatório Astronômico, um século de história (1827-1927)*, Rio de Janeiro : Museu de Astronomia e Ciências afins : Salamandra, 1987.

45 No número de lançamento da Revista de Engenharia de São Paulo. *Revista de Engenharia*, São Paulo, vol. 1, nº1, junho 1911.

46 Afirmava Rodrigues na *Revista de Engenharia*: “O Estado do Amazonas ficará, como o do Pará, com duas horas distintas nos seus territórios. É um dos inconvenientes apontados e que poderia ser evitado pela deformação dos meridianos extremos dos fusos. [...] O inconveniente de dilatar de mais alguns minutos a diferença entre o tempo legal e o tempo solar, seria largamente compensado pela unificação da hora em seu território, pois é evidente que a principal vantagem da reforma é justamente estabelecer a unificação estadual e nacional da hora, ao mesmo tempo que obedecendo aos princípios básicos da convenção de Washington.”. *Revista de Engenharia*, 1911, p. 32.

47 *Revista de Engenharia*, 1911, p. 32.

48 Alguns estudos apontam, inclusive, o peso e a influência que os engenheiros ganhavam na esfera política durante a Primeira República, com destaque para o Clube de Engenharia. Ver: MARINHO, Pedro E. M. de Monteiro, *Engenharia Imperial: O Instituto Politécnico Brasileiro (1862-1880)*, Niterói: Departamento de História / UFF, 2002.

NUNES PEREIRA, Sérgio, "I Congresso Brasileiro de Geografia (1909): um 'festival científico' no início do século XX", In: HEIZER, Alda; VIDEIRA, Antonio Augusto Passos (Org.), *Ciência, Civilização e República Velha nos Trópicos*. Rio de Janeiro: Mauad X/FAPERJ, 2010, pp. 157-177.

PEIXOTO, R. A. O mapa antes do território. O Rio Javari e a Construção do Espaço Nacional. *Trajetos*, v. 2, n.3, p. 139-151, 2002.

VERGARA, Moema de Rezende, "Astronomia e divulgação científica na imprensa do Rio de Janeiro no final do século XIX", In: ALMEIDA, M.; VERGARA, M. (Org.), *Ciência, história e historiografia*, São Paulo: Via Lettera, Rio de Janeiro: MAST, 2008, pp. 257-265.

\_\_\_\_\_. Ciência, fronteiras e nação: comissões brasileiras na demarcação dos limites territoriais entre Brasil e Bolívia, 1895-1901. *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi. Ciências Humanas*, v.5, p. 345-361, 2010.

### ***Longitude e universalização da ciência: técnica e diplomacia no século XIX***

**Moema Vergara**

Muito do trabalho do historiador da ciência é mostrar o quanto de social há na prática científica e com isto relativiza a imagem do senso comum de que a ciência está acima do bem e do mal. Um bom exemplo é tomar algo que se tem por "natural" como as coordenadas geográficas e os fusos horários e analisar o quanto de consenso e embates políticos e diplomáticos há nestas ideias. Existe um ponto de convergência que deixa transparecer as relações entre ciência, tecnologia e diplomacia e este pode ser visto no Congresso de Washington de 1884.

O objetivo daquele congresso era unificar as longitudes e estabelecer a hora universal. Para a localização geográfica, ao longo dos tempos, foi utilizada uma rede quadriculada de paralelos e meridianos projetada sobre a superfície terrestre para designar locais, com paralelos enumerados de 0-90 graus norte e sul do equador (latitude), que divide a Terra horizontalmente ao meio. Diferente da latitude não há um ponto de partida óbvio nas linhas meridianas para as posições leste-oeste. No decorrer da história, cartógrafos escolheram arbitrariamente (geralmente um marco importante da região) o ponto inicial para o meridiano primário (Bartky, 2007, p. 1). Tendo em vista que a longitude não é naturalmente evidente, o ponto inicial para o seu cálculo era atribuído conforme os interesses e a comodidade dos cartógrafos. Assim, havia uma multiplicidade de meridianos zero nas cartas de navegação e mapas. Uma das características da ciência, principalmente nos oitocentos, foi a procura em estabelecer uma linguagem universal, então nada mais justo que procurar estabelecer uma meridiano inicial para todos. No caso da cartografia esta preocupação estava expressa no Primeiro Congresso Internacional de Geografia em 1871 na Antuérpia. Segundo Bartky, entre os cartógrafos já havia uma tendência em se adotar o meridiano do Observatório de Greenwich por conta da eficácia do Almanaque Náutico produzido por aquele observatório. Mas países como a França, Itália, Portugal e Espanha ainda utilizavam o meridianos iniciais nacionais (2007, p.42). Assim, a partir da segunda metade do século XIX, a questão da diversidade de meridianos originais tornou-se um problema: a invenção do telegrafo, navegação a vapor, depois das ferrovias, que permitiam uma rápida comunicação através do mundo, produziam crescentes inconvenientes entre as horas locais (Lagarde, 1979, p. 301). O maçante trabalho de converter diferentes longitudes dos mapas consistia numa perda de tempo e que deveria ser superado.

Antes de avançar importante lembrar que o dia possui 24 horas pela rotação da Terra e a determinação de um meridiano zero é fundamental para o estabelecimento dos fusos horários. Na França por exemplo, cada malha ferroviária utilizava as horas da principal cidade servida. A medida em que o sistema ia se tornando mais abrangente a hora de Paris ia banindo as horas locais, até que em 1888, Paris estabelecia a hora para os trens de todo o país. Eram os relógios das estações de trem que regulavam a cidade. Fácil inferir que a partir deste momento as horas deveriam ser coordenadas para evitar acidentes ferroviários (o que aconteceu com freqüência ao longo do século XIX). E para resolver a coordenação dos horários, o telégrafo foi uma poderosa ferramenta ao ser adicionado a um relógio, assim, uma corrente elétrica fazia um sinal percorrer enormes distâncias quase que instantaneamente. Pelo registro da chegada de sinais telegráficos sobre um tambor rodando com precisão a transmissão das horas podia ser feita muito mais exatamente do que por meios acústicos anteriores<sup>49</sup>. A questão se complica justamente com as longas viagens tanto a vapor quanto de trem, ao longo do percurso um viajante se separava com vários horários de diferentes observatórios (Galison, 2003, p. 100).

Desde a fundação dos primeiros observatórios nacionais, como o de Paris e de Greenwich, boa parte da

<sup>49</sup> Provavelmente Galison está fazendo menção ao método olho e ouvido que consistia em observar através de fios verticais na mira do telescópio uma determinada estrela e coordenar esta observação com duas batidas do relógio escutado imediatamente antes e após a estrela cruzar o fio (sheehan, 148)

tarefa dos astrônomos estava ligada a natureza prática de seu ofício, que consistia na astronomia de posição. Sheehan afirma de forma um tanto dramática que “eles devotavam suas vidas” na preservação da hora e na “computação de tabelas com o movimento lunar e dos satélites de Júpiter para ajudar os navegantes em seu trabalho com o cálculo das longitudes” (Sheehan, 2013, p. 141). O estabelecimento das coordenadas geográficas também fora a motivação para a criação do Observatório Imperial do Rio de Janeiro em 1827.

Assim, o Congresso Internacional de Geodésia, de 1883, realizado em Roma tinha por objetivo a adoção de um meridiano inicial único e a unificação do tempo pela introdução de uma hora universal. Este Congresso fora organizado no âmbito de uma sociedade científica e deveria ser orientado para atender os imperativos da ciência:

O momento não é mais de uma ciência pura que possa fugir das demandas práticas e que governantes e administradores possam evitar consultar os cientistas sobre questões que toquem à ciência. A teoria e a prática, sem se confundir, não estão em oposição; o ideal moderno comprehende ao mesmo tempo à verdade abstrata e as aplicações úteis (Hirsch, A; Oppolzer, Th v, 1883, p. 6).

Assim, aquele evento seria exclusivamente científico sem nenhuma pretensão de convencimento das nações a adesão aos novos parâmetros de cálculo de longitude. Na ata do Congresso de Roma fica muito claro a ideia de que esta reforma iria ferir o “amor próprio” das nações que tinham seus meridianos iniciais ditados por seus observatórios nacionais, mas este sentimento deveria ser sacrificado em benefício de um bem maior. Para vencer este obstáculo era preciso acionar a diplomacia. Desta forma, já estava previsto que o Congresso de Washington ocorreria no ano seguinte, sendo organizado pelos Estados Unidos que convidou todas as suas nações amigas, para resolver esta questão do ponto de vista das relações internacionais. O Brasil não participou do encontro de Roma, mas fora convidado ao Congresso de Washington. O representante brasileiro fora o então diretor do Observatório Imperial do Rio de Janeiro, Luiz Cruls que convenceu D. Pedro II a patrocinar sua viagem utilizando justamente os argumentos da grandeza territorial do Brasil.

Em relação ao convite dirigido ao Governo do Brasil, julgo conveniente que fosse este país representado no futuro congresso, pois que trata-se de um assunto cuja solução interessa altamente o império do Brasil, como primeira potência sul-americana e para ser um dos quatro países de maior superfície do mundo inteiro, sento os três outros: a Rússia, a China e os Estados Unidos. Parece-me, pois que o convite dirigido ao Governo do Brasil deve ser aceito, a fim de que o delegado brasileiro possa tomar parte deliberativa nas discussões que se haverá no Congresso internacional de Washington. Em consequência, peço a V. Ex. que se digne a responder ao aviso da delegação americana no sentido de ser comunicado ao Governo dos Estados Unidos que o Brasil, aceitando ao seu convite, enviará um delegado a fim de representá-lo no referido congresso.

Luiz Cruls conseguiu convencer o Imperador e chegou a desempenhar o papel de secretário do Congresso. Ele votou contra a adoção do meridiano de Greenwich como meridiano universal, pelo fato de sua escolha possuir mais um caráter utilitário o que não contribuía para a neutralidade da ciência. No arquivo do Museu de Astronomia e Ciências Afins, há uma coleção de cartas que nos ajuda a entender as motivações deste astrônomo e suas expectativas com relação a aquele Congresso. E assim, pretendemos compreender a participação brasileira em um momento importante da mundialização da ciência e as tensões com os interesses locais.

#### Referências

- BARTKY, Ian R. *One time fits all: the campaigns for Global Uniformity*. Stanford University press, Stanford, 2007.
- GALISON, Peter. Os relógios de Einstein e mapas de Poincaré: Impérios do Tempo. Tradução Nuno Figueiredo. Lisboa: Gradiva, 2003.
- HIRSCH, A; OPPOLZER, Th v. *Unification des longitudes par l'adoption d'un méridien initial unique, introduction d'une heure universelle. Extrait des Comptes Rendus de la Septième Conférence générale de L'Association Géodésique Internationale, réuni à Rome, en Octobre 1883. Bureau central de L'Association Géodésique Internationale*.
- LAGARDE, Lucie. Historique du problema du meridiene origine en France, *Revue d'Histoire des Sciences*, 1979, XXXII/4, p.301
- SHEEHAN, William. From the Transits of Venus to the Birth of Experimental Psychology. *Physics Perspective* 15 (2013) 130–15.

***Land knowledge integration system in geographical reality: a view from India***  
**Anand Mishra**

Geography basically is a subject of spatial analysis. Development of knowledge, human society, culture and productive processes have an association with geographical knowledge—knowledge about our home, the earth. In ancient times people got interested to know about their land and surroundings. During this process of understanding of land, there emerged not only knowledge about land but also various methods to measure, monitor and map the land. Methods available with them were primitive but the greatest method they had with them was attachment with their land in terms of continuous use and basically their knowledge about their own lands in relation to the other elements of nature, was based on 'direct experience'. And, this experience in the form of knowledge is just not limited to individuals, but it has got into 'public domain' as a sort of 'tradition'. Such 'traditions' which got established in the human society can be called as "Land-Knowledge Integration System." Basically, the settlements started in flood/alluvial plains of river valleys and basins. In India, with vast floodplains available, settlements were established in such a way that the settlement remained high and dry during flood (of a certain magnitude) and the fields are flooded annually. And, the agricultural practices are in consonance with the nature and its seasonal rhythms. They knew crop varieties suitable to particular places. Of course, habitations in the mountains, footslopes and other inhospitable terrains are a consequence of so called 'pushing factors'. Even in such places, the habitations and life was based on the knowledge gained by a study of geography around though long years of firsthand experience. This is in a nutshell what can be called as "Land-Knowledge Integration System." This knowledge remained within the societies as 'traditions' and it was unwritten and not conceptualized in the terms of modern knowledge system. They had their own methods of resource appraisal, resource utilization and resource replenishment. They welcomed the floods. Flood was considered a boon naturally replenishing their resource—the land. Of course, when population pressure increased flood basins too were occupied and then floods became a bane. Continuity of this knowledge system and natural relationship between the people and the nature suffered because of some unwanted interventions. The foremost of the interventions in our country which disturbed our knowledge system is colonial rule. People through cumulative knowledge acquired viable potentiality to manage their land resources and improved its quality for better utilization. Geographical variation in occurrence of land resources have played major role in process of people perception towards better land management. The geographical component such as mountain, river, ocean, plateau, plane and forest creates various environmental opportunities for human being to meet their challenges through learning of nature and its eco- system. The varied nature of cumulative knowledge in time and space are the best tools for several emerging problems in land use planning. People of different regions and communities have used this acquired knowledge and tools over various periods of time segments. Consequently, the land -knowledge integration survey and its documentation in order to protect our land quality is necessary for sustainable land use planning. Recently, unprecedented floods, manmade disasters and change in land use pattern and its adverse impact on sustainability of land has imposed serious threats to our policy makers. Moreover, the emerging pressure of mono- culture, corporate directed developmental activities and disappearance of community's knowledge are some aspects which needs attention from policy as well as researchers to study these issues. In this context, wide spread community knowledge and its relation to local geography are an interesting point for scientific inquiry and incorporation for policy to local problems. The emerging debate is quite pertinent to Indian sub continent because of its diversified culture, level of interactive knowledge, multiple geographical features and long heritage of historical development. These aspects require a need for comprehensive policy framework which go in depth and develop a suitable integrated knowledge approach for land use planning.

This initial system has great significance for modernization processes in geographical studies. In the Indian context, man-land relation could be understood through in-depth analysis of the pattern and evolution processes of Indian village settlements. The 20th International Geographical Union (IGU, London, 1964) observed, "the scientific study of settlement must be founded on an appreciation of the nature and limitation of historical perspective, whether archaeological or documentary". It further suggested that 'purposive field work in historical geography demands not only a close acquaintance with varieties of settlement forms and their expression in the landscape, but also equally an intimate appreciation of site qualities (in Singh, 1975). It was in this perspective initial geographical studies in India were mostly on settlements, especially rural settlements. The first and second world wars may be considered as major turning points in this regard and during this period most of the geographical paradigms evolved to fulfill the need of the then ruling class. Developmental framework devised by the British colonial powers for the development of India to meet their interests is the major framework within which shift in geographical paradigms took place and most of the early geographers in India from

British School both of British and Indian origin conducted their geographical studies and evolved frameworks to suit colonial developmental models. That is why most of the geographers of the British period can be called as 'state sponsored geographers.' Unfortunately, the same trend has continued for quite a long time even after the end of colonial rule and like in many aspects, we are following same methodologies and philosophies in our geographical studies. The present paper is an attempt by author to briefly portray the dynamics of shifting and emerging paradigms in geography in India.

***The indian ocean in Arab geography: transmission of knowledge between formal and informal geographical traditions***

**Marina Tolmacheva**

The focus of the proposed paper is the transmission of geographical knowledge about the Indian Ocean in medieval Arabic scholarship. The goal is to observe, confirm or articulate the probabilities of knowledge transmission across time and massive diversity of Islamic societies of the region and to assess its place in the history of Islamic science and civilization. Two levels of knowledge transfer are explored : between formal and informal geographical records and between academic geography and the practical knowledge of the ocean and its coasts by Indian Ocean mariners.

Locations from the Red Sea to Ceylon and to Madagascar along the East African coast were first recorded in Antiquity. The data from the *Periplus of the Erythraean Sea* and the *Geography* of Ptolemy were among those collected and translated by early Arabic geographers. Ptolemy's toponyms and their geographical coordinates from his tables of longitude and latitude were sometimes omitted, lost, or garbled in extant medieval manuscripts of the Islamic geographical works. However, his system of world geography made a lasting imprint on the methodology of geographical theoreticians and mathematical geographers from al-Khorezmi in the 9th century to al-Idrisi in the 12th century. Idrisi's *Geography* (*Nuzhat al-Mushtaq*), composed in Sicily at the Norman court of Palermo, was highly regarded and often quoted by later Islamic cosmographers, but his maps were much less frequently imitated. In Palermo, Idrisi had access to Ptolemy's *Geography* and other European (as well as Islamic) sources, and his cartographic representation of the Indian Ocean has long been recognized as influenced by Ptolemy's map. What Idrisi communicated to the reader gained trust and following among generations of Arabic scholars, including Ibn Khaldun. The paper considers what the information drawn from the various Idrisi sources tells us about his vision of the Indian Ocean, confidence in his sources, and the methods he used to ensure cartographic precision.

Later Islamic cosmographies borrowed selected aspects of Ptolemaic methodology or at least paid lip service to his authority, without going back to the original source. Increasingly, there appeared to be a disconnect between the "academic" writing about and the practical knowledge of the Indian ocean by Arab and Muslim seafarers. The paper scans and briefly analyzes the type of information that may be gathered from sailors' tales (such as in the *Arabian Nights* and the *Wonders of India*, 953 C.E.) and travel reports of authors who sailed the Indian Ocean – like al-Mas`udi (10th c.) or Ibn Battuta (14th c.). Those books provide but glimpses into the oceanic environment beyond major emporia, but even on the basis of incomplete information we can partially recreate the geopolitical picture of the economy, Commerce and navigation in the coastal zones of the monsoon seas. Still, until the 14th century, only a few extant compositions contain fairly complete business information about the practical side of the business. In the 13th century an important exception is the *Tarikh al-Mustabsir* of Ibn al-Mudjawir (1232), who described how monitoring of vessels near the sushi techniques long voyage over the Equator and the port in Aden and on Socotra. The famed late-15th-century Omani pilot Ahmad ibn Majid (d. c. 1500) and the 16th-century navigator Sulaiman al-Mahri left a significant written record of Arabic sailing instructions and maritime practice in the greater Indian ocean basin on the eve of the Portuguese arrival.

The paper traces the transmission of information about selected parts of the region from the works of classical Arab geographers to the works of pre-modern oceanic navigators. The method is to identify across time the intersections of academic knowledge of and the geographical information about the Indian Ocean. Such information mainly deals with its western and southwestern parts. The authoritative "Book of Useful Knowledge" (*Kitab al-Fawa'id*), composed by Ahmad ibn Majid late in life. It can be shown that his works include limited data from ancient Greek and medieval Arabic sources. This classical tradition seems An effort is made to identify the possible sources of his practical knowledge of the sailing calendar, winds and currents, landmarks and harbors, and methods of stellar orientation.

The Indian Ocean is a unique ecological region with a highly specific meteorological environment. It also

became a unified space through exchange networks reaching from China to Europe and Africa. Gradually over time, transcontinental networks—both maritime and terrestrial—linked the Indian Ocean to the Mediterranean, turning it into a unified zone wherein events and developments occurred interdependently (Beaujard). It is all the more remarkable that there appears to be no practical connection between the sailing traditions of the Mediterranean and the Indian Ocean. This calls for a deeper analysis of the academic methods, social networks, and cultural means of transmission of knowledge.

In order to understand the processes occurring in an area unified not just by geography, but also by exchanges and contacts it is necessary to know the changes and continuity in the creation of knowledge and the articulation of the education and transmission networks. The diverse nature of pertinent information requires a transdisciplinary approach. The paper explores source evidence to establish the dynamics of interaction between the formal and informal traditions, and land-based academic and oceanic sailing systems of disciplinary information.

Writing of the Mediterranean, Fernand Braudel has remarked, "It isn't water that links its shores," but "seafaring peoples." From a very early date, the Indian Ocean, too, was traversed by sailors, traders, religious men, and migrants moving in search of goods, new lands, or the great unknown. Their movements were shaped by numerous factors, both geographic and social in origin. Over the centuries, these exchanges transformed the Indian Ocean into a unified space. Exchanges are not solely shaped by geographic and economic factors, but also by systems of ideas and by the balance of power. The cartographic presentation of the Indian Ocean in the Middle Ages is a special case in the history of cartography, still puzzling the historians of geografy. A case study has been undertaken of the use of Ptolemy's data by Ahmad Ibn Majid. This particular case helps clarify our perceptions on the transfer and development of scientific information between different eras and cultures.

## Sessão VIII

*El impacto de los saberes geográficos en el relato utópico de la modernidad temprana a partir del caso de la Histoire du Grand et Admirable Royaume d'Antangil (1616)*

Carolina Martinez

El presente trabajo tiene por objetivo analizar el vínculo entre la producción de relatos de viaje de tipo utópico y los avances del conocimiento geográfico en la Europa de la modernidad temprana. En este sentido, se propone estudiar las múltiples formas en las que el grado de conocimiento geográfico alcanzado en el período de los llamados grandes descubrimientos "se tradujo" en una serie de utopías publicadas en lengua francesa en el transcurso del siglo XVII. Para ello, se indagará en torno a una serie de teorías cosmográficas que, al tiempo que renovaron el saber geográfico del período, también proveyeron el sustento teórico y material necesario para recrear un marco histórico-espacial verosímil en el cual insertar las sociedades imaginarias descriptas. De todas ellas, merecerá particular atención la *Histoire du Grand et Admirable Royaume d'Antangil* (1616), publicada anónimamente en la ciudad francesa de Saumur y considerada la primera utopía moderna de la que se tiene conocimiento en esta lengua.

Se parte entonces de la base que, entre los siglos XVI y XVII, ciertos elementos o temáticas presentes en las teorías cosmográficas o en lo que podría denominarse el conocimiento geográfico en sentido amplio, fueron incorporados o retomados por los autores de las narraciones utópicas mencionadas para hacer de sus obras relatos verosímiles. Vale para ello recordar que la intertextualidad o inclusión de elementos propios del relato de viaje o de teorías cosmográficas contemporáneas resultó un requisito indispensable del relato utópico, cuya eficacia narrativa sólo fue posible en la medida en que la utopía se presentó al lector como un relato de viaje ficticio pero plausible a la vez (Racault, 2003: 14).

En cuanto a las teorías cosmográficas mencionadas, se destacan en principio el renovado impulso que adquirieron la teoría sobre la habitabilidad del globo así como aquella de las antípodas, la primacía de la topografía insular y el redimensionamiento del Orbis Terrarum, producto del proceso de expansión ultramarina iniciado por Europa a fines del siglo XV. Todas estas variables deben comprenderse a su vez en el marco del enfrentamiento o superposición de nuevos y antiguos saberes que, tal como ha señalado Anthony Grafton (1995), se hizo particularmente visible en el campo de la geografía a partir del Renacimiento.

En lo que refiere a la producción de relatos de viaje utópicos y a la forma en la que éstos conjugaron las noticias de los nuevos descubrimientos geográficos con las anteriores teorías cosmográficas, el caso de Tomás Moro resulta en sí mismo paradigmático pero no exclusivo. En efecto, la apertura de un margen flexible entre el mundo descripto por los Antiguos y aquel más amplio que inauguraron los viajes de descubrimiento, posibilitó el emplazamiento de las sociedades utópicas imaginadas en los intersticios del mundo conocido y el mundo por conocer. En este sentido, la comprobación de que hasta entonces sólo se había conocido una parte de la totalidad del globo, permitió presentar al público lector aquellas sociedades imaginarias en perfecto funcionamiento como espacios ficticios pero a la vez verosímiles. Asimismo, en un contexto de expansión transoceánica sin precedentes, el uso renovado de la grilla ptolemaica de representación cartográfica también contribuyó a hacer de cualquier coordenada en el espacio un punto “virtualmente localizable” (Besse, 2003: 147).

De tal forma, fue el reconocimiento de un saber aún incompleto del globo el que posibilitó la existencia de la utopía como lugar-otro. Sobre este último punto conviene retomar la opinión de Anthony Pagden quien, al analizar el impacto del Nuevo Mundo sobre Europa, sostiene que los logros de Colón y Vasco da Gama no solamente ampliaron el círculo de lo conocido sino que “abrieron aún más las perspectivas en torno a aquello que todavía quedaba por descubrir” (Pagden, 1986: 3). En el caso particular del relato utópico, así como Vespucio había dado cuenta de la insospechada existencia de una cuarta parte del globo, la suposición de que aún existían tierras sin descubrir devino la fundamentación necesaria para la existencia del mismo. Utopía, que como astutamente indicaba una de las cartas apócrifas incluidas en la primera edición de la obra “no se encontraba todavía en los mapas”, bien podía integrar la larga lista de islas y territorios que, jamás descriptos por los Antiguos, aún no encontraban lugar en las representaciones cartográficas contemporáneas.

La búsqueda de verosimilitud a partir de teorías y elementos geográficos propios de la época también encontró sustento en la comprobación, a partir del siglo XVI, de que la ecumene o tierra habitada era mayor de la que hasta entonces habían establecido los Antiguos. Tal como ha señalado Jean-Marc Besse, en detrimento de las teorías cosmográficas heredadas, fueron los grandes descubrimientos los que enseñaron al hombre del Renacimiento que la mayor parte del planeta era habitable (Besse, 2003: 69). En cuanto al “emplazamiento” del relato utópico, el hecho de que las sociedades ideales descriptas estuviesen situadas en una isla o continente en algún punto desconocido de los mares del sur deberá comprenderse entonces en un contexto mayor donde, en abierta oposición a los saberes antiguos, la habitabilidad del globo había sido recientemente comprobada.

En lo que refiere a la primacía de la topografía insular conviene retomar las perspectivas de Frank Lestringant, para quien, en el período señalado, “la forma de la Tierra influye sobre aquella de la literatura” y el mapa, en consecuencia, “preexiste a la ficción y condiciona el surgimiento de esta última...” (Lestringant, 2002: 32). En efecto, en su estudio sobre el auge del islario o libro de islas como forma de representar el conocimiento progresivo que se tuvo del mundo entre los siglos XVI y XVIII, el académico francés ha diagnosticado para el período renacentista la primacía del espacio sobre el texto y su eficacia como conductor del pensamiento, en términos generales, y del relato en términos específicamente literarios. Para Lestringant entonces, no debería resultar sorprendente que, en una época en la que prevaleció el islario como forma de representar cartográficamente los nuevos descubrimientos, la Utopía (1516) de Moro haya sido una isla (Lestringant, 2002: 13-4).

A su vez, la vigencia de antiguas teorías tal como aquella de las antípodas también permitió presentar a la sociedad utópica como contrapunto (geográfico y moral) de la Inglaterra o Francia de principios de los siglos XVI y XVII. La misma, originada entre los siglos V y IV a. C., suponía la existencia de una masa terrestre en el hemisferio sur equivalente a la conocida en el hemisferio norte, pero además, durante los siglos XV y XVI, se convirtió en un dispositivo retórico eficaz para generar inversiones que trascendieron la mera oposición geográfica indicada por Macrobio o Aristóteles en la Antigüedad clásica.

En el caso particular de los relatos utópicos publicados en lengua francesa, debe agregarse además que los mismos se vincularon estrechamente a la posible existencia de la Terra Australis, la cual, para la Francia de los siglos XVI y XVII, resultó un objetivo concreto en la elaboración de distintos proyectos de expansión y colonización de territorios en ultramar. En relación con este último punto, resulta necesario señalar que tanto las utopías del período como los saberes geográficos y noticias de ultramar, estuvieron transidos por la competencia ultramarina. Efectivamente, impulsadas por el afán de lucro así como por la rivalidad política y comercial, las distintas potencias marítimas europeas propiciaron la divulgación del saber geográfico en función de sus propios intereses y frente a los de otras potencias. Estos últimos fueron, a su vez, puestos en evidencia en las utopías del período que, más allá de proponerse la “descripción” de una sociedad-otra, terminaron por exponer de forma involuntaria el grado de conocimiento del mundo alcanzado por las distintas potencias ultramarinas y los usos diversos que las últimas hicieron del mismo.

Tal como se ha anticipado en los párrafos iniciales, el impacto de estos saberes al igual que su uso estra-

tético en función de la creación verosimilitud, serán analizados en el caso particular de la *Histoire du Gand et Admirable Royaume d'Antangil* (1616) que, así como hizo Moro con *Utopía* en 1516, se sirvió de los saberes geográficos propios de la época para fundamentar la existencia de una sociedad ideal en los confines meridionales del *Orbis Terrarum*.

**O olhar de Flora Tristan: relatos de uma viajante na América peruana no pós-independência**  
**Silvia Silva**

No âmbito da Geografia, em torno dos estudos coloniais e pós-coloniais, temos os relatos de viagem como fator de importância para (re) conhecimento e transformação do território. Nesta perspectiva da reconstrução ou reinvenção do antes Novo Mundo, é que, após as independências, entram em cena os relatos de viajantes, que ativamente contribuem para a formação tanto do imaginário do europeu, como do processo identitário dos latino-americanos. Nesse aspecto, a viagem é o movimento de um lugar para o outro, entrelaçando a localização geográfica e as experiências culturais, sendo uma narrativa que, em alguns casos, foi espacial e temporal, em outros, material e imaginária. No conjunto, o olhar do viajante é o olhar que investiga, busca, constrói relatos durante as viagens nos dados territórios. Os relatos, por sua vez, compreendem os seguintes aspectos: a pessoa que viaja; o âmbito geográfico e a intenção manifestada pelo observador; lembrando que o significado destes, a respeito da produção de conhecimento sobre os lugares visitados, se constrói subjetivamente, influenciado por filosofias, epistemologias e a própria realidade da sociedade; além de exemplificar um contato cultural entre europeus e não-europeus. No entanto, é a partir do olhar da mulher viajante que se busca entender a América Latina e as relações de poder no campo da Geografia Pós-colonial, sendo os relatos da exploradora social Flora Tristan sobre a viagem ao Peru no período do pós-independência, o objeto do presente trabalho, assim como aprofundar as pesquisas em torno da Geografia de Gênero na perspectiva da autora apresentada. O relato das viajantes centra-se em suas casas (olhar a cidade a partir da casa), ou seja, é no mundo privado (seu eu), em momentos de solidão, que elas organizam suas análises, que se sentem à vontade, pois este é o único território que possuem, no qual não estão submetidas a convenções sociais. Flora Tristan se tornou uma das pessoas mais proeminentes do socialismo utópico francês e uma das fundadoras do Sindicato dos Trabalhadores naquele país, num período em que a luta pelos direitos dos operários era questão essencial, momento de expansão das cidades industriais. Contudo, sua práxis se dá em maior grau quanto à luta pelo direito de igualdade entre mulheres e homens. Seu desenvolvimento social acontece nas dificuldades enfrentadas por ser mulher, frente às dificuldades em se separar do marido carcereiro, e após a viagem realizada no Peru, para obter direitos de herança, aos quais se vê excluída, uma pária, nascendo neste contexto seu livro de viagens: *Peregrinações de uma Pária*. Nestes relatos, a autora descreve o pós-independência no Peru, retratando com percepção crítica e olhar questionador os acontecimentos do período, mostrando as relações da elite crioula dominante e como esta mesma elite conduz a população num caminho cada vez mais difícil no contexto social. Tristan tem o olhar mais próximo dos conflitos sociais e políticos que o olhar masculino (distante), sendo este o diferencial nos relatos da autora, no que tange à geografia de gênero. E ainda que os escritos de Flora Tristan tenham tardado mais de meio século para serem divulgados no Peru e na América Latina, no campo dos estudos feministas e de gênero, ao fazer da mulher um sujeito ativo no âmbito das mudanças sociais, estes grifam os caminhos para fazer com que haja uma reinterpretação e revalorização do discurso geográfico, histórico e social na América Latina. Sob a perspectiva do território e sua relação com a elite crioula temos, não mais a descrição e caracterização de um território baseado em apenas modelados geográficos, mas sim o sentido de abordar uma articulação de processos sociais e políticos que resultaram em intervenções humanas nos lugares e na criação de materialidades e ordenamentos do espaço terrestre. Esse processo de análise envolve as dimensões econômicas, política e cultural da vida social e permite o resgate da história de como se formaram os territórios existentes no mundo contemporâneo. Tem-se, assim, o território como produto explicável pelo processo de sua formação, abrindo-se, portanto para a ótica de conceber a geografia como uma história territorial. Como elemento dominante nos relatos de Flora tem-se a elite crioula que coordena o ordenamento sócio-político. O termo crioulo dado à elite local, serve para diferenciar os nascidos na América Hispânica dos espanhóis. No sentido da história territorial, um aspecto relevante é a tomada de consciência do crioulo, sobretudo a partir do século XVII, e o reconhecimento do seu próprio espaço como chave de sua identidade frente ao europeu. Os chamados crioulos, filhos da terra, passam a defender o passado pré-hispânico e a mitificação da exuberante natureza americana o que claramente os separariam da metrópole. Todavia, carregados de particularismos locais (regionais) e estes acabam por contribuir para a fragmentação do território do antigo Império Espanhol da América. Nesse panorama, Flora apresenta em *Peregrinações de uma pária* a família Tristan representante desta mesma elite criolla peruana, seus hábitos e suas relações sócio-políticas no momento de consolidação da República do Peru. Juntamente à história territorial se desenvolve a história do

país nascente, em que se expõe a instabilidade política em um país destruído economicamente pela luta de independência e nas mãos de uma classe dominante vulnerável, longe de ser hegemônica, se coloca incapaz de reunir em suas fileiras, no plano nacional, a massa de índios e negros (separando-os por um fosso social e desigual cada vez maior, que em nada se diferencia do período colonial), a qual permitiu, meio século após a independência, a ascensão ao poder de uma série de caudilhos militares. Dessa forma, colocamos os relatos de viagem e dentre estes de mulheres viajantes como contribuições importantes para os estudos da História do Pensamento Geográfico, fundamentados no paradigma interpretativo, inserindo-se na sociologia do conhecimento, com pesquisa qualitativa em fontes bibliográficas. Dentre os principais autores, baseamos este trabalho nas geógrafas Garcia-Ramon e Domosh, a lingüista Mary Louise Pratt, os historiadores Ternavazio e Donghi, além das definições sobre o território de Carlos Robert de Moraes entre outros.

#### REFERÊNCIAS BIBLIOGRÁFICAS

- ANDRÉ, Isabel Margarida. O gênero em geografia, introdução de um novo tema. Lisboa. Finisterra, XXV, n. 50, p. 331-348, 1990.
- BETHELL, Leslie. História da América Latina. Da Independência a 1870 (vol. II). São Paulo: Editora da Universidade de São Paulo; Brasília-DF: Fundação Alexandre de Gusmão, 2009.
- CARDOSO, Sergio. O olhar viajante (do etnólogo). In: NOVAES, Adauto (org). O Olhar. São Paulo: Companhia das Letras, 1997.
- CUCHE, Denys. Le Pérou de Flora Tristan: du rêve à la réalité. In: Un fabuleux destin. Flora Tristan. Dijon, p. 19-37, 1985.
- DESANTI, Dominique. Flora Tristan. Oeuvres et vie mêlées. Paris: Union Générale d'éditions, Collection 1018, n.584, 446 p, 1973.
- DOMOSH, M.; MORIN, K. Travels with feminist historical geography. Gender Place and Culture, vol. 10, n. 3, pp. 257-264, 2003.
- DOMOSH, M. Towards a feminist historiography of geography. Transactions. Institute of British Geographers, vol. 1, num. 16, pp. 95-104, 1991.
- DONGHI, Túlio Halperin. Historia contemporánea de América Latina. 7ª ed. Buenos Aires: Alianza Editorial, 2008.
- \_\_\_\_\_. História da América Latina. 4ª. ed. São Paulo: Editora Paz e Terra, 2011.
- ENGELS, Friedrich. Do Socialismo Utópico ao Socialismo Científico. 2 ed. São Paulo: Centauro Editora, 2005.
- ESCOLAR, Marcelo. Crítica do Discurso Geográfico. São Paulo: Hucitec, 1996.
- GARCIA RAMON, Maria Dolores. El Análisis de Género y la Geografía: Reflexiones en torno a un Livro Reciente. Documents d'Anàlisi Geogràfica, Barcelona, vol. 6, p. 133-143, 1985.
- GARCIA RAMON, Maria Dolores. Viajeras europeas en el mundo árabe: un análisis desde la geografía feminista y poscolonial. Barcelona: Universitat Autònoma de Barcelona. Doc. Anal. Geogr. 40, 2002, p. 105-130. Disponível em < <http://ddd.uab.cat/pub/dag/02121573n40p105.pdf> > acessado em 02/10/11.
- GARCIA RAMON, Maria Dolores; NOGUÉ, Joan; ZUZMAN, Perla (eds). Una Mirada catalana a l'Àfrica: Viatgers i viatgeres dels segles XIX i XX (1859-1936). Lleida: Pagès Editors, 2008.
- GARCIA RAMON, Maria Dolores. Género, Espacio y Entorno: Hacia una Renovación Conceptual de la Geografía? Una Introducción. Documents d'Anàlisi Geogràfica, vol. 14, p. 7-13, 1989.
- KONDER, Leandro. Flora Tristan: uma vida de mulher, uma paixão socialista. Rio de Janeiro: Relume Dumará, 1994.
- LOPES, Iole Ilíada. Estado, território e pensamento geográfico: discutindo a atualidade de uma interpretação política do espaço. IN: Anais do II Encontro Nacional de História do Pensamento Geográfico. São Paulo: FAPESP; GEOPO-USP; CAPES, 2009.
- MARX, Karl; ENGELS, Friedrich. A Sagrada família. São Paulo: Boitempo, 2003.
- MIGNOLO, Walter. Colonialidad global, capitalismo y hegemonía epistémica. In WALSH, Catherine, SCHIWY, Freya e CASTRO-GÓMEZ, Santiago (orgs.). Indisciplinar las Ciencias ensSociales. Geopolíticas del Conocimiento y Colonialidad de Poder. Perspectivas desde lo Andino. Quito: Universidad Andina Simon Bolívar/Ediciones Abya-Yala, 2002, pp. 215-244.
- MORAES, Antonio Carlos Robert. Território e História no Brasil. 2ª. Ed. São Paulo: Annablume, 2005.
- PRATT, Mary Louise. Os olhos do império: Relatos de viagem e transculturação. Bauru: EDUSC, 1999.
- QUIJANO, Aníbal. Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina. In LANDER, Edgardo, com. Co-

- lonialidade del Saber, Eurocentrismo y Ciencias Sociales. CLACSO-UNESCO, Buenos Aires, pp. 201-206, 2000.
- SAFFIOTI, Heleieth I. B. Gênero, patriarcado, violência. São Paulo: Ed. Fundação Perseu Abramo, 2004.
- SAFFIOTI, Heleieth I. B. Rearticulando gênero e classe social. In: COSTA, A. de O. e BRUSHINI, C. (orgs.), Uma questão de gênero. Rio de Janeiro: Rosa dos Tempos, 1992.
- SOTO ARANGO, Diana; PAUPER, Puig; ANGEL, Miguel; RIPOLL, González; DOLORES, Maria. Científicos Criollos e Ilustración. Madrid: Ediciones Doce Calles, 1999.
- TERNAVASIO, Marcela. História de la Argentina 1806-1852. Buenos Aires: Siglo Veintiuno Editores, 2009.
- TRISTAN, Flora. Peregrinações de uma Pária. Florianópolis: Ed. Mulheres ; Santa Cruz do Sul: EDUNISC, 2000.
- \_\_\_\_\_. Union Ouvrière. Paris: dês femmes Antoinette Fouque, 1986.
- \_\_\_\_\_. Mi Vida- de París al Perú: El viaje iniciático e La precursora Del feminismo moderno. Colonia Santa Maria La Ribeira. México: Colibri, 2003.
- VLACH, V. Organização territorial dos Estados-Nações na América Meridional: Continuidades e Mudanças. Scripta Nova. Revista electrónica de geografía y ciencias sociales. Barcelona: Universidad de Barcelona, 1 de agosto de 2006, vol. X, núm. 218 (77). <<http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-218-77.htm>> [ISSN: 1138-9788], acessado em 20 de novembro de 2013.
- WOMEN AND GEOGRAPHY STUDY GROUP OF THE IBG. Geography and Gender: an Introduction to Feminist Geography. London: Hutchinson, 1984.
- ZUSMAN, Perla. Recortes nacionales y transnacionales em El análisis de los procesos de institucionalización de la geografía latinoamericana. Algunas reflexiones a partir Del caso argentino em el paisaje del siglo XX. In: Anais do II Encontro Nacional de História do Pensamento Geográfico. São Paulo: FAPESP; GEOPOL-USP; CAPES, 2009.

### ***Sertão inculto e atrasado: impressões e relatos da viagem de 1929 como elementos para compreensão sobre formação territorial do Oeste catarinense***

**Cristina Moraes**

O presente trabalho é parte da pesquisa de doutoramento que visa a investigação acerca da influência dos valores sociais que constituíram elementos primordiais à formação territorial do Oeste catarinense no período de 1800, a partir de quando pode ser identificado intensificação das políticas territoriais, encerrando o recorte temporal em 1950, quando as colônias de migração que foram implantadas a partir de 1917 demonstraram considerável consolidação. É válido salientar que uma contextualização temporal deste período encontrará uma sociedade imersa nas permutas advindas da transição do sistema escravocrata ao capitalismo e transição do sistema político governamental, que paulatinamente afetava as relações econômicas, sociais, políticas e culturais configurando o território a partir da coadunação de propósitos hegemônicos. Simultaneamente, uma pressão intelectual e política para construir a nação, impondo valores que inculcavam um futuro a ser construído, que define tanto o contexto a ser conquistado, como os agentes (imigrante europeu e o fazendeiro de café, por exemplo), e caminhos aptos para isto, impondo valores de atraso e moderno à realidades distintas que configuravam o Brasil. Refere-se aqui aos valores construídos em relação às áreas interioranas brasileiras, compreendidas como sertões, cuja noção simbólica impossibilitava qualquer apreensão que não o tomasse como pejorativo, visão na qual a conquista pela modernidade destes espaços era uma necessidade extrema. Esta confluência de valores, predominantemente dicotômicos, de *moderno* e de *atraso*, ou ainda *civilização* e *barbárie*, são elementos importantes para compreender as configurações territoriais do estado de Santa Catarina, sobretudo na região Oeste, evidenciando conflitos e estratégias políticas que adquiriram endosso também em medidas políticas institucionalizadas (como leis de privatização de terras e colonização). Especificamente em relação ao estado mencionado, torna-se interessante salientar que por dois momentos esteve envolvido em questões de disputas territoriais limítrofes: com a Argentina, situação oriunda ainda enquanto colônia de Portugal, que teve decisão em 1895; posteriormente, em relação as divisas internas com Paraná, culminando juntamente com o Movimento Social do Contestado (1912 – 1916). Após o término deste conflito, intensificaram-se as políticas territoriais migratórias para ocupar as áreas do Oeste catarinense, medidas que, através da ação de empresas colonizadoras, priorizaram descendentes de migrantes europeus oriundos do Rio Grande do Sul (alemães e italianos, sobretudo), desconsiderando os usos de terras já existentes (ocupação cabocla). Decorrido mais de uma década do início da colonização oestina, o presidente da Província de Santa Catarina, Adolfo Konder, no ano de 1929, realizou uma viagem que iniciou em Florianópolis até Dionísio Cerqueira, extremo Oeste catarinense “que desbravando o desconhecido e levando aos rincões mais afastados o cunho da conquista brasileira, assegurando pela posse largos domínios para a nossa nacionalidade” (COSTA, 2005, p.23 ) daria início à um período de “comu-

nhão nacional” (idem) resultou em três obras, sendo que dois destes serão analisados neste trabalho: “O Oeste catarinense – visões e sugestões de um excursionista” de Arthur Ferreira da Costa, bem como a conferência de José Arthur Boiteux intitulada “Oeste catarinense: de Florianópolis a Dionísio Cerqueira”<sup>50</sup>. Neste texto que aqui apresentamos busca-se tecer breve interpretação acerca das representações construídas a partir desta viagem, visto que mostra-se primordial para o desenvolvimento da pesquisa de doutorado.. A viagem, também chamada de Bandeira de Konder em alusão as bandeiras vicentinas que adentravam sertões para a conquista territorial, divulgou como objetivos oficiais conhecer melhor a região interiorana, assinatura de convênio policial com o Rio Grande do Sul, acordado em Irai (RS) como combate ao banditismo, efetuar decisões sobre estradas de acesso, questões limítrofes bem como implantar escolas primárias. Todavia outros interesses também são apontados implicitamente como busca de uma nacionalização da população que residia em colônias implantadas em locais distantes (que buscavam na Argentina o comércio, educação e registros cíveis), bem como espantar possíveis fantasmas do Contestado, conflito que acentuou a imagem de banditismo dos sertões, o que na visão do Estado ameaçava o possível sucesso das colônias implantadas pela iniciativa público-privada. Em quase trinta dias de viagem, que visava representar um marco de passagem entre o abandono ao pertencimento à brasiliade, relatos e impressões vão transcrevendo o possível futuro promissor da região que os colonos migrantes estavam possibilitando a espaços que até então, na concepção estatal estavam entregues ao abandono e a criminalidade. É interessante frisar que esta referência à um tempo de abandono, de região atrasada se refere ao tempo de ocupação cabocla nestes sertões, esta última pode ser caracterizada, brevemente, pelo uso em comum e posse da terra, produção de subsistência e extração de ervais. Esta organização social não condizia com ideias construídas em relação ao futuro do país, ideias que enaltecia o progresso, a modernidade cuja vocação agrícola assumiu papel primordial. E como adicional desta perspectiva negativa em relação ao caboclo, ressalta-se que foram estes o elemento social que se manteve por quatro anos em conflito com o Estado e elite local através do Contestado. Deste modo, torna-se interessante identificar em discursos de tais personagens como estes valores de sertão/atrásado e de um futuro europeu/moderno e promissor vão adquirindo materialidade, de modo a se tornarem hegemônicos, influenciando inclusive na apropriação dos espaços, processos que são intrinsecamente relacionados com a formação do Estado nacional, buscando tornar justo, legítimo e aceitável a apropriação espacial a partir de um modelo de sociedade, em que o capital é central e decisivo. Em países cuja inserção no contexto mundial deu-se através da condição colonial, a articulação entre valores sociais e apropriação espacial mostra-se peculiar pela coadunação de diferentes materiais que serão amalgamados pelo nacionalismo posteriormente. Como resultados esperados estima-se que a contribuição seja o aprofundamento do conhecimento sobre a formação do Oeste catarinense considerando esta formação regional, como uma etapa da formação do território e Estado brasileiro em que pesam elementos políticos, culturais e territoriais como delineadores deste processo, que não se restringe apenas a necessidade de ocupar as áreas interioranas (afinal elas já estavam ocupadas), mas também de materializar uma ideia que se constitui de Brasil, baseada numa ideia de moderno e civilizado. Assim, percorrer estes relatos e registros possibilita apreender concepções e objetivos que endossavam ações políticas para sincronizar a formação territorial do Oeste catarinense com um sistema político e econômico que disseminava-se no país no referido período. É por intermédio do olhar destes viajantes que é possível identificar os valores acima mencionados. O arcabouço teórico para compreensão da relação dar-se-á através das contribuições de proposições que abordam sobre a função das ideologias geográficas na apropriação espacial e formação territorial do Brasil (MORAES, 1981; 2002), sobre ideologia (CHAUI, 2000; 2003), sobre a formação do Estado enquanto entidade política vinculada com a burguesia (FERNANDES, 1981 e ESCOLAR, 1996) e por fim, contribuições sobre a invenção de tradições no advento das nações e nacionalismos (HOBSBAWN, 1980 e HOBSBAWN; RANGER, 1997; ANDERSON, 2008).

#### Referências Bibliográficas

- ABREU, M. A apropriação do território no Brasil colonial. In: CORRÊA, R.L., GOMES, P.C.C; CASTRO, I.E. Explorações geográficas. Percursos no fim de século; Rio de Janeiro. Bertrand Brasil. 1997.
- ANDERSON, Benedict. Comunidades Imaginadas. Reflexões sobre a origem e difusão do nacionalismo. São Paulo. Companhia das Letras, 2008.
- BOBBIO, Norberto. Estado, governo, sociedade. Para uma teoria geral da política. Tradução Marcos Aurélio Nogueira – Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1987.
- CEOM, A viagem de 1929: Oeste de Santa Catarina: documentos e leituras. Chapecó, Argos, 2005.
- CHAUI, Marilena. Brasil: Mito fundador e sociedade autoritária. São Paulo. Editora Fundação Abramo. 2000.
- \_\_\_\_\_. Cultura e democracia: O discurso competente e outras falas. 10 ed. São Paulo: Cortez, 2003.
- ESCOLAR, M. Crítica do discurso geográfico. São Paulo. Hucitec. 1996.
- FERNANDES, F. A revolução burguesa no Brasil. Ensaio de interpretação sociológica. 1981.

50 Ambos os textos estão publicados como fac-similar em CEOM, A viagem de 1929: Oeste de Santa Catarina: documentos e leituras. Chapecó, Argos, 2005.

- FURTADO, C. Formação econômica do Brasil. São Paulo, Editora Nacional, 15<sup>a</sup> edição. 1977.
- HEINSFELD, Adelar. A questão de Palmas entre Brasil e Argentina. O início da colonização do Vale do Rio do Peixe (SC). Joaçaba. UNOESC, 1996.
- HOBSBAWN, E. Nações e nacionalismos desde 1780: programa, mito e realidade. Tradução: Maria Celia Paoli, Ana Maria Quirino. Rio de Janeiro. Paz e Terra. 1980.
- HOBSBAWN, E; RANGER, T. A invenção das tradições. Tradução: Celina Cardim Calvalcante. Rio de Janeiro. Paz e Terra. 1997.
- MACHADO, L.O. Origens do pensamento geográfico no Brasil: meio tropical, espaços vazios e a idéia de ordem (1870-1930). In: CASTRO, I.E;GOMES, P.C.C; CORRÊA, R.L. Geografia: conceitos e temas. Rio de Janeiro. 7<sup>a</sup> Ed. Bertrand Brasil, 2005.
- MORAES, A.C.R. Ideologias geográficas. São Paulo. Hucitec. 1981.
- MORAES, A.C.R. Território e história no Brasil. São Paulo, Hucitec; AnnaBlume, 2002.
- POLI, J. Caboclo. Pioneirismo e marginalização. Cadernos do CEOM. Chapecó; Fundeste, ano 5; nº 7;p 47-88; 1991.

### ***Eidorfe Moreira e a construção do conceito de Amazônia***

#### **Antonio Oliveira Jr.**

Região? Paisagem? O que é a Amazônia, esse espaço complexo tanto em suas diversidades de formas e conteúdos contidas nos processos de ocupação e apropriação quanto na sua natureza que disputa com o homem o seu controle e o seu domínio?

Muito mais do que uma preocupação em defini-la, entendê-la era e ainda é o grande desafio para aqueles que se empenham em desvendá-la. Espaço de cobiça do homem e do capital, explorada, saqueada e mitificada, a Amazônia sempre despertou certa curiosidade científica e principalmente política. Coube inicialmente às ciências da natureza desvendar os segredos do paraíso perdido, como a denominava Euclides da Cunha, ou do inferno verde, segundo Alberto Rangel.

À Leandro Tocantins e Benedito Nunes, entre outros, coube a tarefa de inseri-la nos mitos construídos pela literatura na tênue fronteira entre a realidade e a ficção. E nesta intensa produção intelectual, muito se perdeu e muitos foram esquecidos. Eidorfe Moreira, intelectual paraibano de nascença, paraense de vida e amazônica de coração, é um desses pensadores que cabe ao pensamento do novo século XXI, não apenas o papel de resgatá-lo, mas de discutir suas ideias para não apenas entender o século XX, mas para principalmente pensar uma Amazônia, onde hoje o espaço se destaca pela complexidade das técnicas.

O trabalho remete a contribuição de Eidorfe Moreira na construção e visão do conceito de Amazônia como paisagem e região. Não reconhecido nacionalmente como um pensador da Amazônia na Amazônia, Eidorfe Moreira apresenta uma vasta obra intelectual. Advogado de formação, geógrafo por paixão e de devoção à sua realidade e ao seu cotidiano, sua percepção e contribuição aos estudos geográficos está no mesmo patamar que outros grandes intelectuais que pensaram o Brasil.

Pouco estudado pelos geógrafos e nem sempre apresentado como tal, sua visão de geografia e de fazer-se geógrafo demonstra uma preocupação com a questão dos métodos de análise. Seu entendimento sobre Amazônia o levou a identificar não uma, mas várias Amazônias em uma só, da bacia hidrográfica ao espaço econômico.

Grande e significativa é a contribuição de Eidorfe Moreira para a ciência geográfica, lamentavelmente pouquíssima conhecida. Por isso a importância do resgate não apenas de suas obras, mas de tentar desvendar a mente de um intelectual livre e aberto a infinitas possibilidades de leituras de tudo aquilo que o cercava. Mas é na Geografia que possivelmente a sua curiosidade é mais significativa. Pode-se afirmar inclusive que o eixo norteador da sua obra e do seu pensamento é a ciência geográfica, pois ao ter contato com a produção de geógrafos importantes, suas possibilidades de leitura do mundo se ampliaram.

Para melhor entendermos a obra de Eidorfe Moreira sob o viés do pensamento geográfico, faz-se necessário cruzarmos sua história com a história da Geografia. Este é um caminho para podermos inseri-lo com mais firmeza no rol dos geógrafos. Eidorfe Moreira nasce em julho de 1912. Sua vida intelectual se inicia aos 18 anos com a publicação de um trabalho no jornal dos estudantes do Ginásio Paes de Carvalho. Engajado na luta política, participa do movimento estudantil que apoiou a Revolução Constitucionalista de São Paulo em 1932. Em 1934, inicia estudos na Faculdade de Direito do Pará. No 2º ano de faculdade publica o trabalho "O problema demo-

gráfico nacional”, já indicando um caminho para o debate em torno de questões de cunho geográfico. Em 1938 se torna Bacharel em Direito e nos anos 40 começa a dar aulas de Geografia em vários colégios de ensino secundário, atividade esta que manteve até 1963. Em 1954 começa a trabalhar na recém criada Superintendência do Plano de Valorização Econômica da Amazônia (SPVEA), onde realiza vários estudos sobre a região. É no ambiente desenvolvimentista da SPVEA que Eidorfe Moreira se reconhece como geógrafo. Suas obras vão expressar uma preocupação com a região amazônica, seus problemas e sua cultura. Daí em diante, publica uma vasta obra de caráter geográfico. Em 1985, lança seu último livro, *Geografias Mágicas*. Em janeiro de 1989 falece e deixa um legado. Fica conhecido no Pará como o filósofo da Geografia. A Amazônia contemporânea de Eidorfe Moreira é uma Amazônia sofrida, que em 1912, ano do seu nascimento, estava a beira de um colapso econômico e social. Nos anos de vida de Eidorfe Moreira, a Geografia é marcada por trajetória que reflete a sua importância para a compreensão da dinâmica do território. No Brasil, a obra de Eidorfe Moreira reflete as bases teóricas da Geografia Clássica e duas categorias são de supra importância para esta escola: a região e a paisagem.

Nas primeiras décadas do século XX o mundo ainda era lento e vivia basicamente como no também lento século XIX, onde as paisagens tinham um tempo de permanência maior, sem serem alteradas, devido a escassez de um conjunto de instrumentos técnicos e tecnológicos que contribuíram para já a partir da segunda metade do século XX, transformar paisagens, nações e civilizações numa velocidade que acelera proporcionalmente ao avanço da tecnologia, fundamentada agora, no eixo técnica-ciência-informação.

Eidorfe Moreira, como tantos outros vivenciou o avanço técnico da humanidade durante o século XX. No Brasil, a Geografia ainda engatinhava de forma bastante lenta também, assim como nossas cidades, nossas regiões e nosso território.

A busca incessante de um Brasil moderno que buscava superar suas tradições sociais, econômicas e culturais era um dos objetivos presentes em um ideário de Brasil. A preocupação com o Brasil ia além do centro político e econômico do país. O Nordeste e a Amazônia, a primeira, região problema; a segunda, região isolada, se constituíam em um desafio para qualquer política pública da época.

O corpo teórico da Geografia, apoiado no método descritivo, deveras importante para a consolidação da ciência geográfica como uma ciência dos lugares, se vê frente a um desafio maior que era o de criar e delimitar espaços regionais sem uma tradição geográfica. Entendemos como tradição geográfica, o conjunto de métodos e técnicas que busca conhecer a totalidade do espaço através das suas interligações sociais e econômicas, com a natureza da natureza e com a natureza dos espaços.

A Geografia do tão revolucionário e transformador século XX aos poucos se libertava da Geografia do lento século XIX. Uma Geografia que nos seus caminhos iniciais preocupava-se muito mais com os elementos da natureza do que com a relação que estes elementos tinham com o homem. Uma Geografia que fundada no século XIX, adquire o status de ciência moderna, por adotar um caráter sistemático e desenvolver um método próprio.

É neste ambiente intelectual que Eidorfe Moreira se reconhece como geógrafo. Seu olhar sobre a Amazônia é um olhar único, sensível à realidade e as condições de isolamento que o capital impunha a região. Seu pensamento demonstra uma profunda sensibilidade geográfica associada a uma leitura que reflete os métodos geográfico ao mesmo tempo em que se preocupa com a forma como as políticas públicas, no caso, o planejamento regional entendem a região amazônica como um espaço de intervenção estatal.

O pensamento de Eidorfe Moreira nos faz pensar o quanto é importante entender a nossa própria natureza, os lugares onde vivemos e onde construímos nosso cotidiano. E esse lugar não precisa ser apenas nossa casa, rua, bairro ou cidade; pode ser sim o que consideramos ou o que entendemos como nossa região, independente da sua dimensão. A identidade a qual nós nos identificamos independe do tamanho do lugar ou da região a qual vivemos. E esta identidade nada tem a ver com o local em que nascemos. Ela é construída a medida que vivenciamos o meio no qual estabelecemos nossas relações sociais, como é o caso de Eidorfe Moreira. Paraibano, abraçou a Amazônia; tornou-se amazônica, refletiu, escreveu, preocupou-se com a sua região.

O que os escritos de Eidorfe nos ensinam é que devemos acima de tudo, ousar. E nos desafiar a pensar! Deixar um pouco de lado, sem desprezá-los, os números, as estatísticas. E passarmos a olhar novamente para a paisagem. Admirá-la, refleti-la, contemplá-la. Tudo isso para podermos nos apropriarmos e entendermos o quanto é importante e significativo as formas de uso desta paisagem riquíssima, não somente em minérios, madeira e água, mas em cultura, em memória, em desafios.

A Amazônia de hoje continua desafiando os homens que mesmo com seu aparato tecnológico, se protege de seus mistérios. Os estrangeiros nacionais e internacionais, ou alienígenas como Eidorfe se refere em alguns escritos, procuram vencê-la, dominá-la; os amazônidas, construir seu cotidiano, conhecê-la, desvendar seus mistérios e entender sua multiplicidade cultural e étnica. O que Eidorfe Moreira nos oferece é a leitura de uma

Amazônia que sempre estará em foco. Por isso, a necessidade de entendê-la. Aí está o grande desafio proposto por ele. E o nosso, é de reconstruir este pensamento, entender a construção do conceito de Amazônia proposto por ele, que em parte, se não subsidiou, contribuiu para uma elaboração crítica das políticas de planejamento na região nos anos 50.

#### Bibliografia

- ADOLPHO, Álvaro. Plano de valorização econômica da Amazônia. Relator: Senador Álvaro Adolpho. Parecer sobre o projeto de lei do Senado Federal n. 73 de 1951.
- BENCHIMOL, Samuel. Amazônia: um pouco-antes e além-depois. Manaus: Editora Umberto Calderaro, 1977.
- BONFIM, Sócrates. Um esboço da vida amazônica. Rio de Janeiro: Departamento de Imprensa Nacional, 1954.
- BOUHID, Waldir. Amazonia e Desenvolvimento. Rio de Janeiro: SPVEA, 1959
- GALVÃO, Francisco. O homem e o deserto amazônico. In: Cultura Política. Revista Mensal de Estudos Brasileiros. Rio de Janeiro: junho, 1941. ano. 1.numero 4. pp.44-50
- GALVÃO, Francisco. O sentido social da Amazônia. In: Cultura Política. Revista Mensal de Estudos Brasileiros. Rio de Janeiro: março, 1941. ano. 1.numero 1. pp.149-154
- GUIMARÃES, Fábio de Macedo Soares. Divisão Regional do Brasil. Rio de Janeiro: Revista Brasileira de Geografia, 1948. ano III, n.2.
- MOREIRA, Eidorfe. Amazônia: o conceito e a paisagem. Rio de Janeiro: SPVEA (Serviço de Documentação). Coleção Araújo Lima, 3. 1960. 91 pp.
- NETO, Ferreira. O problema amazônico. Rio de Janeiro. Ed. Brasil. 1942.
- NUNES, Osório. Introdução ao estudo da Amazônia brasileira. Rio de Janeiro. Ed. Coimbra. 1949
- PINHEIRO, Raimundo. A obra social do governo e o aproveitamento da Amazônia. In: Cultura Política. Revista Mensal de Estudos Brasileiros. Rio de Janeiro: maio, 1941. ano. 1.numero 3. pp.112-117
- REIS, Arthur Cesar Ferreira. Fundamentos, História, Estrutura e Funcionamento da SPVEA. Rio de Janeiro: Fundação Getúlio Vargas. Escola Brasileira de Administração Pública. 1955. p.6
- SOARES, Lúcio de Castro. Delimitação da Amazônia para fins de planejamento. Rio de Janeiro: Revista Brasileira de Geografia, ano III, 1948.
- SOARES, Lúcio de Castro. Limites Meridionais e Orientais da Área de Ocorrência da Floresta Amazônica em Território Brasileiro. Conselho Nacional de Geografia. Rio de Janeiro. 1953. 119.
- SPVEA. I Plano Qüinqüenal de Desenvolvimento. Rio de Janeiro: SPVEA. Vol. I e Vol. II. 1955.
- SPVEA. Relatório de Avaliação das Atividades. Rio de Janeiro: SPVEA, Vol. I e Vol. II. 1966.
- VARGAS, Getulio. Discurso do Rio Amazonas. In: Cultura Política. Revista Mensal de Estudos Brasileiros. Rio de Janeiro: outubro, 1941. ano. 1.numero 8. pp.227-230

## Sessão IX

### ***Les cartes et le territoire : la description géographique de Tianjin par les chinois et les étrangers en 1900*** **Pierre Singaravelou**

« La souveraineté aux marges des empires » : proposition d'une séance collective (Singaravelou, Blais, De-prest et Argounes)

*Dans le cadre du colloque de Rio, nous vous proposons une séance collective qui vise à articuler plusieurs thématiques suggérées par l'appel à communication: construction et circulations des savoirs géographiques, relations entre savoirs géographiques et pratiques politiques, situations coloniale et impériale, contextes de périphéries. A l'instar de l'ouvrage de l'historienne Lauren Benton, *A search of sovereignty : Law and Geography in European Empires, 1400-1900* (2011), notre panel « La souveraineté aux marges des empires », composé de 4 auteurs, historiens et géographes, propose d'explorer les modalités par lesquelles les savoirs géographiques et les productions cartographiques ont posé la question de la souveraineté dans des régions marginales des empires coloniaux ultramarins.*

*En effet, l'homogénéité des territoires coloniaux revendiquée sur les cartes, généralement associée à la toute puissance de la domination, relève souvent du mythe, ébranlé dès lors que l'on modifie l'échelle d'analyse ou que l'on part voir ce qui se passe dans les situations d'interfaces. Enclaves, isolats, hinterlands, confins ou interstices sont*

autant d'agencements géographiques qui interrogent la spécificité des pratiques spatiales dans les colonies, et dont l'analyse peut éclairer les modes de domination coloniale, la manière dont les pouvoirs et les résistances jouent de ces espaces et de leur définition. Nous proposons ainsi de confronter des situations et des configurations de marge impériales différentes : dans les concessions étrangères de Tianjin cédées par la Chine aux puissances impériales (**Pierre Singaravéloù**), dans les déserts glacés de l'Antarctique (**Fabrice Argounès**), dans le Sahara à travers la question des frontières intra-impériales (**Hélène Blais**) ou des systèmes d'oasis (**Florence Deprest**). En situant l'analyse sur des bordures d'empires, là où la colonisation est incertaine, contestée, partagée, mouvante, il s'agit ainsi de poursuivre l'enquête critique sur les savoirs spatiaux<sup>51</sup> en mettant ici l'accent sur leur rôle et leur circulation dans les processus complexes de construction de la souveraineté.

Les problèmes de délimitation de l'espace colonial se retrouvent sous une forme exacerbée dans le modèle de la concession, microcosme mondial qui met en jeu la coprésence des puissances impériales sur un territoire restreint. L'analyse des territorialités dans les concessions de Tianjin permet ainsi d'interroger la notion même de « colonie ». Faut-il parler d'« hypocolonie », de « semi-colonie » ou au contraire d'« hypercolonie » ? Comment les productions cartographiques européennes et chinoises traduisent-elles ou interrogent-elles le contrôle du territoire ?

Toutes les zones de confins où l'occupation coloniale effective est incertaine ou disputée pose d'une autre manière la question de la souveraineté. En Antarctique, comment les savoirs géographiques et les représentations cartographiques ont-ils été mobilisés dans des revendications de souveraineté précédant même l'exploration sur le terrain ? Quels savoirs ont circulé entre cabinets ministériels et terrain, et entre acteurs impériaux ?

La question de la souveraineté émerge de manière encore plus contradictoire dans un espace saharien qui devient l'enjeu de conflits entre administrations françaises. Comment les savoirs géographiques sont-ils alors produits et mobilisés dans l'imbrication de logiques coloniales (délimiter un « Sahara algérien ») et de logiques impériales (établir la jonction Algérie-Soudan) ?

La reprise de la conquête saharienne française dans la décennie 1890, notamment à partir de la colonie algérienne, conduit aussi alors à s'interroger sur la manière d'établir la souveraineté là où le contrôle effectif des territoires et des populations ne peut se penser sans la maîtrise de l'eau, ressource vitale sans laquelle la conquête du sol n'est rien. Comment cette question coloniale et politique a-t-elle été traduite scientifiquement par l'une des figures montantes de la nouvelle géographie universitaire au début du XXe siècle ? Comment la question s'est-elle trouvée inscrite dans une perspective comparatiste plus large, à la fois transimpériale et internationale, témoignant d'une circulation des savoirs où solidarités et compétitions impériales s'imbriquent ?

Par l'examen serré et la mise en regard de ces quatre études de cas, il s'agit de continuer la réflexion sur la dimension spatiale du fait colonial en réinterrogeant les modalités d'appropriation des territoires et en restituant les interactions constantes entre savoirs géographiques et pratiques politiques sur le terrain colonial.

### **Pierre Singaravéloù, « Les cartes et le territoire : la description géographique de Tianjin par les Chinois et les étrangers en 1900 »**

Dans la ville chinoise de Tianjin, entre 1900 et 1902, les Puissances alliées fondent un gouvernement international pour administrer la cité chinoise et contrôlent parallèlement neuf concessions étrangères au sud-est de l'agglomération. L'une des premières décisions du gouvernement est d'engager l'ingénieur états-unien Noah Fields Drake et de fonder un service topographique afin de réaliser pendant l'été 1900 une carte de la ville.

Drake s'applique en urgence à élaborer un instrument topographique fondé sur l'interprétation la plus exacte possible des distances. En effet, le conseil refuse de délivrer des permis de construire dans les zones stratégiques comme le quai, avant de pouvoir disposer d'une carte de la ville. Pour ce faire, les hommes du service topographique du gouvernement provisoire s'organisent comme ils peuvent. Le secrétaire chinois, Charles Tenney, prête son théodolite à Drake pour qu'il effectue ses levés topographiques, pendant six semaines. Il doit également acheter du matériel aux Chinois. Drake se procure par l'intermédiaire des consuls étrangers les cartes et projets d'aménagement des concessions française et japonaise. Deux mois plus tard, il présente sa carte de la ville au conseil en proposant au service des travaux publics le tracé de nouveaux chemins.

La cartographie ne constitue pas uniquement l'outil indispensable de l'aménagement du territoire, il sert aussi d'instrument de justification de l'extension de la juridiction du gouvernement provisoire qui, fin décembre 1900, envoie aux commandements militaires une carte représentant « le territoire que le conseil désire occuper ». S'en suit un débat au sein de l'administration sur l'adéquation de la représentation cartographique avec les frontières de la juridiction : le cartographe a omis deux portions de territoire au Nord et au Sud du « hsien » (district) de Tianjin et intègre une partie du « hsien » de Ching Hai alors qu'il ne fait pas partie de la juridiction

51 H. Blais, F. Deprest et P. Singaravéloù (dir), "French Geography, cartography and colonialism", *Journal of Historical Geography*, Vol. 37, Issue 2, April 2011, 146-148 ; H. Blais, F. Deprest et P. Singaravéloù (dir), *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

du gouvernement. Il est ordonné de dessiner une nouvelle carte conforme aux limites politiques de la nouvelle juridiction. Pour ce faire, les chefs de district doivent réaliser des cartes de leur circonscription à remettre fin octobre 1901.

Ces militaires possèdent des éléments de culture cartographique mais, dans des délais très courts et avec peu de moyens, commettent des erreurs tel le major Ducat qui doit corriger le tracé de la frontière nord sur sa carte de Chun liang cheng. Dans ce district comme dans celui de Tongku, le processus de cartographie s'avère plus long puisqu'en mars 1902, les limites exactes étant encore « vagues », le caporal Chenet, protégé par une escorte, se rend sur place effectuer le travail de délimitation. Le processus collectif de production cartographique se poursuit donc jusqu'à la dissolution du gouvernement : la nouvelle version préparée de la carte générale par le caporal Chenet est envoyée à chaque chef de district afin d'y ajouter les « noms chinois des villages et les chemins non indiqués ». Ce caractère inachevé de l'œuvre cartographique du gouvernement est théorisé par Drake lui-même qui estime que la cartographie de Tianjin s'apparente à de la géographie historique en raison des changements rapides qui affectent le territoire au cours de cette période.

En effet, on abat les remparts, de nouvelles concessions apparaissent, les anciennes concessions s'agrandissent, de nombreuses rues sont en construction. La largeur des rues change presque constamment, les étrangers ont tendance à l'augmenter tandis que les propriétaires chinois cherchent à la rétrécir parce que le terrain devient rare et précieux notamment pour les magasins. La carte ne représente qu'approximativement l'étendue des marais qui varie en fonction des saisons.

Cette représentation cartographique constitue également un instrument de promotion économique et de communication politique. Ainsi, le service des travaux publics fait imprimer des petites cartes de Tientsin, d'après les levées de Drake afin de les mettre en vente à « Tianjin, Shanghai et ailleurs ». Drake se charge de leur commercialisation à partir de mars 1901 à son propre compte. Le gouvernement provisoire offre des cartes aux consuls étrangers à la fois comme gage de bonne volonté mais aussi pour marquer les limites de sa juridiction.

L'opération cartographique suscite également des résistances de la part des populations villageoises qui ont pu détruire les signaux géodésiques installés par Noah Drake et ses agents. Le gouvernement ordonne aux Chinois de « respecter les signaux géodésiques » et des rondes sont organisées, notamment dans le district de Tianjin Nord. Des patrouilles de police internationale sont chargées de protéger les signaux du gouvernement ainsi que les travaux topographiques des Puissances étrangères comme ceux du service géographique allemand sur le tracé projeté de la ligne de chemin de fer Tianjin-Chinkian.

Toutefois, au même moment, l'Europe découvre Tianjin et ses concessions à travers le fragment d'une autre carte, chinoise cette fois, publiée dans la presse métropolitaine. Ce fragment de carte adaptée par Pierre Villetard de Laguérie provient d'une superbe carte picturale, « à vol d'oiseau », de Feng Qihuang qui en 1899 représente de façon très détaillée, la cité chinoise de Tianjin, les concessions, le grand Canal, le fleuve, le chemin de fer, les usines, les temples, etc. Cette vue aérienne de 55 cm de large et 111 cm de long, intitulée « carte complète du système de défense de la cité murée de Tianjin et ses environs » (Tianjin cheng xiang bao jia quan tu), est la représentation d'une vue « virtuelle ». Sur le terrain, l'auteur de la carte a localisé les principaux bâtiments et mesuré les distances afin de réaliser un plan perspectif grâce à divers procédés de projection. Il a ensuite représenté les principaux édifices privés et publics en élévation et en perspective, en prenant soin d'accentuer leur forme et leur style. Au moment, où les Puissances étrangères partagent la Chine littorale en zones d'influence et où l'empereur chinois tente d'imposer aux lettrés les normes de la cartographie occidentale, cette vue du ciel peut être interprétée à la fois comme une forme de résistance aux normes culturelles occidentales et l'expression d'une prise en compte de la présence étrangère.

Derniers ouvrages parus:

Pierre Singaravélou (dir.), Les Empires coloniaux (19e-20e s.), Paris, Seuil, "Points histoire", 2013

Pierre Singaravélou (avec J.-F. Klein et M.-A. De Suremain), Atlas des Empires coloniaux, Paris, Autrement, 2012.

Pierre Singaravélou, Professer l'Empire. Les "sciences coloniales" en France sous la IIIe République, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011.

Avec Hélène Blais et Florence Deprest (dir), Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial, 2011, Paris, Publications de la Sorbonne.

## ***Les marges de l'Empire: le Sahara comme espace de jonction (1880-1930)***

Hélène Blais

La communication d'Hélène Blais interrogera spécifiquement le lien entre les savoirs cartographiques produits sur le désert du Sahara entre 1880 et 1930, et les modalités de la conquête française, dans un contexte de lutte de souveraineté entre la colonie d'Algérie et l'AOF, à l'échelle impériale.

En 1908, le commandant militaire des oasis sahariennes, Laperrine, chargé d'établir une jonction avec le colonel Venel, son homologue pour Haut-Sénégal-Niger, tente de faire valoir en métropole l'intérêt d'une liaison entre l'Algérie et l'AOF. Il propose pour ce faire non pas l'application d'un programme impérial centralisé, mais plutôt une série d'opérations militaires ponctuelles, intermittentes, dans la logique des opérations de « police saharienne » caractéristiques du mode d'occupation française dans le désert du Sahara. Ce moment s'inscrit dans une histoire longue, celle de la volonté de construction d'un empire colonial français en Afrique, qui commence avec la colonisation de l'Algérie, et qui s'affirme ensuite concurremment à l'Afrique britannique "du Cap au Caire". Dans l'espace sous domination française, le désert du Sahara joue un rôle tout à fait particulier. Ses spécificités géographiques et humaines constituent aux yeux du colonisateur un obstacle à la continuité impériale, alors que se dessinent de part et d'autres des ensembles territoriaux bien identifiés : l'Algérie puis les protectorats tunisien et marocain au nord, le Sénégal, le Soudan puis l'AOF au sud. La fonction n'est pas nouvelle, mais il semble alors que la logique coloniale renouvelle l'idée d'un Sahara séparateur. Des années 1860 à la période de l'entre-deux-guerres, on constate ainsi une tension permanente entre l'idée d'une division et la possibilité d'une jonction. Plus précisément, les colonisateurs tendent à nier l'ancienneté de l'espace économique de parcours et de vie que constitue le désert, pour faire de l'idée de jonction une invention coloniale.

Des logiques spatiales coloniale et impériale semblent ainsi s'imbriquer. La première correspond à la définition territoriale de la colonie d'Algérie et à la volonté d'équilibre entre territoire civil et territoire militaire : faire du Sahara un morceau de l'Algérie, c'est donner au régime militaire une portion d'un espace dont il a été exclu petit à petit. Mais, quand il apparaît que la colonie du Sénégal est amenée à s'étendre vers l'est, et à former un bloc territorial conséquent, la conquête est aussi programmée ou imaginée à une autre échelle, celle d'un empire français en Afrique.

En partant des difficultés des Français à appréhender ce désert, à lui trouver des limites, à le représenter selon les normes établies, on s'interrogera sur son insertion progressive dans un espace colonial, celui de l'Algérie, et sur sa dévolution militaire dans la logique de la constitution d'un territoire colonial partagé entre civils et militaires. Mais cette construction, liée à la logique des confins et du front pionnier, prend une signification nouvelle dans les années 1890, au moment où la jonction avec le Soudan, rêvée depuis les premiers projets de transsaharien, reprend de la vigueur. Il s'agit alors de faire du désert une entité intégrée dans un ensemble spatial homogène, un bloc impérial. L'illusion de la continuité spatiale est confortée, et l'idée du pont ou du passage s'impose malgré les évidentes résistances et les obstacles que représentent l'espace naturel, les populations du Sahara, mais également des rivalités intra-impériales entre la colonie algérienne et l'AOF qui persistent jusque dans l'entre-deux guerres.

Les cartes produites lors d'explorations savantes et d'expédition militaires servent-elles de support à la délimitation d'une frontière entre les deux ensembles coloniaux ? Quels sont les savoirs qui sont convoqués dans l'établissement de la limite ? Comment les savoirs locaux sont-ils utilisés ? Les rapports de force militaires reposent-ils sur la connaissance du désert et de sa géographie ? Nous répondrons à ces questions en nous appuyant sur un corpus de cartes produites en contexte colonial et impérial.

### Ouvrages récents

- Blais H., *Mirages de la carte. L'invention de l'Algérie coloniale*, 2014, Paris, Fayard.
- Blais H., Deprest F., Singaravélu P. (dir), *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*, 2011, Paris, Publications de la Sorbonne.
- Blais H., Besse J.-M., Surun I. (dir), *Naissances de la géographie moderne, 1760-1860. Lieux, pratiques et formation des savoirs de l'espace*, 2010, Lyon, ENS Editions.
- Blais H. et Laboulais I. (ed.), *Géographies plurielles. Les sciences géographiques au moment de l'émergence des sciences humaines (1750-1850)*, 2006, Paris, L'Harmattan.
- Blais H., *Voyages au grand océan. Géographies du Pacifique et colonisation, 1815-1845*, 2005, Paris, CTHS.

## ***Jean Brunhes et l'enjeu colonial de l'irrigation dans les régions arides (1894-1902)***

Florence Deprest

Florence Deprest proposera ici d'interroger spécialement la dimension coloniale et politique des premiers travaux scientifiques du géographe français Jean Brunhes.

La thèse de Jean Brunhes sur L'irrigation, ses conditions géographiques, ses modes et son organisation dans la Péninsule ibérique et dans l'Afrique du Nord soutenue en 1902, est encore aujourd'hui réputée comme une contribution majeure à la connaissance des systèmes d'irrigation et des sociétés hydrauliques en Méditerranée, et associée à la naissance de la géographie humaine moderne en France. L'espace embrassé par la thèse ne semble relever ni d'une logique strictement coloniale (études sur l'Espagne), ni d'une logique impériale française (études sur l'Egypte). Selon Jean Brunhes, le domaine géographique de l'étude qui va de l'Espagne à l'Egypte est d'abord justifié par une continuité méditerranéenne. Par ailleurs, il ne positionne pas explicitement sa thèse dans le champ de la "géographie coloniale" qui était revendiquée comme une spécialité académique par d'autres collègues à la même époque (Marcel Dubois, Augustin Bernard notamment), et préfère comme entête : « Etude de géographie humaine ». Pourtant, en 1908, dans la 7e série de l'*Institut Colonial International*, Brunhes publie des matériaux inédits sur les règlements concernant le régime des eaux dans la péninsule ibérique où il affirme avoir été envoyé par le gouvernement français dès 1894, dans la mesure où il s'agissait d'analyser des différentes formes d'organisation sociale et juridique de sociétés hydrauliques « dans des steppes semblables aux steppes de l'Algérie » (1906-1908, tome 3, p. 14-15).

L'historiographie la plus contemporaine s'est finalement peu interrogée sur le lien entre ces travaux – où le poids donné aux questions juridiques a pourtant constitué une singularité très remarquée dès leur publication – et l'enjeu colonial de l'irrigation dans les régions arides. A partir de l'analyse de la thèse et d'une série d'articles publiés en début de carrière, ainsi que d'une partie de la correspondance personnelle et professionnelle (Archives nationales, Fonds Jean Brunhes, 615AP), il s'agira donc de mettre au jour les imbrications des contextes scientifique, institutionnel et politique dans lesquelles furent élaboré cette thèse et réalisé les missions de terrain qui ont permis de la documenter (Espagne, 1894-95 et 1900; Algérie-Tunisie, 1900; Egypte, 1899).

Cette communication proposera de monter comment le géographe Jean Brunhes inscrit son travail dans un espace des savoirs à la fois colonial, transimpérial et international. L'intérêt pour la « politica hidraulica » du Régénérationnisme espagnol, tout comme celui pour la politique fédérale des Etats-Unis dans l'Ouest, prennent ainsi place dans un ensemble de références et de modèles, que tout un personnel composé à la fois de scientifiques, d'ingénieurs, d'administrateurs et de responsables politiques, font circuler entre Amérique du Nord, Europe du Sud, Maghreb, Egypte, Inde et Australie depuis dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour Jean Brunhes, la question du gouvernement de l'eau et la manière dont s'organisent juridiquement les sociétés oasiennes – il utilise également ce terme d'oasis pour la péninsule ibérique – constitue le fil directeur comparatiste à travers lequel il pose la question de la souveraineté dans les espaces arides. Entendant ainsi sur le plan scientifique le slogan du régénérationniste espagnol Joaquin Costa, « Irriguer, c'est gouverner » (1898), il distingue ainsi divers types de gouvernement par l'eau. C'est l'occasion pour lui, peu de temps après l'incident de Fachoda, de mettre en lumière la spécificité de l'action hydraulique britannique en Egypte et de la critiquer en tant qu'elle est l'établissement d'une souveraineté « usurpée » sur l'ensemble d'un pays, en dehors de tout règlement diplomatique international.

La mise au jour des implications politiques et pratiques de ces travaux peuvent sans doute éclairer certaines tensions que la soutenance et la publication de la thèse ont provoquées alors dans le milieu académique de la géographie française.

### Ouvrages récents

Florence Deprest, *Elisée Reclus et l'Algérie colonisée*. 2012, Paris, BELIN.

Avec H. Blais, P. Singaravélou, *Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial*. 2011, Paris, Publications de la Sorbonne.

Florence Deprest, *Géographes en Algérie (1880-1950). Savoirs universitaires en situation coloniale*. 2009, Paris, Belin, coll. Mappemonde.

### Articles et Numéros spéciaux récents

Avec H. Blais, "The Mediterranean, a territory between France and Colonial Algeria: Imperial Constructions", *European Review of History / Revue européenne d'histoire*, Vol. 19, No 1, February 2012, p. 35-59.

Florence Deprest, « Tell et Sahara : le palimpseste d'un premier découpage de l'Algérie coloniale », in Blais, Deprest, Singaravélo (dir), Territoires impériaux. Une histoire spatiale du fait colonial. 2011, Publications de la Sorbonne, p. 25-57.

Avec H. Blais et P. Singaravélo, "French Geography, cartography and colonialism", *Journal of Historical Geography*, Vol. 37, Issue 2, April 2011, 146-148.

Florence Deprest, "Using the concept of 'Genre de vie': French geographers and the colonial Algeria (cc 1880-1949)", *Journal of Historical Geography*, Vol. 37, Issue 2, April 2011, 158-166.

Florence Deprest, « Fernand Braudel et la géographie "algérienne" : aux sources coloniales de l'histoire immobile de la Méditerranée ? », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, BDIC, Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, dossier n° 99, juillet-septembre 2010, p. 28-35.

Avec H. Blais, Dossier « Savoirs géographiques et colonisation », M@ppemonde, nov. 2008, n° 91 et 92.

### ***Antarctique, premier XXème siècle. Empires, secteurs et savoirs géographiques***

**Fabrice Argoune**

Dans l'histoire des empires coloniaux, l'Antarctique est le dernier "continent" à être approché, construit et représenté, le dernier exploré. Il est aussi un des derniers lieux d'une véritable mythologie de la conquête, avec ses audacieux et ses odyssées, des littoraux du continent jusqu'au Pôle Sud. Les expéditions donnent toujours lieu à des conférences ou des publications. Elles nourrissent un imaginaire des lointains et des aventuriers modernes, par exemple au moment des expéditions du Norvégien Amundsen et du Britannique Scott vers le pôle, en 1911, ou de l'Américain Byrd qui le survole en 1929. Mais par-delà la geste héroïque polaire qui a longtemps éclipsé les autres formes de conquête du continent, un des principaux enjeux liés à l'Antarctique au début du XXème siècle est celui de son appropriation et de son partage. L'insertion de l'Antarctique dans la logique impériale des nations européennes, puis d'autres acteurs, des Amériques en particulier, suit de très près la conquête du pôle.

En Antarctique, savoirs géographiques et productions cartographiques ont été au cœur de la question de cette nouvelle souveraineté, d'abord pour l'Empire britannique et ses dominions de l'hémisphère sud, Australie et Nouvelle-Zélande, puis pour d'autres puissances, et surtout la Norvège, la France ou les Etats-Unis. Au début du XXème siècle, l'Antarctique est encore largement une terra incognita pour les explorateurs et cartographes européens. Sur les cartes des décennies 1900 et 1910, les limites du continent antarctique sont bornées de littoraux absents ou en pointillés pour marquer la très faible connaissance de ce continent par les différentes puissances. Seule la Mer de Ross et ses abords, plus important golfe du continent austral et entrée d'Admunsen et de Scott pour la plus courte pénétrante vers le pôle, est présentée comme territoire exploré. La péninsule, face à la Terre de feu, est encore insulaire à la fin des années 1930, et non pas part entière du continent et les formes du continent apparaissent grossières.

L'Antarctique devient dès lors le sujet de cet « impérialisme géographique » par lequel la quasi-totalité de l'espace mondial est explorée, cartographiée et finalement annexée à partir de l'Europe. Mais devant les difficultés pour appréhender ce territoire glacé - *The Home of the Blizzard*, pour reprendre le titre de l'ouvrage de l'explorateur Douglas Mawson - la géographie impériale prend des formes nouvelles et spécifiques, hors la possible comparaison avec quelques régions autour du Pôle Nord. Cette géographie antarctique est exclusivement impériale, le plus souvent sans contact avec le terrain. Un « Empire hors-sol » en quelque sorte, symbolisé par le survol aérien, le choix des délimitations, les formes de la souveraineté, et les débats sur ces formes de prise de possession. Il s'agira donc d'interroger l'histoire de cette spatialité "antarctique".

Notre communication portera sur le rôle des savoirs géographiques et cartographiques dans le partage impérial de l'Antarctique. Au cours de la première partie du XXème siècle, ne pouvant reposer sur l'occupation effective, ni même sur la présence tangible, le processus d'appropriation et de construction des espaces impériaux en Antarctique s'inscrit dans d'autres modèles de souveraineté. La normalisation des prises de possession coloniales à partir de la fin du XIXème siècle, entre les différents acteurs européens, précisait souvent la nécessité d'un pouvoir local responsable, ou tout au moins d'une administration rudimentaire. Mais dans les territoires polaires, la pratique internationale s'est détournée du critère de l'occupation effective pour chercher d'autres modes d'appropriation qui reposaient en grande partie sur les savoirs géographiques issus des découvertes et des campagnes cartographiques, mais aussi sur des savoirs mobilisés par les institutions centrales, relevant d'une géographie des pôles - doublée d'une géométrie sphérique - "sectorielle" spécifique aux régions polaires. Les Européens connaissent très mal les réalités géographiques des territoires antarctiques et ne fixent leurs frontières qu'en fonction de la longitude et de la latitude. En Antarctique, la découverte semble fournir un

inchoate title, un titre en voie de formation, qui doit être confirmé par d'autres modes d'appropriation plus généralement reconnus, mais qui peut reposer sur des traces durables de passage ou des cérémonies symboliques de prise de possession. Cette prise de possession formelle repose parfois simplement sur des pratiques imposées par le terrain, la navigation côtière, le simple survol, les photographies aériennes ou la cartographie la plus rudimentaire. Pour les puissances impériales, dans ces marges glacées, la revendication peut même s'interpréter comme une notification précédent le contrôle et même souvent la découverte à partir des côtes et des méridiens tracés entre le pôle et les points extrêmes des territoires. L'Antarctique est alors un laboratoire de souveraineté, sans occupation effective.

La France en particulier apparaît comme un acteur unique. Entre l'expédition du Docteur Charcot sur le navire le "Pourquoi Pas ?" qui se termine en 1910 et l'expédition de Paul Emile Victor après la Seconde Guerre mondiale, aucun explorateur français, dans une expédition publique ou privée, ne pose les pieds sur le continent, alors même que nombre d'Etats, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, les Etats-Unis, le Japon ou l'Allemagne envoient des expéditions sur le continent qui participent de la revendication. Pourtant, la Terre Adélie, secteur français de l'Antarctique, au milieu du Territoire antarctique australien, désormais part des Terres Australes et Antarctiques Françaises, est « inventée » dans l'entre deux-guerres.

A partir des récits et des cartes produites lors des expéditions, des publications liées, des archives de la presse ou des cabinets ministériels, cette communication s'intéressera enfin aux représentations cartographiques produites sur cet espace antarctique, par les différents acteurs concernés, le Royaume-Uni et ses dominions, en particulier l'Australie, mais également la Norvège, les Etats-Unis ou la France, pour signifier une présence et renforcer une souveraineté. Chaque acteur présente le continent à travers une mise en image qui révèle les légitimités mises en avant, de la continuité territoriale imaginaire au miroir des réalités arctiques, à l'insertion dans une cartographie archipelagique ou à dominante maritime, en passant par une mise en scène hémisphérique pour une revendication globale ou par une perspective resserrée pour renforcer les prises de possession.

Derniers ouvrages parus:

Fabrice Argounès et alii, *Atlas de l'Océanie. Continent d'îles, laboratoire du futur*, Paris, Autrement, 2011.  
Fabrice Argounès, *Géopolitique de l'Australie*, Bruxelles, Editions Complexe, 2006.

### ***L'influence des idées fouriéristes et saint-simonniennes sur la pensée géographique: autour de Jules Duval***

**Pascal Clerc**

Sans sa disparition tragique, Jules Duval (1813-1870) aurait probablement laissé son nom dans l'histoire de la géographie française. Lorsqu'il meurt, à 57 ans, il est président de la Commission Centrale de la Société de Géographie de Paris (le véritable organe de décision de celle-ci). Il y a fait des conférences remarquées sur les liens possibles entre la géographie et l'économie politique dans lesquelles il envisage une recomposition du champ des savoirs géographiques autour des questions économiques, cela dans une perspective plus utilitaire que scientifique. Il est aussi l'auteur d'ouvrages de vulgarisation (*Notre pays et Notre planète*), d'un très grand nombre d'articles de presse, ainsi que le principal inspirateur de la réforme des programmes de géographie conduite par Émile Levassieur en 1872.

Duval a eu plusieurs vies ; d'abord avocat dans l'Aveyron, c'est l'ennui qui le pousse à tenter l'aventure de l'autre côté de la Méditerranée pour diriger – en appliquant quelques principes fouriéristes – une colonie agricole près d'Oran. Après cette expérience dont il retire quelque amertume, il reste en Algérie quelques années et se tourne vers la politique sans trop de succès. Il rentre en France en 1852, s'installe à Paris et se fait connaître comme journaliste et spécialiste des questions coloniales. Il collabore à divers journaux et écrit de nombreux textes dans lesquels il aborde la colonisation par le biais de savoirs géographiques. En 1857, il entre à la Société de Géographie de Paris et y gravit rapidement tous les échelons. En 1870, au début de la guerre, il meurt dans un accident de train alors qu'il regagnait l'Aveyron.

Mais mon propos n'est pas prioritairement de proposer une biographie de ce savant méconnu même si son parcours en géographie fournit un éclairage intéressant sur la période qui précède l'institutionnalisation scientifique.

Jules Duval, formé intellectuellement au contact des disciples de Fourier et proche ensuite des saint-simonniens, a développé une vision de la géographie et des conceptions du monde largement influencées par ces

socialismes utopiques. Plus globalement, tout au long du XIXe siècle, de nombreuses interactions existent entre ces idéologies et les manières de penser l'espace mondial et l'humanité. Une analyse des réseaux de Duval permet de mettre en évidence les liens existants entre différentes sphères : celles des techniciens, des économistes, des penseurs fouriéristes et saint-simoniens, des éducateurs, des journalistes et des géographes. Convaincus par l'idée de progrès, par les vertus de la connaissance, par l'unité de la planète et du genre humain, ils développent une vision du monde commune.

À travers l'analyse des écrits de Duval et de quelques-uns de ses contemporains, mon projet est d'étudier les principaux aspects de ces approches spatiales :

-la terre comme domaine à mettre en valeur. C'est d'abord une pensée de la surface (et du sous-sol) terrestre comme ressource qui est envisagée. Les découvertes conséquentes se terminent, l'exploration de l'intérieur de l'Afrique en particulier est en cours et l'idée d'un potentiel à exploiter (ressources minérales, possibilités de culture et d'élevage) se développe. Cette approche pose aussi la question de l'épuisement des ressources (dans un contexte de finitude planétaire), question dont ne s'inquiètent pas nécessairement les socialistes utopistes, mais qui préoccupe Duval.

-l'humanité dans sa globalité. Les socialistes utopistes travaillent au rapprochement des êtres humains, à leur mise en contact par des moyens techniques modernes. Ils conçoivent la planète comme le patrimoine commun de l'humanité. Certains auteurs dont Duval parlent de « fusion des races » sans que l'on sache toujours très bien jusqu'où va cette perspective puisque le contexte général de hiérarchie des différentes populations du globe n'est pas remis en cause. C'est à ce titre notamment que Duval défend la colonisation.

-le rôle des moyens de transports dans le rapprochement des hommes et des lieux. Duval comme nombre d'autres penseurs saint-simoniens – certains sont ingénieurs – croit à « l'outillage » (les infrastructures et de superstructures de transport) comme moyen de ce rapprochement. En particulier, la question des canaux et des liaisons transocéaniques est l'objet de nombreuses attentions.

-une première conception de ce qui sera qualifié plus tard de mondialisation. Il y a dans les écrits des socialistes utopistes les germes de ce que les géographes, dès Reclus et Vidal de la Blache, analyseront comme un rétrécissement de la planète. Rapprocher les hommes et les lieux, tisser des liens, permet de penser la totalité planétaire dans son interdépendance et sa communauté de destins.

-la place de la colonisation dans cette pensée du monde. Ce point soulève des ambiguïtés. Je tenterai de montrer que la colonisation peut occuper une place centrale chez Duval et les socialistes utopistes sans les conduire à remettre en cause le projet de « fusion des races » et l'idée de mettre en valeur la planète au profit de tous.

-l'éducation et l'instruction géographique comme moyens de l'action dans le monde. Dès son installation dans la colonie agricole de la plaine du Sig, Duval se préoccupe d'éduquer les petits enfants de ceux qui y travaillent afin de leur apprendre à ménager cette « pauvre terre » comme il l'écrit. Plus tard, il jettera les bases d'un nouveau cursus d'enseignement de la discipline. Sa mort précoce ne lui permettra pas d'aller très avant dans cette direction mais les propositions d'Émile Levasseur pour l'enseignement primaire et secondaire s'en inspirent largement.

C'est à un projet de refondation de la géographie, de sa place au sein des savoirs et de ses finalités que Jules Duval a consacré une partie de ses écrits et de ses communications. En rapprochant certains aspects de la géographie de l'économie politique, il participe à l'organisation d'une nouvelle branche disciplinaire : la géographie économique (Duval utilise l'expression dès 1863). À ses yeux, la géographie économique est à la fois une connaissance nécessaire pour agir dans le monde et le moyen le plus efficace pour décrire le nouvel environnement qui se dessine. Cette redéfinition du champ disciplinaire est inséparable d'une vision du monde. Les idéologies fouriéristes et saint-simoniennes participent d'une pensée de la totalité planétaire et d'une réflexion sur la mise en valeur des espaces au profit de l'humanité.

## Sessão X

### ***Negligência e rejeição à obra de Milton Santos: dois exemplos***

**Roberto Lobato Corrêa**

No processo da produção teórica na geografia houve algumas negligências e mesmo rejeição às formulações teóricas, seja porque estas estavam à frente de seu tempo, seja em virtude de diferenças epistemológicas por parte de alguns face às formulações teóricas elaboradas. No primeiro caso situa-se a teoria dos lugares centrais de Walter Christaller e no segundo duas formulações elaboradas por Milton Santos.

Milton Santos tem, ao longo de 50 anos de produção intelectual, uma significativa contribuição para a geografia, contribuição focalizada em torno do espaço, visando identificar a natureza da geografia, sua identidade. Entre suas contribuições estão, de um lado, a teoria dos dois circuitos da economia dos países subdesenvolvidos, que é publicada na segunda metade dos anos 70, e de outra, publicada em 1985, a proposição das categorias de análise do espaço.

Na primeira contribuição, Milton Santos argumenta que nos países do Terceiro Mundo a economia está dividida em dois circuitos, o superior e o inferior, cada um com características próprias mas articulados e, em realidade, controlados pelo circuito superior. A distinção entre os dois circuitos pode ser verificada ao se considerar as características de um e de outro no que diz respeito, entre outros aspectos, ao emprego de capital e trabalho, respectivamente intensivo no circuito superior e inferior, às relações de trabalho, ao uso de publicidade, às relações com o Estado, ao tipo de vendas, à margem de lucro e às relações com o mercado. Tipos ideais, é possível verificar nuances em diversas situações concretas.

Na segunda contribuição argumenta sobre a unidade constituída pelas quatro categorias que tornam possível a análise do espaço, a saber, estrutura, processo, função e forma, categorias estas indissociáveis entre si. Esta proposição nega de modo contundente a visão excepcionalista que vigorou – e de certo modo ainda vigora – na qual os fenômenos ou formas são únicos, não repetitivos em essência e não passíveis de uma leitura teórica. A proposição de Milton Santos, nesse sentido, ultrapassa as críticas elaboradas na década de 1950 por Fred Schaefer, que nega esta visão calcada na unicidade dos fenômenos. A proposição de Milton Santos exibe uma forte influência da Georg Lukacs. A negligência e rejeição a estas duas proposições estão calcadas em uma mesma tese, a de que Milton Santos teria quebrado a unidade do real, admitindo uma dicotomia entre os dois circuitos da economia e a dissociação da unidade do espaço. Seria ele prisioneiro do positivismo e portador de uma postura terceiro-mundista. Nesse sentido, geógrafos que se viam como adeptos de uma perspectiva crítica, calcada no marxismo, não consideraram as duas proposições de Milton Santos. Outros geógrafos, não-marxistas, também negligenciaram ou rejeitaram as duas proposições, por serem teóricas demais.

A negligência e rejeição estão assentadas, de um lado, na força do positivismo que considera o mundo como constituído de partes, não sendo possível uni-las, e de outro, em um marxismo superficialmente apreendido, que não consegue, assim, ver a unidade e a diversidade ou o universal, o particular e o singular. Esses críticos de Milton Santos, em realidade, projetam nesse autor o positivismo fortemente enraizado neles próprios, sem compreender as lentes com que Milton Santos vê o mundo, reafirmando numa perspectiva geográfica a unidade do espaço e suas manifestações diversas, isto é, por exemplo, os dois circuitos e as diferentes formas com que o universal, seus processos e funções se manifestam.

Nesse sentido afirma-se que o universal ou a totalidade se manifesta nas particularidades dos circuitos superior e inferior, assim como nas numerosas singularidades das diferentes manifestações concretas do shopping centers, das cadeias de lojas e das finas lojas de artigos de luxo – partes do circuito superior – como nos camelódromos, nas diversas feiras de produtos ilegalmente importados ou nos pontos de venda de drogas – partes integrantes do circuito inferior. Os dois circuitos da economia do Terceiro Mundo são manifestações da perspectiva horizontal da análise de que nos fala Karel Kosík.

As razões da negligência e rejeição das proposições de Milton Santos estão implicitamente assentadas na postura de baixa autoestima do colonizado, que não se aceita plenamente como intelectual incapaz de pensar o mundo em geral e o seu mundo em particular, acreditando que como colonizado deve apenas incorporar aquele conhecimento produzido no exterior, no então denominado Primeiro Mundo.

Referências Bibliográficas:

- KOSIK, K. A Dialética do Concreto. Rio de Janeiro, Paz e Terra, 1978.
- LUKACS, G. Introdução a uma Estética Marxista. Sobre a Categoria da Particularidade. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1978.
- SANTOS, M. O Espaço Dividido: Os Dois Circuitos da Economia nos Países Subdesenvolvidos. Rio de Janeiro, Editora Francisco Alves, 1979.
- SANTOS, M. Espaço e Método. São Paulo, Nobel, 1985.

### ***Milton Santos e o pensamento marxista***

**Matheus Tavares**

O uso pela geografia de categorias e elementos teóricos provindos do pensamento marxista tem sua origem no período que compreende o final dos anos 1930 e o pós Segunda Guerra Mundial (SANTOS, 1980; PEDROSA, 2013). Tal empreitada foi realizada principalmente por geógrafos franceses, tais como, Pierre George, Jean Dresch, Jean Tricart, Roger Brunet dentre outros. No entanto, é nas décadas de 1960 e 1970 que temos o período mais intenso de influência do escopo marxiano-marxista sobre o pensamento geográfico. Em várias partes do mundo explodem não apenas trabalhos que exploram esse sistema filosófico como atestam as obras de David Harvey Richard Peet, Mássimo Quaini, Paul Claval etc., mas também temos a emergência de diversas revistas que evidenciam uma filiação ao pensamento marxista, como por exemplo, a Herodote na França e a Antipoda nos Estados Unidos. É no âmbito desse processo que Milton Santos tem seu primeiro contato com a obra de Marx e Engels e com toda a filosofia marxista então em voga. Em suas reflexões o geógrafo não somente incorporou os conceitos centrais dessa filosofia, mas, sobretudo, se apropriou dos elementos constitutivos de sua epistemologia. Nesse sentido, o objetivo desse trabalho é compreender a influencia do marxismo na obra de Milton Santos, bem como a sua contribuição para o debate marxista, sobretudo no que consiste a temática do desenvolvimento desigual e combinado. A incorporação de elementos do marxismo em sua análise, não fez com que Milton Santos abrisse mão de formular e utilizar os conceitos próprios da geografia. Assim, além de incorporar tais elementos era fundamental geograficizá-los ou explorar a sua dimensão geográfica. É nesse sentido que o autor realizando reflexões sobre as instâncias sociais defende a tese de que o espaço geográfico é ele mesmo, uma instância social ao mesmo nível que a política, a ideologia e a economia (SANTOS, 1978); nesse mesmo debate o autor aponta que a práxis social apresenta também um dimensão espacial, ou seja, o espaço geográfico não é somente um mero reflexo da sociedade, pois, através de suas formas exerce um papel ativo em sua transformação. Milton Santos sintetiza esse entendimento afirmando que, "a práxis, ingrediente fundamental da transformação da natureza humana, é um dado sócio-econômico, mas é também tributária das imposições espaciais (SANTOS, 1990, p. 137). Aprofundando suas reflexões Milton Santos realiza profunda reflexão em torno do conceito de Formação Economia e Social. De acordo com Mamigonian (2005) se fundamentando nos estudos de Lênin (Desenvolvimento do Capitalismo na Rússia), Amilcar Cabral (em Cabo Verde) e nas teorizações de Emilio Sereni, Milton Santos cria para a Geografia o conceito de Formação Socioespacial, que, ainda de acordo com Mamigonian (2005, p. 226) se "constitui o marco fundamental da renovação marxista da geografia humana atual". Então, para Milton Santos (1978) não se trata apenas de formação social, mas sim de uma formação socioespacial, pois uma dada nação não se constitui apenas social e economicamente, mas territorialmente, de modo que esta é também condição sine qua non para seu processo formativo. Uma das incorporações mais originais de Milton Santos surge no âmbito de suas reflexões sobre do processo de urbanização dos países do terceiro mundo a partir do livro "Les Villes du Tiers Monde" de 1971 e com a obra que melhor condensa essa fase do autor "O espaço dividido: os dois circuitos da economia urbana dos países subdesenvolvidos", publicada no Brasil em 1979. A análise de Milton Santos nessas duas obras, mas principalmente na segunda é, em nosso entendimento, profundamente influenciada por preceitos marxistas, sobretudo, no que concerne ao desenvolvimento desigual e combinado. Para Milton Santos os estudos urbanos dos países subdesenvolvidos, sejam eles realizados por geógrafos ou não, eram orientados a partir de conceitos produzidos para compreensão do "mundo desenvolvido", os quais, por meio de estudos comparativos, eram em muitos casos, aplicados na íntegra e sem nenhuma ressalva à realidade terceiro mundista. Para Milton Santos, a utilização desse recurso incidia no fantástico erro de compreender que o processo de urbanização do terceiro mundo ocorria de maneira idêntica aos países do dito mundo desenvolvido e que, portanto, o que se presenciava nesses países era, na realidade, uma etapa pela qual os países desenvolvidos já haviam passado. Desse modo, o que marca essas obras é a necessidade de conduzir os estudos urbanos a outro patamar a partir da elaboração ou (re)elaboração da teoria geográfica, donde pressupõem-se uma renovação conceitual e metodológica da disciplina. Tal exercício era extremamente indispensável à Geografia, pois o mundo estava passando por intensas transformações o que, consequentemente, exigia uma nova postura diante da análise dos fatos (TAVARES, DANTAS, 2011). Para Milton Santos o processo de urbanização dos países

subdesenvolvidos havia possibilitado a coexistência de dinâmicas que se apresentavam aparentemente disparentes e dissociadas, mas que em sua essência faziam parte de um mesmo processo. Destarte, a urbanização e a modernização da economia, ao mesmo tempo em que engendrou um circuito superior da economia urbana – composto pelos bancos, comércio, indústria de exportação, indústria moderna, serviços modernos, atacadistas e transportadores; também possibilitou a existência de um circuito inferior – que se constitui pelas formas de fabricação de uso não intensivo de capital, pelos pequenos comércios e pelos serviços não modernos, voltados, sobretudo, para o consumo dos mais pobres. Aqui podemos dizer que o autor não somente é influenciado pelos ensinamentos marxistas do desenvolvimento desigual e combinado, mas que ele oferece uma contribuição original ao pensamento marxista ao compreender a urbanização e o processo de modernização do território desses países sobre o prisma do desenvolvimento desigual. Vale destacar que o raciocínio dominante nesse momento, profundamente influenciado pelo pensamento da Comissão Econômica para América Latina e Caribe (CEPAL), era o de apontar a existência de dois setores na economia formados por realidades completamente dissociadas. Logo circuito superior não tinha nada a ver com o circuito inferior. Para Milton Santos o contrário é que estava correto, pois o circuito superior não existe sem o inferior e vice-versa, de modo que os dois fazem parte de um mesmo processo de modernização que atinge seletivamente o território. Em síntese, podemos dizer que Milton Santos ia inserindo e geografizando vários conceitos próprios do temário marxista e assim contribuía não sómente para a renovação da Geografia, mas também do pensamento marxista.

#### Referências bibliográficas

- MAMIGONIAN, Armen. *Milton Santos e a geração dos geógrafos dos anos 50*. In: Tese de livre docência, São Paulo, 2005.
- PEDROSA, Breno Viotto. *Entre as ruínas do muro: A história da Geografia crítica sob a ótica da idéia de estrutura*. Tese do doutorado. Geografia Humana (USP), São Paulo, 2013.
- SANTOS, Milton. *Espaço e Sociedade*. 1 ed. São Paulo: Vozes, 1978.
- \_\_\_\_\_. *Les Villes du Tiers Monde*, Paris, Génin, 1971,
- \_\_\_\_\_. *O espaço dividido: os dois circuitos da economia urbana nos países subdesenvolvidos*. São Paulo: Livraria Francisco Alves Editora S.A, 1979.
- \_\_\_\_\_. *Alguns problemas atuais da contribuição marxista à geografia*. In: *Novos Rumos da Geografia Brasileira*, Hucitec, São Paulo, 1980.
- \_\_\_\_\_. *Por uma Geografia Nova*. 3 ed. São Paulo: Hucitec, 1990.
- TAVARES, Matheus A.A, DANTAS, Aldo. *Introdução ao pensamento de Milton Santos: reflexões sobre o “trabalho do geógrafo...”* In: *GEOUSP - Espaço e Tempo*, São Paulo, Nº 30, pp. 139 - 148, 2011.

#### ***O trânsito de Karl A. Wittfogel entre o marxismo e o anticomunismo*** **Breno Viotto Pedrosa**

Dentro do campo do marxismo, Karl A. Wittfogel é muito debatido em função de seu trabalho sobre o modo de produção asiático, contudo poucas pessoas debateram sua trajetória intelectual e sua formação em geografia. Um fato interessante de seu percurso é que justamente no momento de sua imigração para os EUA, após ter saído de um campo de concentração, Wittfogel abandona a esquerda política e se insere no campo da antropologia cultural. Sua migração geográfica também foi, em parte, intelectual e política. Entretanto, após o processo revolucionário chinês, em 1949, Wittfogel se sente impelido a se posicionar politicamente. Diferentemente de sua juventude, agora ele utiliza o marxismo contra o socialismo real, tentando mostrar traços comuns da sociedade chinesa e a russa, além de caracterizá-las como desdobramentos autoritários de seu próprio passado despótico. Assim, na década de 1950, Wittfogel utiliza o pensamento marxiano contra o comunismo, aliando-se ao mesmo tempo, a setores da direita norte-americana, situação que se destaca pela delação de seus antigos colegas do *Far East and Russian Institute*, no auge do macartismo.

Entretanto, compreender sua trajetória intelectual não é um elemento fácil, devido, principalmente, à plêiade de suas influências e tendo em vista que, mesmo após mudar completamente seu posicionamento político, ele manteve praticamente as mesmas referências intelectuais. Wittfogel, na juventude, militou na organização *Wandervogel*, na qual muitos abraçaram o socialismo, o que representou um primeiro vetor de filiação com a esquerda política. Após uma rápida incursão como escritor de teatro, Wittfogel simpatiza com vários autores da heterodoxia alemã como, por exemplo, Rosa Luxemburgo. No tocante a essas influências e a sua formação, cabe destacar que além de se aprofundar na obra de Marx, Wittfogel participou de uma geração da *intelligentsia* alemã,

que foi fortemente influenciada por Weber. Isso se torna evidente quando acompanhamos o debate entre Lukács e Wittfogel sobre a relação entre sociedade e natureza (BASSIN, 1996).

---

Apesar das posições distintas, Lukács e Wittfogel debatiam profundamente a obra de Marx e Weber. Configura-se, então, uma primeira característica de seu pensamento, que apesar das mudanças políticas, está presente durante todo seu transcurso intelectual: (1) de um lado, uma preocupação com as elucubrações de Marx a respeito das sociedades asiáticas, as quais estariam supostamente estagnadas, sendo organizadas a partir de um estado centralizador, que tem como primeiro marco as grandes obras hidráulicas; (2) de outro, a utilização da teoria de Weber acerca do papel da burocracia no controle e na composição social. Esse espectro dual de interpretação será o grande quadro referencial de aproximação com o estudo da China.

---

Wittfogel, desde o início da carreira, se interessa pela China e, no transcurso da formação universitária, se aproxima dos sinólogos alemães. Após o curso de geografia, ele começa a trabalhar com educação de proletários e torna-se amigo de Karl Korsch, que o indica para compor o Instituto de Pesquisa Social – instituição que mais tarde reuniria pensadores da chamada escola de Frankfurt. Wittfogel, nesse período, estabelece uma relação intensa com a União Soviética, frequentando eventos e recebendo um convite para integrar e escrever um texto para o Comintern. Seu prestígio dentre os soviéticos acaba quando Stálin decide cassar o debate sobre o modo de produção asiático, após o massacre cometido contra o partido comunista chinês. Contudo, Wittfogel não deixou de ser influenciado pelos intelectuais russos, que escreveram sobre a Ásia ou sobre as características asiáticas da Rússia, como Metchnikoff, Lênin, Plekhânov ou E. Varga (ULMEN, 1978).

---

Paralelamente, diante da ascensão do nazismo, Wittfogel exerce uma função importante com críticas abertas ao pensamento de Ratzel e à geopolítica alemã. Além de se posicionar publicamente contra o nazismo, ainda defendia o materialismo histórico como instrumento de análise fundado na esfera da economia, utilizando-se a técnica e o trabalho como fatores de intermediação da relação entre homem e meio. Em função de sua oposição explícita e seus antecedentes simpáticos ao bolchevismo, Wittfogel foi rapidamente enviado para um campo de concentração. Após graves problemas de saúde, ele é libertado em 1934 e segue para os Estados Unidos onde encontra seus antigos colegas do instituto.

---

Em terras americanas recebe a notícia do pacto Ribbentrop-Molotov como uma última desilusão a respeito do socialismo soviético. Nos EUA, Wittfogel desenvolve um trabalho sobre a família chinesa, conjuntamente com E. Fromm, que envolveu ampla aplicação de questionários em um trabalho de campo na China. Contudo, Wittfogel e Fromm foram gradualmente marginalizados no grupo de Frankfurt, pois enquanto o primeiro estava muito vinculado à posições radicais que fugiam do perfil ligado à social-democracia, o segundo enveredava por interpretações freudianas que cada vez mais desagradavam os colegas, agora mais centrados na filosofia e no estudo empírico da sociologia (WIGGERHAUS, 2002).

---

Wittfogel, um tanto isolado, acaba sendo incorporado ao *Far East and Russian Institute* em 1947 e aprofunda seus laços com a fundação Rockefeller. Seu trabalho intelectual, que tinha um caráter eminentemente político, agora se transforma. Wittfogel, desde sua chegada, se dedica à análise da dinastia Liao (907-1125) e publica um estudo exaustivo, em 1946, com Feng Chia-sheng. A guinada importante desse estudo advém do contato entre Wittfogel e o grupo de Franz Boas. Sua preocupação se distancia da visão próxima às leituras economicistas do marxismo e, mesmo que não abandone a ideia de sociedade hidráulica, Wittfogel explora exaustivamente as características culturais da dinastia Liao. O evento incontestável da integração de Wittfogel com o grupo de Boas é seu casamento com E. S. Goldfrank, uma de suas alunas proeminentes. Além da absorção de elementos de metodologia da antropologia cultural, Wittfogel encontrou um refúgio no distanciamento político que o grupo de Boas procurava.

---

Seu estudo sobre a dinastia Liao desfrutou de grande sucesso dentre seus pares na América, todavia, a neutralidade iria terminar com a eclosão da revolução chinesa em 1949. A partir desse evento, Wittfogel se sentiu moralmente impelido a denunciar o caráter prejudicial do socialismo, que seria responsável por restaurar a ordem do despotismo oriental, baseado em um estado forte, que sufoca o desenvolvimento social e detém o poder político, econômico e ideológico. Este estado centralizador se funda através das obras hidráulicas, que visam dinamizar o desenvolvimento agrícola. Portanto, o socialismo seria a face moderna da restauração de uma tendência primitiva do despotismo, baseado na agricultura.

---

Em função do golpe na China, se estabelece o comitê McCarran, ligado ao marxismo, onde Wittfogel denuncia O. Lattimore e M. I. Finley como contribuidores comunistas do *Far East Institute*. Lattimore era conselheiro de Chiang Kai-shek e admitia a hipótese histórica que o feudalismo, e não o modo de produção asiático, seria mais adequado para descrever a organização social da China. O resultado do processo de reação à situação chinesa é a publicação d'*O Despotismo Oriental*, em 1957, obra que desagravou a direita e a esquerda. Isso porque foi uma crítica ao socialismo com base em Marx e no marxismo, cujo seu domínio não era menor. Contudo,

isso não impediu equívocos em suas análises e a preocupação ampla com aspectos culturais, visando demonstrar uma coesão entre as sociedades estagnadas no modo de produção asiático.

---

A repercussão da publicação do *Despotismo*, conjugado com a ascensão do estruturalismo althusseriano, em escala mundial, provocou uma reabilitação do debate acerca da relação entre modo de produção e, especificamente, no nosso caso, de modo de produção asiático. Wittfogel foi traduzido para o francês, sendo duramente criticado por P. Vidal-Naquet, principalmente no tocante às suas posições políticas. Wittfogel reproduziu a interpretação preponderante no *status quo* norte-americano durante a guerra fria e ofereceu um amplo prognóstico teórico e empírico contra o socialismo real. Contudo, ele persiste exacerbadamente na similitude entre o socialismo chinês e o soviético, mas sua comparação cai por terra logo após a consolidação da separação entre os dois países. Claramente, esse processo começa com a declaração dos crimes de Stálin, feita por Kruchev, seguido pelos atritos militares entre URSS e China, no rio Ussuri, em 1959, e culmina, no início da década de 1970, com a reabilitação das relações entre China e EUA.

---

No final da vida, um grupo de marxistas na Alemanha republicou seus textos da época em que ele era militante marxista. O grupo não procurou Wittfogel porque pensava que ele estava morto, o que causou problemas no tocante aos direitos autorais. Isso demonstra como toda a tergiversação política e a falha em analisar as relações sino-soviéticas o colocou em uma situação de ostracismo, renegado pela esquerda e desacreditado pela direita. Apesar disso, compreender a obra de Wittfogel no tocante às suas fontes e transformações pode nos iluminar sobre uma visão de mundo na qual oriente contém invariavelmente sociedades estagnadas e despóticas e que não está isenta de essencialismos.

---

#### Referências bibliográficas

- BASSIN, Mark. "Nature, geopolitics and marxism: ecological contestation in Weimar Germany." *Transactions of the Institute of British Geographers, nova série*, vol. 21, nº 2, 1996.
- GREFFRATH, M.; RADDATZ, F. J.; KORZEC, M. "Conversation with Wittfogel." *Telos*, St. Louis, Telos Press, nº 43, 1980.
- LINTON, Matthew D. *The transformation of Cain: Karl August Wittfogel's american acculturation and the cold war, 1934-1963*. Massachusetts: master's thesis – Brandeis University, 2011.
- SMITH, Niel. "Rehabilitating a renegade? The geography and politics of Karl August Wittfogel" in *Dialectical anthropology*, nº 12, 1987.
- SOFRI, Gianni. *O modo de produção asiático*. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1977.
- WIGGERHAUS, Rolf. *A escola de Frankfurt*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 2002.
- WITTFOGEL, Karl. "Geopolítica, materialismo geográfico e marxismo" in *Seleção de textos*, São Paulo, Associação dos geógrafos brasileiros, no 20, 1992.
- \_\_\_\_\_. *Le despotisme oriental*. Paris: Editions Minuit, 1977 [1959].
- WITTFOGEL, Karl; CHIA-SHENG, Feng. "History of chinese society Liao (907-1125)" in *Transaction of the american philosophical Society, nova série*, vol. 36, 1946.
- ULMEN, G. L. (org.). *Society and history – essays in honor of Karl August Wittfogel*. Paris/New York: Mouton publishers, 1978a.
- \_\_\_\_\_. *The science of society – toward an understanding of the life and work of Karl A. Wittfogel*. Haage: Mouton publishers, 1978.
- 

#### ***Martin Heidegger e a reabilitação do problema da fundamentação ontológica na geografia***

**Luis Carlos Tosta Reis**

O presente texto tem por objetivo colocar em perspectiva uma discussão sobre a influência crescente que o pensamento de Martin Heidegger tem assumido, nas últimas duas décadas, nos rumos da reflexão ontológica na Geografia, como atestam uma gama significativa de contribuições dedicadas ao assunto (Elden, 1999; 2000; 2001a; 2001b; 2001c; 2003; 2005a; 2005a; 2005b; 2006; 2010; Jones, 1999 ; Joronen, 2008; 2010; 2011; 2012; Shaw, 2012; Dewsbury, 2000; Escobar, 2007; Schatzki, 2007; Strohmayer, 1998; Reis, 2009; 2012).

A natureza do diálogo que os trabalhos acima indicados encetam com Martin Heidegger, assume matizes sensivelmente distintas daquelas que caracterizaram, na década de 1970, a assimilação de sua obra como uma matriz da filosofia fenomenológica, então entrevista como fecunda para a constituição de uma Geografia Humanista, a reboque dos trabalhos de Edward Relph; Anne Buttmer; J. Nicholas Entrikin, considerados principais expoentes do "grupo estadunisense" de incorporação do pensamento de Heidegger à ciência geográfica (Marandola Jr., 2012).

De fato, as pesquisas recentes apontam para uma profunda reconsideração acerca das possibilidades que a obra deste filósofo oferece para a geografia. Não obstante o escopo diferenciado que as contribuições mais recentes possuem - no que diz respeito à interlocução com a obra de Heidegger - a reflexão de caráter ontológico constitui a base a partir da qual seu pensamento é orientado para vias de problematização mais específicas, que envolvem, por exemplo, a depuração da concepção de espaço em diferentes fases da obra do filósofo (Elden, 2001a, 2005a;); o fundamento ontológico do fenômeno da globalização (Joronem, 2008; 2010; 2011; 2013); o debate sobre a noção de evento na obra heideggeriana, entrevista como de fundamental importância para fecundar o tratamento dispensado à relação espaço-tempo nos estudos geográficos (Elden 2005a; Joronen, 2010; 2012; Shaw, 2012 ). Acerca desta última orientação alguns autores têm, mesmo, entrevisto os germes da constituição de um “novo paradigma”, a saber, uma “Geografia do Evento”, para a qual a concepção “heideggeriana” da noção de evento seria absolutamente central, como propõe Ian Shaw (2012) no artigo intitulado *Towards a Evental Geography*, amparando sua proposta sob um lastro significativo de pesquisas que endossam esta proposição (Dewsbury, 2010; Elden, 2005b; Escobar, 2007; Joronen, 2010; Martson et al. 2005; Schatzki, 2007; Strohmayer, 1998).

A contribuição de Stuart Elden deve ser destacada, no bojo destes trabalhos, pelo caráter regular e sistemático com o qual dedicou trabalhos que buscaram efetivamente redimensionar o diálogo entre Heidegger e a Geografia. Seria importante ressaltar, nesse sentido, a publicação de dois livros do autor diretamente dedicados ao diálogo com o pensamento de Heidegger - quais sejam, *Mapping the Present. Heidegger, Foucault and the Project of a Spatial History* (Elden, 2001a) e *Speaking Against the Number: Heidegger, Language and the Politics of Calculation* (Elden, 2006) - que fornecem uma notável ampliação ao entendimento de Heidegger para o debate teórico na geografia, sendo sobremodo saliente o impulso fornecido ao plano da reflexão ontológica na Geografia. Além desses livros, o geógrafo publicou um número considerável de artigos estritamente dedicados à ampliação da interface entre a Geografia e o pensamento de Heidegger. Nesse sentido, caberia citar uma breve passagem do artigo “Entre Marx e Heidegger: Política, Filosofia e ‘A Produção do Espaço de Lefebvre” na qual o geógrafo procurou sublinhar a influência significativa que o pensamento filosófico de Heidegger exerceu sobre Henri Lefebvre, nos seguintes termos: “O trabalho de Heidegger é extremamente importante para o entendimento do projeto intelectual de Lefebvre. Sugere-se que o trio de pensadores [Hegel, Marx e Nietzsche] que influenciaram Lefebvre é [o mesmo] partilhado por Heidegger. (...). Há diferenças – muitas – entre Marx e Heidegger, mas, para Lefebvre, os dois são essenciais. Como bem notaram Kofman e Lebas, Heidegger foi o filósofo do século XX em quem Lefebvre mais se engajou. D. Harvey sugeriu que uma combinação entre Marx e Heidegger é uma área promissora para futuros trabalhos quando argumentou sobre a “possibilidade de alguma forma concatenar a concepção marxista e heideggeriana dentro de um novo tipo de política radical”. Esses insights e possibilidades continuam pouco desenvolvidos na literatura. [...]. Assim, podemos sugerir que a obra de Lefebvre demonstra a possibilidade de um heideggerianismo de esquerda. [...] Lefebvre pode, portanto, ser beneficiamente lido no nível político e filosófico entre Marx e Heidegger (Elden, 2004).

Trata-se, como é possível constatar, de uma interlocução fundamentalmente distinta daquela usualmente dispensada ao pensamento de Heidegger no bojo da Geografia humanista que, em geral, estabeleceu um padrão de codificação do pensamento deste filósofo na teoria da geografia restringindo-o enquanto fonte de orientação acerca do método fenomenológico, ao lado de filósofos como Edmund Husserl; Maurice Merleau-Ponty e Jean-Paul Sartre.

Caberia, por fim, destacar a contribuição fornecida ao tema por Mikko Joronen (2008; 2010; 2011; 2012). Sua perspectiva de problematização orienta-se deliberadamente no sentido de constituir, no seio do debate teórico da geografia, uma “ontologia espacial através de Martin Heidegger” (Joronen, 2012; 2010). O autor regularmente sublinha a necessidade de repensar criticamente a abordagem dispensada à obra de Heidegger pelos geógrafos humanistas (Joronen, 2010; 2012). De acordo com este autor, a Geografia humanista teria passado ao largo do potencial que o pensamento tardio do filósofo ofereceria para a interpretação da materialidade do espaço, tendo, assim, estabelecido um diálogo parcial com sua obra, que teria privilegiado a esfera do excepcionalismo humano e da experiência vivida através de analogias formais com a conceptualidade característica da primeira fase da obra de Heidegger, centrada em *Ser e Tempo*, publicada no final da década de 1920. A Geografia humanista seria, nestes termos, fundamentalmente tributária de uma interpretação de cunho “existencialista” da principal obra do filósofo – interpretação esta que o próprio Heidegger reiteradamente advertiu como sendo imprópria. Nestes termos, a assimilação que Heidegger conheceu no âmbito da Geografia humanista é apontada por Mikko Joronen como uma das principais razões da crítica que os geógrafos de filiação marxista imputaram, de modo precipitado, à influência negativa do filósofo alemão teria sobre a ciência geográfica (Joronen, 2012).

A apresentação condensada dos trabalhos de Stuart Elden e Mikko Joronen foi conduzida no sentido de ilustrar, de modo pontual, as perspectivas inovadoras através das quais o pensamento de Heidegger tem fomen-

tado a reflexão ontológica na Geografia. O presente resumo aspira desenvolver a discussão brevemente apresentada com o objetivo de contribuir ao debate teórico sobre o assunto.

#### Referências Bibliográficas

- Dewsbury J-D. Performativity and the event: enacting a philosophy of difference. *Environment and Planning D*, 18 473–96. 2000.
- Elden, S. Heidegger's Hölderlin and the Importance of Place", *Journal of the British Society for Phenomenology*, Vol 30 No 3, pp. 258-74. 1999.
- \_\_\_\_\_. Rethinking the Polis: Implications of Heidegger's Questioning the Political", *Political Geography*, Vol 19 No 4, pp. 407-22. 2000.
- \_\_\_\_\_. *Mapping The Present: Heidegger, Foucault And The Project Of A Spatial History*, London: Continuum; 2001a.
- \_\_\_\_\_. "The Place of Geometry: Heidegger's Mathematical Excursus on Aristotle", *The Heythrop Journal*, Vol 42 No 3, pp. 311-28. 2001b.
- \_\_\_\_\_. "Politics, Philosophy, Geography: Henri Lefebvre in Anglo-American Scholarship", *Antipode: A Radical Journal of Geography*, Vol 33 No 5, pp. 809-25. 2001c.
- \_\_\_\_\_. "Taking the Measure of the Beiträge: Heidegger, National Socialism and the Calculation of the Political", *European Journal of Political Theory*, Vol 2 No 1, pp. 35-56. 2003.
- \_\_\_\_\_. Contributions to geography? The spaces of Heidegger's 'Beitrage'. *Environment and Planning D* 23 811-27. 2005a.
- \_\_\_\_\_. Missing the point: globalization, deterritorialization and the space of the world. *Transactions of the Institute of British Geographers* 30, 8-19. 2005b.
- \_\_\_\_\_. Speaking against number: Heidegger, language and the politics of calculation. Edinburgh University Press, Edinburgh. 2006.
- \_\_\_\_\_. Land, terrain, territory. *Progress in Human Geography* 34 799–812. 2010.
- Escobar, A. The 'ontological turn' in social theory: a commentary on 'Human geography without scale' by Sallie Marston, John Paul Jones II and Keith Woodward. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 32 106–11. 2007.
- Jones, Andrew 1999 Dialetics and difference: against Harvey's dialectical "post-Marxism". *Progress in Human Geography*, 23, 4; 529 – 555. 1999.
- Joronen M. The technological metaphysics of planetary space: being in the age of globalization. *Environment and Planning D*, 26 596–610. 2008.
- \_\_\_\_\_. The age of planetary space. On Heidegger, being and metaphysics of globalization. University of Turku, Turku. 2010.
- \_\_\_\_\_. Dwelling in the sites of finitude: resisting the violence of the metaphysical globe. *Antipode: A Radical Journal of Geography*, 43, 1127–54. 2011.
- \_\_\_\_\_. Heidegger on the history of machination: oblivion of being as degradation of wonder. *Critical Horizons*, 13 (3), 351 – 376. 2012.
- Marandola JR E. Heidegger e o pensamento fenomenológico em Geografia: sobre os modos geográficos de existência. *Geografia*, Rio Claro, v. 37, p. 81-94, jan/abr. 2012.
- Schatzki T. R. Martin Heidegger: theorist of space. Franz Steiner Verlag, Stuttgart. 2007.
- Shaw, I. Towards na eventual geography. *Progress in Human Geography*, 36 (5), 613 – 627. 2012.
- REIS, L. C. T. Ontologia do espaço e movimento de renovação crítica da Geografia: o desafio da diferença ontológica. *Revista Geografafares*. N° 7, p. 111 – 122. 2009.
- \_\_\_\_\_. Ontologia da produção do espaço na geografia: uma abordagem do tema através do diálogo entre Milton Santos e Martin Heidegger sobre a técnica. *Revista Geografafares*, nº13, p.01-39, Dezembro, 2012.
- Strohmayer, U. The event of space: geographical allusions in the phenomenological tradition. *Environment and Planning D*, 16 105–21. 1988.

#### ***Crítica à abordagem da obra de Richard Hartshorne na historiografia da geografia*** **Marcel Di Angelis**

Hartshorne apresentou sua proposta metodológica em geografia na década de 1930, em meio a um período no qual grande parte do treino profissional dos geógrafos ainda se fazia sob a influencia da concepção determinista.

Buscando uma alternativa tanto ao determinismo quanto ao possibilismo, propôs uma crítica à premissa

subjacente a esas duas concepções: a premissa de que a geografia deveria estudar a relação entre o homem e a natureza.

Argumentando que um estudo desse tipo teria como pré-requisito a classificação dos fatores a serem estudados em dois grupos bem definidos, o dos fatores humanos e o dos fatores não-humanos, mostrou a impossibilidade da sua realização, dado que se retrocedêssemos no tempo, veríamos que tanto aquilo que se julga exclusivamente não-humano ou natural haveria sofrido em algum momento no tempo a interferência do homem, quanto aquilo que se julga exclusivamente humano teria íntimas relações com a natureza. Portanto, um estudo desse tipo incorreria numa redundância lógica.

A eminência dessa abordagem com foco nas relações entre homem e natureza Hartshorne creditou primeiro a Ritter, cujo conceito teleológico acerca da terra como sendo divinamente planejada em todos os seus detalhes para o desenvolvimento da espécie humana teria sido a raiz histórica da ênfase dessa abordagem na geografia. Mais tarde essa influência se ampliaria e se difundiria com Ratzel e Semple. E embora tivessem procurado alcançar uma meta científica, Hartshorne argumentou que o saldo dessa abordagem na geografia foi pequeno.

Segundo Hartshorne, se a clivagem entre homem e natureza era um conceito originariamente estranho à geografia, nela penetrou em consequência da posição teleológica de Ritter e tornou-se de importância capital como um conceito de Filosofia da História, apoiado no desenvolvimento das Ciências Naturais e do Darwinismo de meados do século XIX.

A demonstração absoluta da certeza das leis, no campo das ciências físicas, e a introdução desse conceito nas ciências biológicas, inspiraram a crença de que o homem, como parte da natureza total, estaria igualmente sujeito a uma "lei natural" que não sofreria quaisquer desvios.

Ao comentar o possibilismo, inspirado na obra de Vidal de La Blache, Hartshorne já deixa clara uma certa afinidade com suas idéias na medida em que aquele erudito, estudioso da História que era, percebia o elemento de incerteza que havia nas relações entre o homem e o meio natural, em decorrência das variações entre as culturas como também do arbítrio de cada indivíduo. Hartshorne acreditava na imprevisibilidade da história e no livre arbítrio dos indivíduos. Portanto, para a sua proposta metodológica em geografia, deveria haver uma concepção de filosofia da história diferente daquela determinista. E ela seria encontrada na filosofia neokantiana.

Por essa razão, principalmente, Hartshorne adota e expande o projeto corológico de Hettner, seguindo uma tradição de longa data que ele credita a Kant, Humboldt, Ritchofen e Hettner, defendendo que o objeto de estudo da geografia seria o caráter complexamente variável da superfície da Terra.

Portanto, o estudo geográfico não deveria buscar distinguir entre fatores humanos e não-humanos. Se o papel da geografia era analisar todas as modalidades de relações, não caberia distinguir entre dois grupos particulares de fatores. Em Geografia, os fenômenos se apresentariam jamais puramente naturais ou humanos, mas possuiriam caráter misto, apresentando-se como complexos-de-elementos, constituídos de elementos humanos e não humanos, ou de apenas um tipo deles.

Tomando de empréstimo a classificação de Hettner para as ciências, para Hartshorne a Geografia teria então o seu caráter definido pela sua posição como uma das ciências corológicas, preocupada com a distribuição dos fenômenos pela superfície da Terra.

A essa divisão Hartshorne acrescenta uma influência da filosofia neokantiana, que dividia toda a ciência em ciências físicas e ciências do espírito. O primeiro grupo podia aspirar à formulação de leis científicas, enquanto o segundo teria severas limitações para fazê-lo em função do caráter único dos fenômenos que estuda: o indivíduo humano e a sociedade, na incerteza do seu comportamento. A Geografia, por incluir o elemento humano, seria afetada por esse caráter único. Assim, a geografia de Hartshorne se preocuparia em descrever, principalmente, o caráter único das áreas sobre a superfície da terra (método idiográfico ou regional; em articulação com o método nomotético).

A busca do caráter único das áreas como finalidade principal da geografia foi a razão pela qual a proposta metodológica de Hartshorne foi rotulada de excepcionalista - incapaz de produzir leis espaciais generalizáveis - por Schaefer, seguido por outros autores.

Hartshorne argumentava, em resposta aos críticos, que a geografia não deveria ter como finalidade única o estabelecimento de leis científicas, e que essa não era a finalidade última da própria ciência. O fim da ciência seria ampliar o conhecimento do homem sobre o mundo em que vive. E para esse fim a geografia certamente contribuiria como campo de estudos; o que não significa dizer que o estabelecimento de leis não estivesse, também, no horizonte dos geógrafos. A geografia seria uma ciência que se distinguia pelo método de trabalho e não pelo objeto a ser estudado.

Não obstante a defesa de Hartshorne, os estudiosos da historiografia da Geografia reforçaram a classificação da abordagem de Hartshorne como excepcionalista, fundada na filosofia da ciência neokantiana do final do século XIX. Foi o caso de Schaefer (1953), Harvey (1969), May (1970), Livingstone e Harrison (1981) e Smith (1989).

De outro lado estão Sack (1974), Guelke (1978), Gregory (1978) e Entrinkin (1981), ao considerarem Hartshorne como um “proto-positivista” ou ao verem sua abordagem muito próxima à da escola da “análise espacial”. Para eles, Hartshorne teria:

- a) adotado um esquema de explicação ou mesmo acomodado o método dedutivo-nomológico de explicação científica dentro do seu sistema explicativo;
- b) adotado uma concepção expandida de lógica da ciência;
- c) adotado a unidade das ciências típica do neopositivismo, não obstante a divisão entre método idiográfico e nomotético na sua proposta metodológica em geografia;
- d) adotado a observação e a classificação como primeiros passos para a formulação de leis;
- e) excluído de qualquer concepção de processo (tempo);
- f) adotado a abordagem empiricista;
- g) demonstrado o interesse na conectividade geométrica entre os fatos.

Pensamos que tanto o primeiro quanto o segundo grupo de geógrafos estão corretos ao apontarem elementos neokantianos e neopositivistas na obra de Hartshorne. Contudo, suas abordagens pecam pela unilateralidade. O segundo grupo de geógrafos, embora tenha conseguido identificar elementos importantes, não alcançou na inteireza a tese que, propomos, seja enunciada da seguinte maneira: há pelo menos dois movimentos de filosofia da ciência dentro da obra de Richard Hartshorne, com posições e funções claramente definidas no todo do seu esquema da geografia como ciência.

Expressões como “ensaio e erro”, “teste e correção de hipóteses”, “conjecturas”, que parecem não fazer parte do léxico da filosofia kantiana, abundam nos textos metodológicos de Hartshorne.

Argumentamos que Hartshorne compreendeu que o tipo de ciência e o “tipo” de lógica formal encontrada no neokantismo precisava de outra ciência e de outra lógica para que a sua proposta de Geografia estivesse completa: a ciência física e a lógica matemática. Retornando à história da matemática, ciência na qual Hartshorne era bacharel de formação, nota-se que, com a crise da geometria euclidiana e o surgimento das geometrias não-euclidianas, a matemática buscou seu fundamento na lógica. Os representantes desse movimento, conhecidos como logicistas, estavam na Alemanha, Inglaterra e nos EUA. Todos eles foram referência para a filosofia do Círculo de Viena, movimento filosófico que a história da Geografia costuma ligar à revolução quantitativa na geografia da década de 1960. O grupo de geógrafos que apresenta Hartshorne como um positivista ou proto-positivista o associam a esse movimento filosófico. Contudo, acreditamos que as fontes de Hartshorne sejam anteriores e independentes do Círculo de Viena.

Nas referências citadas nos seus livros, Hartshorne apresenta dois filósofos norte-americanos, Morris Raphael Cohen e Frederick Barry, cujas obras incorporam as implicações filosóficas de alguns matemáticos logicistas, entre eles Charles Sanders Peirce, a saber: a tese da falibilidade do conhecimento científico, o método de hipóteses e a lógica matemática como linguagem e meio para um conhecimento científico seguro.

Além disso, o próprio método dedutivo-nomológico, que só seria formalizado anos mais tarde pelos membros do círculo de Viena estava já em debate pelo filósofo Karl Popper, em 1934, independentemente do estabelecimento de relações com o Círculo de Viena.

Essas questões levantadas ficam mais claras se notarmos outros fatos que reforçam os já apresentados.

- a) Em *The Nature of Geography* existem duas partes bem distintas em termos de filosofia da ciência, fato ofuscado pelos sucessivos acréscimos feitos no livro a pedido do editor do livro.
- b) Hartshorne concluiu a escrita do seu famoso livro em Viena, além do seu irmão Charles Hartshorne – eminente filósofo norte-americano – ter sido um dos responsáveis pela edição dos papers de Charles Sanders Peirce nos EUA e pela contratação de Carnap, o “cérebro” do Círculo de Viena para a Universidade de Chicago em 1936. Segundo Geoffrey Martin, o “biógrafo” de Hartshorne, Richard e Charles manteriam íntimo contato ao longo de toda a vida.

Pensamos que essas questões permitem reacender um debate que se supunha encerrado na historiografia

da geografia.

#### Referências:

- ENTRINKIN, Nicholas. Philosophical issues in the scientific study of regions. In: D. T. Herbert e R. J. Johnston (eds.), *Geography and the urban environment: progress in research and applications*, volume 4 (Chichester: John Wiley, 1981, pp. 1-27).
- GREGORY, Derek. *Ideology, science and human geography*. London: Hutchinson, 1978.
- GUELKE, Leonard. Geography and logic positivism. In: D. T. Herbert e R. J. Johnston (eds.), *Geography and the urban environment: progress in research and applications*, volume 1 (London: John Wiley, 1978, pp. 35-61).
- HARTSHORNE, Richard. *Perspectives on the Nature of Geography*. Chicago: Rand McNally, 1959.
- . *The Nature of Geography: A Critical Survey of Current Thought in the Light of the Past*. Annals of the Association of American Geographers, Vol. 29, No. 3/4 (Sep., 1939), pp. 173-658.
- HARVEY, David. *Explanation in Geography*. London: Edward Arnold, 1969.
- \_\_\_\_\_. *A Condição Pós Moderna*. São Paulo: Loyola, 2002.
- JOHNSTON, R. J. *Geografia e Geógrafos*. São Paulo: DIFEL, 1982.
- LIVINGSTONE, N. D. E HARRISON, R. T. Immanuel Kant, subjectivism, and human geography: a preliminary investigation. *Transactions, Institute of British Geographers NS6*, 359-74, 1981.
- MARTIN, Geoffrey. In Memoriam: Richard Hartshorne, 1899-1992. *Annals of the Association of American Geographers*, 1994, 84, n° 3, p. 480-492.
- MAY, J. A.. Kant's concept of Geography: and its relation to recent geographical thought. Toronto: Department of Geography, University of Toronto, Research Publication 4, 1970.
- MÉSZÁROS, István. *Estrutura Social e Formas de Consciência: A Determinação Social do Método*. São Paulo: Boitempo, 2009.
- \_\_\_\_\_. *Estrutura Social e Formas de Consciência: A Dialética da Estrutura e da História*. São Paulo: Boitempo, 2011.
- \_\_\_\_\_. *Filosofia, Ideologia e Ciência Social* (1986). São Paulo: Boitempo, 2008.
- \_\_\_\_\_. *O Poder da Ideologia* (1989). São Paulo: Boitempo, 2012.
- MORAES, A. C. R. *Geografia: Pequena História Crítica*. São Paulo: Anamblume, 1995.
- SACK, Robert. Chorology and spatial analysis. *Annals, Association of American Geographers* 64, 439-52, 1974.
- SANTOS, Milton. *Por uma Geografia Nova*. São Paulo: Edusp, 2008.
- SCHAEFER, Fred. K.. Exceptionalism in geography: a methodological examination. *Annals, Association of American Geographers*. 43, 226-49, 1953.
- SMITH, Neil. Geography as a Museum: private history and Conservative Idealism on "The Nature of Geography", p. 89-120. In: BRUNN, S. D. & ENTRIKIN, J. N. Reflections on Richard Hartshorne's The nature of geography. Washington, DC: AAG, 1989.
- STODDART, D. R. *On Geography: and its history*. Londres: Basil Blackwell, 1986.

## Sessão XI

### ***Conceitos e significados do planejamento na geografia brasileira e o IBGE*** ***Paulo Roberto de Albuquerque Bomfim***

Implícita ou explicitamente, vários dos mais difundidos manuais sobre história da geografia (CAPEL, 2012; MARTIN, 2005; MORAES, 1990; UNWIN, 1995) levam a pensar a trajetória dessa ciência como uma sucessão de "correntes" (de variadas influências filosóficas), umas sucedendo a outras, insinuando a ruptura de caráter "revolucionário" na ciência (KUHN, 2007), inclusive, numa acepção bastante internalista a respeito do pensamento científico (ESCOLAR, 1996), restrito, também, ao saber institucionalizado. Ainda que esse procedimento possa relacionar-se a uma suposta adequação de exposição temática, deve-se criticá-lo, sobretudo, na medida em que põe em segundo plano tanto a superposição de concepções de uma mesma ciência, convivendo muitas vezes nas reflexões de um mesmo autor (p. ex. GEORGE, et al, 1964), como obscurece os conflitos dentro de cada "corrente" da geografia. Para citar o exemplo francês, nada seria mais enganoso do que imaginar nessa "escola" uma linear continuidade das proposições vidalinas ao longo de décadas. Ao contrário (CLAVAL, SANGUIN, 1996), a obra de Paul Vidal de la Blache seria em si própria plena de matizes (GOMES, 1996) e, ao longo da primeira metade do

século XX, muitas foram as reflexões da geografia francesa sobre abordagens muito distintas das “monografias regionais”, envolvendo-se, pois, em questões que estavam na ordem do dia no entreguerras, quando se verificou um acentuado envolvimento de geógrafos na práxis política e econômica do Estado. Ora, se são conhecidas as incursões da geografia no interesse no Estado em “racionalizar” a economia e organizá-la sobre território nos EUA ou na União Soviética (MARTIN, 2005), por que não pensar o mesmo sobre o Brasil? Eis a pretensão deste texto: investigar a relação da geografia brasileira com o planejamento e analisar as várias acepções com que o conceito se revestirá, tomado como base os escritos da Revista Brasileira de Geografia (RBG) e da Revista Brasileira de Estatística (RBE), ambas as publicações do Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), bem como propondo um recorte temporal entre os anos de 1930 e 1970. Pois no Brasil, a institucionalização da geografia, o advento do Estado Novo (1937-1945), a condução de uma política econômica industrializante (ABREU, 1990) e a ampliação espacial do “uso” do território (SANTOS; SILVEIRA, 2005) assinalam o percurso de frações da burguesia a partir da década de 1930. De Vargas ao golpe militar de 1964, diferentes interesses em jogo levaram à hegemonia de setores burgueses comprometidos com a “desigual” penetração dos grandes capitais industriais e financeiros no país, havendo uma oscilação entre traços “reformistas” e pragmatismo político (DEMIER, 2013). Certamente inserida nesse contexto, no qual o Estado – com relativa autonomia – tomara para si a tarefa “modernaizadora” (fosse de vertente mais conservadora ou reformista), a geografia teve um papel bastante relevante na consecução de políticas territoriais. No que toca mais diretamente os objetivos aqui propostos a respeito do conceito de “planejamento”, pode-se dizer que não será restrito ao um eventual e questionável domínio da Nova Geografia no seio do IBGE (LAMEGO, 2012), o que teria ocorrido na década de 1970. Claro: haverá mudanças significativas de escopo do “lugar” da geografia na relação política e econômica entre Estado e território; porém, o ímpeto de racionalizar o território – fosse num sentido mais geopolítico, mais técnico ou voltado para proposições desenvolvimentistas de “superação do subdesenvolvimento” (MYRDAL, 1965) – está, isso sim, na própria razão de ser do Instituto, a qual objetivou pelo menos até os anos de 1970 no mínimo dois pontos incontestes: o pleno (re)conhecimento material e cartográfico do território e o levantamento de dados estatísticos para o fomento das políticas públicas. Na década de 1940 aparecem na RBG as primeiras menções explícitas ao “planejamento”. Os critérios para delimitação de regiões para efeito de planificação, o interesse pela Amazônia e as teorias locacionais de inspiração germânica já se encontravam presentes no debate na Revista Brasileira de Geografia (SOARES, 1948; WAIBEL, 1948). Por ocasião do XVIII Congresso Internacional de Geografia, ocorrido no Rio de Janeiro em agosto de 1956, os trabalhos de geografia física, em especial, aqueles de pesquisadores soviéticos, apontavam explicitamente para o sentido de uma “geografia aplicada” (MENDOZA VARGAS; BOMFIM, 2014), a qual visava a um víeis prático dos conhecimentos geográficos para o estudo (e resolução) de questões relativas ao Estado (MARTIN, 2005). No Brasil, o Congresso assinalou o contato entre os geógrafos brasileiros e seus pares internacionais – franceses, principalmente –, no tangente à temática urbana e ao debate teórico sobre a definição e delimitação regional (UGI, 1959), que será um dos grandes temas do IBGE na década seguinte, quando se estreitará a parceria entre o Instituto e os geógrafos ligados ao planejamento na França (ROCHEFORT, 1967, 1971). O próprio IBGE, antes um órgão diretamente vinculado à Presidência da República, torna-se após o golpe militar de 1964 uma agência do Ministério do Planejamento (mais precisamente, em 1967), reforçando o aspecto “aplicado” que vimos assinalando, para cujo êxito houve o envolvimento de diversos nomes importantes da geografia brasileira à época, o que pode ser atestado por uma plêiade de artigos publicados na RBG e pelos estudos de novos critérios para regionalização do Brasil (IBGE, 1967, 1968), essenciais, por sinal, para as políticas territoriais (COSTA, 2001) contidas nos I e no II Plano Nacional de Desenvolvimento (1971-1974 e 1975-1979, respectivamente) (BRASIL, 1971, 1974). Esse período, etapa final da cronologia que pretendemos adotar para a análise do conteúdo do conceito de “planejamento” na geografia brasileira, testemunha a preocupação central em torno da temática regional e no “ordenamento do território” como instrumento chave para uma conjecturada superação do “atraso” econômico do país, no sentido de uma homogeneização do espaço. Não somente a Nova Geografia esteve em evidência: buscar a devida compreensão das mudanças do conceito de planejamento revela – para retomar uma observação das primeiras linhas deste texto –, menos que rupturas teóricas (sem negá-las, logicamente), recortes políticos bem definidos por parte de instituições e seus profissionais (não somente geógrafos, como se sabe, mas também cartógrafos, economistas e estatísticos); desvela dificuldades em estabelecer uma rigidez acerca das teorias e metodologias então adotadas, pois, em suma, combinaram-se diversas tendências (Geografia Ativa, Geografia Aplicada, Economia Espacial, Nova Geografia), tratadas muitas vezes de forma estanque pela história da geografia no Brasil.

#### Referencias bibliográficas.

ABREU, Marcelo de Paiva. Crise, crescimento e modernização autoritária: 1930-1945. In \_\_\_\_ (org.). A ordem e o progresso. Cem anos de política econômica republicana (1889-1989). Rio de Janeiro: Elsevier; Campus, 1990.

BRASIL. I Plano Nacional de Desenvolvimento (I PND) – 1972/74. Brasília, 1971.

\_\_\_\_\_. II Plano Nacional de Desenvolvimento (II PND) – 1975/79. Brasília, 1974.

CAPEL, Horacio. *Filosofía y ciencia en la geografía contemporánea*. 1<sup>a</sup> edición ampliada. Barcelona: Ediciones del Serbal, 2012.

CLAVAL, Paul; SANGUIN, André-Louis (org.). *La géographie française à l'époque classique (1918-1968)*. Paris; Montréal: L'Harmattan, 1996.

COSTA, Wanderley Messias da. *O Estado e as políticas territoriais no Brasil*. 10<sup>a</sup> ed. São Paulo: Contexto, 2001.

DEMIER, Felipe. *O longo bonapartismo brasileiro 1930-1964. Um ensaio de interpretação histórica*. Rio de Janeiro: Mauad X, 2013.

ESCOLAR, Marcelo. *Crítica do discurso geográfico*. São Paulo: Hucitec, 1996.

GEORGE, Pierre, et al. *La géographie active*. Paris: PUF, 1964.

GOMES, Paulo Cesar da Costa. *Geografia e modernidade*. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil, 1996.

IBGE. *Esbôco preliminar de divisão do Brasil em espaços homogêneos e espaços polarizados*. Rio de Janeiro: IBGE, Conselho Nacional de Geografia, Divisão de Geografia, 1967.

\_\_\_\_\_. *Subsídios à regionalização*. Rio de Janeiro: Fundação IBGE, Instituto Brasileiro de Geografia, Divisão de Geografia, 1968.

KUHN, Thomas S. *A estrutura das revoluções científicas*. 9<sup>a</sup> ed. 1<sup>a</sup> reimpressão. São Paulo: Perspectiva, 2007.

LAMEGO, Mariana. *Contribuições para uma narrativa da história da geografia quantitativa no Brasil*. Rio de Janeiro: Atas do III Encontro Nacional de História do Pensamento Geográfico. I Encontro Nacional de Geografia Histórica, 5 a 10 de novembro de 2012. Disponível em <[http://www.3hpg1gh.net/gt\\_9/GT%209-%2060-%20LAMEGO\\_M.pdf](http://www.3hpg1gh.net/gt_9/GT%209-%2060-%20LAMEGO_M.pdf)>

MARTIN, Geoffrey J. *All possible worlds*. 4th ed. New York: Oxford University Press, 2005.

MENDOZA VARGAS, Héctor. BOMFIM, Paulo Roberto de Albuquerque. *La geografía latinoamericana y la Unión Geográfica Internacional (UGI): los casos de Brasil (1956) y México (1966)*. In *Journal of Latin American Geography*. Syracuse University, University of Texas Press, 2014, vol 13, nº 01, p.215-232.

MORAES, Antonio Carlos Robert. *Geografia: pequena história crítica*. 9a ed. São Paulo: Hucitec, 1990.

MYRDAL, Gunnar. *Teoria econômica e regiões subdesenvolvidas*. Rio de Janeiro: Sâga, 1965.

ROCHEFORT, Michel. *O problema da regionalização no Brasil*. Rio de Janeiro: IPEA, 1967.

\_\_\_\_\_. *Villes et organisation de l'espace au Brésil*. In CNRS (Centre d'Études de Géographie Tropicale du Centre National de la Recherche Scientifique). *La régionalisation de l'espace au Brésil*. Paris: Éditions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1971, p.127-135.

SANTOS; SILVEIRA, María Laura. *O Brasil: território e sociedade no início do século XXI*. 7<sup>a</sup> ed. Rio de Janeiro; São Paulo: Record, 2005.

SOARES, Lúcio de Castro. *Delimitação da Amazônia para fins de planejamento econômico*. In *Revista Brasileira de Geografia*. Rio de Janeiro, 1948, nº 10, tomo 2, p.163-210.

UGI (Union Géographique Internationale). *Les comptes rendus du XVIIIe Congrès International de Géographie*. Rio de Janeiro: UGI, Comité du Brésil, 1959.

UNWIN, Tim. *El lugar de la geografía*. Madrid: Cátedra, 1995.

### ***Pensée géographique et pensée aménagiste: vers une nouvelle légitimité croisée?***

**Olivier Soubeyran**

Il aurait pu en être tout autrement, mais il se trouve que la pensée géographique française , lors de son institutionnalisation à la toute fin du XIX siècle , s'est construite comme une discipline de la compréhension et non comme une discipline de l'action (Berdoulay, 1980, Soubeyran 1997, Berdoulay et Soubeyran 2002). La crise de la géographie vidaliennne intervenue dans les années 70 n'a pas remis en cause ce partage, et cela même si certains géographes participaient à la mise en œuvre des projets d'aménagement du territoire de la DATAR, là où précisément une connaissance de la complexité territoriale apparaissait (dans un premier temps) utile à l'action régionale.

IL n'en reste pas moins vrai que la pensée géographique et la pensée aménagiste moderne (issue du creuset colonial) ont assis leurs conditions de légitimité de façon croisée et antinomique. Ce qui fonde l'aménagement c'est sa capacité à faire comme si il était en présence d'un environnement, au sens large du terme, relativement prédictible, de sorte qu'il puisse croire aux effets attendus de l'action, sans que les conséquences non intentionnelles de l'action n'aient trop d'effets pervers. En somme construire les conditions du « si...alors ». Ramené à l'essentiel, il faut que l'on puisse croire à la fabrication des comportements attendus par l'espace, ou que face à un

problème, la solution est le projet , et la preuve de son efficacité est sa réalisation. Si l'action aménagiste détient la maîtrise de son action et celle des moyens par lesquels elle en juge, elle dissout par là même, la capacité du regard géographique à se constituer.

Par contre, pour que ce regard puisse se constituer, il faut qu'il y ait quelque chose à comprendre. Il faut donc, pour reprendre les termes d'Hannah Arendt, que l'action excède de beaucoup la fabrication, c'est à dire un monde engendré par l'action mais qui le déborde largement et dont il devient difficile de faire abstraction dans l'évaluation de celle-ci . C'est à dire que le sens de l'action ne soit pas réductible à sa raison d'être , à son intention , à ses motifs, à ses objectifs attendus , mais qu'elle soit débordée par ses conséquences non intentionnelles. Ainsi, les conditions de la crise de la pensée planificatrice, sont les conditions d'existence de la pensée géographique , ...et réciproquement.

Ceci étant dit, les pensées géographie et aménagiste fonctionnent, pour partie sur le même schéma épistémologique : les hommes , dans leurs pratiques, produisent un sens global qui leur échappe mais qui va les contraindre. Se trouvent à la fois posée une partie des conditions de la connaissance mais aussi de l'action.

Seulement, d'un coté, l'aménageur pense saisir ce sens global, le maîtriser et l'instrumentaliser. Alors que le géographe, réinsère l'aménageur dans ce monde d'acteurs ou agents qui dans leurs pratiques produisent une sens qui les dépassent mais va les contraindre. Le risque du regard géographique, est de se construire un cercle herméneutique qu'il ne veut ou ne peut pas voir. Celui de l'aménageur, tendu vers l'intervention et la transformation est d'appauvrir singulièrement la compréhension du territoire qu'il convoite et donc le sens de son action.

Cette légitimation croisée et inverse, est importante puisqu'elle lie les conditions d'existence des deux disciplines. Elle est , nous le pensons, toujours à l'œuvre, y compris dans la pratique. Pourtant, il est possible qu'elle ne rende pas compte d'une évolution, peut-être à longue portée, par laquelle ces repères se brouillent. De ce point de vue il nous semble intéressant d'analyser la façon dont aujourd'hui, la pensée aménagiste tente d'absorber la question du changement climatique et en particulier l'adaptation au changement climatique.

D'un coté, la question du Changement climatique nous offre une exemple presque caricatural de légitimation croisée et inverse: les géographes (certes, pour la plus-part anglo-saxons) jouent depuis longtemps un rôle important dans le façonnement de la rhétorique internationale sur le changement climatique et dans les organisations internationales qui en sont les principaux vecteurs. Ce sont eux qui, en élargissant les échelles de temps et d'espace, en dramatisant les enjeux sur les conséquences du changement climatique, nous font comprendre à quel point les sociétés modernes ont agi, en produisant un sens global mais qui nous échappe (peut-être de plus en plus) et qui risque de nous contraindre dramatiquement (au point d'évoquer des perspectives d'effondrement). Face à cela, les aménageurs, pitoyables bras armés du développement moderne, réalisent leur responsabilité, leur impuissance face à cette nouvelle donne. Et peinent à s'adapter à l'adaptation au changement climatique.

Et pourtant , d'un autre coté, il nous semble que la façon dont la pensée aménagiste confronté à la prise en compte de la question environnementale, et en particulier au changement climatique, modifie les données de cette légitimation croisée.

Certes , la pensée aménagiste s'arque boute sur sa capacité à anticiper et prévenir, par la possibilité de prévision. Et il y a de nombreux enjeux d'aménagement en terme d'adaptation au changement climatique qui peuvent s'y ramener. Mais, où peut s'opérer alors la modification de la légitimation croisée entre aménagement et géographie ? Là ou précisément réside le talon d'Achille de la pensée planificatrice.

C'est qu'en effet rhétorique du changement climatique confronte l'aménageur à l'ampleur de l'incertitude radicale que lui assène le discours géographique (l'importance de ce qui nous ignorons et qui nous advient comme une réalité inattendue). Plus que l'imprévisible, cette incertitude signifie l'inconcevable). Un demi -siècle après Herman Kahn, nous voici devant l'obligation de penser à l'impensable, s'attendre à l'inattendu.

Par contre ce qui devient audible et même prégnant, c'est précisément cette condition de l'action qui donne un sens si particulier à l'incertitude. L'aménageur ne peut plus s'en extraire pour la réduire (par haine de la surprise) mais doit faire avec. D'une certaine façon, l'aménageur est « dedans », à la place que lui assignait le géographe. Mais comme il le sait, il n'est plus tout à fait à la même place, car cette nouvelle condition autorise à penser ce à quoi se refuse encore la pensée aménagiste : passer du pilotage à priori de l'action au pilotage par les conséquences.

La difficulté à franchir le Rubicon réside dans cette question : Comment construire une discipline de l'action, face à des situations où le sens de l'action ne peut plus se définir et se légitimer seulement à priori (définition des motifs, des raisons d'agir, crédibilité des effets attendus), mais à postériori : ce sont les conséquences

non-intentionnelles qui donnent , in finé, le sens de l'action( Berdoulay et Soubeyran, 2014, Soubeyran, 2014). Or, répondre à cette question nous amène inévitablement à une autre: comment rendre la prévision inutile , puisqu'elle est devenue impossible ? il nous semble que l'attention portée à de notions nouvelles surgies récemment dans le vocabulaire géographique et aménagiste comme celle de résilience permet de poursuivre la réflexion, sinon de répondre à cette question.

Ce qui est clair, c'est que nous pourrions être devant une nouvelle légitimité croisée entre pensée aménagiste et géographique, cette fois-ci moins antagonique.

#### Références bibliographiques :

Berdoulay, V. , Soubeyran, O. : « Adaptation, science de la durabilité et pensée planificatrice », NSS, n°2 , 2014, sous presse

Berdoulay, V. Soubeyran, O. : De l'écologie urbaine à l'urbanisme, Editions de la Découverte, Paris, 2003

Berdoulay, V. : La naissance de l'Ecole française de géographie, CTHS, Paris, 1980

Soubeyran, O. : Imaginaire, Science et discipline, L'Harmattan, Paris, 1997

Soubeyran,O. : Improvisation et aménagement, Editions des Archives contemporaines, Paris, sous presse.

### ***Cordeiro de Farias e a modernização do território brasileiro por via autoritária: a gênese do Ministério do Interior (1964-1966)***

**Gustavo Soares Iorio**

Em 1964 se instaura no Brasil um regime político capitaneado pelas Forças Armadas, conhecido no país como *ditadura militar*. Através de golpe de Estado, rompe-se com a lógica política vigente desde 1945 quando termina o Estado Novo varguista (outro período ditatorial) equilibrada através do *pacto populista* de dominação, acordado entre as tradicionais elites agrárias, sobretudo do Nordeste do país, e as elites urbanas do Sudeste (LAFER, 1974).

O golpe de Estado de março/abril de 1964 foi posto em prática pelas Forças Armadas com o suporte de setores da sociedade civil. O ideário desenvolvimentista prevaleceu em um ambiente conturbado em função do alarme dos setores conservadores quanto ao “perigo comunista”, provocando a aproximação dos militares, os investidores internacionais, o empresariado brasileiro e parte da classe média.

O novo protagonismo político entendia o modelo político “populista” como ineficiente e inoperante por suas características estruturais. Contra o “estado de desordem”, os agentes do novo regime prometiam uma reordenação do Estado e da administração pública. Foi esta a preocupações central no governo do general Castelo Branco (1964-1967) que reestruturou a máquina pública através da Reforma Administrativa de 1967 (BRASIL, 1967), baseada em princípios administrativos oriundos das empresas multinacionais.

Trata-se de um capítulo da *modernização conservadora* tutelada por um modelo de capitalismo autocrático (FERNANDES, 2005), liberal economicamente e autoritário no plano político; mas um exemplo de revolução pelo alto (HOLANDA, 1995). O ideário modernista/modernizante com fundamentos autoritários se aplica também ao pensamento que se volta ao território nacional como tema. Desde pelo menos o Segundo Império a questão territorial está colocada nas reflexões sobre a modernização (SOUZA NETO, 2012; MACHADO, 2002; MORAES, 2005).

A reforma Administrativa de 1967 é expressão deste ímpeto modernizante. Entre outros fatos relevantes, ela cria o Ministério do Interior (MINTER) como um órgão cuja definição de atribuições guarda relativa coerência no tratamento de questões concernentes à produção/administração do território. O MINTER era a concretização do projeto de modernizar o território nacional, preocupação latente dos mandatários do novo regime.

Na gênese deste projeto encontra-se o Marechal Oswaldo Cordeiro de Farias, que foi ministro do embriônário Ministério Extraordinário para Coordenação de Organismos Regionais (MECOR), criado ainda em 1964 em caráter emergencial para lidar com aquilo que depois veio a ser o MINTER. Este é o objeto de reflexão deste artigo: a objetivação de um ideário de modernização do território na forma de um aparelho de governo que é gestado entre 1964 e 1966 por meio do MECOR encabeçada por Cordeiro de Farias. Importa aqui o caráter particular que Cordeiro de Farias imprime a este ministério, em consonância com sua trajetória intelectual e política.

Oswaldo Cordeiro de Farias<sup>52</sup> nasceu em 1901 no Rio Grande do Sul. Na década de 1920, já enquanto oficial do exército, participou dos levantes “tenantistas”. O tenantismo foi um movimento protagonizado por jovens quadros das Forças Armadas (oficiais e praças) que se sublevavam, em geral, contra a estrutura de República Velha, considerada oligárquica e tradicional (CARVALHO, 2005). Ainda na década de 1920, fez parte da Coluna Prestes, que relata em suas memórias como fundamental para se sensibilizar com os problemas brasileiros (FARIAS, 2001).

Cordeiro de Farias está em algumas passagens mais significativas da vida política e militar brasileira, como a Revolução de 1930, o combate às sublevações na década de 1930 (p.ex., os paulistas, os integralistas e os comunistas), a Força Expedicionária Brasileira (FEB). Assume ainda cargos relevantes, como a interventoria do Rio Grande do Sul no Estado Novo, é o primeiro comandante da Escola Superior de Guerra (ESG), governador de Pernambuco em 1955. Tem participação ativa no golpe de 1964.

A análise da passagem de Cordeiro de Farias sobre o MECOR é aqui analisada através da série de documentos recolhidos no Arquivo Nacional de Brasília-DF (ARQUIVO NACIONAL, 2000). Ali foi encontrado uma série de documentos intitulados “Exposição de Motivos” (EM), uma comunicação direta entre ministros de Estado e o presidente da República, no qual aquele presta esclarecimentos, solicita decretos, verba, etc., para o presidente. Por toda a sua passagem pelo MECOR Cordeiro de Farias se valeu de quatrocentos e quarenta e dois EM.

O conteúdo destes documentos revela em primeiro plano os esforços em se montar uma equipe funcional para o ministério. Em termos substantivos, destacam-se dois esforços complementares: i) em primeiro lugar uma proliferação de pedidos de “declaração de prioridade para o desenvolvimento do Nordeste”, expediente utilizado para requerer regime especial de crédito e facilidade para a compra sem concorrência pública de equipamentos e máquinas industriais e agrícolas para o Nordeste, previsto pela Lei nº 3.692 de 15 de dezembro de 1959 (BRASIL, 1959); ii) readequar a Superintendência do Plano de Valorização Econômica da Amazônia (SPVEA), aproximando-a ao modelo de isenções fiscais estabelecido pela SUDENE, propondo ainda a criação de uma Zona Franca.

Ambas tendências corroboram a posição política de Cordeiro de Farias, que sintetizada como: i) desenvolvimentista, por defender a condução estatal do desenvolvimento através do planejamento (BIELSCHOWSKY, 2000); ii) não nacionalista, favorável à participação do capital estrangeiro no investimento (Ibidem); iii) e favorável a providências distributivas para corrigir os “desequilíbrios regionais” na apropriação do produto. Esta postura é a essência do projeto que conduz a estruturação do órgão estatal incumbido de produzir/administrar e modernizar o território nacional.

Peça importante para a análise do conteúdo sobre o território de Cordeiro de Farias para o novo órgão ministerial é o relatório “Operação Amazônia” (MECOR, 1966). Nesta peça, cuja autoria não pode ser atribuída exata e exclusivamente a Cordeiro de Farias, a posição em relação ao projeto de modernização do território acima definida se repete. Em suas páginas se desenrola uma avaliação crítica dos programas de desenvolvimento da Amazônia até então executados, que, segundo o relatório, pecaram pela pulverização da ação estatal e a falta de coordenação. Evidencia-se também certa visão negativa quanto às atividades econômicas extrativistas (típicas de populações tradicionais), consideradas atrasadas e primitivas. Para superar este “atraso”, sugere-se o incentivo de atividade agropecuária e mineral explorada por empresários da região Sul e Sudeste do país, contando com a participação maciça de capital estrangeiro e apoiada em forte investimento em infraestrutura por parte do Estado (com especial destaque para a rodovia Belém-Brasília, naquele momento ainda não consolidada). Enfatiza-se a prioridade geopolítica de “derramar o desenvolvimento” na Amazônia, mesmo que o retorno econômico seja menos vantajoso do que seria no Centro-Sul do país.

A análise dos documentos revelou que o ímpeto modernizante com conteúdo autoritário que se projetou sobre o território brasileiro sob a égide de um regime militar passou por um aparelho estatal a ser montado com a finalidade exclusiva de produzir/administrar este território. Este órgão a ser criado, o MINTER, foi projetado com base em uma interpretação desenvolvimentista, não nacionalista e atenta às desigualdades regionais expressa por Cordeiro de Farias, figura responsável por essa criação, que pôde executar na condição de ministro extraordinário do MECOR.

#### Referências bibliográficas

ABREU, A. A. de (et. al.). *Dicionário Histórico-Biográfico brasileiro pós 1930*. Rio de Janeiro: Editora FGV; CPDOC, 2001.

ARQUIVO NACIONAL (Brasil). *Catálogo dos documentos cartográficos do fundo Ministério do Interior*. Rio de Janeiro, 2000.

BIELSCHOWSKY, R. *Pensamento econômico brasileiro: o ciclo ideológico do desenvolvimento*. 5<sup>a</sup>ed. Rio de Janeiro: Contraponto, 2000.

BRASIL. *Lei nº 3692 de 15 de dezembro de 1959*. Disponível em: <[http://www.planalto.gov.br/ccivil\\_03/leis/1950-1969/L3692.htm](http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/1950-1969/L3692.htm)>. Acesso em 20/10/2013.

\_\_\_\_\_. *Decreto-lei nº 200 de 25 de fevereiro de 1967*. Disponível em: <<http://www.lex.com.br/coletanea/default.aspx>>. Acesso em 28/06/2007.

CARVALHO, J.M. de. *Forças Armadas e Política no Brasil*. Rio de Janeiro: Jorge Zahar, 2005.

FARIAS, O.C. de. *Diálogo com Cordeiro de Farias: meio século de combate*. Rio de Janeiro: Biblioteca do Exército, 2001.

FERNANDES, F. *A revolução burguesa no Brasil: ensaio de interpretação sociológica*. 5<sup>a</sup>ed. São Paulo: Globo, 2005.

HOLANDA, S.B. de. *Raízes do Brasil*. São Paulo: Cia. das letras, 1995.

MECOR. *Operação Amazônia*. Brasília: Gabinete do MECOR, 1966.

### ***Spatialisation des sociétés et cumulativité des savoirs: illustrations d'une quête de posture interdisciplinaire depuis la géographie sociale***

**Régis Keerle**

Cette communication porte en particulier sur l'interaction de la géographie avec d'autres disciplines scientifiques. Considérons, sur le plan épistémologique, qu'un des objectifs de l'interaction de la géographie avec les autres sciences sociales est la cumulativité du savoir. Celle-ci peut être approchée par ses supports (données, modèles et programmes) et par ses formes (syntaxique, sémantique et interprétative ; horizontale et verticale ; synchronique et diachronique : Walliser). Notre communication propose de mettre à l'épreuve l'application de cette grille d'analyse aux rapports entre la géographie et d'autres disciplines scientifiques, en particulier la sociologie, dans la perspective de contribuer au pluralisme explicatif de la spatialisation des sociétés.

Notre propos ne vise pas à justifier l'existence d'un paradigme de la géographie, en l'occurrence la géographie sociale, au moyen d'une analyse orientée par la recherche de crédibilité de cet objet conceptuel. Il ne s'agit pas plus de prétendre effectuer un survol exhaustif des travaux contemporains dans notre discipline, au-delà du constat du faible degré de leur cumulativité synchronique. Cette communication, centrée sur les travaux français, et, dans une moindre mesure, en langue française, ne s'interdira pas quelques regards sur des travaux anglophones ou germanophones. Dans une perspective visant à illustrer la globalisation plus que l'autonomisation de la géographie (Berthelot, 1996), c'est d'abord par le recours à des exemples de travaux de recherche et de didactique de la discipline que sera exemplifiée la grille d'analyse de la cumulativité des savoirs ici choisie.

Une expérience de recherche menée avec des chercheurs en psychologie environnementale sur la conception des milieux fréquentés par les enfants hors de leur domicile a conduit à poser des questions de cumulativité syntaxique des données : en géographie, il manque un référent de qualification de l'espace adapté à la territorialité en construction des individus-enfants. Cette expérience interroge aussi l'articulation de la géographie avec la science politique via les difficultés de cumulativité sémantique des modèles : dans l'analyse des politiques publiques, le secteur de l'éducation, au sens étroit du terme, ne recouvre pas l'ensemble des lieux fréquentés par les enfants.

Par ailleurs, notre fréquentation assidue de collègues sociologues, facilitée sur le plan de la distance métrique par le contexte pluridisciplinaire de notre structure institutionnelle de recherche, nous a conduit à des propositions de recalibrage de la modularité du modèle théorique de la formation socio-spatiale de Guy Di Méo, par l'adjonction à ce modèle de la notion de capital d'autochtonie (Keerle, 2010) en vue de contribuer à son enracinement, et plus généralement à l'épuration du concept de forme spatiale. Notons de surcroît que l'archéologie du modèle de la formation socio-spatiale fournit un exemple intéressant de problématisation de la cumulativité horizontale (ici, entre géographie et sociologie) des modèles.

C'est aussi pour proposer une nouvelle voie d'articulation entre l'analyse des formes spatiales et celle des formes sociales que nous procédons à des opérations d'élargissement du modèle cartographique des mappes (Jolivet, Nicolas). Ces opérations se sont orientées jusqu'à présent dans deux directions. La première (Keerle, 2011) constitue une transposition du modèle initial à l'échelle de l'individu, en prenant en compte ses mobilités, soit une simple extension du champ empirique du modèle. La seconde (Keerle, 2014) prend plutôt la direction d'une adaptation de ce modèle à un programme structuriste critique d'analyse des sociétés (Archer).

Enfin, notre situation spécifique en matière d'enseignement (poste d'enseignant dans une institution à vocation professionnalisante, formant des animateurs socio-culturels) permet de tester régulièrement la solidité de différents modèles proposés dans la discipline, que nous interprétons comme inspirés du schème actan-

ciel mis en exergue dans le cadre du programme intentionnaliste (Berthelot, 2001). Dans ce contexte a- disciplinaire, la spécificité géographique de la qualification des données en tant que prédictats et de leurs conséquences devient l'enjeu central du questionnement du *topos* ontologique (Berque) de ce secteur professionnel.

Il existe diverses pistes possibles de cumulativité entre disciplines au niveau des programmes d'analyse : selon la philosophie de ces programmes ; selon la norme d'une théorie intégratrice telle que, par exemple, celle de la géographie structurale, qui présente une variante de cumulativité verticale interdisciplinaire ; selon la complémentarité des schèmes d'analyse mobilisés en contrepoint du schème causal dans le cas d'opérations de recherche menées en collaboration avec les sciences de la nature, etc. Parmi ces pistes, une approche centrée sur la spatialisation des sociétés paraît une démarche efficace pour éviter les écueils d'incompréhension dus à des visions strictement objectales des disciplines, ceci dans la perspective d'un pluralisme explicatif de cette spatialisation. Dans ce cadre, l'interaction de la géographie avec d'autres disciplines scientifiques révèle des domaines de pertinence, sinon des divergences d'interprétation, qui diffèrent moins la géographie des autres sciences, en particulier sociales, que des programmes d'analyse potentiellement transdisciplinaires différents, lesquels traversent les frontières disciplinaires. En conséquence, ces dernières doivent leur rigidité, sinon leur pertinence, aux contraintes des langages d'exposition des disciplines (Keerle, Le Caro, 2011) ; ce qui renvoie à la question des arrangements institutionnels dans lesquels la géographie est impliquée, ceux- ci variant en particulier selon les contextes scientifiques nationaux.

#### Bibliographie

- ARCHER, Margaret (1995), *Realist Social Theory: The Morphogenetic Approach*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BERQUE, Augustin (2007), « Vers une mésologie – au- delà du *topos* ontologique moderne – », in M. WIEWIORKA (dir.), *Les Sciences sociales en mutation*. Auxerre, Éditions Sciences humaines, p. 149- 154.
- BERTHELOT, Jean- Michel (1996), *Les vertus de l'incertitude. Le travail de l'analyse dans les sciences sociales*, Paris, PUF.
- BERTHELOT Jean-Michel (2001), Programmes, paradigmes, disciplines : pluralité et unité des Sciences sociales, in J.-M. BERTHELOT (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, p. 457-519.
- DI MÉO, Guy (1991), *L'Homme, l'espace, la société*. Paris, Anthropos.
- FERRIER, Jean-Paul ; HUBERT, Jean-Paul ; NICOLAS, Georges (2005), *Alter-géographies. Fiches disputables de géographie*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence.
- JOLIVET, Rémi ; NICOLAS, Georges (1991), « Signe géographique : chorèmes et tégeos ». *Cahiers de géographie du Québec*, n° 96, p. 535-564.
- KEERLE, Régis (2010), « Contribution aux réflexions sur la spatialisation de la valeur : retour sur un colloque », Norois, n° 217, p. 91-108.
- KEERLE, Régis (2011), « Espaces, actions et cartographies : à propos de quelques mobilisations rennaises », in Y. BONNY, S. OLLITRAULT, R. KEERLE, Y. LE CARO (dir.) *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR, p. 301-319.
- KEERLE, Régis ; LE CARO, Yvon (2011), « Conclusion : perspectives de renforcement des dialogues entre disciplines à propos de la dimension spatiale des mobilisations », in Y. BONNY, S. OLLITRAULT, R. Keerle, Y. LE CARO (dir.) *Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR, p. 357-372.
- KEERLE, Régis (2014), « Acteurs, territorialisations et cartographie dans l'enseignement en IUT option animation », *Mappemonde*, n°113, à paraître.
- WALLISER, Bernard (2009). « Avant-propos », in B. WALLISER (dir.), *La cumulativité du savoir en sciences sociales*. Paris : Ed.EHESS

#### ***Le savoir géographique à l'épreuve de l'action d'aménagement urbain. Regards croisés France-Brésil*** **Carolina Moretti Fonseca e Fabien Mazenod**

Pour découvrir le monde, pour faire la guerre, pour exploiter les ressources naturelles, le savoir géographique était essentiel. Aujourd'hui, la croissance de la population urbaine mondiale pose de nouveaux défis aux géographes. La recherche urbaine contemporaine s'articule autour de trois enjeux principaux : la qualité urbaine, le développement durable et le droit à la ville.

La qualité urbaine est une notion bien complexe, mêlant considérations économiques, environnementales, politiques et sociales. Un aménagement urbain de qualité doit répondre aux besoins des habitants et

des usagers, doit permettre l'accès multimodal aux fonctions urbaines, favoriser les échanges et le bien-être. La qualité urbaine se pense donc à l'échelle articulée du projet urbain au territoire aggloméré (DUMONT 2006, BARBARINO-SAULNIER 2005, BOURDEAU-LEPAGE 2014, DA CUNHA 2014).

Le développement durable est, bien évidemment, au centre de la réflexion géographique. La ville en croissance doit affronter les problèmes de pollution, d'énergie, pour une croissance économique et sociale durable. L'approche géographique du développement durable met en évidence la dimension planétaire des enjeux, mais aussi la différenciation spatiale et le jeu des acteurs dans la gestion actuelle des territoires à différentes échelles. (VAN DER STRAATEN 1994, BRUNEL 2007, VEYRET 2007). Ce sujet a été également pris en compte par le droit international et national, au Brésil comme en France.

Enfin le droit à la ville est une notion historique de la géographie française développée par Henri Lefebvre. Chaque humain a le droit de s'approprier la ville, c'est-à-dire, non seulement d'avoir physiquement l'accès à la centralité mais aussi aux ressources anthropologiques de l'espace urbain (travail, loisirs, mode de vie, etc.). L'objectif est de minimiser la ségrégation urbaine. En France, cela se traduit principalement par l'objectif de mixité sociale inscrit dans la loi (LEFEBVRE 1968, HARVEY, 2003).

Ces notions et concepts sont appropriés par les décideurs dans le discours public. Mais ils connaissent souvent une transformation de leur signification. On observe que le discours politique mobilise à tout-va, la qualité urbaine, le développement durable, le droit à la ville, mais les actions d'aménagement ne sont pas toujours cohérentes. Une des missions du géographe-aménageur doit être l'analyse des opérations d'urbanisme, à l'échelle du projet pour voir comment les savoirs géographiques sur la ville ont été compris et utilisés (MARGIN 1999).

Plusieurs questions émergent. Quels savoirs géographiques sont-ils mobilisés pour l'aménagement urbain ? Comment sont-ils saisis et par qui ?

Les exemples d'opérations d'urbanisme en France et au Brésil permettent d'analyser et de comparer les transferts du savoir géographique, de la pensée à la réalité. Par le terme « opération d'urbanisme » nous entendons toute exécution d'un projet d'urbanisme conduisant une transformation partielle du tissu urbain (construction, rénovation, réhabilitation, reconstruction, curetage, alignement, etc.). Lors de l'opération, le discours affronte la réalité urbaine et les savoirs géographiques sont utilisés par certains acteurs.

Au Brésil comme en France, les opérations d'aménagement urbain mettent en évidence le rôle de l'aménageur et du décideur public. En France, l'expérience de l'aménagement est ancienne. Elle est guidée par des savoirs géographiques universitaires depuis le XIXème siècle. Au Brésil, cette pratique est plus récente et nourrie par le transfert des savoirs géographiques étrangers. De nouvelles opérations d'aménagement, surtout menées par des grandes villes, fournissent des cas d'études intéressants pour analyser l'utilisation et la circulation des savoirs géographiques dans les discours et dans l'action.

En France, la tradition planificatrice est ancienne. L'action la plus remarquable est celle du baron Haussmann, préfet de la Seine, qui rénova une grande partie du centre de Paris dans la deuxième moitié du XIXème siècle (FIJALKOW 1998). Les théories hygiénistes et de sécurité, qui ont nourri l'action d'Haussmann, ont été exportées dans le monde occidental jusqu'au Brésil (rénovation de Rio de Janeiro). Les conséquences de la Seconde-Guerre-Mondiale ont marqué de manière singulière l'expertise française d'aménagement. La reconstruction des villes était menée par l'Etat, pensée et appliquée au niveau national par la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) qui appliquait au territoire français les savoirs géographiques à propos de la meilleure répartition des hommes et des activités (DATAR 2013). L'objectif était de rendre le territoire national le plus productif possible. La pratique de l'aménagement urbain au niveau local est une expérience récente. Néanmoins, les nouveaux questionnements de la géographie se sont imposés dans ce nouveau cadre et sont devenus des principes que toute opération d'urbanisme doit prendre en compte. L'opération Confluence à Lyon a été prise comme exemple de la pratique de l'aménagement en France car elle conjugue la gouvernance locale (le Grand Lyon1), la concertation des différents acteurs pour le développement durable, la qualité urbaine et le droit à la ville.

Au Brésil, au début du XXème siècle, l'opération de rénovation à Rio de Janeiro menée par le maire Pereira Passos était guidée par les théories européennes d'hygiénisme et de circulation des flux. (SEVCENKO 2010). Les conséquences de cette opération d'urbanisme (déplacement de population, expansion urbaine, problèmes sanitaires) impliquèrent un nouveau paradigme pour l'aménagement du territoire. Aujourd'hui, la croissance effrénée des grandes villes du Brésil impose d'autres motivations à l'action d'aménagement. Le développement durable, la protection environnementale, l'accès aux fonctions urbaines et au logement deviennent des sujets qui justifient des initiatives d'aménagement novatrices, surtout dans les grandes villes. São Paulo, Rio de Janeiro

et Porto Alegre sont des exemples récents de villes qui conduisent des opérations d'aménagement pour améliorer la qualité de vie urbaine et la mobilité des habitants. L'Operação Urbana Consorciada Água Espraiada à São Paulo est un cas d'étude intéressant (MONTANDON 2007).

Le regard croisé entre les exemples de la France et du Brésil permet d'analyser le transfert du savoir géographique dans le discours et l'action d'aménagement urbain. La qualité urbaine, le développement durable et le droit à la ville doivent s'appliquer à l'aménagement urbain. Les exemples d'opérations à São Paulo et à Lyon vérifient-ils cette hypothèse ?

#### Note

1 Le Grand Lyon est une communauté urbaine composée de 58 communes (villes), dont Lyon, la plus importante.

#### Références bibliographiques

- Backouche Isabelle, Ripoli Fabrice, Tissot Sylvie, Veschambre Vincent, et al., 2011, *La dimension spatiale des inégalités : Regards croisés des sciences sociales*, Rennes, PU Rennes.
- Barbarino-Saulnier Natalia, 2005, *De la qualité de vie au diagnostic urbain, vers une nouvelle méthode d'évaluation: le cas de la ville de Lyon*, sous la direction de Franck Scherrer, Lyon, Université Lumière Lyon 2.
- Blanc Antoine Le, 2014, *Métropoles en débat : (dé) constructions de la ville compétitive*, Nanterre, Presses Universitaires de Paris 10.
- Bourdeau-Lepage Lise, 2012, *Regards sur la ville*, Paris, Economica.
- Bourdin Alain, 2009, *Projets et stratégies urbaines : Regards comparatifs*, Marseille, Parenthèses.
- Bourdin Alain, 2014, *L'urbanisme d'après crise*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.
- Bourdin Alain, Lefevre Marie-Pierre et Melé Patrice, 2006, *Les règles du jeu urbain : Entre droit et confiance*, Paris, Descartes & Cie.
- Brunel Sylvie, 2007, *Le développement durable*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Collectif sous la direction du ministère de l'Équipement et de l'association A3, 2002, *Projets urbains en France*, Édition : 1e. Paris, Le Moniteur.
- Da Cunha Antonio et Guinand Sandra, 2014, *Qualité urbaine, justice spatiale et projet*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- Damez Jacques et Nouhaud Jean-Pierre, 2008, *Lyon, La Confluence : Mémoires en mutation*, Cahier n° 1, Paris : Lyon, Textuel.
- DATAR Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale, 2013, Paris, La Documentation Française.
- Dumont Marc et Andrieu Dominique, 2006, « Qualité urbaine et ville durable à l'épreuve du renouvellement urbain. L'exemple du Grand Projet de Ville Malakoff Pré Gauchet à Nantes », *Norois*, 198.
- Fijalkow Yankel, 1998, *La construction des îlots insalubres*, Paris 1850-1945, Paris, L'Harmattan.
- Gauthiez Bernard, 2003, *Espace urbain : Vocabulaire et morphologie*, Paris, Centre des monuments nationaux.
- Gehl Jahn, 2011, *Life Between Buildings: Using Public Space*, Édition : 6th. Washington, DC, Island Press.
- Gehl Jan, 2013, *Pour des villes à échelle humaine*, Montréal, Ecosociété.
- Harvey David, 2003, « The Right of the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 27/4.
- Hayer Dominique, 2005, *Fabriquer la ville autrement : Jean-Paul Baïetto (1940-1998) : portrait d'un aménageur urbain*, Paris, Le Moniteur Editions.
- Huriot Jean-Marie et Bourdeau-Lepage Lise, 2009, *Economie des villes contemporaines*, Paris, Economica.
- Jacobs Jane, 2012, *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Marseille, Parenthèses.
- Júnior Caio Prado et Martinez Paulo Henrique, 2012, *Evolução política do Brasil: e outros estudos e imperio*, Companhia das Letras.
- Ministère de l'équipement, 2001, *Fabriquer la ville*, Paris, La Documentation française.
- Lefebvre Henri, 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.
- Mangin David et Panerai Philippe, 1999, *Projet urbain*, Paris, Parenthèses.
- Merlin Pierre, 2007, *L'aménagement du territoire en France*, Paris, La Documentation française.
- Montandon Daniel Todtmann et Souza Felipe Francisco de, 2007, *Land readjustment e operações urbanas consorciadas*, Romano Guerra.
- Nobécourt Lorette, 2010, *Lyon, La Confluence : Mémoires en mutation*, Cahier n° 2, Paris : Lyon, Textuel.
- Padovano Bruno Roberto, Namur Marly et Sala Patricia Bertacchini, 2012, *São Paulo em busca da sustentabilidade*, EDUSP.
- Rio-Derrey Samuel et Gauthiez Bernard, 2011, *Urbanisation en périphérie lyonnaise: approche morphologique*.

*que de la périurbanisation et enjeux de sa planification*, Lyon, France.

Salvaing François, 2011, *Lyon la Confluence, Mémoires en Mutation -Tome 3*, Paris : Lyon, Textuel.

Sedjari Ali, 2011, *Performance Urbaine et Droit à la Ville*, Paris, L'Harmattan.

Sevcenko Nicolau, 2010, A revolta da vacina: mentes insanas em corpos rebeldes, Cosac Naify.

Sposito Maria Encarnação Beltrão, 2011, *A produção do espaço urbano: agentes e processos, escalas e desafios*, Contexto.

Vallet Bertrand, 2012, *Qualité et sûreté des espaces urbains, onze expériences novatrices*, Lyon, La Documentation Française.

Van den Bergh Jeroen et Van der Straaten Jan, 1994, *Towards Sustainable Development: Concepts, Methods, and Policy*, Washington DC, Island Press.

Veyret Yvette, 2007, *Le développement durable*, Paris, Sedes.

Zepf Marcus, 2004, *Concerter, gouverner et concevoir les espaces publics urbains*, Lausanne, Presses Polytechniques et Universitaires Romandes - PPUR.

## / ficha técnica

### Comitê organizador

Paulo Cesar da Costa Gomes (Universidade Federal do Rio de Janeiro) – Presidente

André Reyes Novaes (Universidade do Estado do Rio de Janeiro)

Anna Stauffer (Universidade Federal do Rio de Janeiro)

Breno Viotto Pedrosa (Universidade Federal de Integração Latino-Americana)

Guilherme Ribeiro (Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro)

Larissa Alves de Lira (Universidade de São Paulo)

Leonardo Civale (Universidade Federal de Viçosa)

Leticia Parente Ribeiro (Universidade Federal do Rio de Janeiro)

Mariana Lamego (Centro Federal de Educação Tecnológica Celso Suckow da Fonseca)

Rafael Winter Ribeiro (Universidade Federal do Rio de Janeiro)

Sergio Nunes Pereira (Universidade Federal Fluminense)

### Equipe de apoio

Danièle Faria

Eduardo Knopnan

Paula Trojan

Rafaela Alcântara

### Comitê científico

Carla Lois (CONICET-Universidad de Buenos Aires)

Charles W. J. Withers (University of Edinburgh)

Cristina Pessanha Mary (Universidade Federal Fluminense)

Doralice Barros Pereira (Universidade Federal de Minas Gerais)

Federico Ferretti (Université de Genève)

Guy Mercier (Université Laval)

Isabel Chrysostomo (Universidade Federal de Viçosa)

Jacobo García Alvarez (Universidad Carlos III de Madrid)

Jean-Yves Puyo (Laboratoire SET; Université de Pau et des Pays de l'Adour)

João Carlos Garcia (Universidade do Porto)

Manoel Fernandes de Sousa Neto (Universidade de São Paulo)

Marcelo Werner da Silva (Universidade Federal Fluminense)

Michael Heffernan (University of Nottingham)

Omar Moncada Maya (Universidad Nacional Autónoma de México)

Paulo Roberto de Albuquerque Bomfim (Instituto Federal de Educação, Ciência e Tecnologia de São Paulo)

Paulo Roberto Godoy (Universidade Estadual Paulista)

Pedro de Almeida Vasconcelos (Universidade Federal da Bahia /Universidade Católica de Salvador)

Perla Zusman (CONICET-Universidad de Buenos Aires)

Rita de Cássia Anselmo (Universidade Federal de Uberlândia)

Rogata Del Gaudio (Universidade Federal de Minas Gerais)

### Colaboração

Alda Heizer (Fórum de Ciência e Cultura do Campus Praia Vermelha da Universidade Federal do Rio de Janeiro)

Maria Dulce de Faria (Fundação Biblioteca Nacional)

Monica Carneiro Alves (Fundação Biblioteca Nacional)

Léia Pereira da Cruz (Fundação Biblioteca Nacional)

### Design material gráfico

Amanda Fernandes de Carvalho

Ana Brasil Machado